

Le duel Reagan-Ortega

M. Reagan a choisi, le mercredi 7 octobre, le cadre solennel et un peu désuet de l'Organisation des États américains, à Washington, pour rappeler les conditions posées par son gouvernement pour la restauration de la paix et de la sécurité en Amérique centrale.

L'OEI n'est plus ce qu'elle était. Fidel Castro la qualifiait avec impertinence, dans les années 60, de « ministère des colonies de Washington ». Une formule d'insulte, mais exacte. L'OEI, en tant que telle, n'a pas été capable d'intervenir directement et efficacement pour régler les complexes conflits d'Amérique centrale. Elle a cependant soutenu les efforts méritoires du groupe de Contadora, et elle approuve le plan de paix du président du Costa-Rica, M. Arias.

Persone, au début de cette année, ne fondait beaucoup d'espoirs sur ce plan. Il a pourtant permis, le 7 août, à Guatemala, la signature par cinq chefs d'État d'Amérique centrale d'un accord de principe en faveur d'une solution politique et négociée. Cet accord et cette rencontre spectaculaire ont déclenché une dynamique de paix dans la région.

Quelques choses bougent en Amérique centrale. Le gouvernement Duarte et le général salvadorien sont d'accord pour étudier les modalités d'un cessez-le-feu. Bien des obstacles demeurent, mais c'est un premier pas. Le gouvernement démocrate-chrétien du Guatemala et les délégués des différents mouvements de guérilla de ce pays - une lutte qui dure depuis trois décennies - ont également décidé de prendre un premier contact, à Madrid.

Seul parmi les signataires des accords de Guatemala, le Honduras, le plus fidèle allié de Washington dans la région, traîne les pieds. Le président Azcona continue de nier, contre toute évidence, la présence de camps de la Contra sur son territoire et refuse de constituer une commission de conciliation prévue par les accords. Les sandinistes, en revanche, ont multiplié les gestes depuis quelques semaines : reprise du dialogue avec l'opposition interne, renouveau de la « La Prensa », ce symbole éclatant de l'opposition démocratique, cessez-le-feu dans certaines zones de combat, restitution de leurs biens aux contras répressés. Autant de gestes qualifiés de « communiés » par M. Reagan.

Mais il est clair que M. Reagan, qui a réaffirmé son soutien indéfectible à la Contra et réitéré la restauration d'une démocratie totale au Nicaragua, est sur la défensive. Paradoxalement, les sandinistes ont pris l'initiative avec habileté, alors que le Congrès de Washington est réuni face à la nouvelle demande d'aide de 270 millions de dollars pour la Contra qu'envisage M. Reagan. Managua a reçu mercredi le soutien inattendu des Nations unies. Un vote surprise, le plus large appui du secrétaire général de l'ONU. Un vote destiné, selon ses promoteurs, à neutraliser les réserves de Washington alors que M. Ortega devait prendre la parole vendredi devant les Nations unies.

Dans son duel apparemment inégal avec M. Reagan, le numéro un sandiniste continue de marquer des points. Il a lancé mercredi à New York un appel aux multinationales américaines pour qu'elles n'hésitent pas à investir au Nicaragua. Et il a affirmé que les sandinistes céderaient le pouvoir s'ils perdaient les élections prévues en 1990. Les vainqueurs de Somoza ne le souhaitent certes pas et tentent de gagner du temps. Mais, après avoir commis tant d'erreurs, leur tactique actuelle a au moins le mérite de la cohérence.

(Lire nos informations page 3.)

M. Bourguiba ayant refusé la grâce

Deux islamistes tunisiens ont été pendus

Deux des sept islamistes tunisiens condamnés à mort le 27 septembre pour atteinte à la sécurité de l'État ont été pendus à Tunis le jeudi 8 octobre à l'aube. Les cinq autres avaient été condamnés par contumace. Les deux suppliciés sont Mehrez Boudegga, vingt-cinq ans et Boulbaba Dekhil, vingt-quatre ans. Resté sourd aux nombreux appels à la clémence lancés en leur faveur, le président Bourguiba leur a refusé sa grâce.

TUNIS

de notre correspondant

Le chef de l'État tunisien a donc finalement refusé sa grâce aux deux militants du Mouvement de la tendance islamiste (MTI) condamnés à mort le 27 septembre par la Cour de sûreté de l'État. Mehrez Boudegga et Boulbaba Dekhil ont été pendus à l'aube du jeudi 8 octobre à la prison civile de Tunis. Pour M. Bourguiba, les deux hommes étaient des « terroristes ».

Le premier avait reconnu avoir fabriqué les explosifs utilisés lors des attentats commis le 2 août dernier contre plusieurs hôtels touristiques de Sousse et de Monastir. Ces attentats avaient fait treize blessés. Le second avait avoué, lors de son interrogatoire, avoir jeté du vitriol au visage d'un responsable de la section de

Gabès (Sud tunisien) du Parti socialiste destourien (au pouvoir). La Cour de sûreté de l'État avait confirmé mardi son verdict en rejetant le pourvoi en cassation déposé par la défense.

De nombreux appels à la clémence avaient été lancés en faveur des condamnés. La Ligue tunisienne des droits de l'homme avait notamment recueilli une pétition signée par plus de trois cents personnalités. Au cours des derniers jours, plusieurs organisations pro-islamiques ont, dans des communiqués publiés à Beyrouth, menacé la Tunisie dans l'hypothèse où les condamnations à mort ne seraient pas commuées. Il s'agit du Djihad islamique, du Hezbollah (parti de Dieu) et de la section pour le Moyen-Orient du parti Ad Dawa (appelé en Irak). - (Interim.)

Un entretien avec le secrétaire général de la CGT

M. Krasucki dénonce la « destruction des conquêtes sociales »

Au moment où la CGT réunit sa commission exécutive, M. Krasucki dénonce, dans l'entretien qu'il nous a accordé, une « politique de droite » qui « détruit les conquêtes sociales et s'acharne contre les libertés ». Avant la grève nationale des fonctionnaires le 15 octobre, le secrétaire général de la CGT souhaite que « les syndicats agissent dans le même sens et se retrouvent ensemble ». Il annonce une multiplication des initiatives d'action.

« Quelles initiatives allez-vous prendre pour prolonger votre journée du 1^{er} octobre ? »

« Le 1^{er} octobre reflète la montée d'un courant revendicatif et d'un esprit de lutte que la CGT signale depuis un certain temps. Plusieurs centaines de milliers de salariés, du secteur privé comme du secteur public, ont manifesté à Paris et en province. Or, le nombre de participants aux arrêts de travail et aux autres initiatives est largement supérieur à celui des manifestants ».

« A l'automne dernier, à la suite d'initiatives de la CGT, les luttes des étudiants puis des cheminots et des électriciens, avec comme dénominateur commun, dans la manière de les conduire, la démocratie, ont ouvert la voie à un court nouveau. Cette évolution, confirmée en mars lors du rassemblement national imposant

que la CGT a organisé à Paris sur la Sécurité sociale, se poursuit et s'accroît ».

« Un travail s'opère dans les profondeurs du monde du travail et même au-delà. Cela résulte de la rencontre de l'activité de forces comme la CGT et de l'expérience vécue de gens qui sont de plus en plus nombreux à trouver qu'il ne faut pas se laisser faire. Ils ne se laissent pas abuser par un climat que l'on tente de présenter crispé, tristounet, déprimant. Notre initiative leur donne un élan nouveau pour persévérer et aller plus loin. Elle aura des suites multiples dans un nombre considérable d'entreprises, de branches, de localités ».

Propos recueillis par MICHEL NOBLECOURT. (Lire la suite page 40.)

Haute Cour

L'Assemblée a voté la mise en accusation de M. Nucchi.

PAGES 10 et 11

La croissance au Canada

Les recettes d'un succès exceptionnel.

PAGE 38

L'« Achille-Lauro » deux ans après

Par Marek Halter.

PAGE 4

Cinq mille œuvres à la Foire internationale d'art contemporain

PAGES 21 à 24

Le sommaire complet se trouve page 44

Les opérations de police en France et en Espagne

Le temps des ruptures au Pays basque

Les opérations de police menée au Pays basque, français ont entraîné, mercredi 7 octobre, des manifestations de protestation des deux côtés des Pyrénées. Ces manifestations n'ont toutefois pas eu une grande ampleur. En Espagne, on considère que les rafles et les expulsions décidées par Paris pourraient renforcer la position de ceux qui, au sein de l'ETA, préconisent une négociation avec Madrid. Du côté français, où deux nouvelles arrestations de membres de l'ETA ont été opérées le 7 octobre, il apparaît que ces mesures ont accentué le clivage entre les mouvements séparatistes du Nord et du Sud.

BAYONNE

de notre envoyé spécial

« Roman », l'aumônier de la communauté basque espagnole dans les Pyrénées-Atlantiques, a été expulsé hors de France. Il a été remis, samedi 3 octobre, aux autorités espagnoles, lui le curé, dans le plus pur style de l'espionnage, par une nuit pluvieuse, menottes aux poignets, sous les néons blêmes d'un poste frontière.

Samedi 3 octobre, ce jour que le Pays basque, au nord et au sud, retiendra comme celui de la « grande rafle », le vicaire d'Arbonne (Pyrénées-Atlantiques) a été interpellé à l'aube comme près d'une centaine

d'hommes et de femmes que personne n'osera plus appeler les « réfugiés ».

Les policiers se sont d'abord trompés de maison. Ils ont fracturé la porte d'un voisin avant d'enfoncer la bonne, la sienne, et de lui braver un revolver sur le ventre. « Roman », comme beaucoup de Basques espagnols résidant en France, avait redouté une scène de ce genre, mais interprétée par des tueurs anti-séparatistes du GAL, voire par des policiers espagnols. Il n'a été que moyennement surpris par la taille de l'arme. Il s'est retrouvé attaché à un radiateur au camp des CRS de la Basse-Cailles, à Anglet.

PHILIPPE BOGGIO. (Lire la suite page 12.)

Le « dialogue » avec l'Afrique du Sud

M. « Pik » Botha à Paris



LES EMBARRAS DE PARIS

Lire nos informations page 6

La spéculation foncière dans la capitale japonaise

Tokyo, la ville sans prix

La spéculation foncière à Tokyo est le sujet à l'ordre du jour. Pas un candidat à la succession du premier ministre, M. Nakasone qui ne l'évoque dans ses discours. En un an, le prix du terrain a augmenté de 85 %, contre 9,7 % sur le plan national.

TOKYO

de notre correspondant

Il y a quelques semaines, en plein milieu de la nuit, un poids lourd recula dans la vitrine de la modeste blanchisserie de M. Watanabe située dans le quartier de Shinjuku-Sanchome à Tokyo, causant pour plus de 500 000 yens (20 000 F) de dégâts. Une fausse manœuvre ? Non, un acte d'intimidation. Tout autour de chez M. Watanabe, des promoteurs achètent les terrains et démolissent à tour de bras les humbles maisons. Le quartier de Shinjuku est l'un des centres de Tokyo (qui, contrairement aux villes occidentales, n'en a pas un, mais plusieurs), et, comme ailleurs dans la capitale nipponne, le

prix du terrain a connu une flambée spectaculaire : au cours de l'année fiscale 1986 (qui s'est achevée en mars dernier), 18,8 % dans les zones résidentielles et 34,4 % en moyenne dans les quartiers commerçants, mais 98 % dans les plus prisés d'entre eux (Shimbashi, Akasaka, Kanda).

En moyenne, en deux ans, le prix du terrain à Tokyo ont doublé. Dans Shinjuku-Sanchome, en un an, le prix du *tsubo* (3,3 m²) est passé de 14 à 35 millions de yens (de 560 000 F à 1 400 000 F) et à Ginza, sans doute la place la plus chère du monde, il vaut entre 51 et 100 millions (soit 2 040 000 à 4 080 000 francs).

L'excès de liquidités de l'économie japonaise, dû à l'excédent commercial, et le laxisme des autorités pour enrayer la spéculation foncière sont à l'origine d'un phénomène qui a pris des proportions alarmantes : le marché immobilier est devenu l'un de ces « casinos » où s'investissent des sommes faramineuses (10 % du total des prêts bancaires ont été utilisés sur le marché immobilier

l'année dernière) et dont les maîtres du jeu sont des promoteurs agissant par l'entremise de sociétés spécialisées dans l'achat et la revente des terrains : les *jiage-ya* (litéralement « ceux qui font monter les prix »).

PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 6.)

Le Monde

DES LIVRES

■ Rencontre avec W.M. Spackman. ■ Gadda, une voix aux harmoniques sans pareils, par Hector Bianciotti. ■ Les héros fitzgeraldiens d'Yves Simon. ■ La leçon d'espérance de Hans Urs von Balthazar. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech. ■ La chronique de Nicole Zand.

Pages 15 à 20 et 25 à 30

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 65 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 4 000 DL. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

صكنا من الامم

Débats

Une décolonisation particulière

La Nouvelle-Calédonie d'aujourd'hui est multicommunautaire

par MAURICE DUVERGER

« S'AGIT-IL, oui ou non, d'un problème de décolonisation ? » Cette question d'un lecteur résume la plupart des lettres critiquant mon article du 2 septembre sur la Nouvelle-Calédonie — deux fois plus nombreuses que celles l'approuvant. La réponse est : « Oui, mais il s'agit d'une décolonisation d'un type particulier, intermédiaire entre les deux pratiques jusqu'ici. »

Aux Etats-Unis, au Canada, en Amérique latine, en Australie, en Nouvelle-Zélande, la colonisation a pris fin par la disparition de la plupart des colons, leur réduction dans des réserves, ou l'intégration des derniers dans la masse des colons autochtones. Lesquels ont bénéficié de l'indépendance. En Afrique et en Asie, les colons autochtones sont partis et l'indépendance a profité aux autochtones. Entre les deux méthodes, le choix a été moins déterminé par les volontés humaines que par une démographie fixant le rapport des forces.

Elle est l'originalité de la Nouvelle-Calédonie, où la population se partage à peu près également entre colonisateurs et colonisés, la balance étant faite par les originaux d'autres régions du Pacifique, qui soutiennent les premiers tout en étant plus proches des seconds, ethniquement ou culturellement. A quoi servira aux Canaques de devenir majoritaires dans dix, vingt ans ou plus ? De toute façon, ils ne pourront pas ignorer les caloches et leurs alliés, ni les chasser, ni les reléguer dans un statut d'étrangers. Qu'ils le veuillent ou non, si la Nouvelle-Calédonie a d'abord appartenu à eux seuls, elle est devenue un pays multicommunautaire. Ils n'ont pas les moyens d'inverser la marche de l'histoire.

Quand les immigrants sont aussi nombreux que les autochtones, et aussi attachés qu'eux au sol où ils vivent les uns et les autres, la décolonisation consiste à supprimer l'inégalité qui sépare les deux communautés, à partager équitablement entre elles le pouvoir de décision et à respecter la différence et l'autonomie de leurs cultures respectives. Jean-Marie Tjibaou commence à le reconnaître en admettant comme citoyens toutes les personnes résidant sur le territoire, si leur père et leur mère y sont nés. Mais il sait que la Constitution ne permet pas une telle discrimination et qu'un gouvernement français ne pourra réduire le droit de vote au-delà des trois ans de résidence exigés. Caloches, Canaques et autres Mélanésiens devront tous participer aux décisions concernant leur sort commun.

Après le référendum du 13 septembre, un de Gaulle aurait ouvert aux vainqueurs et aux vaincus des perspectives de réconciliation, en rappelant que la République plébiscitée par les premiers envisage dans sa Constitution des évolutions acceptables finalement par tous. Par exemple, celle conduisant à la Communauté révisée en 1960, qui autorise l'indépendance des Etats membres. Ou celle ouverte par la disposition élaborée sur l'initiative du président Senghor, qui figure dans l'article 88 admettant une indépendance liée à une association reposant sur un pacte modifiable seulement par l'accord des deux parties (1). L'ONU n'aurait rien à y redire, puisqu'elle a inclus l'Ukraine et la Biélorussie, qui sont moins autonomes.

La cohabitation a empêché François Mitterrand de proposer de telles perspectives, et le poids de ses partisans a retenu Jacques Chirac de se lancer dans une voie qu'il aurait pu envisager. Quel qu'il soit, le prochain président aurait intérêt à explorer de telles possibilités. Non seulement pour tenter de résoudre le problème néo-calédonien, mais pour offrir aussi à certains de nos autres territoires d'outre-mer un avenir qu'ils pourraient juger plus attirant que leur statut actuel.

(1) L'une et l'autre suggérées voilà plus de deux ans : cf. *Le Monde* des 24 janvier, 26 février et daté 21-23 juillet 1985.

Soigner ou gérer, il faut choisir

Maîtriser les dépenses de santé : d'accord. Et la maladie ?

par JEAN CARPENTIER (*)

celles ou politiques. On ne peut pas non plus ignorer son appétence pour le savoir et son rapport à la science qui le font souvent courir vers les Entretiens de Bichat et d'autres réunions de formation continue moins prestigieuses.

Plus ça va, plus il sent bien que ce qui lui est demandé, en haut lieu, n'est pas de soigner, et encore moins de guérir, mais de « gérer » la maladie.

La moindre réflexion sur sa pratique quotidienne lui fait toucher le fond de l'idée de « consommation médicale », qu'il avait jusqu'à présent enregistrée d'une façon aussi légère qu'écritique. Le médecin ne vend pas des frigos ou des téléviseurs, seraient-ils de grande qualité. Le médecin soigne des gens réels, qui ont une histoire et dont la maladie a un sens dans cette histoire. Il a affaire à des sujets en mouvement qui ne sont pas, de ce fait, éligibles comme le seraient des objets de consommation, pas plus que ce qu'il leur vend ne relève, sur le fond, de la consommation.

L'individu décomposé

Des idées claires lui avaient été apprises à la faculté et lui sont devenues des évidences au long de sa pratique : le lien serré entre le type de relation médecin-malade et l'efficacité de la thérapeutique, quelle qu'elle soit ; les liens aussi entre la dépression et le cancer. (*) Médecin généraliste, Ecole dispensée de santé.

cer, l'angoisse et les maladies cardiovasculaires, l'infection et le diabète, la fatigue et l'accident du travail, etc. Lien indissociable du subjectif et de l'objectif, globalité, ce qui est devenu la règle d'or du travail médical est désormais nul et non avenu sous la plume du législateur. Tout se passe en effet comme si l'ingénieur à accoutumer les découpages de l'individu, alors même que, depuis la fin des années 40, le discours médical plaide en faveur de son unité (est-il vraiment besoin d'indiquer que ce discours s'appuie sur une expérience qui couvre des dizaines de millions d'individus ?).

A la décharge du législateur : on peut constater qu'il est conforté dans sa démarche par une médecine qui, aveuglée par l'apport incontestable des technologies, s'est enfoncée elle-même dans un réductionnisme scientifique et un découpage de plus en plus inadéquats au réel. En bonne logique, devant des réformes qui s'avèrent une hérésie au regard d'une attitude scientifique, on pourrait espérer une prise de position de l'Université sur le plan de ce qu'elle représente : la référence la plus autorisée du savoir médical. Mais peut-elle sortir, et comment, de son silence ?

Si le médecin n'est pas étranger à la volonté du gestionnaire de maîtriser les dépenses de santé, il entend que soit pris en compte un chemin « qui n'occulte ni la finalité de la médecine ni sa dimension humaine ni sa référence à la science ». Il ne peut y avoir de réforme qui tienne, hors de ces conditions.

* Un forum organisé à l'initiative d'une vingtaine de médecins, notamment des généralistes, est organisé vendredi 9 octobre, à 20 h 30 à la Doms Médica, salle Jean-Bouvier, 60, boulevard de la Tour-Maubourg à Paris (7^e).

Au Courrier du Monde

« DÉTAIL »

Psychanalyse contre occultation

L'extermination dans les chambres à gaz constitue le fait le plus important de la barbarie du vingtième siècle. Il interroge l'humanité tout entière, en la questionnant sur sa « nature », ses idéaux, son désir. Tenter d'occulter l'extermination des Juifs par les nazis, de falsifier l'histoire, c'est d'une « révision » ou d'un « détail ». C'est pis : il s'agit de tronquer notre mémoire, de l'empêcher, et en faussant notre histoire de permettre des répétitions monstrueuses. Quand le secret ne peut plus être tenu, les familles mentent, empoisonnant l'avenir de leur progéniture, sommée de revenir sur les traces, de répéter l'horreur sans savoir ce qu'elle cherche à retrouver, à réparer, coupable de la faute parentale.

Des analystes l'entendent ; ils répètent aujourd'hui, dans les cures, les effets de ces occultations ou falsifications ; celle de l'Histoire liée à celle des histoires.

C'est pourquoi certain(e)s d'entre eux considèrent le film *Shoah*, de Claude Lanzmann, comme un acte permettant de refaire le chemin vers ces traces, de retrouver la mémoire, de ne pas la perdre ; première vigilance à tenir en l'absence de « compréhension », d'interprétation de tels faits. Il nous faut tenir, survivre avec cela, sinon tout est à craindre de ces occultations ou falsifications — qui ont se présenter comme des « révisions » possibles pour le futur de notre histoire.

L'actualité réactive la violence de la scène, délaissée (effet *Le Pen*). Alors que reste-t-il d'autre qu'une parole, pour chacun(e) ? Plutôt que le silence de l'analyste, une parole : « Allez voir ou revoir *Shoah* ! »

A.-M. HOUEBINE-GRAUD (Paris).

[Ce texte a été signé également par les analystes suivants : Eda Didi, Sami Hadjadj, Jean-Jacques Moscovitz, Michèle Ruty et Anne-Lise Stern.]

RIPOSTE

L'inutile dissuasion

Dans *Le Monde* du 1^{er} octobre, Pierre Lellouche constate que « les armes tactiques sont inutilisables pour tous les Européens, puisque leur emploi signifierait la destruction du continent ». Il ajoute que l'utilisation des armes stratégiques (l'autre extrême de la prétendue « riposte graduée » de l'OTAN) signifierait le suicide des Etats-Unis (Europe) ; et la destruction de l'URSS et probablement de l'Europe.

Il conclut de sa première remarque qu'il « voit mal comment [les armes tactiques] pourraient être maintenues ». En bonne logique, ne devrait-il pas tirer la même conclusion de sa deuxième remarque sur les missiles stratégiques ? L'utilisation de la force de frappe française ne signifie-t-elle pas également le suicide des Français ? Par conséquent, quelle est sa crédibilité et, donc, son caractère dissuasif ? Pierre Lellouche — de manière involontaire mais crédible car non entachée du virus du « pacifisme » — ne nous offre-t-il pas ainsi la meilleure

démonstration de l'inutilité de la dissuasion nucléaire ? MARIE-FRANÇOISE WILKINSON (Bruxelles).

GÉNÉROSITÉ

Les jeunes ont des devoirs

Il est très remarquable que dans l'article du *Monde* du 30 septembre : « Un sondage sur les 16-24 ans », à aucun moment on ne pose de questions aux jeunes sur leurs devoirs, devoirs vis-à-vis de la société, de la France, de leurs parents, de leur idéal, d'eux-mêmes, etc. La question : seriez-vous prêt à vous engager ? évite toute idée de sacrifices éventuels... C'est à bon compte, alors, que l'on peut être jugé généreux.

GEORGES GRIMAL (Montmorency, Val-d'Oise).

LONGÉVITÉ

Les Soviétiques et Rudolf Hess

A propos de cette discussion ou polémique, comme vous voudrez, qui s'est instituée sur le sort de Rudolf Hess, ayant été, en 1947, directeur français de la prison de Spandau, je voudrais simplement dire ceci :

Le maintien en captivité de Hess ne peut, en aucun cas, être considéré comme en rapport avec la gravité des faits qui lui étaient imputés.

Les Soviétiques, toujours en avance sur leur temps, ayant un intérêt majeur à conserver le plus longtemps possible un poste d'observation et un moyen de passage dans les secteurs occidentaux de Berlin, ont tout simplement mis sur la longévité de Hess pour en faire leur otage. Calcul qui s'est révélé payant.

Situation qui aurait, d'ailleurs, pu se prolonger sans la mort « prématurée » de l'intéressé...

JEAN-JACQUES STAMBAUGH (Paris).

IDIOME

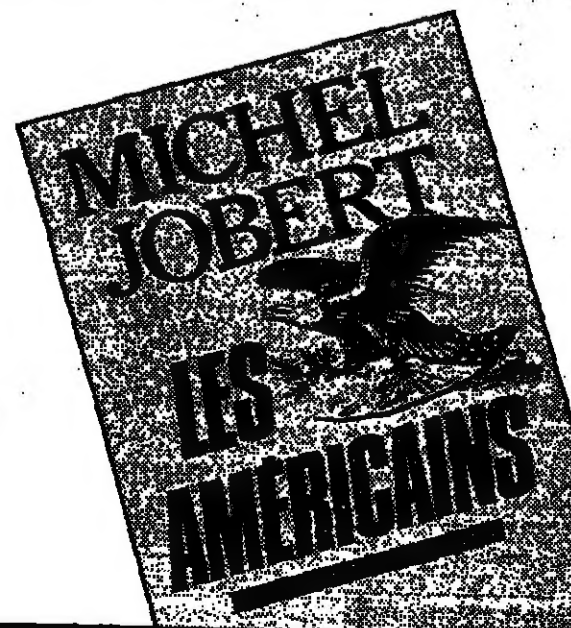
Et nos ancêtres gaulois ?

Comment se fait-il que les travaux relatifs à la langue gauloise ne méritent jamais l'attention du ministre de la culture ? Comment se fait-il qu'on puisse obtenir des subventions pour l'étude de telle ou telle langue d'Afrique ou d'ailleurs, alors que « l'inventaire » de la découverte de Chamalères, où l'on a trouvé une inscription en langue gauloise, n'a pas été, que je sache, honoré en conséquence, pas plus que les inventaires des autres inscriptions ? Vers 1946, M. Dauzat, « père » de l'onomatopée de France, et M. Vendryes, doyen de la Sorbonne, me demandèrent de me consacrer à la toponymie celtique, ce que j'ai fait. Je me suis aperçu que la toponymie française est, fondamentalement, celtique et que les Celtes occupèrent la Gaule bien avant le baptême siécle avant J.-C.

Alors, pourquoi est-on ostracisme ? PAUL QUENTEL (Saint-Malo).

MICHEL JOBERT DIT LEURS QUATRE VÉRITÉS AUX AMÉRICAINS.

ALBIN MICHEL



Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650 572 F
Téléscripteur : (1) 45-23-06-91

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDPUB 206 136 F

Imprimés
du Monde
à Paris
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications 57 437

ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 3615 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-99-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE/TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde USPS 785-910 is published daily,
except Sundays for \$450 per year by
Le Monde c/o Spandauer, 45-45 39th
Street, L.I. NY 11104. Second class postage
paid at L.I. and additional offices. NY
postmaster : send address changes to Le
Monde c/o Spandauer, USA, INC. 45-45 39
th Street, L.I. NY 11104.

Proche-Orient

Il y a deux ans, le détournement de l'« Achille-Lauro »

Témoignages et zones d'ombre

Le 7 octobre 1985 le paquebot italien *Achille-Lauro*, était détourné par un commando palestinien. Leon Klinghoffer, un Américain paralytique d'origine juive, était tué de deux balles de revolver et jeté à la mer.

par Marek Halter

Mêlé au hasard d'une enquête à des centaines de passagers avides des derniers rayons d'un soleil tardif ou curieux de nouveaux paysages, j'ai fait la connaissance de Gerardo de Rosa, son commandant. Car rien n'a changé sur l'*Achille-Lauro* ni le programme des excursions ni l'équipage ni le capitaine. Et ce n'est certainement pas la première fois que celui-ci, trente ans de navigation et la cinquantaine juvénile, raconte les événements dont il fut l'un des principaux acteurs. Il en a même fait un livre. Pourtant, au détour du récit qu'il m'en fait, une circonstance peu connue me bouleverse.

« Le 8 octobre, vers 15 heures, je me tenais sur le pont de commandement, me dit Gerardo de Rosa, quand deux coups de feu retentissent. C'était inattendu, car jusque-là les terroristes s'étaient contentés de tirer des rafales de mitraillette en l'air, pour nous faire peur. J'allais me précipiter mais, Mahmoud, le terroriste chargé de me surveiller, armé d'une mitraillette et de grenades, m'en empêcha. Quelques instants plus tard, Molky, un autre terroriste, accourait, un passeport ouvert à la main. C'était celui de Klinghoffer. — Que vous a-t-il dit ? — American Kaputt ! »

Parmi tant de langues, tant d'expressions, tant de mots, fallait-il donc que ce Palestinien, né bien après la guerre, le 7 octobre 1962, choisit ce mot allemand pour annoncer la mort d'un juif ? Précisément ce mot de « kaputt » que, enfant, j'ai entendu pour la première fois, vociféré par des nazis, dans le ghetto de Varsovie ?

Non, Mogied Youssouf Al Molky n'est pas un SS, mais malgré son jeune âge, il est comme chacun de nous immergé dans l'histoire commune de notre siècle. Et, quelle que soit la nature de sa cause, sa relation aux juifs est marquée au socle de cette histoire-là. Pour ma part, chaque fois que l'on tue un juif parce que juif, c'est en allemand que la nouvelle m'en est parvenue aux oreilles.

Le récit du commandant Gerardo de Rosa m'a donc incité à revenir aujourd'hui sur cet étrange détournement.

« Deux coups de feu claquent... »

Récapitulons. L'*Achille-Lauro* est le fleuron d'une flotte construite juste après la guerre par l'armateur Achille Lauro, une sorte d'Oncle Sam napolitain. Cette flotte, que ses enfants n'ont pas su entretenir, passe sous le contrôle provisoire de l'Etat, pour finir entre les mains d'un consortium privé.

Le 3 octobre 1985, l'*Achille-Lauro* quitte Gênes pour son périple habituel : Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Acharat, Le Pirée, Katolon, Gênes. A l'escale d'Alexandrie, les passagers intéressés quittent le navire pour se rendre en autocar au Caire. Après la visite

des Pyramides, du Musée archéologique, des souks et de la citadelle, ils reprennent la route pour rejoindre le bateau qui les attend, quelque trois cents kilomètres plus loin, à Port-Saïd.

Mais il arrive souvent qu'un certain nombre de passagers choisissent de rester à bord. En 1985, ils étaient exactement deux cent et un. Et tandis que deux heures après le départ d'Alexandrie, ils ont gagné la salle à manger pour le déjeuner, un commando palestinien s'empare du navire. Il est 13 h 10. On connaît la suite. Deux jours durant, les quatre terroristes — ils donneront l'impression d'être plus nombreux — font la loi. En échange des passagers et de l'équipage, ils exigent la libération d'une cinquantaine de foyers, pour la plupart des membres du Fatah de Yasser Arafat, détenus en Israël. En attendant, ils se proposent d'atterrir en Libye. Mais le colonel Kadhafi n'en veut pas. Ils se dirigent alors vers les côtes syriennes. A son tour, le président Assad refuse de les recevoir. Pour se rendre plus « crédibles », les terroristes décident alors de tuer. De deux coups de revolver, ils tuent Leon Klinghoffer.

Le garçon de cabine, Manuel Joacim de Sousa, un jeune Portugais raconte : « Le 8 octobre, sous la menace des armes, tous les passagers et la plupart des hommes d'équipage sont rassemblés au salon « Arazzi ». Vers 14 heures, l'un des terroristes me donne l'ordre de transporter, avec lui, sur le pont, le passager Klinghoffer dans son fauteuil roulant. J'obéis. Je n'ai pas le choix. Comme je retourne au salon, deux coups de feu claquent, et aussitôt, le terroriste me rappelle. Sur le

pont, je découvre le vieux Klinghoffer en sang, affaibli dans son fauteuil. Un autre terroriste arrive alors, accompagné du coiffeur du bord, Ferruccio Alberti. Les deux terroristes nous forcent, le coiffeur et moi, à jeter le vieil homme et son fauteuil à la mer. Quand le cadavre est tombé à l'eau, ils font un gros plouf... Je l'entends encore. »

Un cadeau empoisonné

Selon le commandant Gerardo de Rosa, les terroristes s'apprêtaient à commettre un second meurtre : « Ils espéraient ainsi intéresser plus longtemps les médias et, donc, accentuer la pression sur Israël. Je les en ai dissuadés. Je leur ai promis d'annoncer la mort d'un second passager pourvu qu'ils consentent à ne tuer personne. J'ai réussi à convaincre Mahmoud... et à sauver une vie. »

Mais en Syrie, où l'opinion publique n'existe pas, l'annonce de deux morts n'ébranle pas la détermination du pouvoir. Le président Assad a pour principe de ne pas intervenir dans des actions dont il n'a pas eu l'initiative ou le contrôle.

Il ne restait donc plus aux quatre terroristes qu'à retourner à leur point de départ. A Port-Saïd — où leur patron, Abou Abbas, les attend en compagnie de Hani El Hassan, l'envoyé spécial d'Arafat, ainsi que les ambassadeurs des divers pays, dont des ressortissants sont en otage sur le bateau. La négociation s'engage et se déroule rapidement. L'Egypte offre un avion et, malgré la menace de Yas-

ser Arafat de punir les auteurs du détournement, les quatre terroristes s'envolent en compagnie d'Abou Abbas en direction de la Tunisie.

On s'en souvient, l'opinion américaine s'émouvait de ce procédé, et le président Reagan fait intercéder l'avion par quatre chasseurs F 14 de l'US Force, sans que l'on sache d'ailleurs comment il avait eu connaissance de son itinéraire. Cependant, afin d'éviter des complications avec l'Italie, le président remet le commando, ainsi qu'Abou Abbas, à la disposition de la justice italienne. Cadeau empoisonné.

Aucun pays n'aime ces temps-ci abriter des terroristes dans ses prisons, de crainte de représailles. Aussi les expulse-t-on, le plus souvent possible, le plus vite possible. Faute de pouvoir se débarrasser de tout le commando, Bettino Craxi, alors président du Conseil, se contente de se débarrasser d'Abou Abbas, le plus connu d'entre eux, qui dispose d'ailleurs d'un passeport diplomatique italien. Avant même que le juge n'ait pu l'interroger, il est placé avec son bras droit, Zuhdi Al Qudra, dans un Tupperware yongolave et expédié à Belgrade. Les membres du commando, eux, seront jugés un an plus tard, et trois d'entre eux condamnés à de lourdes peines de prison.

A l'arrivée du bateau à Port-Saïd, Abou Abbas avait déclaré au commandant, en présence de plusieurs journalistes : « L'objectif du commando était de débarquer à Acharat et d'y faire le coup de Lod. »

« Mensonge », dit aujourd'hui le commandant Gerardo de Rosa, qui ajoute : « Il y avait un cinquième homme dans cette sanglante affaire. » En effet, un homme d'une cinquantaine d'années, un peu gras, un peu chauve, l'œil vif derrière d'épaisses lunettes, comme en témoigne un cliché pris par hasard par le photographe du bord. Sur son passeport, un nom étrange : Pedros Flores.

Lui, c'est un professionnel, me dit le commandant. Un de ces spécialistes du terrorisme international à qui l'on a fait appel pour préparer de gros coups. C'est lui le véritable organisateur du détournement.

Si les quatre terroristes partageaient la même cabine sans hublot, V82, Pedros Flores, lui, disposait d'une cabine de luxe, située sur l'un des ponts supérieurs. Après le détournement, l'enquête le prouve : Pedros Flores avait déjà fait le voyage. Un mois plus tôt. « Pour repérer les lieux », selon la police italienne.

Un vrai professionnel, Pedros Flores ? Je le crois. En tant que tel, démasqué par le Mossad et par tout suivi par un des agents, y compris sur le bateau. Conscient d'avoir été découvert, il quitte clandestinement le navire, sans intention de retour. Un couple d'Israéliens le suit, mêlé à la foule des autres passagers, comme l'attestent les documents des autorités portuaires égyptiennes.

La disparition imprévue de leur chef plonge les quatre Palestiniens dans l'expectative. Comprenez que le projet initial — une opération sur « la terre de Palestine », comme le reconnaît plus tard l'un d'entre eux devant le juge italien, — est désormais compromis, les quatre hommes improvisent une nouvelle action sur le bateau même. Car, contrairement au commandant Gerardo de Rosa, je crois, moi, que Abou Abbas ne

mentait pas et que l'objectif du commando était bel et bien de débarquer à Acharat et d'y commettre un attentat.

L'affaire de l'*Achille-Lauro* est encore loin d'être éclaircie. Au cours de la réception organisée, selon la coutume, le surlendemain du départ, les passagers en tenue de soirée présentent leurs vœux au capitaine. Et Pedros Flores, comme les autres. Mais au lieu de se nommer, l'homme se contente de déposer un mince chapelet d'ambre dans la main du capitaine et de murmurer : « Allah ! »

Professionnel Pedros Flores ? Alors, pourquoi ce geste ? Pour prévenir le capitaine d'un danger ? Mais pourquoi ne pas l'avoir fait plus clairement ? A-t-il eu peur ? Mais de qui ? Aujourd'hui, des agents israéliens, je le sais, excellent à explorer tout bâtiment qui approche des côtes israéliennes. Mais il y a deux ans ?

Un bijou en or pour le commandant

Au début de ce mois de septembre, quelques jours avant le départ de la croisière, Gerardo de Rosa reçoit par le poste un présent : un bijou en or représentant deux oiseaux superposés. Et, sur une carte, quelques mots en arabe griffonnés en lettres latines : « Hidar Aleky Salam ». Ce qui signifie : « Hidar — un patronyme — te souhaite d'aller en paix. » Ni les Égyptiens au Caire ni les Israéliens à Tel-Aviv, que j'ai pu consulter au cours de ce voyage, n'avaient encore découvert l'identité de ce Hidar. Simple curiosité d'écrivain ? Sans doute. Car j'ai pu le constater, la question ne préoccupe guère les services secrets des pays intéressés. Pas plus d'ailleurs que les passagers de l'*Achille-Lauro*. Mes voisins de table, un amable chargé de relations publiques de Turin et son épouse, une jeune Japonaise de Tokyo, et un ingénieur romain, préféraient s'entretenir de la qualité des vins et, à mon grand étonnement, me passer le sujet de la croisière de connaître les péripéties du détournement ni l'endroit où Leon Klinghoffer avait été tué.

Seul le commandant Gerardo de Rosa interroge sa conscience en contemplant ses énigmatiques cadeaux, les deux oiseaux en or et le chapelet d'ambre, conservés en souvenir. Mais il est le seul romantique à bord. Pour les autres, beaucoup de jeunes, qui dansent sur la piste du salon « Arazzi », bronzent au bord de la piscine ou jouent au casino, le terrorisme est déjà, semble-t-il, une composante de leur environnement quotidien.

Abou Abbas, lui, n'a pas été jugé par l'OLP, contrairement à la promesse de son président. On l'a même vu à la télévision siéger à la récente conférence de la Centrale palestinienne, à Alger, aux côtés de Yasser Arafat. Et déclarer que la mort de Leon Klinghoffer n'était qu'une péripétie dans la lutte du peuple palestinien.

C'est sur l'*Achille-Lauro* que j'ai appris la reconnaissance, par Arafat, à Genève, des résolutions de l'ONU n° 242 et 338, signes cabalistiques qui équivalaient, dit-on, à la reconnaissance de l'Etat d'Israël. Pour avoir longtemps travaillé, avec bien d'autres, à un rapprochement israélo-palestinien, je ne puis que me réjouir. Mais, comme rarement ailleurs, sur ce pont où Leon Klinghoffer fut assassiné, je n'ai pu mesurer les ravages exercés par le nazisme sur l'esprit des hommes de ce temps. Car comment comprendre autrement ce *kaputt* allemand pour annoncer la mort d'un juif ou cette volonté perverse de réduire l'Etat juif à un numéro ?

Quand, après six jours de mer, l'*Achille-Lauro* accoste enfin à Haïfa, les haut-parleurs diffusent l'air fameux de la *Traviata*. « Comme le jour où les quatre terroristes pénétrèrent dans la salle à manger, les armes à la main », me dit le commandant Gerardo de Rosa. Il n'y a pas plus de deux ans.

(Publicité) LE BOYCOTT N'EST PAS UNE INVENTION ARABE

Secrétaire général de la Ligue arabe, Chéfi Khri souligne que le boycott arabe ne se résume pas à la lutte contre Israël à la paix.

Dans le numéro d'octobre d'ARABES, en kiosques et en librairie.
78, rue Joffroy, 75017 Paris
78-46-22-34-14.

NICE

680 F

Tarif aller-retour au départ de Paris valable du 1^{er} octobre 1987 au 31 mars 1988 sur vols désignés.

Spécial forfait avion aller-retour au départ de Paris plus une nuit d'hôtel : 870 F.

Conditions particulières de vente et de transport.







A SAINT-LAZARE

COSTUMES
VESTES
BLAZONS
PANTALONS
CHEMISES
ET TOUTES
VÊTEMENTS
POUR LES
HOMMES FORTS
ET LES HOMMES
GRANDS

rafal³

FACE A LA GARE ST-LAZARE
15, place du Havre, 43.67.34.64.
Ouvert le lundi.

Proche-Orient

pourrait conclure rapidement un accord commercial avec les Etats de coopération du G...

VAMATE

TECHNOLOGIE EN

Où les choses sont ex...

au micros...

Proche-Orient

La CEE pourrait conclure rapidement un accord commercial avec les pays du Conseil de coopération du Golfe

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne a approuvé, le mercredi 7 octobre, un projet de mandat de négociations, qui sera examiné par les ministres des affaires étrangères des Douze lors de leur réunion des 19 et 20 octobre. Un accord conclu sur la base ainsi proposée ne modifierait guère, en particulier sur le plan commercial, la nature des relations qui existent aujourd'hui entre les deux parties. L'intérêt de l'opération est surtout politique. En cette période de troubles, les pays du CCG, mais aussi plusieurs États membres de la CEE, souhaitent formaliser les liens qui les unissent et souligner, de cette façon, qu'en dépit des apparences — les navires de guerre croisent ensemble dans le Golfe — il existe des différences entre l'Europe et les États-Unis.

Voici deux ans que l'on parle sans que personne ne parvienne à conclure un accord. Depuis 1986, les ministres des affaires étrangères des Douze, ceux des Six et M. Claude Cheysson, en tant que représentant de la Commission européenne, se retrouvent une fois par an pour évoquer la situation politique internationale. Au cours de la dernière de ces réunions en septembre à New-York, les ministres du Golfe ont demandé de façon pressante d'accélérer les choses. Les Douze ont réagi favorablement. Ainsi, M. Genscher, le ministre allemand, particulièrement acquis à l'idée, affirmait alors vouloir signer dans les six semaines.

M. Cheysson, le commissaire chargé de la politique de coopération, pensait initialement soumettre aux Douze un projet d'accord qui aurait prévu, sur le plan commercial, l'établissement d'une zone de libre-échange. La formule pouvait paraître intéressante pour la Communauté. Les pays du CCG constituent son troisième marché d'exportation, mais les conditions d'accès à

ce dernier laissent à désirer : plus de 45 % de ces exportations doivent acquiescer des droits de douane élevés et, surtout, les pays du CCG n'étant pas membres du GATT (l'accord qui régit le commerce international), le régime appliqué aux échanges est précaire, car sujet à révisions unilatérales.

Réticences dans l'industrie chimique

Les pays du Golfe, de leur côté, affirmaient ne pas être intéressés par autre chose qu'un accord prévoyant la création d'une zone de libre-échange. Pourquoi, disaient-ils, la Communauté ne leur accorderait-elle pas des conditions du même type — le libre-échange — que celles consenties à Israël ? Cependant, à l'intérieur de la CEE, les réticences à l'égard d'un tel projet étaient vives, suscitées par les compagnies pétrolières et par l'industrie chimique, qui redoutent, l'une et l'autre, malgré les précautions pouvant être prises (plafond d'importations, contingent tarifaire), de se voir débiter submergées par les produits pétroliers raffinés et les produits chimiques venant du Golfe.

La volonté manifestée par les Six, ainsi que par les Douze d'aller très vite, a incité M. Cheysson à modifier ses plans. Un accord de libre-échange est une longue affaire à négocier. Pour pouvoir conclure sans délai, la Commission propose dans un accord moins ambitieux qui se limite à l'application, par les deux parties, de la clause de la nation la plus favorisée. Mais cette solution est présentée comme une première étape. La Commission invite les Douze à indiquer tout de suite que la Communauté est prête à examiner dans quelles conditions elle pourrait envisager un accord de libre-échange compatible avec le GATT, mais prévoyant des garanties pour son industrie. Il reste à voir si les pays du CCG se contenteront de perspectives aussi lointaines qu'incertaines.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats arabes unis et Oman.

Diplomatie

L'élection du directeur général de l'UNESCO

Au premier tour, Yacoub-Khan talonne M. M'Bow

A l'issue d'un débat de procédure au cours duquel le conseil exécutif de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), réuni à Paris, a décidé d'intercaler des « pauses d'une durée variable » entre chacun des cinq tours de scrutin, auparavant consécutifs, le premier vote pour le poste de directeur gé-

ral de l'Organisation a eu lieu le mercredi 7 octobre. Sur cinquante voix, dix-huit sont allées au directeur sortant, l'ancien ministre sénégalais Amadou Mahtar M'Bow.

Le général en retraite pakistanaise Yacoub-Khan, ministre des affaires étrangères en exercice, a obtenu seize suffrages, le biochimiste espagnol Federico Mayor six,

l'historien bulgare Nicolas Todorov six également, le diplomate indonésien Soedjatmoko deux, la Trinitaire Sheila Solomon une. Les candidats portugais (M. Alphonso Valverde) et équatorien (M. Victor Sa Machado) n'ont obtenu aucune voix. Le deuxième tour devait se dérouler ce jeudi en fin d'après-midi.

est « homme de contact et de haute culture » et il a « manifesté son attachement aux valeurs qui sont celles de l'UNESCO, y compris dans son propre pays, dans des circonstances particulièrement difficiles ». La déléguée n'a pas précisé lesquelles.

Une lettre de M. Lang

En revanche, la représentante du Pakistan, M^{me} Aftab Inayatullah (et non pas M^{me} Rana Mountaz, comme nous l'avons écrit sur la foi d'une dépêche d'agence dans le Monde du 7 octobre), a indiqué que son compatriote « avait démissionné de l'armée en 1971 pour une question de conscience à propos de l'usage de la force pour la solution d'un problème politique ». Après avoir énuméré les « talents d'intellectuel, d'historien, de stratège et de gestionnaire » de l'ancien officier, M^{me} Inayatullah s'est écriée : « Un

général a été le sauveur de la France. Il y a trente ans [durant la guerre d'Algérie], un autre général peut être aujourd'hui le sauveur de l'UNESCO ».

Tout le monde ne l'entend pas de cette oreille, ainsi M. Jack Lang, l'ancien ministre de la culture a fait porter, mercredi, au premier ministre, M. Jacques Chirac, une lettre dans laquelle il écrit : « En soutenant un homme présenté par un régime militaire d'oppression, votre gouvernement déshonore la France. Cessez de prononcer des paroles creuses sur les droits de l'homme si vous ne mettez pas vos paroles en harmonie avec vos discours. A quel bon un secrétaire d'Etat aux droits de l'homme si la France choisit à l'UNESCO un candidat qui en est la négation ? »

La « percée » de Yacoub-Khan ne réjouit d'ailleurs pas forcément Maignon, qui a promis à plusieurs capitales africaines de faire voter pour M. M'Bow lors des scrutins suivants, en escomptant que le Pakistan n'est pas « décollé » pas. Or ce n'est pas vraiment le cas. D'autre part, M^{me} Cabana, dans sa déclaration de mercredi, a tout à la fois dit que la France avait décidé d'appuyer le ministre de l'islamisme « au premier tour de scrutin » et que celui-ci méritait d'être élu notamment parce qu'« aucun représentant de l'Asie ne dirige actuellement l'une des grandes organisations de la famille des Nations unies ».

Aux yeux de la plupart des délégués, le difficile slalom diplomatique des Français est un des « piments » les plus goûteux de la présente session du conseil exécutif de l'UNESCO.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) M^{me} Cabana a été élue par 45 voix contre 3, tandis que M^{me} Halimi, en mai 1985, avait recueilli 32 voix contre 7. Le résultat de la présente session est considéré comme « un succès pour la France ».

A la tribune des Nations unies

Un réquisitoire du président de l'OUA contre les puissances occidentales

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Les problèmes économiques de l'Afrique pourraient-ils jamais être résolus ? En écoutant le discours du chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kaunda, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, le mardi 6 octobre, l'Assemblée générale des Nations unies a sans doute eu l'impression que plus rien n'est possible.

Accusé de toutes parts de pratiquer des politiques économiques laxistes et inappropriées aux besoins du développement, l'Afrique s'est pourtant abstenue, a-t-il affirmé, « de poursuivre avec vigueur des réformes adéquates ». « Nous avons, a-t-il dit, modifié nos priorités et introduit des réformes économiques non seulement pénibles, mais souvent politiquement dangereuses, mettant en péril la cohésion sociale et la stabilité politique [de nos pays]. »

Malgré ces efforts, nous ne pouvons que constater que, un an et demi après son adoption, le programme d'action des Nations unies n'a pas suscité les réponses attendues », a-t-il ajouté, rejetant la responsabilité de cette « faillite » sur la communauté internationale, « plus particulièrement les pays membres de l'OCDE ».

Selon le président zambien, « très peu, sinon rien, n'a été tenté par la communauté internationale pour réduire les effets dévastateurs de l'environnement international » et « aucun mécanisme approprié n'a été mis en place pour affronter les problèmes spécifiques de l'insupportable endettement africain ».

Plusieurs diplomates africains se sont étonnés d'entendre le président Kaunda rejeter la faute sur les seules puissances occidentales, sans même mentionner le refus de l'Union soviétique de participer à un quelconque effort de la communauté internationale en faveur du développement. « Il aurait été plus juste de dire au moins quelques mots aimables à l'adresse des États qui fournissent, bon en mal en, des sommes considérables aux pays africains », a remarqué un ambassadeur.

Critiques néo-zélandaises

L'Assemblée générale des Nations unies a entendu à nouveau, le mercredi 7 octobre, les prises de position des pays du Forum du Pacifique, dominées par leurs désaccords avec la France, tant à propos des essais nucléaires que de la Nouvelle-Calédonie. Après les extrêmes réserves du Vanuatu la veille, le ministre des affaires étrangères de la Nouvelle-Zélande, M. Russell Marshall, a choisi l'extrême franchise : « Le référendum du 13 septembre en Nouvelle-Calédonie n'a pas offert l'éventail des possibilités exigées par les règles des Nations unies, et ne peut, de ce fait, être considéré comme l'expression du libre choix », a-t-il déclaré, regrettant notamment la « forte présence

militaire » pendant la consultation. Selon M. Marshall, un tel référendum « est pas un acte d'autodétermination ». « La politique française à l'égard du territoire ne fait qu'exacerber les divisions et semble destinée à gêner le mouvement vers l'indépendance », a-t-il dit.

Maladresse ou expression d'une politique délibérée, le ministre néo-zélandais venait, quelques instants auparavant, de critiquer le colonel Rabuka, le turbulent pacifique des Fidji. Après avoir annoncé que la Nouvelle-Zélande ne reconnaissait pas la république du colonel, M. Marshall a ajouté que son gouvernement espérait que rien ne serait entrepris pour transformer les Fidjiens d'origine indienne — majoritaires dans l'archipel — en « étrangers dans leur propre pays ».

Ironie française

Une telle contradiction ne pouvait échapper au représentant de la France qui, usant de son droit de réponse, a ironisé sur la « double tristesse » qui aurait assailli le ministre néo-zélandais : « Si j'ai bien compris, dans le premier cas celui de Fidji, — sa tristesse résulte

de ce que la volonté de la majorité de la population n'était pas respectée. Dans le second cas — celui de la Nouvelle-Calédonie, — son insatisfaction n'a paru plutôt résulter de ce que cette volonté de la majorité était bien respectée », a affirmé M. Pierre-Louis Blanc, avant de faire observer « respectueusement » à M. Marshall qu'il « n'était pas assez logique ».

Introduit dans l'ordre du jour de l'Assemblée l'année dernière, par le biais d'une résolution sur la réinscription de la Nouvelle-Calédonie sur la liste des « territoires non autonomes », c'est-à-dire destinés à être décolonisés, le problème du territoire sera de nouveau évoqué dans quelques semaines. La position de la France s'annonce plutôt difficile après la décision prise, le 7 octobre à New-York, par les ministres des affaires étrangères du Mouvement des non-alignés de rejeter le référendum et ses résultats : « Les délégations déplorent [la tenue du] référendum sur des bases qui n'ont pas permis au peuple de Nouvelle-Calédonie d'exercer pleinement ses droits à l'autodétermination », lit-on dans les recommandations adoptées par les non-alignés.

CHARLES LESCAUT.

M. Gorbatchev a fait parvenir un message « très positif » au président Reagan

M. Viktor Nikonov, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du PC soviétique chargé des questions agricoles, a transmis, le mercredi 7 octobre à Washington, au président Reagan, un message oral de M. Mikhaïl Gorbatchev qu'il a qualifié de « très positif ».

Selon les responsables américains, le prochain sommet Reagan-Gorbatchev n'a pas été abordé, mais le numéro un soviétique a exprimé le vœu que les progrès intervenus dans les relations américano-soviétiques se poursuivront. Washington s'attend que la date du sommet soit annoncée pendant la visite du secrétaire d'Etat, M. George Shultz, à Moscou les 22 et 23 octobre.

M. Nikonov est à la tête d'une des plus importantes délégations envoyées par l'URSS aux États-Unis depuis de nombreuses années. Il a été invité par la commission de l'agriculture de la Chambre des représentants.

Il s'est entretenu mardi, jour de son arrivée, avec M. George Shultz des relations bilatérales, des négociations sur les missiles intermédiaires (INF) et sur les missiles stratégiques (START), ainsi que de la coopération agricole entre les deux pays.

Les négociations START

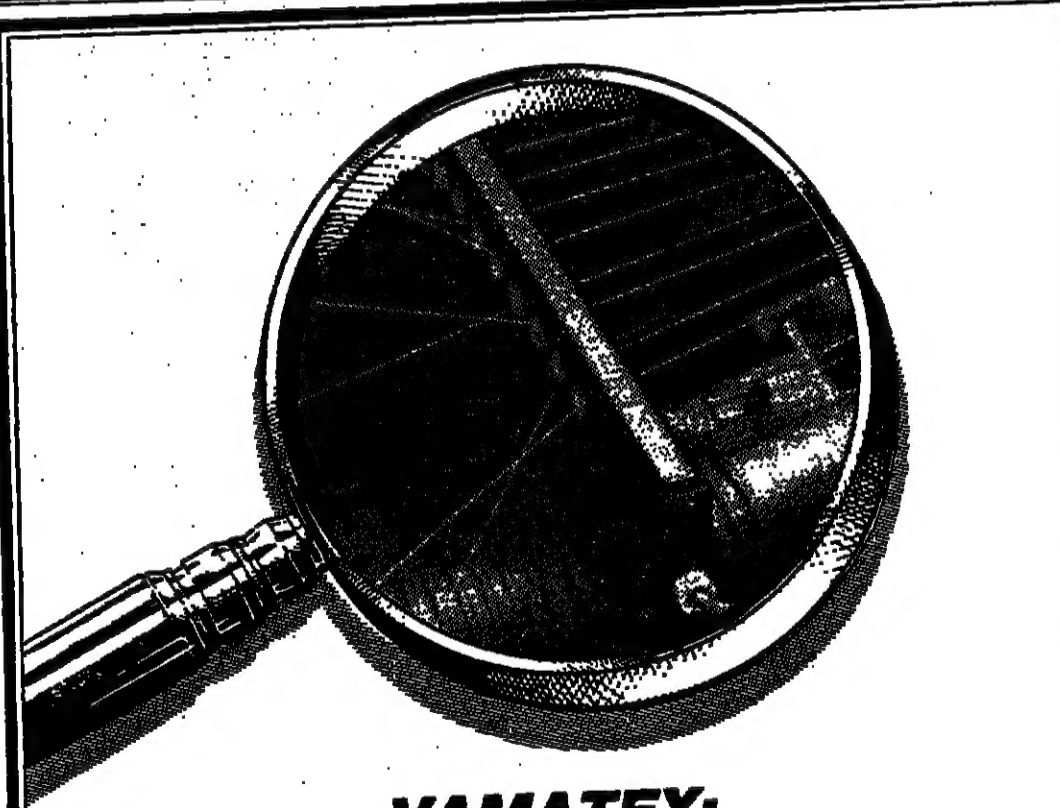
Depuis la rencontre Shultz-Chevardnadze début septembre, à Washington, les négociations START sur les armes stratégiques se poursuivent « à un rythme accéléré », a déclaré, pour sa part, le

chef de la délégation américaine à ces négociations, M. Ronald LeMay, en visite à Bonn, mercredi, où il rendait compte pour les dirigeants allemands de l'état des pourparlers.

M. Lehman a toutefois souligné que ces négociations étaient liées à celles qui portent sur les armes intermédiaires (INF). Il a souhaité que l'accord START puisse être réalisé en mars prochain, tout en observant que si les problèmes complexes de vérification qui freinent la conclusion d'un accord INF devaient être examinés au niveau des ministres des affaires étrangères lors de leur rencontre fin octobre, l'aboutissement des négociations START risquerait d'en être retardé d'autant.

D'autre part, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, a décidé de faire procéder début novembre à un test du missile intercontinental Trident-II porteur, pour la première fois, de douze têtes nucléaires inertes. Cette décision a suscité une controverse au Congrès, certains représentants estimant qu'elle implique soit une réduction du nombre des sous-marins stratégiques américains, soit une renégociation des règles jusqu'à présent retenues pour comptabiliser les arsenaux nucléaires des deux super-puissances.

Jusqu'à présent, le Trident-II, dont les tests ont commencé au début de l'année, était censé pouvoir emporter huit à dix têtes nucléaires. Dans les traités américano-soviétiques passés (SALT I et 2), on prenait en compte le nombre maximum de têtes emportées au cours des essais. — (AFP.)



VAMATEX:
TECHNOLOGIE EN CROISSANCE
Où les détails
sont examinés
au microscope.

Vamatex, tout le dynamisme d'une société jeune, leader dans la production des machines pour tisser. Une société où le soin du détail a le même rôle prédominant du projet. Aujourd'hui, Vamatex livre 3.000 machines l'an, produit le triple d'il y a deux ans et investit énormément dans la recherche.

VAMATEX S.p.A. - VIA GLIERA 18 - 24020 VILLA DI SERIO - BERGAMO
TELEX 30620 - TEL. 035/661154

صكزا من الامم

Afrique

Contrairement aux prédictions du colonel Kadhafi

L'«union» entre l'Algérie et la Libye ne paraît pas imminente

Une «alliance» entre l'Algérie et la Libye proclamée le 1^{er} novembre prochain ? C'est ce qu'on affirme à Tripoli et que l'on redoute à Washington. «Les efforts actuels de Kadhafi pour sortir de son isolement par le biais d'ouvertures diplomatiques en direction de ses voisins reflètent une tendance familière», a déclaré, mercredi 7 octobre, à Washington, un porte-parole du département d'Etat.

ALGER
de notre correspondant

Le processus de rapprochement entre l'Algérie et la Libye, enclenché le 28 janvier 1986 lors de la rencontre des deux chefs d'Etat à In-Amenas, dans le sud-est algérien, s'accélère. Les deux hommes se sont vus à deux reprises : le 3 décembre 1986, à Tripoli, lorsque le colonel Kadhafi a accueilli le président Châdli pour une visite qui devait ensuite le mener à Tunis, et, dernièrement, lors de la venue à Alger du colonel Kadhafi, le 28 juin, peu avant la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Mais cette idylle a surtout été marquée par deux temps forts : d'abord, le séjour du premier ministre algérien, M. Abdelhamid Brahimi, à Tripoli, au mois de mars 1986, au cours duquel plusieurs projets de coopération économique ont été ébauchés, et, pour la première fois, le terme «union» employé (le Monde du 25 mars 1986) ; ensuite, la visite en juin dernier à Alger du commandant Jalloud, le numéro deux du régime libyen, à la tête d'une imposante délégation ministérielle à dominante économique. De nombreux accords ont été signés et une quinzaine de sociétés d'économie mixte créées.

La visite de M. «Pik» Botha en France

Paris entend «poursuivre le dialogue» avec les pays d'Afrique australe

M. Roelof «Pik» Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, est arrivé, jeudi 8 octobre, en fin de matinée à Paris, pour une visite «privée» de quarante-huit heures au cours de laquelle il rencontrera notamment le chef de la diplomatie française, M. Jean-Bernard Raimond. Cette visite, indique-t-on au Quai d'Orsay, «s'inscrit dans le cadre des relations normales d'Etat à Etat (...). Il est logique, a déclaré un porte-parole du ministère français des affaires étrangères, qu'après l'échange de prisonniers [qui a notamment abouti à la libération de Pierre-André Albertini] et les récentes visites à Paris des présidents de l'Angola et du Mozambique, la France poursuive le dialogue noué avec toutes les parties impliquées dans la crise d'Afrique australe.»

Bref, après la remise, la semaine dernière, des lettres de créance du nouvel ambassadeur sud-africain à

Paris — cérémonie qui avait été retardée par le président Mitterrand pour obtenir la libération de M. Albertini — la normalisation des relations diplomatiques entre Paris et Pretoria se poursuit. Non sans quelque gêne du côté français.

La rencontre, a tenu à préciser le Quai d'Orsay, «marque la volonté de la France d'être davantage présente dans cette région du monde et n'implique naturellement aucun changement de sa position envers l'apartheid, qu'elle condamne comme un système inacceptable, dont seul le démantèlement peut permettre les évolutions souhaitables».

Pour sa part, de Buenos-Aires, le chef de l'Etat français s'est refusé, mercredi soir 7 octobre, à tout commentaire sur la visite, indiquant simplement que M. Jean-Bernard Raimond l'en avait informé «deux ou trois heures auparavant».

«Nous considérons pour notre part que la réponse appropriée demeure de continuer à isoler la Libye pour démontrer [au leader libyen] le coût de sa politique», a poursuivi le porte-parole, soulignant que «les Algériens, entre autres, sont parfaitement conscients des vues de Washington à ce propos». A Alger, rapporte notre correspondant, rien ne laisse penser que l'«union» chère au guide de la révolution libyenne serait scellée à si brève échéance.

Cette visite relançait des relations qui s'étaient distendues au début du printemps, et le mot «union» fut utilisé une deuxième fois de façon significative. «Les deux parties ont étudié un document politique ayant trait à l'union entre la Libye et l'Algérie, qui sera soumis aux directions des deux pays», précisait le communiqué final.

Une consultation populaire préalable

De son côté, le colonel Kadhafi, obéissant depuis toujours par sa politique des «axes» (il a échoué dans ses tentatives successives avec l'Egypte, la Syrie, la Tunisie et le Maroc), indiquait à deux reprises que l'union entre les deux pays serait proclamée le 1^{er} novembre (1), jour de la fête nationale algérienne.

La date fatidique approche, mais rien ne laisse penser à Alger qu'une telle union puisse être scellée à si brève échéance. Au contraire, les responsables algériens répètent sans cesse qu'un événement de cette importance ne pourrait survenir sans consultation populaire préalable, comme le stipulait du reste la résolution de politique générale du comité central du 30 juin dernier, alors même que le colonel Kadhafi se trouvait à Alger.

Le texte en question ne fut rendu public que quinze jours après la session du comité central, dans le même numéro du quotidien national *El Moudjahid* que le compte rendu de la réunion du bureau politique qui s'est tenue le 16 juillet. Ce dernier mettait en exergue «la fonction historique remplie par le traité de fraternité et de concorde comme jalon dans l'action soutenue de construction unitaire».

Les deux textes expriment, au fond, deux lignes différentes. Le premier fait référence aux documents étudiés par la direction politique. Il met l'accent sur les institutions politiques communes, qui seraient dirigées collectivement et alternativement par les deux chefs d'Etat (chacun pour une durée de douze mois), avec, sous leur responsabilité directe, un conseil des ministres et un parlement mixtes, ce dernier de cent membres.

Le second document, plus conforme à ce que laissait paraître la volonté algérienne des dernières années, met en avant le «traité de fraternité et de concorde» qui lie depuis 1983 la Tunisie, l'Algérie et la Mauritanie.

Le partenaire tunisien

Pourquoi avoir occulté pendant deux semaines les travaux du comité central ? Simple parce que, entre la session du comité central et la réunion du bureau politique, le président Châdli Bendjedid s'est rendu le 7 juillet à Monastir, dans le Sud tunisien, où il a rencontré le président Bourguiba.

Celui-ci n'aurait pas caché à son homologue algérien ce qu'il pensait de l'union de son pays avec la Libye. «Chacun de nos pays doit conserver son nom», lui a-t-il dit, insistant sur le fait qu'il n'était pas question pour la Tunisie d'accepter un processus unitaire qui nuirait à l'identité de chacun des pays du Maghreb.

Or les dirigeants algériens ne peuvent pas s'offrir le luxe de voir les Tunisiens tourner le dos au «traité de fraternité» et se rapprocher *ipso facto* un peu plus du Maroc. Pour eux, l'équilibre est difficile à trouver. Dans ce que l'on pourrait appeler «la ligne» définie à Monastir, il semble que l'on soit revenu à un système plus sage de coopération multilatérale, plus proche de ce qu'était la position antérieure de l'Algérie : le développement tout azimut de la coopération économique et l'approfondissement des relations politiques.

FREDERIC FRITSCHER.

(1) En souvenir du 1^{er} novembre 1954, date du début de l'insurrection armée algérienne.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

Le dalaï-lama appelle les Tibétains à la désobéissance civile

Le dalaï-lama, de son exil à Dharamsala (Inde), a appelé, le mercredi 7 octobre, à la désobéissance civile, alors qu'un calme tendu régnait à Lhassa, capitale du Tibet, pour le trente-septième anniversaire de l'entrée des troupes chinoises au Tibet. Entre-temps, Pékin a donné un délai de quarante-huit heures aux quinze journalistes étrangers présents à Lhassa pour qu'ils quittent le Tibet.

Au cours d'une conférence de presse à Dharamsala, le chef de la communauté tibétaine a notamment déclaré : «La violence est suicidaire, je crois à des manifestations sans violence physique». Tout en niant toute implication dans les manifestations des derniers jours — qu'il a qualifiées de «spontanées», — le dalaï-lama a exprimé quatre exigences pour le Tibet : qu'il devienne une zone démilitarisée, l'arrêt de l'immigration chinoise, le respect des

droits de l'homme et le respect de l'environnement.

Le dalaï-lama s'est montré très prudent sur la revendication de l'indépendance. «Il y a encore du temps pour y penser, il est trop tôt pour apporter une réponse définitive. Si on nous accorde des avantages particuliers, nous resterons avec la Chine», a-t-il, en reconnaissant que Pékin avait commencé à respecter la langue, la culture et la religion des Tibétains. — (AFP.)

Fidji

Formation d'un gouvernement transitoire

Le colonel Sitiveni Rabuka a formé, le mercredi 7 octobre, un gouvernement transitoire composé de dix-neuf membres chargés de préparer le retour au régime civil après le putsch militaire du 25 septembre et la proclamation de la République. Le colonel Rabuka est ministre de l'Intérieur, responsable de l'armée et de la police. Deux autres militaires sont chargés de la jeunesse et des sports,

ainsi que du ministère du développement rural qui contrôle les exportations de sucres, primordiales pour l'économie de l'archipel. Le seul membre indien du gouvernement, M^{re} Irene Jai Narayan, est chargée d'un ministère nouvellement créé, celui des affaires indiennes.

D'autre part, un patrouilleur de la marine française a participé, jeudi, à un exercice naval avec la marine fidjienne au large des côtes de cet archipel du Pacifique, a indiqué l'ambassade de France à Suva. La vedette *Baillouze* est l'un des deux bâtiments français arrivés lundi au port de Suva. — (AFP.)

Sri-Lanka

Les forces indiennes pourront faire usage de leurs armes

A la suite des massacres de Cingalais par des séparatistes tamouls — qui ont fait, selon un dernier bilan, cent cinquante-sept morts dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 octobre — les soldats de la force indienne d'interposition ont reçu l'autorisation de faire usage de leurs



Asie

JAPON : la spéculation foncière dans la capitale

Tokyo, la ville sans prix

(Suite de la première page.)

Les *jiage-ya* se chargent des basses besognes : persuader les propriétaires de vendre ou les locataires de quitter les lieux, si besoin en recourant à la menace envers les récalcitrants.

Avant qu'un camion ne démouline sa devanture, M. Watanabe avait été harcelé de coups de téléphone au milieu de la nuit. On lui avait proposé 50 millions de yens pour partir, mais avec cette somme, nous dit-il, il n'avait aucune chance de pouvoir se réinstaller ailleurs dans le quartier où le *tsubo* vaut une vingtaine de millions de yens (800 000 F).

Les *jiage-ya* n'achètent pas pour construire, mais simplement pour spéculer : en un an, les terrains libérés qui entourent la banquise de M. Watanabe ont déjà changé quatre fois de main. «On ne sait pas qui ils sont, dit le propriétaire d'un magasin d'articles de pêche voisin, qui habite le quartier depuis quarante ans, mais on sait seulement qu'ils ne reculent devant rien s'ils veulent nous faire partir.» Elle se souvient de l'incendie criminel survenu en décembre dernier dans un vieux immeuble près de la gare voisine de Shinanomachi, qui contraignait des locataires récalcitrants à quitter leur logement.

Dans Shitamachi, la «ville basse», c'est-à-dire ce qui est du vieux Tokyo, de ces quartiers de petits commerçants et d'artisans qui, depuis des générations, vivent dans ce qui fut autrefois le cœur de la capitale japonaise, les «raids» des *jiage-ya* provoquent un exode et mettent fin à ce qui restait d'une séculaire culture populaire. La plupart des habitants sont locataires et, les propriétaires s'étant laissés convaincre de vendre, ils doivent partir — souvent, certes, avec de solides indemnités.

Ceux qui restent se lamentent de la disparition de leur mode de vie ; quant à leurs petites maisons et à leurs boutiques, elles sont prises en sandwich entre des immeubles de dizaines d'étages. Les quartiers d'affaires d'Omachi et de Marunouchi sont saturés et, en quête de nouveaux espaces pour des immeubles de bureaux, le grand capital émigre vers la ville basse : dans le quartier de Nishinomiya-Kakigaracho, en un an, le prix du terrain a augmenté de 65 %.

Au terme de la loi, les locataires bénéficient de droits qui leur permettent, s'ils vont devant les tribunaux, de bloquer toutes les actions visant à les faire partir. C'est pourquoi les *jiage-ya* sont utiles aux promoteurs. Généralement, des substantielles indemnités (pouvant aller jusqu'à 60 % du prix de vente du terrain) viennent à bout des résistances des occupants. Sinon, les *jiage-ya* ont recours aux menaces, voire à la violence. Leurs hommes de main sont la plupart du temps les petites frappes militantes dans les mouvements d'extrême droite (au demeurant ceux-ci «louent» fréquemment leurs hommes pour des besognes quelconques : briseurs de grèves par exemple).

La spéculation foncière effrénée de ces deux dernières années conjuguée à la flambée du yen (dont la valeur au cours de la même période a augmenté de 80 % par rapport au dollar) ont fait du Japon le pays dont le sol vaut plus que celui de tout les Etats-Unis, et de Tokyo la ville la plus chère du monde. Les ambassades de certains petits pays ont dû fermer pour des «raisons économiques» (c'est le cas de l'Ouganda) ; d'autres se sont repliées dans des appartements et réduisent leur personnel.

Même les pays riches, qui ont souvent le privilège d'être propriétaires du terrain de leur ambassade (située à côté du palais impérial, l'ambassade de Grande-Bretagne occupe par exemple un terrain évalué à 2,6 milliards de dollars), doivent prendre des mesures pour faire face à la hausse vertigineuse des prix immobiliers. Certains, comme la France, la Grande-Bretagne et le Canada, ont ainsi décidé de bâtir sur le site de leur chancellerie des logements pour leurs diplomates, afin d'éviter d'avoir à leur verser des indemnités importantes pour faire face à des loyers extravagants (un appartement de 120 mètres carrés au centre de Tokyo se loue 800 000 à 900 000 yens par mois soit de 32 000 à 36 000 francs...).

Le laxisme du gouvernement

Acheter ? le prix est prohibitif : 200 mètres carrés dans le quartier résidentiel d'Azabu coûte actuellement l'équivalent de 40 millions de francs et une place de parking quelque 800 000 francs. Et les Japonais, comment font-ils ? La majorité vit à une heure ou une heure et demie du centre dans des logements qui ont en moyenne 72 mètres carrés, et ils payent entre 60 000 et 150 000 yens de loyer.

La spéculation foncière a pris de telles proportions, pesant lourdement sur le niveau de vie, des Japonais, qu'elle est devenue un problème politique. Les administrations locales ont baissé les bras et exigent une intervention du

gouvernement. Mais celui-ci a été, jusqu'ici, pour le moins laxiste dans sa politique de réforme d'un marché immobilier bouillonnant.

Rien n'a été fait non plus depuis des années pour utiliser de manière plus rationnelle le sol de Tokyo : 13 % des terrains appartenant à des personnes privées sont utilisés pour la culture de légumes.

A Tokyo, en effet, le terrain cultivé est frappé de taxes construits. Si le gouvernement abolissait ces inégalités, les propriétaires seraient contraints de vendre et près de 2000 hectares de terrain seraient libérés. Une nouvelle loi devrait cependant limiter la spéculation foncière en obligeant l'enregistrement des transactions portant sur plus de 500 mètres carrés.

Mais le pouvoir profite, indirectement, de la spéculation foncière. Ainsi, l'Association des promoteurs immobiliers contribue largement aux financements du Parti libéral démocrate. En outre, il tend à alimenter cette frénésie par ses plans de développement urbain : c'est le cas dans le quartier de Shinbashi où le gouvernement entend réaménager le site de l'ancienne gare de marchandises de Shiodome, les chemins de fer nationaux ont été privatisés.

D'une manière générale, la vente par l'Etat des terrains autrefois propriétés des chemins de fer nationaux, qui valent des fortunes (7700 milliards de yens au total), va non seulement alimenter la spéculation, mais aussi donner lieu à de sombres tractations et dessous de tables se chiffrent aussi par milliards de yens. Le Parti libéral démocrate ne sera pas le dernier à en bénéficier.

On ne doit pas s'attendre, dans ces conditions, à ce que la spéculation foncière soit enrégulée de manière efficace. En attendant, les Japonais devront continuer à payer cher pour vivre à Tokyo... ou pour y mourir : les cimetières de la capitale sont également congestionnés et une concession y vaut 3 millions de yens (120 000 F). Et encore, pas au centre.

PHILIPPE PONS.

Trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice

TOKYO
de notre correspondant

En retirant sa candidature, mercredi 7 octobre, M. Nakato, qui était l'un des prétendants à la succession de M. Nakasone, a simplifié la procédure de désignation du prochain premier ministre. En effet, lorsqu'il n'y a que trois candidats en lice, ce qui est désormais le cas, le président du Parti libéral démocrate (qui devient, *ipso facto*, premier ministre grâce à un vote sans surprise à la Diète, étant donné la majorité dont dispose le PLD) est élu par les seuls parlementaires et non à la suite de sortes de primaires dans le

cadre d'un collège électoral de près de deux millions de membres.

Les candidatures des trois postulants restants (M. Abe, Miyazawa et Takeshita) devaient être enregistrées, jeudi, par la commission électorale du PLD. La désignation du prochain premier ministre sera d'autre part avancée d'une dizaine de jours. Elle pourrait avoir lieu dès le 20 octobre, le mandat de M. Nakasone s'achevant à la fin de ce mois.

M. Nakato avait inopinément annoncé sa candidature le 14 mai. Il était à l'époque le chef de la faction de l'ancien premier ministre Tanaka, compromis dans l'affaire Lockheed mais qui était resté, jusqu'à son hémorragie cérébrale en 1985, la grande éminence grise de la politique japonaise.

Au début de juillet, M. Takeshita, autre prétendant à la succession de M. Nakasone et membre de la faction Tanaka, réussit à prendre le contrôle de celle-ci, à l'exception d'une quinzaine de membres qui restaient fidèles à M. Nakato. Le pouvoir de M. Takeshita au sein du PLD est désormais tel que M. Nakato n'a pu obtenir les cinquante signatures qui lui auraient permis de présenter sa candidature. Afin de se ménager une sortie honorable, M. Nakato a annoncé son retrait, évoquant les demandes qui lui auraient été adressées par les principaux chefs du PLD de «maintenir l'unité du parti».

Même avec seulement trois candidats, l'issue de la lutte pour la succession de M. Nakasone reste incertaine. «A 3 candidats en lice, c'est toujours les ténés», estime un commentateur politique, citant un dictionnaire japonais. M. Takeshita semble certes en meilleure position pour l'emporter : il est déjà assuré de la fidélité de plus d'un tiers des parlementaires. Mais les manœuvres qui se poursuivent au sein de la majorité et surtout le jeu de M. Nakasone, qui cherche à conserver un certain pouvoir dans les coulisses du PLD après avoir quitté le gouvernement, contribueront vraisemblablement à entretenir le suspense jusqu'à la dernière minute.

PHILIPPE PONS.

Si e
d'un m
process
système



fonctionnaire dans la capitale sans prix

Le gouvernement a décidé de supprimer les indemnités de fonction pour les fonctionnaires de la capitale. Cette mesure, qui s'applique à tous les fonctionnaires de la capitale, est destinée à réduire les dépenses de l'Etat. Les fonctionnaires de la capitale ont obtenu des indemnités de fonction pendant de nombreuses années. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses de l'Etat. Les fonctionnaires de la capitale ont obtenu des indemnités de fonction pendant de nombreuses années. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses de l'Etat.

Le gouvernement a décidé de supprimer les indemnités de fonction pour les fonctionnaires de la capitale. Cette mesure, qui s'applique à tous les fonctionnaires de la capitale, est destinée à réduire les dépenses de l'Etat. Les fonctionnaires de la capitale ont obtenu des indemnités de fonction pendant de nombreuses années. Cette mesure est destinée à réduire les dépenses de l'Etat.

Trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice

Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone. Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone.

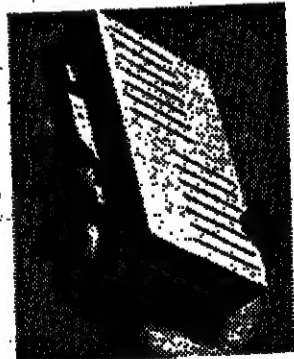
Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone. Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone.

Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone. Le gouvernement japonais a annoncé que trois candidats à la succession de M. Nakasone demeurent en lice. Ces candidats sont M. Nakasone lui-même, M. Nakasone et M. Nakasone.



**“Depuis
que j'ai
acheté
un [REDACTED]
au lieu
du VPC3
de Victor,
je préfère
rester
incognito.”**

**Si encore le VPC3 de Victor n'était
qu'un nouveau micro qui utilise le micro-
processeur 80286 avec 640 Ko Ram et
le système d'exploitation MS DOS 3.2*
(comme [REDACTED]), mon erreur
ne serait pas trop grave.**



Exclusivité de Victor: la
cartouche amovible ADD-
PAK de 30 Mo, intégrable
à l'unité centrale.

**Mais là où ça se gâte pour
moi, c'est que le VPC3 de Victor
ne coûte que 24.990F**, lui.
Et le pire de tout, c'est qu'il offre**

**(contrairement à [REDACTED]!) en standard une
interface pour disque de sauvegarde enfi-
chable ADD-PAK de 30 Mo, en exclusivité
par dessus le marché!**

**Est-ce ma faute à moi si [REDACTED] n'en a
pas? Vous comprenez, maintenant, pourquoi
je préfère rester incognito!**

**C'était pourtant pas compliqué d'aller
voir les 650 revendeurs agréés Victor.
Ils m'auraient prévenu, eux!**

* Marque déposée. ** Prix moyen hors taxes.

VICTOR

Comme [REDACTED] moins cher qu' [REDACTED]

Victor Technologies BP 205 - 92502 Rueil-Malmaison cedex.
Tél.: (1) 87.52.22.22.

Nom: _____ Fonction: _____
Société: _____ Code postal: _____
Adresse: _____ Tél.: _____
Ville: _____ Application: _____
LMI/204/1

هكذا من الاجل

Europe

BELGIQUE

Assassinat d'un diplomate syrien

BRUXELLES
de notre correspondant

M. Antonios Hanna, premier secrétaire de l'ambassade de Syrie à Bruxelles, a été tué dans l'après-midi de mercredi 7 octobre dans la capitale belge alors qu'il regagnait son domicile. Un homme s'est approché de lui et à assez courte distance, a tiré quatre coups de feu sous les regards de la femme du diplomate qui, de sa fenêtre, a assisté au drame. Les services de secours qui sont arrivés très rapidement sur place ont tenté, en vain, de ranimer M. Hanna, qui était âgé de trente-huit ans, et en poste en Belgique depuis 1983.

Au moment de l'attentat, c'est-à-dire bien avant que la nouvelle se soit répandue, un inconnu téléphonait à l'agence de presse belge pour revendiquer l'assassinat au nom des « Moudjahidines syriens ». Le correspondant anonyme indiquait que la victime était « un agent des services secrets syriens ». Quelques minutes plus tard, l'Agence France-Presse, à Bruxelles, recevait un autre appel au nom des Moudjahidines du peuple. Là, encore, l'interlocuteur précisait que « le chef des services secrets syriens avait été abattu ». Pour les enquêteurs, il s'agit, à l'évidence, d'un attentat politique.

Toutefois, les Moudjahidines du peuple (mouvement d'opposition iranien) ont démenti dans la nuit toute responsabilité dans ce crime. Démenti très crédible puisque, luttant contre le régime de l'imam Khomeiny et basé en Irak, ce mouvement est fortement opposé à Damas et réserve ses coups aux autorités iraniennes. Surtout, il ne semble pas vouloir se discréditer en Europe, où il jouit d'une relative bienveillance. Quand aux « Moudjahidines syriens », cette appellation est pour le moment inconnue des spécialistes. Si le régime syrien a écarté en 1982 le mouvement intégriste des Frères musulmans, il est vraisemblable qu'un courant islamiste subsiste. Cette organisation pourrait aussi rassembler quelques membres du Baas, qui ont rallié le parti frère ennemi turc, ou représenter une des nombreuses fractions libanaises. Les enquêteurs belges travaillent sur plusieurs hypothèses.

Le ministre des Relations extérieures, M. Leo Tindemans, s'est engagé « à suivre cette affaire personnellement » et a exprimé « la consternation du gouvernement ».

Ces dernières années, la Belgique n'a pas été épargnée par le terrorisme : de l'explosion d'une bombe devant l'ambassade d'Israël à Bruxelles, en 1978, à l'assassinat d'un fonctionnaire turc en juillet 1984, en passant par le massacre dans une synagogue d'Anvers, en octobre 1981 (trois morts, quatre-vingt blessés). L'assassinat d'Antonios Hanna présente, d'autre part, certaines similitudes avec le meurtre en juin 1981 du représentant de l'Organisation de libération de la Palestine à Bruxelles, Naim Khader.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

RFA : la visite du premier ministre hongrois

Bonn accorde à Budapest un crédit de 1 milliard de deutschemarks

BONN
de notre correspondant

M. Karolyi Grosz, le nouveau premier ministre hongrois, est arrivé le mercredi 7 octobre à Bonn, pour une visite de trois jours en RFA. C'est la première fois que M. Grosz se rend dans un pays occidental depuis son entrée en fonction, en juin dernier.

Le choix de Bonn n'est pas dû au hasard : la Hongrie est le deuxième partenaire commercial oriental de la RFA après l'URSS (le commerce avec la RDA n'est pas considéré comme faisant partie des échanges internationaux), et traditionnellement le gouvernement ouest-allemand se fait l'avocat des intérêts hongrois auprès de ses partenaires de la CEE, notamment en ce qui concerne l'importation de produits agricoles.

Cette sollicitude envers Budapest s'est une fois de plus manifestée mercredi : le gouvernement ouest-allemand a accordé un crédit de 1 milliard de DM (3,3 milliards de francs) à la Hongrie, une somme bienvenue si l'on considère que ce pays est le plus endetté du bloc communiste.

Le chancelier Kohl, en accueillant M. Grosz, a déclaré vouloir à l'avenir faire des relations germano-hongroises « un modèle pour les

relations entre pays à systèmes sociaux différents ». M. Kohl a également salué l'attitude du gouvernement hongrois envers les minorités nationales. La RFA est directement intéressée à cette question, car 200 000 personnes d'origine allemande vivent en Hongrie. Le gouvernement de Bonn s'est engagé, dans un accord signé le 7 octobre, à soutenir l'action culturelle des Allemands de Hongrie, en apportant notamment son aide à la création d'écoles bilingues.

En revanche, l'abolition réciproque des visas pour les voyageurs entre les deux pays, qui avait été envisagée dans la préparation de cette visite, n'a pu être réalisée. Les partenaires de la RFA au sein de la CEE, et particulièrement la France, ont fait valoir qu'il n'était pas opportun, au moment où, en raison du terrorisme, le visa avait été rétabli pour les ressortissants de pays non membres de la Communauté, de réserver à la Hongrie un traitement privilégié. Cette question doit être en effet considérée dans la perspective d'une libre circulation totale à l'intérieur de la CEE.

Le chancelier Kohl a également déclaré que la décision de Budapest de donner aux citoyens hongrois un passeport permanent à compter du 1^{er} janvier 1988 était « exemplaire » et « montrait la voie à suivre ».

URSS

M. Gorbatchev va recevoir une délégation de la Confédération internationale des syndicats libres

Une délégation de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) doit être reçue, le vendredi 9 octobre, à Moscou, par le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, pour un « échange de vues » sur les problèmes de la paix et du désarmement. Cette rencontre a été annoncée mercredi à Bruxelles au siège de la CISL.

C'est la première fois que les portes du Kremlin s'ouvrent à cette organisation, longtemps considérée comme le sous-marin des États-Unis dans le monde syndical international. Parmi les principales organisations qui lui sont affiliées figurent l'AFIL-CIO — la puissante confédération des syndicats américains — la Confédération des syndicats ouest-allemands et le syndicat français Force ouvrière. La CISL est aussi l'un des grands soutiens du syndicat polonais d'inspiration Solidarité.

Cette rencontre entre toutefois dans le cadre de la campagne menée aujourd'hui par l'organisation internationale en faveur du désarmement et de la détente Est-Ouest. Des délégations de la CISL ont déjà été reçues par les secrétaires généraux de l'OTAN et de l'ONU et un rendez-vous est à l'étude avec le président Ronald Reagan. Dans leur

communiqué, les responsables de l'organisation ont également indiqué qu'ils évoqueraient avec M. Gorbatchev la question des droits syndicaux en URSS et la situation des militants soviétiques des droits de l'homme. Nombre d'entre eux restent en effet en prison. Car, malgré la politique de la glasnost, les possibilités d'expression hors des cadres officiels restent limitées.

Une quinzaine de personnes ont à nouveau été interpellées mercredi à Moscou, alors qu'elles tentaient de manifester à l'occasion du dixième anniversaire de la Constitution soviétique à l'appel du groupe dissident Pour l'instauration de la confiance entre l'Est et l'Ouest, dit Groupe de confiance. Le Séminaire démocratique et humanitaire, proche de ce groupe, avait présenté le 17 septembre dernier une demande d'autorisation préalable de la manifestation au soviet de Moscou, en accord avec un nouvel arrêté publié à ce sujet. « Sous couvert de la perestroïka », ils avancent des « calomnies sur la Constitution soviétique », avait commenté mardi un quotidien de Moscou, en estimant qu'il était temps de mettre fin à ces « provocations ».

POLOGNE

Un « nombre considérable » de bureaucrates devraient être licenciés

La télévision polonaise a annoncé, le mercredi 7 octobre, la prochaine suppression de plusieurs ministères et le licenciement d'un « nombre considérable » de leurs employés qui « devront trouver un autre travail ». Cette information vient confirmer l'importance des projets de réformes économiques et politiques qui devaient être soumis au plénum du comité central qui s'est ouvert jeudi (le Monde du 8 octobre).

Les « thèses » examinées par les membres du CC insistent ainsi sur la nécessité de « décentraliser la gestion » de la production pour « éliminer l'ingérence » de l'administration centrale dans la marche des entreprises. « De nombreuses questions relevant jusqu'à présent des organes de l'État doivent être laissées à la discrétion des usines et des travailleurs », ainsi que des communautés locales », précisent les auteurs du document en demandant la « garan-

tie » par la Constitution de la propriété privée, le développement de la concurrence, l'égalité de droits entre les secteurs public, privé et coopératif, ainsi que l'introduction d'un système de participation par l'entrée des salariés dans le capital des grandes entreprises.

Selon l'hebdomadaire *Przegląd Tygodniowy*, cette restructuration devrait conduire, au bout du compte, à une réduction de moitié du nombre (cent quatre-vingt-quatre actuellement) des ministres, vice-ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'État qui seraient priés de se recycler avec trois mille de leurs collaborateurs.

Parallèlement, la Cour suprême de Pologne a repoussé en appel, mercredi, une demande d'enregistrement déposée par un comité syndical de Solidarité constitué par des employés du port de Szczecin. Contrairement aux tribunaux de

cette ville, la Cour a admis dans son arrêt que la Pologne était tenue de respecter les conventions internationales sur le droit syndical, dont elle est signataire, mais elle a invoqué, pour motiver son refus, la loi de 1982, qui admet « certes » le principe du pluralisme syndical, mais en a renvoyé sine die l'application.

C'est la septième fois que la Cour suprême repousse une demande de Solidarité et il n'y a aucun espoir que sa position évolue dans l'immédiat. Les dirigeants du syndicat dissident comptent cependant développer cette bataille juridique afin que la question de la légalisation de leur organisation ne puisse être passée sous silence à l'heure où le général Jaruzelski cherche à « prendre en compte » le pluralisme de la société polonaise.

B. G.

M. Gorbatchev à Bonn en 1988 ?

Un autre visiteur oriental de marque séjournera également en RFA. Il s'agit de M. Anatoly Dobrynine, secrétaire du comité central du Parti communiste de l'URSS. M. Dobrynine, qui fut pendant plus de vingt ans ambassadeur de son pays à Washington, joue un rôle considérable dans la définition et la mise en oeuvre du « cours nouveau » de M. Gorbatchev dans le domaine de la politique extérieure. Il s'est rendu en RFA à l'invitation du Parti social-démocrate, mais aura des entretiens avec le chancelier Kohl et M. Hans Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères.

Il n'en fallait pas plus pour relancer les spéculations sur une prochaine visite à Bonn du numéro un soviétique. Celle-ci, selon le porte-parole du gouvernement fédéral, pourrait avoir lieu au printemps 1988, lorsque la RFA assumera la présidence de la Communauté européenne.

LUC ROSENZWEIG.

DU 1^{er} OCTOBRE 87 AU 15 MAI 88

LONDRES GRATUIT

Brittany Ferries

Toutes agences de voyages et (1) 42 96 83 25

Pour les moins de 16 ans

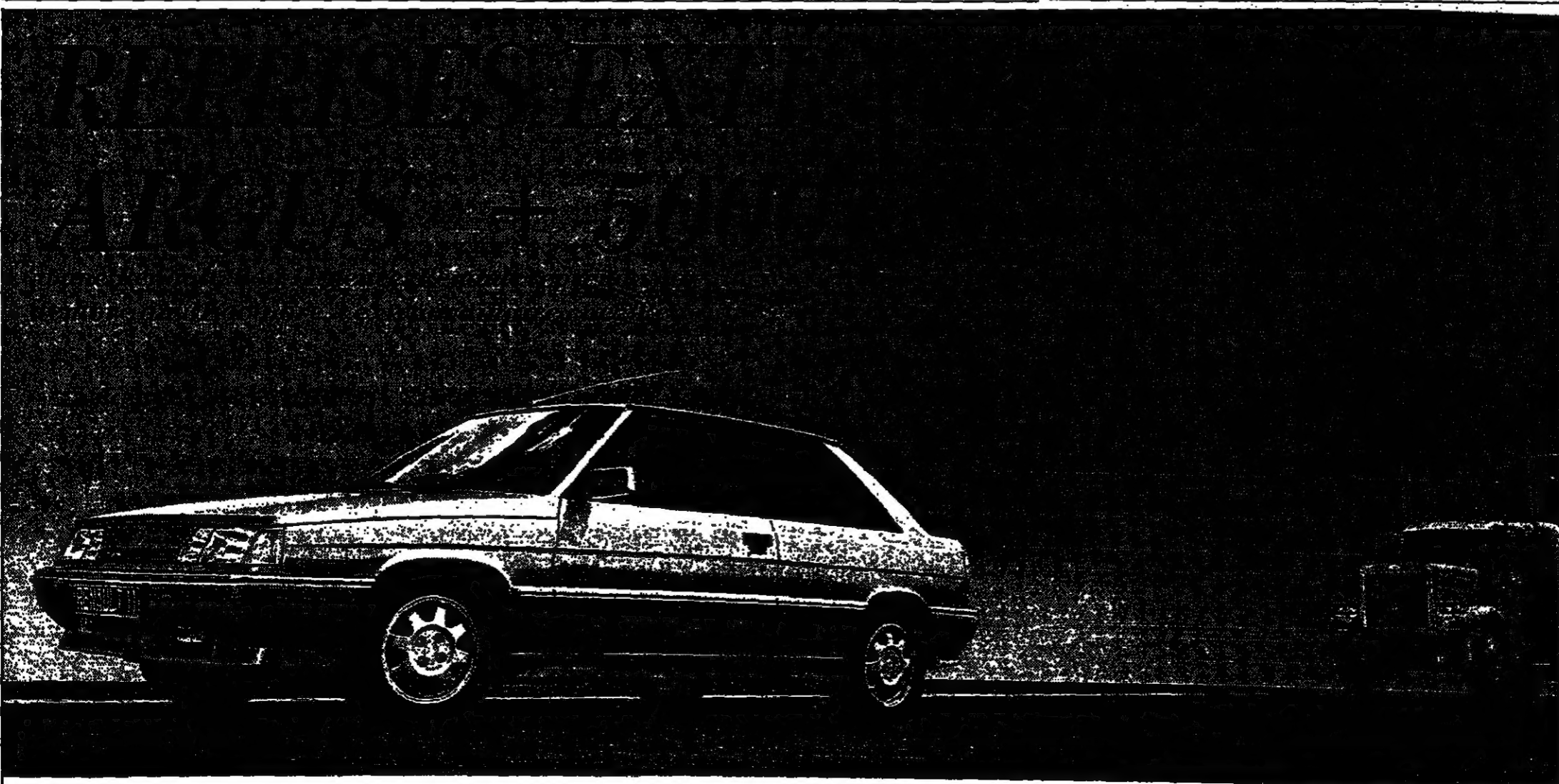
Le Monde

sur minitel

ABONNEZ-VOUS REABONNEZ-VOUS

au MONDE et aux publications annexes

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO



12 versions de Renault 11. Motorisations essence, Turbo et Diesel. Modèle présenté Renault 11 Turbo. Millésime 88. Consommations normales UTAC: 6,8 L à 90 km/h, 7,7 L à 120 km/h et 8,6 L en ville. Garantie anticorrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement.

RENAULT 11

RENAULT DES VOITURES À VIVRE

Politique

M. Lionel Jospin à « l'heure de vérité »

Les socialistes veulent « dénoyauter » les sociétés privatisées

Invité, le mercredi 7 octobre, de « l'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a été interrogé sur l'éventualité d'une nouvelle candidature de M. François Mitterrand à l'élection présidentielle. M. Jospin a souligné qu'il ne s'agit pas d'une « décision solitaire », que M. Mitterrand prendrait « selon sa seule subjectivité ». Le président, a-t-il dit, se décidera en fonction de ce qu'il juge bon « pour l'avenir du pays » et d'un certain nombre de « valeurs fondamentales », tout en tenant compte du « sentiment des Français ». « Si

les Français le souhaitent, et, d'une certaine façon, le disent », a ajouté M. Jospin, « je pense qu'il sera prêt à ce rendez-vous ».

A propos des privatisations et des « noyaux durs », M. Jospin a affirmé : « Nous ne laisserons pas les noyaux durs en place, parce que cela a des inconvénients majeurs. Mais il n'est pas choqué qu'une entreprise publique (...) doive revenir au privé ». Le premier secrétaire du PS a pris l'exemple de l'UAP comme entreprise qui devrait revenir au secteur public. A l'inverse,

M. Jospin n'est pas convaincu de cette nécessité pour Saint-Gobain (lire page 38, l'article d'Erik Izraelovic).

Interrogé sur la possibilité de revenir sur les privatisations, sans lésier les nouveaux petits actionnaires, M. Jospin, à titre personnel, juge qu'il est envisageable de « procéder par OPA ». Il a aussi évoqué une loi obligeant « les noyaux durs à rétrocéder à l'Etat, qui les achèterait, les actions qui sont les leurs ».

M. Jospin a expliqué que les socialistes veulent aider « à trouver un nouvel équilibre (...) pour la

société française ». Si les socialistes reviennent au gouvernement, a-t-il dit, ils n'essayeront pas d'en revenir à la période d'avant 1986, mais ils ne laisseront pas « les choses en l'état, parce que ce n'est pas possible ». Le premier secrétaire du PS estime que « la période des grandes réformes ne se renouvellera pas » et que les socialistes veulent, maintenant, « davantage insister sur des modifications concrètes de la vie des gens ».

Conseil supérieur de la communication

Tout en jugeant qu'il n'est « pas sûr » qu'envisager, comme le fait le PCF, de porter le SMIC à 6 000 F. M. Jospin estime que les communistes, comme les socialistes, sont dans le camp du « progrès ». Il a souhaité que le PS mène une « offensive raisonnée, raisonnable ». Il ne faut « pas que le ton empêche de mesurer la force du fond », a-t-il souligné. Pour lui, plus ce que les socialistes ont à dire est fort, plus ils doivent le dire de façon « douce » ou « ouverte ».

A propos du Front national, M. Jospin a affirmé : « Si la droite nous aidait à le combattre, il baisserait ». Mais il a jugé que le fait que M. Jean-Marie Le Pen puisse se présenter ou non à l'élection présidentielle ne le « regarde en rien ».

M. Jospin a critiqué la situation de l'audiovisuel en France. Il souhaite, afin d'aboutir à une « séparation des pouvoirs », la création d'un « conseil supérieur de la communication ». En matière de soutien à l'investissement, M. Jospin a envisagé que les banques soient obligées de respecter un quota de prêts aux entreprises.

Le premier secrétaire du PS a évoqué l'affaire des otages au Liban. Il ne voudrait pas qu'ayant échoué dans sa tactique de libération des otages un par un, le gouvernement s'en « désintéresse ». Quant aux rafles de réfugiés basques espagnols, il estime « qu'il y a eu des choses qui auraient pu être évitées ».

M. Jospin, enfin, a démenti toute idée de contribution de sa part à l'élection présidentielle, mais ne s'est pas insurgé contre l'hypothèse, émise par un journaliste, de « Jospin à Matignon ».

Selon BVA

- La cote de M. Mitterrand en hausse
- Une majorité relative en faveur de la réforme du code de la nationalité

La nationalité française est « trop facilement » accordée, estiment 48 % des personnes interrogées (dont 64 % de sympathisants de droite), selon le sondage réalisé par BVA et publié le jeudi 8 octobre dans Paris-Match (1) : 31 % (dont 43 % de partisans de gauche) considèrent qu'elle est « normalement » accordée et 8 % qu'elle ne l'est « pas assez facilement ».

Si 44 % des sondés (dont 67 % d'électeurs de droite) se déclarent plutôt favorables à une réforme du code de la nationalité, 30 % (dont 52 % d'électeurs de gauche) rejettent ce projet. En tous les cas, 50 % des sondés (dont 52 % de sympathisants de gauche et 58 % de partisans de droite) souhaitent que le Parlement soit saisi de ce dossier avant l'élection présidentielle. 18 % émettant un avis contraire.

D'autre part, 50 % des personnes interrogées (au lieu de 48 % en juillet) déclarent accorder leur confiance à M. François Mitterrand

et 35 % (au lieu de 37 %) la lui refusent. En tête des personnalités politiques, il devance M. Raymond Barre, qui est crédité, comme en juillet, de 49 % d'avis favorables, mais qui suscite la défiance de 36 % (au lieu de 33 %) des sondés. Si M. Michel Rocard a également un solde positif (41 % de satisfaits contre 39 % de mécontents), il retrouve son niveau de juillet 1985, soit son plus bas niveau depuis la création de ce baromètre. En juillet, M. Rocard obtenait 45 % d'opinions positives, et 37 % des sondés exprimaient un avis opposé. M. Jacques Chirac se place, pour sa part, en sixième position, derrière M^{me} Simone Veil et M. François Léotard : il suscite la confiance de 36 % des personnes interrogées (au lieu de 38 %) mais 50 % (au lieu de 47 %) lui refusent celle-ci.

(1) Sondage effectué du 14 au 18 septembre, auprès d'un échantillon représentatif de 956 personnes.

Au Sénat

Répression plus sévère pour le recel

Vote dans la nuit du 29 au 30 juin dernier par l'Assemblée nationale, le projet de loi destiné à lutter contre le recel a été approuvé, à l'unanimité, le vendredi 7 octobre, par le Sénat.

Issu des conclusions d'un groupe de travail interministériel mis en place avant mars 1986, ce texte comporte deux volets : renforcement de la répression (les peines d'emprisonnement pourront aller d'un an à cinq ans, au lieu de trois mois à trois ans actuellement ; les amendes, de 10 000 à 250 000 francs, voire la moitié de la valeur des objets recelés, au lieu de 1 000 F à 20 000 F aujourd'hui ; les peines d'emprisonnement pourront même atteindre dix ans si le recel a été commis de manière habituelle ou dans le cadre d'une activité professionnelle), et modernisation du cadre législatif dans lequel s'exerce la vente d'objets mobiliers usagés.

L'obligation prévue par la loi du 15 février 1898 selon laquelle tout revendeur d'objets anciens doit tenir un registre de ses opérations est réactivée. Le Sénat précise que ce registre doit être tenu « jour par jour ». La même précision de délai vaut pour les organisateurs de foires à la brocante qui devront tenir désormais un registre permettant l'identification des vendeurs.

Cet arsenal de répression et de prévention est « utile », selon le mot du rapporteur de la commission des lois, M. Jacques Gaudon (Union centriste, Vienne), qui observe que « la crainte du vol atteint la dimension d'une véritable psychose » dans l'opinion publique. M. Châteauneuf, ministre de la justice, n'a guère eu plus de difficulté au palais du Luxembourg qu'il n'en avait rencontré au Palais Bourbon pour faire adopter ce dispositif susceptible, selon lui, de « constituer une arme décisive » contre la petite et moyenne délinquance.

Les risques de la « manière douce »

M. Jospin avait, notamment, pour ambition de sortir du costume, qu'il juge désormais un peu étroit pour lui, de chef de parti. En réalité, l'image qu'il a donnée sur A2, le mercredi 7 octobre, « colle » parfaitement à celle du PS : le premier secrétaire est apparu, tout comme le parti qu'il dirige, séduisant mais pas assez convaincant.

Le premier secrétaire du PS s'est montré serin et détendu — surtout dans la première partie de l'émission — convaincu, tout en étant dépourvu d'un certain scepticisme qu'il a longtemps, malgré lui, incarné. Mais le résultat des sondages instantanés réalisés par la SORFES corrobore l'impression qui se dégageait à l'écoute de l'émission. A l'accusation de fond, lancée par Claude Cabanes, le rédacteur en chef de l'Humanité, selon laquelle le PS aurait, tout simplement, renoncé à « changer la vie », M. Jospin a eu l'honnêteté de ne pas s'en tirer par une pirouette et de répondre qu'il y a là une vraie question. Mais il n'est pas parvenu à trouver la parade en affirmant que les socialistes souhaitent avoir tout, découvrir « un nouvel équilibre (...) pour la société française ».

M. Jospin s'est, finalement, trouvé renvoyé à une vieille contradiction que le PS ne parvient pas à dominer : comment ouvrir des espaces d'espérance

sans retomber dans les promesses démagogiques ? Force est de constater qu'aujourd'hui, à gauche, la reconduction du mandat de M. François Mitterrand représente la seule solution disponible pour surmonter cette contradiction. M. Rocard voudrait, lui aussi, incarner une telle réponse. Pour le moment, il n'y parvient pas.

« Manières douces, choses fortes »

Quant au PS, s'il n'est pas soutenu par l'éclat du président sortant, il agit dans la nuit un fanal dont la portée n'est pas suffisante pour attirer tous ceux qui sont perdus. A cet égard, les socialistes — et notamment MM. Chevènement et Popovien — qui déclament que le PS souffre de n'avoir pas un réel projet mobilisateur sortent probablement de cette soirée télévisée renforcés dans leur conviction.

Quelle est vraiment la tonalité du PS ? M. Jospin veut, dit-il, mener « une offensive raisonnée, raisonnée » contre le gouvernement. Il invite les socialistes à choisir la manière « douce » pour dire des choses « fortes », il est ainsi fidèle à lui-même. Mais, ce faisant, il court de nouveau le risque d'être taxé de décour par certains dirigeants socialistes prompts à occuper un terrain laissé découvert.

A l'évidence, en tout cas, la définition proposée par M. Jospin du « socialisme » ne convainc pas tout le monde chez lui. Peut-être, tout simplement, parce que plus le message qu'on veut lancer doit être simple, voire simpliste, pour être perçu, moins il est possible de raffiner et de distinguer la forme du fond. Si le premier secrétaire du PS est convaincu de la justesse de sa ligne, comment se fait-il qu'il ne parvienne pas à l'imposer aux dirigeants, y compris proches de lui, qui sont censés se plier à son autorité ?

Dernière remarque : l'embarras du PS vis-à-vis du FN était visible lors de cette heure de vérité. Il eût paru logique qu'un dirigeant socialiste souhaite qu'un homme admettant les thèses « révisionnistes » à propos des chambres à gaz ne trouve pas parmi les élus un écho favorable pour pouvoir se présenter à l'élection présidentielle. M. Jospin a refusé d'adopter cette position simple en affirmant que la candidature de M. Le Pen ne concerne pas directement le PS. Que peut-on voir dans cette esquive, sinon la confirmation de la crainte, au PS, qu'une chute de M. Le Pen ne renforce d'abord la droite classique et rende plus difficile l'élection présidentielle pour la gauche ?

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



LE CENTRE DU MONDE EST AU 30, RUE LA PÉROUSE.

C'est l'adresse de l'ACIFE. C'est là que vous attendent 108 monographies, traitant chacune en détail d'un pays étranger. Du prix des loyers à Calcutta aux écoles françaises en Argentine, en passant par la protection sociale au Zaïre ou la fiscalité au Japon, vous saurez tout avant de partir. Venez sur place, consultez les monographies de votre choix, ou commandez-les, en joignant un chèque de 60 F par monographie, établi à l'ordre du C.E.F.R.

Et pour bien commencer vos démarches, procurez-vous « le livret du Français à l'étranger », seul document officiel sur le sujet. Vous connaîtrez ainsi vos droits et les conditions dans lesquelles les faire valoir (30 F, par chèque à l'ordre du C.E.F.R.). Pour toute question relative à l'exportation, appelez l'ACIFE.



Accueil et information des Français à l'Étranger
30, rue La Pérouse - 75116 Paris
Tél. (1) 45 02 14 21 - Téléc. 40 20 et 49 20
Métro 16-15 code A1, métro ACIFE

MONOGRAPHIES ACIFE. LES CLÉS DU MONDE.

Tous LES VOLS NE SONT PAS FRAUDULEUX.

NOUVELLES FRONTIÈRES
66 BD SAINT-MICHEL
75006 PARIS 42 73 10 64

LE VOL PARIS MARSEILLE ALLER RETOUR A PARTIR DE 590 F

سكنا من الاحل

Politique

Les députés RPR, UDF, Front national et communistes ont voté

Les précédents

La Haute Cour, sous une forme ou sous une autre, a existé dans toutes les Constitutions françaises depuis la Révolution. Mais depuis deux siècles, elle n'a eu que bien peu l'occasion de siéger. Jusqu'à 1940, c'est le Sénat qui se transformait en « Cour de justice », et sa compétence allait au-delà du président de la République et des membres du gouvernement. Si l'on s'en tient aux seuls cas comparables à celui de M. Nucci — la mise en accusation par les députés d'un ministre pour des faits commis dans l'exercice de ses fonctions — les précédents sont rares : trois depuis 1815...

Jamais sous la IV^e République la procédure n'a été menée à son terme. Elle s'est arrêtée soit au niveau de la commission spéciale de l'Assemblée nationale pour M. Michel Poniatowski, dans l'affaire de l'assassinat de Jean de Broglie, soit au niveau du bureau de l'Assemblée, qui a jugé irrecevables les demandes concernant les ministres communistes après leurs critiques contre le Conseil d'Etat et celles contre MM. Charles Pasqua et Robert Pandraud, dans l'affaire du « vrai-faux » passeport.

Sous la IV^e République, la Haute Cour ne fut jamais réellement mise en œuvre (sauf selon une législation particulière résultant d'une ordonnance de 1944 pour juger les membres du gouvernement de Vichy) (1). Selon les statistiques parlementaires, les députés n'ont eu à se prononcer que trois fois, en séance publique, sur une demande de Haute Cour. Les trois fois, cette demande émanait des communistes et visait des ministres socialistes : les trois fois, ce fut au cours de la même année : 1950. Le 29 mars, la discussion du rapport de la commission d'enquête sur le « scandale du vin », dans lequel des collaborateurs de ministres de la SFIO étaient accusés d'avoir profité de la pénurie des denrées de la Libération, permit au PC de tenter — sans succès — de faire mettre en accusation devant la Haute Cour Félix Gouin, Christian Pineau et Jules Moch. L'affaire était « gérée » par le ministre de l'Intérieur, Paul Ramadier, qui avait obtenu le rapport secret du général Revers était parvenu au Vietnam) donna au PC l'occasion de tenter la même opération, le 5 mai 1950, contre Henri Queuille, président du conseil, et Paul Ramadier, ministre de la Défense, puis, le 24 novembre, de la même année, contre Jules Moch, ministre de l'Intérieur ; une majorité relative de députés accepta même la demande contre celui-ci, mais il fallut la majorité absolue.

De 1815 à 1940, il y eut, selon nos recherches, quatorze tentatives, le plus souvent pour manifester une opposition politique plus que pour réprimer des délits. Trois seulement furent acceptées et amenèrent d'anciens ministres devant le Sénat siégeant comme Cour de justice (M. Jean-Baptiste Teste, en 1847, fut aussi condamné pour corruption par la Chambre des Pairs pour un acte commis lorsqu'il était ministre des travaux publics, mais les députés n'eurent pas à délibérer de son cas). Le prince de Polignac, dernier président du conseil des ministres de Charles X, ses ministres de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires ecclésiastiques, furent condamnés pour « trahison » à la prison perpétuelle au lendemain de la Révolution de 1830. Louis-Jean Maly, qui fut ministre de l'Intérieur de 1814 à 1818, fut accusé, après l'arrivée de Georges Clemenceau à la présidence du conseil, d'avoir aidé les pacifistes. Pour qu'il puisse se défendre, il demanda lui-même à la Chambre des députés de le traduire devant la Cour de justice pour trahison. Le Sénat ne retint pas ce chef d'accusation, ni celui de complicité, contrairement aux souhaits du procureur, mais le condamna pour « forfaiture » à cinq ans de bannissement. A son retour d'Espagne, il fut élu député et même président de la commission des finances, retrouvant, du 18 mars 1928 au 8 avril de la même année, sa fonction de ministre de l'Intérieur...

« Stratégie politique ou électorale »

Tous ces précédents ont été longuement étudiés par M. Pierre Desmottes dans une thèse, publiée en 1968, sur « La responsabilité pénale des ministres en régime parlementaire français ». Dans sa conclusion, il fait remarquer : « Les demandes de mise en accusation étaient rarement motivées par des fautes pénales (...). Le but poursuivi par leurs auteurs n'était pas en général le renvoi d'un ministre devant la Haute Cour (...). Les demandes de mise en accusation étaient souvent l'objet d'un détournement de procédure à des fins de stratégie politique ou électorale (...). Jamais les Hautes Cours n'ont rendu un arrêt juridiquement correct. »

Th. B.

(1) C'est cette Haute Cour parlementaire, qui en 1960, eut à juger Abel Bonnard, ancien ministre de l'Éducation nationale de Vichy.

Trois cent quarante voix pour la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice ; deux cent onze contre. L'Assemblée nationale s'est prononcée clairement dans la nuit du mercredi 7 au jeudi 8 octobre. Les socialistes furent ainsi bien isolés dans la défense de l'ancien ministre de la coopération. En revanche, la majorité a pratiquement fait le plein de ses voix. Ne lui ont manqué que celles de M. Jacques Chaban-Delmas, qui présidait la séance, de M. Michel Renard (RPR, la Martinique)

« La proposition de résolution est adoptée ; son texte sera transmis à M. le président du Sénat. » Il est 2 h 15, le jeudi 8 octobre. M. Jacques Chaban-Delmas vient de proclamer les résultats du vote : 340 voix pour la mise en accusation de M. Christian Nucci devant la Haute Cour de justice, 211 contre.

Pour la première fois depuis 1930, l'Assemblée nationale a décidé de traduire en justice un ancien ministre. Une trentaine de députés seulement assistent à l'événement : quelques individualités à droite et un groupe compact de socialistes regroupés autour de MM. Pierre Joxe et Louis Mermaz. Pas un applaudissement ; pas un bruit ; pas une remarque ; pas de demande de prise de parole. L'hémicycle est aussi silencieux qu'il l'a été tout au long de la fin d'après-midi et de la soirée du mercredi 7 octobre pendant la discussion des conclusions du rapport de M. André Fauston (RPR, Calvados), rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de résolution signée par les membres du RPR et de l'UDF.

L'émotion n'a été perceptible que pendant la courte intervention de M. Nucci. Tendu mais s'exprimant d'une voix assurée, l'ancien ministre socialiste de la coopération a parlé en utilisant l'un des micros installés dans les travées, solidement ancré au milieu de ses « camarades » de parti.

Il n'a pas voulu monter à la tribune. Les autres députés l'écoutent dans un silence impressionnant qui ne cesse que lorsque ses collègues socialistes l'applaudissent longuement, à la fin de son intervention.

Pendant cinq heures, la discussion a été empreinte de gravité et les députés, tous les députés, se sont montrés extrêmement attentifs, et ils furent rarement aussi nombreux dans l'hémicycle. Sur tous les bancs il y avait peu de places vides. Des vedettes de la Chambre, seuls M. Valéry Giscard d'Estaing — pourtant présent au Palais-Bourbon — et Michel Rocard n'ont pas tenu à participer à ce débat. Les bancs réservés au gouvernement sont restés en permanence vides. M. Jacques Chirac avait donné la consigne : l'affaire ne concernait que les parlementaires, ses ministres ne devaient pas y assister. Cela valait aussi pour les membres de cabinets. L'absence de la foule de conseillers qui se pressent et s'agitent habituellement au pied de la tribune renforce la solennité du moment.

Nul incident n'est venu perturber la discussion. D'entrée de jeu, M. Fauston en présentant son rapport d'une voix mesurée mais ferme, a donné la tonalité de l'ensemble du débat. Sa première phrase fut pour rappeler qu'« un prévenu, un inculpé, un accusé reste un innocent jusqu'à ce qu'il soit déclaré coupable par la juridiction compétente ». Puis il regretta que l'atmosphère, qu'il qualifia de « maline », risquât d'accroître auprès de l'opinion l'idée que nous sommes en train de juger alors que nous n'en avons ni la possibilité ni le droit. Mais il reconnut que « l'honneur d'un homme est en effet en jeu, tout comme l'honneur des institutions de la République ».

Les propositions de M. Joxe

Ce préalable posé, M. Fauston expliqua : « Il s'agit aujourd'hui pour nous de savoir si nous laissons la justice suivre son cours ou si nous l'interrompons. Nous nous trouvons dans la même situation que le procureur de la République, qui doit transmettre le dossier au juge d'instruction. » Rappelant l'ordonnance d'incompétence du juge Michau, chargé d'instruire l'affaire du Carrefour du développement, il affirme que le rejet de la proposition de résolution « voudrait dire que le Parlement estime ne pas devoir laisser instruire une affaire dans laquelle le juge a relevé l'existence d'indices graves et concordants de culpabilité ».

Or, fit remarquer M. Fauston, « les droits de la défense ne peuvent être pleinement exercés pour M. Nucci, qui n'en bénéficiera qu'après sa mise en accusation ». Il ajouta que les magistrats de la Cour de cassation chargés d'instruire les dossiers de Haute Cour sont « parmi les plus hauts de l'ordre judiciaire » et que « à ce stade de leur carrière,

qui, en rupture avec son parti, s'est fait excuser pour tous les votes, de MM. Pierre Godefroy (RPR, Manche) et Hector Roland (RPR, Allier), qui se sont abstenus volontairement, de MM. Jacques Dominati (UDF, Paris) et Bernard Stasi (UDF, Manche), qui n'ont pas pris part au vote.

Chez ses alliés d'un jour, la discipline fut tout autant respectée. Pas une seule voix du Front national ne manqua, mais M. Yvon Briant (non inscrit, Val-d'Oise) s'abstint volontairement. Tous les députés du PCF

s'abstinrent sur le « faux passeport » de M. Chabrier, dont il affirmait qu'il a été demandé par M. Pasqua au directeur de la DST.

Rien ne nous oblige, aujourd'hui dans l'état présent d'un dossier qui n'a peut-être pas fini d'évoluer à clore un aspect particulier de l'affaire », explique M. Joxe, qui ajoute : « Personne n'empêchera qu'une mise en accusation devant la Haute Cour apparaisse à l'opinion comme une preuve de culpabilité. » Il fait donc quatre propositions à la majorité : que celle-ci demande au gouvernement « la levée de tous les obstacles opposés aux investigations des juges » ; que toutes les procédures pénales soient jointes pour faciliter le travail des juges ; que la Cour des comptes « fournisse dans un mois un rapport spécial au Parlement » ; que la commission spéciale soit convoquée « dans cinq semaines pour prendre connaissance des faits ».

Les attaques de M. Damas

Pour renforcer sa suggestion, M. Joxe affirme qu'il ne s'agit pas d'« une manœuvre dilatoire » puisque le Sénat disposerait, dans son schéma, de la durée du mois de décembre pour engager la procédure qu'il propose de suspendre pour l'instant, non pour « enterrer le dossier » mais pour avoir la garantie d'une « information plus posée » afin de « parvenir à la vérité ».

La droite n'a pas entendu le président du groupe socialiste. M. Jean-Louis Debré (RPR, Eure), qui s'oppose au renvoi en commission,

votèrent aussi la mise en accusation. Mais MM. Etienne Hoarans et Paul Vergès, tous deux élus de la Réunion et apparentés au groupe communiste, votèrent avec les socialistes pour protester contre le comportement de la justice face aux faits qu'ils reprochaient à un autre élu de ce département, M. Jean-Paul Virapoulle (UDF). M. Ernest Moutoussamy (app. PC, Gaudeloupe), lui, s'abstint volontairement.

La tactique de M. Pierre Joxe a donc échoué. Le président du groupe socialiste

ne dit rien de ces propositions. Il déclare que « les Français ont le droit de savoir si les accusations portées contre M. Nucci sont fondées ou non » et que « c'est devant la Haute Cour que devra être jugée la vérité ». Il ajoute que, en août 1986, l'ancien ministre demandait à comparaître devant elle, et que les socialistes donnent « l'impression d'avoir peur de cette vérité ». La motion de renvoi est alors repoussée par 312 voix (RPR, UDF, FN) contre 209 (PS), le PC ne prenant pas part au vote.

Après la pause du dîner, le débat s'engage sur le fond. Le règlement prévoit que ne peuvent prendre la parole qu'un orateur pour la mise en accusation et un orateur contre. La discussion s'aventure quelque peu, les très nombreux députés encore présents interrompent les intervenants beaucoup plus souvent que l'après-midi.

C'est M. Albert Mamy (UDF, Tarn) qui soutient le projet de résolution. Il s'appuie sur le réquisitoire du parquet et sur l'ordonnance du juge d'instruction, dont il souligne « le caractère sérieux ». Il constate donc que, pour M. Nucci, « l'instruction n'est pas allée jusqu'à son terme » et explique qu'« il faut donner à notre collègue les moyens juridiques de s'expliquer, de se défendre et de se disculper éventuellement ». C'est-à-dire déclencher la procédure de Haute Cour.

Pour lui, parler de « machination » est un « propos politicien ». Et comme M. Joxe lui demande ce qu'il pense « du fait que le ministre de l'Intérieur ait délivré un faux passeport au principal accusé », il

A PARTIR DU
16 OCTOBRE 1987
Numéro daté 17 octobre

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN

1^{er} PRIX :
12 CRUS PRESTIGIEUX

Château LAFITE-ROTHSCHILD 1982 (12 bouteilles).
Château MARGAUX 1982 (12 bouteilles).
Château LATOUR 1982 (12 bouteilles).
Château HAUT-BRION 1982 (12 bouteilles).

Château MOUTON-ROTHSCHILD 1982 (12 bouteilles).
Château d'YQUEM 1980 (12 bouteilles).
Château PETRUS 1983 (12 bouteilles).
Château CHEVAL BLANC 1982 (12 bouteilles).

Château AUSONE 1982 (12 bouteilles).
MONTRACHET MARQUIS DE LA GUICHE 1985 (12 bouteilles).
CHAMBERTIN TRAPET 1983 (12 bouteilles).
ROMANÉE-CONTI 1983 (6 magnums).

600 PRIX EN JEU

- Des caves exceptionnelles composées des vins les plus prestigieux.
- Des sélections de nombreux grands crus.
- Des week-ends relais et châteaux en France et à l'étranger.

Participez tous à ce concours

Lisez chaque jour le Monde à partir du 16 octobre, et trouvez les réponses aux questions. Pour vous aider, écoutez aussi l'indice RTL de Jean-Pierre Imbach tous les jours du lundi au samedi à 10 h ou sur Minitel : 36.15, code LEMONDE ou RTL.

TOUS LES JOURS DANS
Le Monde



avec le patronage
de l'I.N.A.O. et de la SOPEXA



Le Monde
sur minitel

JOUEZ
AU YAM'S
36.15 TAPÉZ LEMONDE

ABONNEMENT SPÉCIAL
LE MONDE DU VIN

Pour avoir tous les numéros du concours avec les questions et toutes les vignettes de participation, abonnez-vous au Monde daté 13 octobre au numéro daté 30 novembre 1987, au prix spécial de 190 F (pour l'étranger, nous consulter).

ABONNEMENT LE MONDE DU VIN
DU 13 OCTOBRE AU 30 NOVEMBRE 1987

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Bulletin d'abonnement à renvoyer accompagné de votre règlement à :
Le Monde, service des abonnements, BP 50709, 75422 Paris cedex 09.

Le Monde

Hypocrisie

CATASTR
INDUSTRIE
A QUI
SCIENCE

Politique

la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice

espérât, par une intervention mesurée sur le fond et modérée dans la forme, distraire de la discipline de vote quelques élus de la majorité. Le refus d'un renvoi en commission, alors qu'il ne proposait qu'un retard de cinq semaines, ayant démontré l'impossibilité de la tâche, M. Roland Dumas usa d'un ton beaucoup plus agressif. L'atmosphère fut ainsi quelque peu différente avant et après le dîner, même si tout au long de la discussion les élus du PS s'interdirent toute mauvaise procédure.

La majorité ne pouvait que faire bloc, même si M. Jean-Claude Gaudin eut quelque mal à convaincre tous ses amis. Mais les barbares savent qu'ils auront besoin de M. Charles Pasqua pour assurer un bon report des voix au deuxième tour de l'élection présidentielle, si M. Raymond Barre gagne la « primaire ». Il n'est donc pas question de donner l'impression de désavouer le ministre de l'Intérieur. Malgré l'obligation constitutionnelle d'un vote personnel de chaque parlementaire, la décision

de l'envoi de l'ancien ministre devant la Haute Cour — comme l'eût été son refus — fut donc prise par les dirigeants des partis.

L'argument le plus souvent avancé par la droite fut « l'intérêt bien compris de M. Nucci », afin qu'il puisse se défendre devant la seule juridiction compétente. En droit, c'est parfaitement exact. Mais les socialistes firent valoir que, pour l'opinion, et donc politiquement, la mise en accusation valait condamnation.

Les explications de vote permettent à M. Georges Hage (PC, Nord) d'expliquer que les députés communistes « ont toujours recherché la vérité », que ce soit « dans les affaires de Broglie, Boulin, du SAC ou de Greenpeace ». Il ajoute que « personne n'est au-dessus des lois » et que si le faux passeport « est un aspect de la vérité qui reste dans l'ombre », l'impératif de recherche de la vérité « ne peut plus souffrir d'atténuations ». M. Georges-Paul Wagner (FN, Yvelines) explique que son groupe refuse ce qui serait « un déni de justice », alors que, s'il n'est pas « incriminé » devant les accusations portées contre M. Pasqua, cela « n'exclut pas M. Nucci ».

Le long défilé des députés à la tribune peut alors commencer. Chacun se peut avoir une délégation de vote que d'un seul de ses collègues et celle-ci doit indiquer le sens du vote de l'absent. En grand nombre, dont M. Nucci, ils gravissent les marches pour mettre leurs bulletins dans l'urne. Dans leurs mains, les « blancs », qui demandent la mise en accusation de l'ancien ministre socialiste devant la Haute Cour sont bien plus nombreux, visiblement, que les « rouges », qui, eux, le refusent. L'affaire est entendue.

Th. B.

« Oui, je suis innocent »

C'est dans un silence qui ne sera interrompu à aucun moment que M. Christian Nucci a pris la parole à 21 h 35, en début de séance de nuit. Resté à son banc, l'ancien ministre socialiste de la coopération a fait une courte déclaration, prononcée d'une voix ferme, qui exprimait pourtant son émotion : « Oui, n'en déplaise à certains, je suis innocent ! Non, je n'ai pas commis les fautes dont on m'accuse ! Innocent, j'ai droit à la justice ; innocent, j'ai droit à la vérité. Je ne crains ni l'une ni l'autre. Croyez-vous que je puisse accepter un seul instant que mon honneur et celui de mes miens soit mis en cause ? Croyez-vous que je puisse accepter qu'à travers moi on discrédite le mandat dont nous sommes tous investis par le suffrage universel ? »

« Je ne revendique aucun privilège, aucun passe-droit. Je ne me suis jamais considéré comme au-dessus des lois. Mais encore faut-il que la loi soit respectée par ceux qui l'accusent. Je suis accusé sur la foi de présomptions qui ne sont même pas étayées. Je suis accusé sur la foi de déclarations d'inculpés qu'on a sollicités pour m'accabler. Je suis accusé sur la foi d'un dossier secret pour moi, et pour vous ; je suis accusé sur la foi d'un dossier en accusation de l'ancien ministre socialiste devant la Haute Cour sont bien plus nombreux, visiblement, que les « rouges », qui, eux, le refusent. L'affaire est entendue.

« J'ai appris que des malversations avaient été opérées à partir du compte joint que je possédais avec mon chef de cabinet, conformément à une tradition établie de longue date au ministère de la coopération. C'est moi qui ai dû déposer plainte pour que la vérité soit établie et, effectivement, l'instruction a établi que les malversations étaient à mon insu. »

L'ancien ministre socialiste a ensuite énuméré les diverses malversations imputées à son ancien chef de cabinet, en rappelant qu'il avait demandé que sa plainte soit étendue à ces faits : « Le juge d'instruction m'a suivi et c'est le parquet qui bloque la vérité. J'ai appris que des fonds publics avaient servi à acheter un château que, par un tour de passe-passe juridique, mon ancien chef de cabinet en était devenu propriétaire, qu'il avait obtenu le gérance de l'état pour couvrir un emprunt, fournissant à l'appui une décision ministérielle revêtue de la signature du ministre et du contrôleur financier. »

En revanche, le ministre s'est étendu sur l'exercice du droit de grève car « l'évolution récente de la jurisprudence fait problème et l'initiative plus récente de la direction d'une entreprise ne saurait être tolérée ». M. Séguin parlait de la Chapelle-Darblay. Et le ministre a précisé : « On ne pourra toujours laisser les juges supporter le fardeau de réglementer la grève dans le privé. »

O. B.

« L'instruction a établi que cette décision était un faux, que les signatures étaient des faux, que l'auteur de ces faux était mon ancien chef de cabinet. J'ai appris qu'un homme recherché par la justice pouvait prendre la fuite en recevant l'aide d'un service de l'Etat dont la mission est d'être au service de la justice. J'ai observé que, lorsque la justice voulait connaître la vérité sur les faits, on a tout fait pour la contrecarrer. C'est moi qui ai déposé plainte contre l'avis du parquet. Le devoir des juges d'instruction vient de me donner raison. »

« Quel peut-être mon sentiment quand je lis sous la plume de votre rapporteur qu'il renonce à avancer des chiffres pueux, de son propre aveu, il ne peut en vérifier l'exactitude ? Tout cela, vous le savez, comme vous savez que je ne crains ni la vérité ni la justice. Prétendre aujourd'hui qu'une mise en accusation est le seul moyen pour que justice soit rendue n'est pas un argument loyal. »

« J'en appelle à votre conscience »

La vérité ne se divise pas. Vous ne pouvez pas accepter, pour l'honneur du Parlement, de prendre une décision qui repose sur des éléments tronqués. Comment pourriez-vous prendre une décision qui met en cause mon honneur sans avoir connaissance du dossier ? Je suis convaincu que vous voulez que la lumière soit faite, et vous savez bien qu'en votant ma mise en accusation vous n'y parviendrez pas. L'opinion croit que c'est l'essence même que l'on a emporté sur l'esprit de justice. »

« Affirmer que le rejet de ma mise en accusation signifierait refus que la justice passe est une pression sur vos consciences qui est intolérable parce qu'insoutenable : car, quand l'instruction sera terminée, il vous sera possible de vous prononcer sur pièces et d'apprécier la réalité des accusations portées contre moi. Il ne faudrait pas confondre justice et précipitation, à moins que cette précipitation ait des motivations auxquelles la justice est étrangère. »

« Ce n'est pas une mise en accusation que vous allez voter, mais bel et bien une accusation dont vous porterez pour toujours l'ombre et surtout l'individuelle responsabilité ! J'en appelle à votre conscience », a conclu le député socialiste, très chaleureusement applaudi par son groupe.

réplique : « Je pense que ce n'est pas l'affaire d'aujourd'hui. Car, pour M. Manry, il ne faut pas occulter l'affaire du Carrefour du développement, en essayant de placer au-dessus de la scène une incidente ». Il demande aussi : « Que penserait-on d'un Parlement qui chercherait à protéger ses membres par tous moyens ? »

M. Roland Dumas (PS, Dordogne) ne cherche pas, lui, à convaincre ses adversaires. Il les attaque, l'avocat se fait procureur. D'abord aux dépens du gouvernement, qu'il accuse de « machination » : M. Aurillac, « qui s'empare d'une compétence qui n'incombe qu'au procureur général de la Cour des comptes ; M. Pasqua, qui n'a pas hésité à abuser de sa fonction en contraignant sur l'Etat à établir un faux passeport pour M. Chabrier ; M. Chalandon, qui en verrouillant la procédure

« Je ne suis pas un procureur »

« Cette affaire nous amène tous à la Cour de justice, j'allais de la poitrine d'un caducée de l'UDF, résume bien l'état d'esprit de beaucoup de députés de la majorité. Les défections, toutefois, lors du vote final, ont été rarissimes. Le président (UDF) de la commission de la production et des échanges, M. Jacques Donnedieu de Vichery, avait fait savoir qu'il ne voterait pas la proposition de résolution portant mise en accusation de M. Christian Nucci. »

Retenu par un colloque consacré à l'ancien touriste, qui se tenait à deux pas du Palais-Bourbon, il est resté invisible toute la journée. « Je considère que l'affaire Nucci n'est pas une question prioritaire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Ce que je fais là me paraît plus important, nous a-t-il déclaré sur les lieux du colloque. « Je ne suis pas un procureur. Cela ne m'intéresse pas », a ajouté le député UDF de Paris, qui s'était déjà refusé, à quelques mois, à signer la proposition de résolution présentée par M. Pierre Messmer et deux cent cinquante députés. »

Un autre député, membre du RPR cette fois, M. Pierre Godefray (Manche), a également manifesté sa désapprobation en s'abstenant : « Je ne suis pas un combattant de la guerre franco-française. Je trouve assez le jugement de quelqu'un par ses adversaires politiques », a-t-il expliqué dans les couloirs de l'Assemblée nationale, en ajoutant que s'il avait laissé complètement parler son cœur il aurait certainement voté contre : « Nous sommes devant un débat de conscience. Il aurait fallu que chacun ait une totale liberté de vote. »

P. B.

pour l'empêcher de dériver », se conduit en ministre de la justice « plus militant que vertueux ». Tout cela, affirme l'ancien ministre des relations extérieures, afin de « mettre en place une machine infernale pour abattre M. Nucci, uniquement parce qu'il est socialiste ».

La « précipitation » est aussi, d'après lui, la caractéristique de cette affaire. Il s'étonne que le Parlement soit saisi alors que « le principal accusateur n'a pas encore été jugé ». Il affirme que tout le mécanisme de la Haute Cour est déjà en train de se mettre en place « comme s'il importait peu d'attendre la décision de l'Assemblée nationale et celle du Sénat », ajoutant : « Un conseiller à la Cour de cassation a déjà reçu ordre de se rendre avec les fonctionnaires de police pour savoir comment les commissions rogatoires seront distribuées. Pour lui, tout se passe, comme s'il s'agissait de jouer cette mauvaise pièce avant l'élection présidentielle. »

La preuve de la manipulation, M. Dumas la voit aussi dans l'évocation des difficultés de l'APCI, une association « dont le président était Alain Poirer », et qui, elle aussi, a été subordonnée au ministère de la coopération. « Le ministre de l'Intérieur fait bien les choses, souligne le député socialiste, on accable

les adversaires, on tient en laisse les alliés. » Et il demande si M. Poirer « s'est borné à citer l'Evangile : « Que ceux qui n'ont jamais péché lui jettent la première pierre. »

M. Dumas estime, enfin, que l'envoi de son collègue devant la Haute Cour serait « un précédent dangereux ». « Vous ouvrez la porte à des comportements nouveaux. La minorité d'aujourd'hui, déçue mais confiante, se consolera en pensant qu'elle est la majorité de demain, [que] la prescription du délit est de trois ans, celle du crime de dix ans. »

le débat au fond étant clos, huit amendements socialistes sont mis en discussion, et tous repoussés. Les élus du PS souhaitent qu'il fut fait état des travaux de la Cour des comptes et que fût retirée la mise en cause de M. Nucci. Mais lors du vote sur un amendement demandant que la Haute Cour s'intéresse aux faits « ayant permis à Yves Chabrier de se soustraire à la justice », vingt-sept députés du Front national et M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais), présent dans l'hémicycle, s'abstiennent volontairement tandis que M. Giscard d'Estaing se prend pas part au vote.

Hypocrisie

L'OPINION commune se trompe. Si ses pairs ont voté la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour, c'est, croit-elle, qu'ils ont des choses à lui reprocher, qu'ils lui en veulent d'avoir porté atteinte à l'image de leur Assemblée, qu'ils le soupçonnent de crimes et délits. A procéder rationnellement, trente-cinq députés en dix-huit, motifs exceptionnels. Cette justice, que l'on oppose justement à celle qualifiée d'ordinaire, n'est tout de même pas banale, jusqu'à cette symbolique des bulletins de vote distingués par les trois couleurs du drapeau national : blanc, bleu, rouge, selon que l'on est pour, contre ou abstentionniste.

Inutile dramatisation, malentendu créé par la presse, illusion médiatique ! Non, si M. Nucci est désormais mis en accusation, c'est pour son bien, pour l'aider, pour le sauver même ! Raresment l'hypocrisie — car il faut bien nommer ce double langage parlementaire — aura été si prise à droite de l'hémicycle, tant elle était révélée par le silence forcé des quelques consciences désapprobées et lucides de la majorité. Tout le monde sait qu'il sera bientôt dit, sous les prétextes d'écarts d'une prochaine campagne électorale, que l'affaire Nucci vaut accusation des socialistes, qu'ils n'ont plus l'honorable privilège de la morale, qu'il en est parmi eux qui « piquent dans la caisse » — résumé attendu dans les couloirs.

Rien de tel publiquement : rapporteur de la commission ad hoc, M. André Ferton (RPR) ne sait pas si M. Nucci est « coupable de quel que ce soit », il se contente de proposer que l'on « transmette » le dossier à la Haute Cour. Mieux encore, M. Albert Manry (UDF) combat l'évidence : « Même si elle porte ce nom », la résolution n'est pas de mise en accusation, elle est simplement de « transmission ». Quant à M. Jacques Limouzy (RPR), si soucieux du sort de son « cher collègue », le voit convaincu que ne pas voter la résolution de mise en accusation livrerait Christian Nucci aux autres

inculpés, qui n'auraient alors de cesse de l'accabler.

Comment nier pourtant que la majorité a, avant tout, voulu faire vite ? Elle s'est refusée à la patience d'une justice sereine qui aurait exigé que l'on attende la fin de l'instruction concernant le principal accusateur de M. Nucci, M. Yves Chabrier, et que l'on veuille faire aussi la vérité sur sa manipulation par des policiers proches du ministre de l'Intérieur. La question ne sera pas posée : « Une incidente » que ce « vrai-faux passeport », lance M. Manry, subitement peu curieux de savoir la vérité. Jusqu'à M. Jean-Louis Debré (RPR), ancien juge d'instruction, qui oublie ses propres déclarations condamnant le secret-défense opposé à son ancien collègue Jean-Pierre Michou. M. Debré veut assurément que la justice passe, mais désormais dans une seule direction.

Trieste débat, que les socialistes ne contribuèrent pas à animer. M. Pierre Joxe cherche l'habileté, quitte à un renversement mathématiquement improbable, tant l'Assemblée, même quand il s'agit de l'honneur d'un des siens, vit aujourd'hui sous le règne des majorités autonomes. On guerroye, mais, à gauche comme à droite, l'on se refuse à parler des vrais problèmes : qu'est-ce que l'affaire du Carrefour du développement, sinon le dévoilement de l'usage discrétionnaire des fonds secrets, des combinaisons financières anciennes d'ici qu'il s'agit du pré-carré français en Afrique, des tentations qui guettent les ministres en campagne électorale, etc. ? Aucun député n'a encore proposé à cette occasion que la loi se mette du financement des partis politiques. Le Fonds d'aide et de coopération (FAC), point de départ du scandale, créé en 1959, fonctionne toujours comme hier, selon des textes qui assure la Cour des comptes, et n'ont jamais été parachevés, et avec une « régularité de son dispositif financier [qui] fait question ».

Un homme aurait pu poser ces questions directes et dérangeantes

à ses collègues : M. Nucci. Il le voulait même, si l'on en croit la première version de son discours préparée avec ses avocats et refusée par M. Joxe. Il souhaitait rappeler qu'il a publié l'état de son portefeuille et invité ses collègues, notamment le garde des sceaux, à faire de même. Il admettait avoir fait bénéficier sa commune de Beaurapaire de ses largesses, mais ajoutait que, s'il s'était agi de Paris, nul n'aurait rien dit. Il aurait aussi parlé de l'usage des fonds secrets, etc. M. Nucci aurait ainsi fait face, renvoyer à la classe politique le miroir qu'elle serait tentée de faire oublier en le jugeant. Plutôt que d'ouvrir la boîte de Pandore, il aurait dû se contenter de proclamer son innocence.

GEORGES MARION
ET EDWY PLENEL

Les questions d'actualité à l'Assemblée nationale Réintégrez nos camarades !

Les « dix de Billancourt », dix représentants syndicaux CGT licenciés et poursuivis en justice, se sont affichés le mercredi 7 octobre à l'Assemblée nationale. En l'absence de « président-candidat » (M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale en déplacement chez RVI à Lyon), M. Georges Marchais s'est fait très théâtral, devant les caméras de FR 3, pour dénoncer les « persécution » dont sont victimes les dix de Renault-Billancourt, qui n'ont rien « fait d'autre que leur devoir syndical en accompagnant des délégations ou en participant aux actions des salariés ».

Selon le secrétaire général du

PCF, qui intervenait à l'occasion de la séance consacrée aux questions d'actualité, la direction de la Régie « a montré contre eux une monstrueuse machination », en faisant peser sur leurs épaules des « charges aberrantes » qui peuvent leur valoir amendes et prison. Comme à la parade, les députés communistes ont alors brandi les portraits-affiches des représentants syndicaux licenciés et poursuivis. « Les voilà ! », s'est écrié M. Marchais en désignant une tribune où certains des « dix », dont neuf sont communistes, avaient pris place.

Après avoir signalé l'« offensive » menée par le pouvoir contre « les droits des salariés et les libertés syndicales, offensive évidente notamment à la Chapelle-Darblay », le dirigeant communiste s'est exclamé, à l'adresse du premier ministre : « Réintégrez les dix de Renault-Billancourt et faites lever

les charges insupportables qui pèsent sur eux. »

Souvent interrompu par les élus du PCF — « Mensonges ! », « L'affaire Chabrier ! », « Liberté, Billancourt ! » — M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, a martelé que « la France est un Etat de droit ». « On ne saurait tolérer que des responsables syndicaux se livrent à des déprédations et à des vols de fait sur les dirigeants d'une entreprise ! », a-t-il dit.

En revanche, le ministre s'est étendu sur l'exercice du droit de grève car « l'évolution récente de la jurisprudence fait problème et l'initiative plus récente de la direction d'une entreprise ne saurait être tolérée ». M. Séguin parlait de la Chapelle-Darblay. Et le ministre a précisé : « On ne pourra toujours laisser les juges supporter le fardeau de réglementer la grève dans le privé. »

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre deux dossiers complets sur :

OU EN EST LA DÉCENTRALISATION ?

Envoyer 35 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

CATASTROPHES INDUSTRIELLES : A QUI LA FAUTE ?

SCIENCE & VIE

CAHIERS BERNARD LAZARE

N° 117-118

Les enjeux politiques de l'Europe et de l'Algérie-Orient

« Dominique Melé »

A l'est, du nouveau Alexandre Adler

Variations sur le thème de la résistance juive

Adieu Rappaport

Qui est Bill ?

Habib H. Côté

La collaboration sous la V^e

Le bon-chien en République

Merry Pissier

En route dans les grottes, bunkers, F.N.C., Dragage, R. C. O.

75003 PARIS

JANVIER-JUIN 1987

90 F

ASSIMIL

Le don des langues

CHEZ VOUS - PAR VOUS-MÊME

ENVOYEZ-MOI UNE CASSETTE ET UNE BROCHURE D'ESSAI

(sans engagement de ma part)

ASSIMIL B.P. 25 94431 CHENNEVIÈRES-sur-M. Cedex

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE COMPLÈTE : _____

LANGUE CHOISIE : _____

(à joindre 2 000 F pour participation aux frais d'envoi)

LM 2

Communistes ont voté

... la mise en accusation de M. Nucci devant la Haute Cour de justice

AND COURS DE DU VIN

PRIX PRESTIGIEUX

MOUTON 1982 (12)

CHATEAU D'AY 1980

PETRES 1983

CHEVAL BLANC (12)

CHATEAU D'AY 1982

CHATEAU D'AY 1983

CHATEAU D'AY 1984

CHATEAU D'AY 1985

CHATEAU D'AY 1986

CHATEAU D'AY 1987

CHATEAU D'AY 1988

CHATEAU D'AY 1989

CHATEAU D'AY 1990

CHATEAU D'AY 1991

CHATEAU D'AY 1992

CHATEAU D'AY 1993

CHATEAU D'AY 1994

CHATEAU D'AY 1995

CHATEAU D'AY 1996

CHATEAU D'AY 1997

CHATEAU D'AY 1998

CHATEAU D'AY 1999

CHATEAU D'AY 2000

CHATEAU D'AY 2001

CHATEAU D'AY 2002

CHATEAU D'AY 2003

CHATEAU D'AY 2004

CHATEAU D'AY 2005

CHATEAU D'AY 2006

CHATEAU D'AY 2007

CHATEAU D'AY 2008

CHATEAU D'AY 2009

CHATEAU D'AY 2010

CHATEAU D'AY 2011

CHATEAU D'AY 2012

CHATEAU D'AY 2013

CHATEAU D'AY 2014

CHATEAU D'AY 2015

CHATEAU D'AY 2016

CHATEAU D'AY 2017

CHATEAU D'AY 2018

CHATEAU D'AY 2019

CHATEAU D'AY 2020

CHATEAU D'AY 2021

CHATEAU D'AY 2022

CHATEAU D'AY 2023

CHATEAU D'AY 2024

CHATEAU D'AY 2025

CHATEAU D'AY 2026

CHATEAU D'AY 2027

CHATEAU D'AY 2028

CHATEAU D'AY 2029

CHATEAU D'AY 2030

CHATEAU D'AY 2031

CHATEAU D'AY 2032

CHATEAU D'AY 2033

CHATEAU D'AY 2034

CHATEAU D'AY 2035

CHATEAU D'AY 2036

CHATEAU D'AY 2037

CHATEAU D'AY 2038

CHATEAU D'AY 2039

CHATEAU D'AY 2040

CHATEAU D'AY 2041

CHATEAU D'AY 2042

CHATEAU D'AY 2043

CHATEAU D'AY 2044

CHATEAU D'AY 2045

CHATEAU D'AY 2046

CHATEAU D'AY 2047

CHATEAU D'AY 2048

CHATEAU D'AY 2049

CHATEAU D'AY 2050

CHATEAU D'AY 2051

CHATEAU D'AY 2052

CHATEAU D'AY 2053

CHATEAU D'AY 2054

CHATEAU D'AY 2055

CHATEAU D'AY 2056

CHATEAU D'AY 2057

CHATEAU D'AY 2058

CHATEAU D'AY 2059

CHATEAU D'AY 2060

CHATEAU D'AY 2061

CHATEAU D'AY 2062

CHATEAU D'AY 2063

CHATEAU D'AY 2064

CHATEAU D'AY 2065

CHATEAU D'AY 2066

CHATEAU D'AY 2067

CHATEAU D'AY 2068

CHATEAU D'AY 2069

CHATEAU D'AY 2070

CHATEAU D'AY 2071

CHATEAU D'AY 2072

CHATEAU D'AY 2073

CHATEAU D'AY 2074

CHATEAU D'AY 2075

CHATEAU D'AY 2076

CHATEAU D'AY 2077

CHATEAU D'AY 2078

CHATEAU D'AY 2079

CHATEAU D'AY 2080

CHATEAU D'AY 2081

CHATEAU D'AY 2082

CHATEAU D'AY 2083

CHATEAU D'AY 2084

CHATEAU D'AY 2085

CHATEAU D'AY 2086

CHATEAU D'AY 2087

CHATEAU D'AY 2088

CHATEAU D'AY 2089

CHATEAU D'AY 2090

CHATEAU D'AY 2091

CHATEAU D'AY 2092

CHATEAU D'AY 2093

CHATEAU D'AY 2094

CHATEAU D'AY 2095

CHATEAU D'AY 2096

CHATEAU D'AY 2097

CHATEAU D'AY 2098

CHATEAU D'AY 2099

CHATEAU D'AY 2100

CHATEAU D'AY 2101

CHATEAU D'AY 2102

CHATEAU D'AY 2103

CHATEAU D'AY 2104

CHATEAU D'AY 2105

CHATEAU D'AY 2106

CHATEAU D'AY 2107

CHATEAU D'AY 2108

CHATEAU D'AY 2109

CHATEAU D'AY 2110

CHATEAU D'AY 2111

CHATEAU D'AY 2112

CHATEAU D'AY 2113

CHATEAU D'AY 2114

CHATEAU D'AY 2115

CHATEAU D'AY 2116

CHATEAU D'AY 2117

CHATEAU D'AY 2118

CHATEAU D'AY 2119

CHATEAU D'AY 2120

CHATEAU D'AY 2121

CHATEAU D'AY 2122

CHATEAU D'AY 2123

CHATEAU D'AY 2124

CHATEAU D'AY 2125

CHATEAU D'AY 2126

CHATEAU D'AY 2127

CHATEAU D'AY 2128

CHATEAU D'AY 2129

CHATEAU D'AY 2130

CHATEAU D'AY 2131

CHATEAU D'AY 2132

CHATEAU D'AY 2133

CHATEAU D'AY 2134

CHATEAU D'AY 2135

CHATEAU D'AY 2136

CHATEAU D'AY 2137

CHATEAU D'AY 2138

CHATEAU D'AY 2139

CHATEAU D'AY 2140

CHATEAU D'AY 2141

CHATEAU D'AY 2142

CHATEAU D'AY 2143

CHATEAU D'AY 2144

CHATEAU D'AY 2145

CHATEAU D'AY 2146

CHATEAU D'AY 2147

CHATEAU D'AY 2148

CHATEAU D'AY 2149

CHATEAU D'AY 2150

CHATEAU D'AY 2151

CHATEAU D'AY 2152

CHATEAU D'AY 2153

CHATEAU D'AY 2154

CHATEAU D'AY 2155

CHATEAU D'AY 2156

CHATEAU D'AY 2157

CHATEAU D'AY 2158

CHATEAU D'AY 2159

CHATEAU D'AY 2160

CHATEAU D'AY 2161

CHATEAU D'AY 2162

CHATEAU D'AY 2163

CHATEAU D'AY 2164

CHATEAU D'AY 2165

CHATEAU D'AY 2166

CHATEAU D'AY 2167

CHATEAU D'AY 2168

CHATEAU D'AY 2169

CHATEAU D'AY 2170

CHATEAU D'AY 2171

CHATEAU D'AY 2172

CHATEAU D'AY 2173

CHATEAU D'AY 2174

CHATEAU D'AY 2175

CHATEAU D'AY 2176

CHATEAU D'AY 2177

CHATEAU D'AY 2178

CHATEAU D'AY 2179

CHATEAU D'AY 2180

CHATEAU D'AY 2181

CHATEAU D'AY 2182

CHATEAU D'AY 2183

CHATEAU D'AY 2184

CHATEAU D'AY 2185

CHATEAU D'AY 2186

CHATEAU D'AY 2187

CHATEAU D'AY 2188

CHATEAU D'AY 2189

CHATEAU D'AY 2190

CHATEAU D'AY 2191

CHATEAU D'AY 2192

CHATEAU D'AY 2193

CHATEAU D'AY 2194

CHATEAU D'AY 2195

CHATEAU D'AY 2196

CHATEAU D'AY 2197

CHATEAU D'AY 2198

CHATEAU D'AY 2199

CHATEAU D'AY 2200

CHATEAU D'AY 2201

CHATEAU D'AY 2202

CHATEAU D'AY 2203

CHATEAU D'AY 2204

CHATEAU D'AY 2205

CHATEAU D'AY 2206

CHATEAU D'AY 2207

CHATEAU D'AY 2208

CHATEAU D'AY 2209

CHATEAU D'AY 2210

CHATEAU D'AY 2211

CHATEAU D'AY 2212

CHATEAU D'AY 2213

CHATEAU D'AY 2214

CHATEAU D'AY 2215

CHATEAU D'AY 2216

CHATEAU D'AY 2217

CHATEAU D'AY 2218

CHATEAU D'AY 2219

CHATEAU D'AY 2220

CHATEAU D'AY 2221

CHATEAU D'AY 2222

CHATEAU D'AY 2223

CHATEAU D'AY 2224

CHATEAU D'AY 2225

CHATEAU D'AY 2226

CHATEAU D'AY 2227

CHATEAU D'AY 2228

CHATEAU D'AY 2229

CHATEAU D'AY 2230

CHATEAU D'AY 2231

CHATEAU D'AY 2232

CHATEAU D'AY 2233

CHATEAU D'AY 2234

CHATEAU D'AY 2235

CHATEAU D'AY 2236

CHATEAU D'AY 2237

CHATEAU D'AY 2238

CHATEAU D'AY 2239

CHATEAU D'AY 2240

CHATEAU D'AY 2241

CHATEAU D'AY 2242

CHATEAU D'AY 2243

CHATEAU D'AY 2244

CHATEAU D'AY 2245

CHATEAU D'AY 2246

Société

La situation en Corse
et la mise en liberté de M. Yves Stella

L'ex-FLNC répond aux enquêteurs à propos de « l'élimination de Français » résidant sur l'île

BASTIA
de notre correspondant

M. Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire nationaliste corse *U Ribombu*, interpellé le 1^{er} octobre, à Bastia puis transféré à Paris, a été remis en liberté, le mercredi 7 octobre, après un débat contradictoire dans le cabinet du juge d'instruction, M. Michel Lagnard, chargé de dossiers de terrorisme. M. Stella reste inculpé d'association de malfaiteurs et de recatégorisation de ligue dissoute et a été placé sous contrôle judiciaire.

La rapidité de cette mise en liberté est interprétée par certains comme un geste d'apaisement ; d'autres mettent en avant ce qu'ils appellent la fragilité des charges retenues contre M. Stella.

Pour sa part, l'ex-FLNC, sans nier la paternité du texte saisi dans les locaux du journal envisageant notamment « l'élimination physique à grande échelle de Français résidant en Corse » (*Le Monde* du 7 octobre), souligne que ce passage doit être replacé dans son contexte et en public l'intégralité : « Soyons objectifs : comptons-nous, oui ou non, stopper la colonisation de peuplement par la multiplication des attentats ? Si la réponse est affirmative, il nous faut passer à un stade supérieur et entreprendre l'élimination physique et à grande échelle de Français résidant en Corse. Cela aura valeur d'exemple, les candidats au départ seront nombreux. Mais avons-nous sérieusement la possibilité et la volonté d'une telle entreprise ? Nous ne le

pensons pas. En revanche, si la réponse est négative, il faut considérer le règlement de cette question dans le cadre d'une négociation globale avec l'Etat français et, donc, de concentrer nos forces contre celui-ci afin de l'obliger à discuter ».

La nuance entre ce qui a été révélé, dans un premier temps, par les enquêteurs et ce que l'organisation clandestine affirme n'est pas négligeable. Ces textes feraient état de débats internes au FLNC au cours desquels différents points de vue peuvent se manifester. Ce n'est pas la première fois, au demeurant, que parmi plusieurs hypothèses, l'ex-FLNC envisage « l'élimination physique » de personnalités continentales, sans pour autant la retenir. Il faut rappeler, à cet égard, que des documents de ce genre avaient été saisis au moment de l'arrestation de Pierre-Jean Massiani en octobre 1983 ; action revendiquée par l'ex-FLNC à la suite de la disparition d'un de ses membres, Guy Orsoni, assassiné le 17 juin 1983.

A Bastia, où M. Stella devait arriver dans la journée du 8 octobre, on avait peu de signes de mobilisation. Les organisations nationalistes ont appelé à une manifestation samedi 10 octobre à Bastia sur le thème de la liberté d'expression.

MICHEL CODACCIONI.

Emprisonnée par erreur

Lorsque Kefka rencontre Courteline tout peut arriver. Un formulaire mal rempli et une signature distraite ont suffi pour envoyer en prison une femme de vingt-six ans que le tribunal avait décidé de laisser en liberté. Elle y est restée deux jours et s'y trouverait encore sans l'obstination de son avocat.

Le 22 septembre dernier, Carole Dutoit, interpellée la veille, comparait devant la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris pour une affaire de vol. Sa situation particulièrement douloureuse amène le tribunal à demander des renseignements complémentaires en province, et les juges renvoient leur décision au 27 octobre en ordonnant qu'elle soit laissée en liberté. Il est 20 h 30. Le greffier, probablement fatigué, griffonne sur deux formulaires que le substitut signe machinalement. Pourtant, l'un a le pouvoir de libérer, l'autre celui de jeter en prison.

Au dépôt, sur la foi du document la libérant, Carole récupère ses affaires et va sortir lorsqu'un gendarme suit avec le second document. Dès lors, il n'est plus question de prendre la porte autrement que pour se rendre à Fleury-Mérogis dans le quartier des femmes.

Le fonctionnaire du dépôt ne semble même pas intrigué par la présence de deux documents officiels contradictoires. Sans prendre le soin de téléphoner, le

bureaucrate tranche : le bon document, c'est celui qui ordonne la mise en détention.

Dans l'univers carcéral il n'est pas facile, sans argent, de se procurer des objets apparemment aussi simples qu'un timbre et une enveloppe. Carole y parviendra pourtant au bout de quelques jours et c'est ainsi que M. Pascal Trillat, commis d'office à l'audience, recevra, le samedi 3 octobre, une lettre de sa cliente résignée, l'informant qu'elle est en prison.

Stupéfait, l'avocat se précipite au tribunal. Après plusieurs heures de recherches, le dossier est retrouvé par le substitut Laurent Davenas au service de l'audience. L'erreur apparaît dans son énormité vers 18 h 30.

Dès cet instant, le téléphone ne cessera de sonner dans les bureaux du parquet que lorsque les magistrats auront trouvé le moyen de faire sortir de prison une personne juridiquement libre. Il faudra, là encore, un formulaire sommairement « le petit rose », un minuscule document à l'aspect bureautique, très rarement utilisé, qui permet au procureur de la République de faire libérer un détenu sur l'heure.

Vers 20 h 30, Carole et son avocat sont rentrés sur Paris dans une voiture de la préfecture de police.

MAURICE PEYROT.

SCIENCES

Pour faire face à la concurrence américaine dans les années 90

Arianespace envisage de commander une série de cinquante lanceurs

Arianespace devrait commander en 1988 cinquante lanceurs Ariane-4. M. Charles Bigot, directeur général, vient de faire cette proposition, avec l'appui du conseil d'administration d'Arianespace, aux industriels qui construisent le lanceur. En échange de cette commande importante, 15 à 20 milliards de francs, répartis sur une dizaine d'années, — il leur propose de prendre plus de responsabilités dans l'organisation de la production et dans les contrôles, et d'abaisser leurs prix afin que le lanceur européen puisse, dans les années 90, soutenir la concurrence américaine.

Les quelques cinquante de lanceurs qui ont été commandés depuis le début du programme permettront d'assurer les lancements jusqu'en 1991. Ces lanceurs appartiennent à trois familles différentes (Ariane-1, Ariane-2 et 3, Ariane-4) et, compte tenu de toutes les modifications introduites au fil des ans, ils sont tous différents. Pour les années ultérieures, les études de marché indiquent qu'il faudra commander encore cinquante Ariane-4 avant que le futur lanceur Ariane-5 ne prenne le relais. L'idéal serait que ces Ariane-4 soient tous identiques.

Tel est en résumé le discours que M. Charles Bigot, directeur général d'Arianespace, vient de tenir aux huit mille représentants des industriels, grands ou petits, qui participent à la construction du lanceur. Il faut rationaliser la production et réduire les coûts car la concurrence américaine, aujourd'hui nulle, sera féroce après 1990. Cet objectif ne peut être atteint qu'en construisant des séries plus longues.

Il faut aussi organiser différemment la production. Actuellement, toutes les décisions ou presque remontent à Arianespace. Un sous-ensemble est monté chez un industriel, testé, livré et facturé à Arianespace (la société reçoit en fait une facture toutes les deux heures). L'assemblage repart chez un autre pour y être souvent démonté, incorporé à un sous-ensemble plus vaste, après de nouveaux tests et de nouveaux contrôles. Ce va-et-vient retarde sur les coûts, et, de plus, démontages et remontages successifs font perdre une certaine fiabilité.

Réduction des coûts

Cette centralisation des décisions, nécessaire à l'origine, n'est plus justifiée. M. Bigot estime qu'Arianespace doit garder la maîtrise ou la commercialisation et le lancement — de l'assemblage final du lanceur à l'usine de Kourou. Mais ce sont les « étages » — Aéropatiale pour le premier et le troisième étage, la firme allemande Erno pour le deuxième et pour les propulseurs d'appoint à combustibles liquides, Matra pour la case d'équipements électroniques — qui devront avoir la complète responsabilité de leurs productions. C'est à ces firmes qu'il appartiendra de discuter avec les sous-traitants, de proposer des prix d'ensemble à Arianespace et d'assurer le respect des délais. Seule exception, les moteurs partie décollage, continueront d'être commandés par Arianespace à leurs constructeurs (la SEP pour la propulsion liquide, l'italien BPD di Spazio pour les fusées à poudre).

Maîtres du processus de fabrication et responsables, les étages

pourront réduire leurs coûts, surtout s'ils sont assurés d'une construction en série. D'où l'importance d'une commande de cinquante lanceurs nécessaires à l'achat dans le temps mais qu'Arianespace pourrait réitérer formellement en 1988.

Cette commande globale réduirait les coûts de chaque sous-ensemble de 10 % à 25 %. Ce qui ramènerait à 350 millions de francs le prix moyen de fabrication de l'Ariane-4. Suivant le nombre de propulseurs d'appoint, ce coût pourrait varier de 150 millions de francs.

Compte tenu des frais d'assemblage à Kourou, de commercialisation, de lancement, le coût global d'un lanceur avoisinerait les 500 millions de francs. Cette économie permettrait de maintenir la compétitivité avec les lanceurs américains — le Titan principalement, auquel un énorme marché militaire assure de longues séries — et d'atteindre l'objectif à long terme : garder pour l'Europe la moitié des lancements de satellites commerciaux.

MAURICE ARVONNY.

Les fermetures de centrales nucléaires en Suède. — Le gouvernement suédois a fait savoir, le mardi 6 octobre, au Parlement, que le premier des deux réacteurs nucléaires du pays serait « désactivé » vers 1995. Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a ajouté que le Parti social-démocrate, au pouvoir en Suède, proposait de fermer un deuxième réacteur en 1998, les dix autres devant l'être avant 2010. Cette annonce est la conséquence du référendum de 1980 exprimant la volonté des Suédois de s'affranchir de toute production d'énergie d'origine nucléaire après 2010. — (AFP.)

10^e SALON DE LA MAISON INDIVIDUELLE

ENCORE 4 JOURS POUR FAIRE LE TOUR D'HORIZON DE LA « MAISON ».

UN PREMIER PORTRAIT DU VISITEUR DU SALON 67

Au terme des 6 premiers jours d'ouverture, on constate un rajeunissement de la clientèle, très décidée à concrétiser son achat dès les prochains mois, et désireux rester en Ile-de-France notamment dans les départements limitrophes de la capitale.

Les visiteurs semblent satisfaits d'avoir pu trouver au Salon de la Maison Individuelle les informations qu'ils étaient venus y chercher.

Le Salon de la Maison Individuelle est ouvert jusqu'au dimanche 11 octobre - 19 heures.
Heures d'ouverture : 10 h - 19 h
Ce soir nocturne jusqu'à 22 heures
Parking payant : Porte Maillot
Métro : Porte Maillot

Si « faire construire » est souvent une opération longue, compliquée et risquée, on a pu constater depuis son ouverture que le Salon de la Maison Individuelle dément plus que jamais ce préjugé et facilite la tâche des futurs acquéreurs.

Les constructeurs proposent une gamme complète de maisons, de 400 000 F à 2 000 000 F. La moitié d'entre eux, venant de province ou d'outre mer présentent des produits typiques de leur région, ou de leur pays.

Les organismes financiers « montent » les plans de financement et proposent aux visiteurs des taux de crédit et des prêts très concurrentiels.

Les avocats sont présents pour informer le public sur les garanties à prendre en matière d'achat. Le marché est là, au grand complet, pour renseigner, aider, et sécuriser celui qui a décidé de « faire construire ».

CANCER : ETONNANTES PROMESSES DE VACCIN SCIENCE & VIE

DESTINATIONS

A PRIX "CHARTER" HIVER/PRINT. 87-88

PARIS/		PARIS/	
LOS ANGELES	3.700'	SYDNEY	7.925'
LOS ANGELES/		NOUMEA	2.450'
PAPEETE	4.495'	PARIS/	
LONDRES/		BOSTON	2.820'
PAPEETE	8.000'	PARIS/	
PARIS/		SAN FRANCISCO	3.700'
PARIS/		NEW YORK	2.480'
PARIS/		WASHINGTON	2.770'
TOKYO	7.880'	PARIS/	
		DEN PASAR	6.970'

INTER CHART AIR

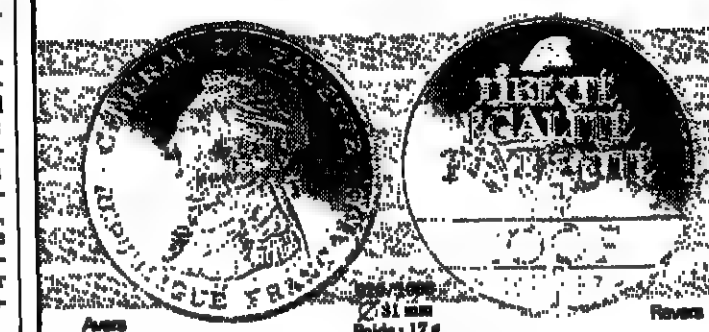
SEULS LES PRIX SONT CHARTERS
PARIS : 32, rue du 4 Septembre - 42 33 42 44
LILLE : 20 55 54 56 - LYON : 78 95 16 40 - TOULOUSE : 61 21 16 75

ODOUL Garde-meubles

42 08 10 30
16, rue de l'Atlas - 75019 Paris

"La Fayette, nous voilà !"

Nouvelle émission
monétaire



La 100F or : 20 000 exemplaires pour le monde entier

Le Ministère de l'Economie et des Finances a autorisé l'émission de la nouvelle monnaie de 100F or 1987 à tirage très limité (20 000 exemplaires seulement !). Frappée en qualité Epreuve Numismatique dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles, cette nouvelle monnaie française rend hommage à La Fayette, symbole de l'Egalité.

La rareté et la qualité supérieure de cette monnaie or frappée par l'Administration fait de cette émission un placement susceptible d'acquiescer une grande valeur numismatique au même titre que toutes 100F or précédemment frappées depuis la 3ème République. Plus de 55 millions de Français sont intéressés.

N'attendez donc pas pour acquiescer votre 100F or (limite 5 monnaies maximum par foyer) et enrichir ainsi votre patrimoine.

POUR COMMANDER
RETOURNEZ LE BULLETIN CI-DESSOUS :

communiqués téléphoniques au (1) 47.78.81.86

A retourner aux Editions Jean-Marc Laleta
Distributeur agréé de la Monnaie de Paris
Tour Franklin - Cedex 11 - 82081 PARIS LA DEFENSE
Veuillez enregistrer ma commande pour : Monnaies Françaises de 100F or 1987 (maximum 5 par foyer) au prix de 3 400 F l'unité + 25 F de frais de port par commande, soit : F
Je vous réglerai à réception de la facture qui sera émise si ma commande est acceptée.

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Signature :

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT, VOUS RECEVREZ PLUS TARD

صكنا من الاصل

Société

ÉDUCATION

M. Chirac souhaite qu'une loi de programmation scolaire soit débattue avant l'élection présidentielle

Le premier ministre est favorable au principe d'une loi de programmation pour l'éducation, qui pourrait être discutée par le Parlement d'ici à l'élection présidentielle. M. Jacques Chirac a ainsi manifesté son intention de faire des problèmes éducatifs un enjeu dans le débat politique, mercredi 7 octobre, en recevant tour à tour les responsables des deux principales fédérations de parents d'élèves, la FCPE (présidée par M. Jean-Pierre Mailles; ex-fédération Corneille) et la PEEP (présidée par M. René Monory).

Le premier ministre, s'il s'est déclaré opposé à une multiplication des lois-programmes, approuve l'idée d'un « engagement sur plusieurs années » en matière scolaire. La discussion parlementaire d'un tel projet de loi pourrait intervenir au début de 1988, s'il apparaît qu'un accord entre les forces politiques est possible sur la formation des jeunes, a déclaré en substance M. Chirac aux parents d'élèves. Mais ce débat ne pourrait pas avoir lieu, selon lui, si le sujet devait faire l'objet d'un débat agressif. Le premier ministre approuve ainsi, pour la première fois, publiquement l'offensive préparée par M. René Monory, et dont l'objectif est de forcer les candidats de la majorité à tenir compte de ses propositions. Toutefois, si le principe d'un vaste effort pour l'éducation n'est guère contesté, un « consensus » entre la majorité et l'opposition sur le

contenu d'une éventuelle loi de programmation est peu probable.

Depuis son échec de l'automne dernier face aux étudiants et aux lycéens, le ministre de l'éducation nationale s'emploie à populariser l'idée d'un « plan pluriannuel » destiné à planifier l'effort de l'État pour l'éducation et la formation. Deux commissions, l'une réunie autour de M. Jacques Lesourne, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, l'autre autour de M. Jean-Pierre Buisson, directeur de l'évaluation et de la prospective à l'éducation nationale, doivent remettre d'ici à la fin de l'année deux rapports, l'un sur les attentes de la société future en matière d'éducation, le second sur les besoins du système éducatif dans les cinq ou dix années à venir. Ces documents doivent aboutir à la rédaction du plan-programme que le ministre de l'éducation nationale souhaite soumettre à tous les candidats à la présidence de la République — et éventuellement d'un projet de loi qui obligerait toutes les formations politiques à prendre position sur les projets gouvernementaux.

Interrogé d'autre part sur la participation des parents d'élèves à la vie scolaire, M. Chirac a exprimé un accord de principe, sous réserve de l'étude des modalités techniques, pour le défrayement des parents qui siègent dans les instances académiques et nationales de l'éducation nationale et qui doivent payer leurs dépenses de déplacement.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

AUTOMOBILISME : la réélection de M. Jean-Marie Balestre

Les grands constructeurs remis dans le circuit

M. Jean-Marie Balestre a été réélu pour quatre ans, le mercredi 7 octobre, à la présidence de la Fédération internationale du sport automobile (FISA) dont il avait démissionné le 18 décembre 1986 pour « surmenage ». Cette présidence s'ajoute, pour lui, à celles de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) et de la Fédération française du sport automobile (FFSA).

Les délégués de la FIA, réunis en commission plénière pour la clôture des États généraux du sport automobile, avaient été prévenus : M. Balestre ne se représenterait que si son programme, mis au point avec les présidents de commissions, était adopté sans réserve. Le président de la FISA a donc été élu avec son programme selon l'usage qu'il affectionne : par acclamation.

Pour l'essentiel, ce programme sportif reprend, et corrige éventuellement, après un an d'expérience les règlements chamboulés par la dernière commission plénière de la FIA, le 3 octobre 1986. Ainsi en formule 1, la saison 1988 servira de transition avant le passage obligatoire de toutes les écuries au moteur atmosphérique de 3,5 litres. Ces derniers cohabiteront donc avec les dernières turbos bridées à 2,5 bars de pression de suralimentation. Les monoplace équipées de turbos verront leur capacité de réservoir réduite de 195 à 130 litres. Elles auront, de plus, un handicap de poids (540 kg au minimum contre 500 kg pour les atmosphériques).

La réglementation reste stable pour le championnat intercontinental

de formule 3000 et pour le championnat du monde des rallyes, malgré une chute spectaculaire de son intérêt auprès du public et des médias. Pour tenter d'enrayer ce phénomène, la FISA préfère s'attacher aux rallyes-raids, qui écartent de plus en plus les rallyes traditionnels. A partir du 1^{er} janvier 1989, seul le Paris-Alger-Dakar bénéficiera d'une dérogation pour accueillir la moto.

Pas de
parallèle

L'échec le plus retentissant de la réglementation de 1986 est celui du championnat du monde des voitures de tourisme (construites à 5000 exemplaires au minimum, sans possibilité d'évolution), qui est supprimé après un an d'existence. La FISA n'a pu trouver le parallèle capable d'apporter les 3 millions de dollars nécessaires pour couvrir les frais de transport des voitures, et seules deux grandes marques ont réellement investi dans cette compétition : Ford et surtout BMW. En 1988, deux championnats seront organisés en Europe (douze épreuves) et dans la zone Pacifique-Asie (quatre épreuves).

Pour tenter de relancer le championnat du monde des voitures de sport-prototypes (courses d'endurance) après le retrait de Porsche, la FISA a décidé de supprimer la limitation de consommation à partir de 1989 et d'imposer à cette date les moteurs atmosphériques de 3,5 litres. Cette mesure est aussi destinée à inciter les grands constructeurs à concevoir des moteurs d'une cylindrée commune pour la formule 1, le championnat

du monde de sport-prototypes ou le nouveau championnat du monde des voitures de production qui verra le jour en 1989.

Ce championnat, réclamé par les grands constructeurs — notamment les Français, qui ne disposaient pas de modèles compétitifs adaptés à la réglementation de 1986, — devrait favoriser la relance des courses en circuit. Les voitures devront, pour leur carrosserie et leurs caractéristiques aérodynamiques, être strictement identiques aux modèles de série construits à 25 000 exemplaires par an au minimum. Les moteurs pourront être soit atmosphériques (3,5 litres), soit turbocompressés (2800 centimètres cubes, limités par valve avec contrôle de pression).

GÉRARD ALBOUY.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(cinquième journée)

Orthez b. Saint-Etienne	123-90
Cholet b. Antibes	86-81
*Nantes b. Monaco	92-90
*RC France b. Villeneuve	110-80
*Lorient b. Mulhouse	110-101
*Limoges b. Caen	98-86
Vichy b. Avignon	108-103
*Tours b. Reims	89-87

Classement. — 1. Nantes, 15 pts; 2. Orthez et Tours, 13.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

(quatrième journée)

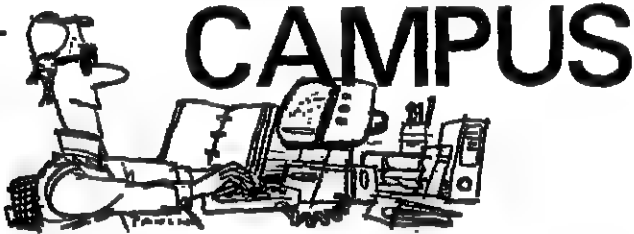
*Toulouse b. Nice	2-0
Nantes b. Paris-SG	2-0
*Nîmes b. Metz	2-2
*Monaco b. Saint-Etienne	2-1
*Caen b. Brest	2-1
*Bordeaux b. Lille	1-0
Toulon b. Le Havre	3-0
Marseille b. Lens	4-2
Auxerre b. Le Havre	2-1

Classement. — 1. Monaco, 22 pts; 2. Bordeaux, 18; 3. Nantes, 17;

Les constructeurs ont toute liberté pour apporter des modifications au bloc mécanique ou pour utiliser des matériaux plus sophistiqués que sur les véhicules de série.

Enfin, le comité exécutif de la FISA a rejeté la proposition de la commission médicale de soumettre les pilotes de formule 1 à des contrôles antidopage, les difficultés pour établir une liste des produits et substances interdits, la nécessité de généraliser ensuite ces contrôles à l'ensemble du sport automobile et l'absence de cas « suspects » dans les rapports établis justifiaient ce refus.

GÉRARD ALBOUY.



L'ESSEC « s'immerge »

RENFORCER les liens avec les entreprises et la spécialisation des étudiants, tel est l'objectif de la réforme pédagogique mise en place à l'ESSEC. A partir du 1^{er} avril, tous les étudiants de première année passeront par une « immersion en entreprise » d'au moins quatre mois. Et dès 1988 ils suivront, avant la rentrée d'octobre, un stage curriculaire d'un mois. A quoi s'ajoutera le traditionnel « stage d'application » de trois mois en fin d'étude (dans une entreprise étrangère si l'immersion a eu lieu en France).

Les études seront réparties en deux phases : une « période de tronc commun » de deux fois dix semaines et une « période d'approfondissement » de cinq trimestres, organisée autour d'une discipline majeure choisie par l'élève.

Les cours du tronc commun seront donnés en groupes restreints de 40 et, dès son entrée, chaque élève sera suivi individuellement par un professeur « tuteur » — dispositions qui augmentent sensiblement la charge de travail du corps enseignant.

Si cette réforme, qui est le résultat de nombreuses discussions internes, n'est pas aussi radicale que ce qui avait été d'abord envisagé (le Monde du 12 février 1987), elle doit, selon le directeur Xavier Dardel, marquer le point de départ d'une évolution en profondeur de l'école pour professionnaliser davantage les études.

Europe

Débats, concerts, animations, expositions, stands universitaires et professionnels seront au rendez-vous du premier festival JET (Jeunes Europe Technologie) organisé, du 16 au 18 octobre à Strasbourg, par les éditions Autrement.

On pourra suivre des « tables rondes » sur des sujets comme « Le rapprochement des jeunes et de l'entreprise », « L'ambition des régions européennes » ou « Les nouvelles technologies », découvrir un robot danseur, des sculptures sonores et un avion peu ordinaire qui survolera le festival.

Vingt-quatre universités européennes et quarante expositants présenteront leurs projets les plus performants et participeront aux différents débats et rendez-vous.

(Éditions Autrement, 4, rue d'Enghien - 75010 Paris.)

Judaïsme

Inauguré en 1972 par Emmanuel Lévinas, l'Institut Martin Buber, dirigé par Willy Bok, dispense un enseignement en cours du soir sur l'histoire du judaïsme, des origines à l'époque contemporaine. Unique en Europe par la diversité des matières abordées et par le caractère pluridisciplinaire et laïque de son enseignement, qui est sanctionné par un diplôme supérieur. Pierre Gonthier, profes-

seur à l'université de Liège, donnera la leçon inaugurale, le 19 octobre à 20 h 30, sur « La loi, le sens et la vérité ».

(Les cours ont lieu 17, avenue Franklin-Roosevelt, 1060 - Bruxelles. Tél. : (02) 842-33-45, à l'Institut d'étude et de la laïcité des religions de l'Université libre de Bruxelles. Voir Dix années d'activités de l'Institut Martin Buber, qui contient de nombreux index, 488 p., 110 F.)

Architecture

L'École d'architecture de Bordeaux présente, mardi 13 octobre à 16 heures, une conférence de M. Jean-Pierre Gallien, architecte, à propos de « Les architectes et l'aménagement des villes, l'exemple des quais de Hambourg », illustrée par une projection de diapositives.

(École d'architecture de Bordeaux. Domaine de Rabat - 33405 Talence. Cedex. Tél. : 86-80-85-44.)

Embauche

Du curriculum vitae valable dans toutes les situations aux réponses-types pour les questions posées lors des entretiens de recrutement, tout ce qu'il faut savoir pour convaincre une entreprise que vous lui êtes indispensable.

(Comment trouver un emploi et se faire embaucher, par Martin John Yates. « First collection » Les Business Guides, 266 p., 98 F.)

DÉFENSE

Astreint à de sévères économies dans la gestion quotidienne

M. Giraud donne la priorité à l'équipement des armées

Les armées françaises recevront, l'an prochain, 176 685 millions de francs de crédits de paiement pour leur fonctionnement de tous les jours et pour leur équipement militaire, spatial et classique. Le ministre de la défense, M. André Giraud, en a donné l'assurance, le jeudi 8 octobre, à la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Les députés examineront le budget militaire les 9 et 10 novembre.

Avec un montant de 83 429 millions de francs, les crédits de fonctionnement pour 1988 marquent une hausse de 0,6 % par rapport à 1987. Stable en francs courants mais, en réalité, en régression compte tenu de l'inflation attendue, ce budget de fonctionnement se révèle d'ores et déjà très serré.

M. Giraud a voulu obtenir des économies dans deux domaines principaux, sans diminuer, pour autant, les activités d'entraînement des armées. D'abord, environ 600 millions de francs pour les carburants et les produits de chauffage, qui devraient être acquis sur la base de 1 dollar à 6,20 F et d'un baril de pétrole à 20 dollars. Ensuite, environ 200 millions de francs grâce à une déflation des effectifs de 1 200 cadres d'active (à partir de juillet prochain) et de 4 000 civils (dont 1 700 appartenant au Groupe industriel des armements terrestres). Cette diminution de 5 200 emplois au ministère de la défense en 1988, survenant après la suppression de quelques dizaines de milliers d'autres depuis 1983, est l'une des mesures très critiquées par les armées.

En revanche, le ministre de la défense a prévu de créer des emplois dans la seule gendarmerie nationale : 200 postes de gendarmes de carrière et 500 de gendarmes du contingent.

Avec un montant de 93 256 millions de francs, les crédits d'équipement enregistrent une hausse de 8,7 % par rapport au budget de 1987. Ces crédits de paiement, attribués aux études et aux achats d'armes nucléaires, spatiales et classiques, incluent un fond spécial de 2 409 millions de francs, qui devraient provenir de la cession, par le ministère de la défense, d'une partie de ses actifs immobiliers et mobiliers. Pour la première fois, en effet, et après de longues discussions avec l'administration des finances, les armées seront autorisées à gérer, comme elles l'entendent, leur patrimoine immobilier et mobilier en

démarchant d'éventuels acheteurs sans passer par le ministère. La vente de certains de leurs actifs immobiliers (comme la caserne Dupetit, à Paris) devrait rapporter en 1988 aux armées de l'ordre de 1,4 milliard de francs et la cession d'actifs mobiliers (des actions de l'État dans certaines entreprises), environ 1 milliard de francs.

Le tiers des crédits pour le nucléaire

La production de ces ventes reviendra au ministère de la défense, et non pas au budget général de l'État comme l'aurait voulu la procédure traditionnelle. M. Giraud pourra, par exemple, en proposer l'affectation à des commandes d'armement : la cession des actions de l'État chez Dassault servirait, ainsi, à acheter des avions au constructeur privé.

En 1988, le tiers des crédits d'équipement ira à l'armement nucléaire stratégique et pré-stratégique, soit 30 540 millions de francs. Diverses opérations sont prévues : la modernisation des sous-marins lance-missiles l'Indomptable et le Terrible, la commande de huit Mirage-2000-N (la version capable d'emporter le missile nucléaire ASMP), les études relatives à la conception d'un nouveau sous-marin stratégique (armé du nouveau missile M-3 à têtes multiples).

L'espace devrait recevoir 1 362 millions de francs, ce qui représente une hausse de 80 % par rapport à 1987. Il s'agit de développer le réseau Syracuse de satellites de transmissions et le système Helios d'observation militaire (avec la participation de l'Italie pour 15 % de son financement).

Enfin, M. Giraud a réservé 61 354 millions de francs à l'équipement classique des trois armées et de la gendarmerie. L'armée de terre a notamment prévu de commander ses premiers lance-roquettes multiples et de lancer son programme de nouvel hélicoptère de combat. La marine, outre son porte-avions nucléaire « Charles-de-Gaulle », disposera d'un cinquième pétrolier-ravitailleur (200 millions de francs). L'armée de l'air, enfin, achètera vingt-sept Mirage-2000 (dont une nouvelle version N° apte à l'export d'armes nucléaires ou classiques) et elle affectera 1 360 millions de francs à la mise au point de l'avion de combat Rafale, avec le réacteur M-88.

RELIGIONS

Au synode de Rome

Le cardinal Decourtray souhaite que les femmes soient davantage associées à la marche de l'Eglise

ROME de notre envoyé spécial

Entièrement consacré à la situation des femmes dans l'Eglise catholique, l'une des interventions les plus remarquées de la journée du mercredi 7 octobre au synode des évêques sur les laïcs a été faite par le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon. « Beaucoup de femmes souffrent, et il faut que qu'elles considèrent comme un manque de respect objectif de leur identité. Notre discours sur l'égalité de dignité de l'homme et de la femme est parfois contredit par nos comportements. Elles accepteraient plus facilement que l'ordination sacerdotale soit réservée au sexe masculin si les mentalités et les comportements des clercs étaient davantage marqués par la considération effective de leur personnalité, en même temps que du charisme propre de la femme », a-t-il ajouté. Le cardinal Decourtray a estimé que le synode devrait exprimer le souhait que les femmes soient de plus en plus associées à la marche de l'Eglise « dans l'élaboration de la parole officielle ; dans la préparation des décisions ; dans les demandes, critiques et suggestions ; dans la manière de participer aux grandes fonctions de l'Eglise ».

La fermeté de cette déclaration a surpris. Toutefois, le cardinal français ne prend pas explicitement position pour un accès direct des femmes « aux grandes fonctions de l'Eglise » — c'est-à-dire aux fonctions de ministres ordonnés — mais

pour une discussion avec elles sur la manière d'y participer.

HENRI TINCO.

TRAVAIL ET EMPLOI

4 numéros an
Abonnement 166 F. Le n° : 40 F

Des articles de référence indispensables :

- Salaires, pouvoir d'achat et négociations salariales
- L'individualisation des salaires
- La stratégie des entreprises
- Productivité et emploi.
- Des bilans, des comparaisons internationales.
- Le panorama complet du travail et de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI

Direction

MASSON / SPIFF

B.P. 22 - 9383 VINCENNES

LES BATTANTS DES LYCÉES TECHNIQUES

LE MONDE N° 10 OCTOBRE EN VENTE PARTOUT

NEWTON :
300 ANS
ET TOUJOURS JEUNE

SCIENCE & VIE

Les hommes de l'exil absolu

Dans les Galériens, l'historien André Zysberg tente de retrouver les traces embrouillées des 60 000 forçats des galères françaises (1680-1748).

SOIXANTE mille galériens se sont succédé dans le port de Marseille, entre 1680 et 1748. Humiliés et battus, marqués au fer rouge, le crâne tondu, enchaînés et vêtus d'une casaque écarlate, à peine furent-ils des hommes. Ils ont passé par les ombres de la Méditerranée. De leurs tourments et de leurs espérances, que demeure-t-il ? La mort les a rassemblés dans un lieu sans mémoire. Nulle stèle, à Marseille, jamais ne commémorera ces destins massacrés. Anonymes quand ils expiaient leurs erreurs sous le règne de Louis XIV, sous la Régence, sous Louis XV, ils ne sont plus aujourd'hui qu'une série de chiffres.

Le sadisme des argousins

Les estropiés pourrissent dans une galère de dépot ou bien ils seront enfermés dans la manufacture de l'arsenal. Les autres, les plus costauds, apprendront leur métier sur une grande galère désaffectée. Ils voguent « sur le fer ». Débute ensuite le long martyre. Chaque année, quand la saison est belle, ils prendront la mer et patrouilleront en Méditerranée, moins pour participer à des actions de guerre que pour manifester le prestige et l'éclat du roi de France. Hors la belle saison, les forçats demeurent au port, entassés sur leurs galères.

On échoue à imaginer ces supplices. Pourtant, le travail d'André Zysberg donne à voir leur vie quotidienne. Nourriture infecte, cela va sans dire, les humiliations, le sadisme des argousins. Et un encombrement atroce. Une grande galère mesure 45 mètres sur 9 mètres de large. Sur ces 400 mètres carrés sont entassés 450 hommes à peu près, dont la moitié de galériens, rivaux à leurs banes.

N'égarons pas plus longtemps la litanie du malheur. Zysberg fait d'autres révélations. Dans cet enfer, une contre-société se constitue, avec ses trafics, ses tricheries, ses hiérarchies. Le « comite », qui est le maître d'équipage, les argousins qui surveillent la obourme, tout ce monde-là s'engraisse de la misère des déshus.

GILLES LAPOUPE.

(Lire la suite page 25.)



En cinquante ans, W. M. Spackman a publié cinq romans dont quatre dans les dix dernières années.

W. M. Spackman, dites-vous...

Né en 1905, il n'est pas du tout connu en France et guère plus dans son pays, les États-Unis. Les éditions Quai Voltaire viennent de publier un de ses romans. Nous l'avons rencontré chez lui, à Princeton.

LONG et mince, exactement tel qu'on imagine un « gentleman » issu d'une honorable famille de la côte est, William Mode Spackman porte ses quatre-vingt-deux ans avec une élégance distante, comme si, être « un vieux homme », comme il dit, était un embarras qu'il faut tenter de tenir à l'écart de soi.

Mais qui est donc ce vieux monsieur dont le nom ne dit rien à personne, à Paris, Londres ou New-York, et qui ouvre, avec la plus parfaite des courtoisies, la porte de sa maison tranquille, « plantée » dans le New-Jersey, à l'écart de Princeton, au milieu d'un jardin baigné de la douceur des automnes nord-américains ? Un étrange écrivain, qui n'a publié qu'un recueil d'essais et cinq romans — dont quatre dans les dix dernières années. En 1984, il a été couronné par l'Académie américaine des arts et lettres, pour l'ensemble de son œuvre, « qui mérite d'être distinguée pour la qualité de son style ».

Ce fils d'une famille quaker aisée, de la région de Philadelphie, qui étudia et enseigna le latin et le grec, qui parle le français et l'italien, qui est nourri de culture européenne (il lit de la littérature en français depuis 1923, date de ses premières vacances en France), a commencé d'écrire dès

les années 20. En 1925, l'année de sa fondation, le New Yorker a publié quelques poèmes de lui. « Mais, pendant les années 30, précise-t-il, je n'étais pas au goût du jour. Les dialogues dans le genre de ceux de Dashiell Hammett, fort prisés, n'étaient pas dans ma manière. Mes héros ne sont pas du tout des durs. »

Après avoir passé à New-York les « années qui suivirent la Dépression », W. M. Spackman, s'exila « en 1938, à l'université du Colorado à Boulder, qu'il devait quitter en 1953, date à laquelle parut son premier livre, Heyday, « écrit en 1939, lors d'une année sabbatique en France ». « Les dialogues ne sont pas si mal, mais cela sent tout de même son premier roman », dit aujourd'hui Spackman de ce texte sur les années 30 à New-York, qui fut à l'époque si bien accueilli — on évoquait même Fitzgerald — que le romancier en commença immédiatement un second.

« Un bon menuisier »

Terminé en 1955, le manuscrit de *An Armful of Warm Girl* fut refusé — quinze fois par des éditeurs. « Comme je suis un bon menuisier, et que j'aime le travail

manuel, raconte tranquillement W. M. Spackman, je me suis mis à construire une maison de deux étages dans le New-Jersey, avec une grande cheminée, et je me suis occupé de près de mes trois enfants — deux filles et un garçon. Puis, au début des années 60, j'ai acheté une maison en France, à Perros-Guirec, où je passais quelques six mois par an. « Si l'on en croit les photos, la demeure est une sorte de petit château où le travail de menuiserie ne devait pas manquer.

W. M. Spackman songea même à s'installer à Perros-Guirec, mais après une attaque cardiaque en 1975, et surtout après la mort de

sa première femme — là-bas —, en 1978, il y renonça. Et, malgré l'amour que porte à cette maison sa seconde épouse, Laurice, une délicieuse vieille dame d'origine libanaise, il n'y est plus retourné depuis 1983, et laisse un de ses fils en prendre soin. Il ne se « sent plus guère l'esprit voyageur » et il est « très occupé à écrire ».

Car, en 1977, après la publication de quelques pages dans une revue, le manuscrit de son second roman est arrivé sur le bureau d'une jeune femme, Alice Quinn, éditeur chez Knopf (1), la prestigieuse maison new-yorkaise qui l'avait, elle aussi, en son temps dédaigné.

« La prose de Spackman, c'est un style de séduction comme celle des films de Fred Astaire. Personne d'autre n'écrit avec cette sorte d'humour et de bienveillance », dit aujourd'hui Alice Quinn, qui, cependant, justifie les multiples refus : « Ce texte venait à un mauvais moment, le début du mouvement féministe. L'image de la femme qu'il donne et la poursuite amoureuse qu'il retrace auraient irrité. Vingt ans plus tard, on était de nouveau prêt pour cela. Depuis, Spackman s'est constitué un cercle de lecteurs, des amateurs aux goûts littéraires élevés. Et je crois qu'il sera républié tous les cinquante ou soixante ans. »

JOYANE SAVIGNEAU.

(Lire la suite page 28.)

(1) Alice Quinn travaille désormais pour le New Yorker Magazine.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Voleur de temps, de Jacques Bellefroid

Comment c'est venu

AUTREFOIS, les écrivains écrivaient une œuvre, et puis, sur leurs vieux jours, copie ramassée, ils venaient en insister, ils racontaient comment cette œuvre était venue, pourquoi. Depuis que la contemplation de soi a fait les ravages que l'on sait dans la période médiatique et, par voie de conséquence, dans la littérature française, directement liée à cette parole, il est devenu habituel que les auteurs débattent, au lieu de montrer ce qu'ils savent faire, dans la fiction, l'essai ou le roman, nous expliquent par le menu leur vocation — en langage chic, leur « rapport à l'écriture », — ou qu'ils se gargarisent par avance d'une singularité, voire d'une aristocratie auxquelles on ne demande qu'à croire, mais qui restent à démontrer.

Jacques Bellefroid ne tombe pas tout à fait sous cette remarque. Il a publié d'authentiques romans : *La grande porte est ouverte à deux battants*; *les Étoiles filantes*; *La rue est un crime parfait*; *Monsieur Black*; *Voyage de noces*. La presse et le public lui ont fait une place bien à lui dans la cohue des nouveautés : la place de quelqu'un qui maîtrise la tradition du conte moral et une manière plus moderne, brutalisante, à l'américaine. Sans élargir l'horizon qu'est tout livre, il est de ces romanciers qui ne se font pas oublier, à l'aventure, qui ont des idées sur tout. Il est de son temps, lequel ne répugne pas à philosopher, à causer linguistique, à observer en marge ce qui se passe dans les paragraphes.

Au lieu de continuer sur cette belle lancée, Bellefroid marque la pause et y va, lui aussi, de son « Comment c'est venu ». Concrètement à ce que suggère le sous-titre « roman », le *Voleur de temps* contient une suite de courts récits tournant tous autour de la formation de l'auteur, et, plus précisément, de ses premiers contacts avec les mots. Je m'empresse de préciser que cette plongée dans l'enfance familiale et scolaire, à l'inverse des dizaines d'autres qui occupent la rentrée, échappe à l'émiettement complaisant. Bellefroid s'y prend en professionnel, triant les

meilleurs de ces souvenirs qui se ressemblent tous plus ou moins, prenant un recul amusé, restituant l'extravagance et la logique obstinée qui, à cet âge, relèguent le réel en lointain, et font vaciller ces parois d'adultes.

On a tous connu le professeur ou l'oncle qui, pour dire quelque chose, et avec la politesse empreinte qu'inspire l'enfance, demande : « Que voulez-vous faire dans la vie ? » L'auteur ne s'est pas démonté : « Écrire », a-t-il répondu aussi sec. C'est la réponse la plus culottée qui soit. Aviateur, ça n'engage à rien, et le maître manque d'arguments dissuasifs — qu'est-ce qu'il y connaît ? Mais écrire, quand on ne sait même pas l'orthographe...

C'est à peine si notre petit écolier sait son alphabet, il se souvient surtout du carré de carton blanc avec lequel la religieuse de sa prime enfance cachait les lettres à apprendre, droite comme Moïse en personne. Il peut tout juste écrire « merde » sur les murs à la craie rouge. C'était le bon temps d'avant la bombe, celle « peinture », qui a changé les touchantes linéaires à la craie en giclées de sang indélébiles !

Les écoliers d'avenir se reconnaissent à leur art de tourner les règlements, de chaparder de la liberté et du rêve au quadrillage des sacro-saints « emplois du temps ». Notre futur écrivain, en bon « voleur de temps », jette un regard fasciné sur les horloges qui ponctuent ses trajets, et ses retards, sur les boutiques, les pâtisseries. Il dispose de l'attention périphérique qui donne corps aux vraies vocations littéraires. On ne s'occupe, après lui, de la marchandise de frimas, friande, Dieu sait pourquoi, de paroles de condamnés à mort ; du gardien de square, avec sa cabane en planches et son vélo à roue libre chantante.

L'histoire religieuse est pleine d'apparitions : elle recueille moins couramment les récits de... disparitions, ces moments d'adolescence, souvent saugrenus, où la divinité a fait faux bond, sans crier gare.

(Lire la suite page 18.)

ALAIN GERBER

L'inspiration ou la mort

La Trace-aux-esclaves

ALAIN GERBER

La Trace-aux-esclaves

ALAIN GERBER

ROMAN

GRASSET

صكزا من الامم

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

Passage en revues

Idées, histoire, société

Le numéro 1105 d'*Hommes et migrations* est consacré à l'alimentation. On a certes déjà beaucoup écrit sur les rites de la nourriture, sur son histoire, sur toutes les formes culturelles de ce besoin naturel élémentaire et répété qu'est l'alimentation. Les historiens ont également mis en lumière le rôle de la nourriture et de son mode d'acquisition dans l'évolution des sociétés et dans le passage de civilisations itinérantes à des civilisations stabilisées autour de productions alimentaires fixes et régulièrement renouvelables. Le besoin de se nourrir, de trouver à un endroit des ressources de subsistance que l'on ne trouve pas ou plus dans son lieu de vie originel demeure encore aujourd'hui le ressort fondamental de la migration. Et c'est là, précisément que la revue apporte une réflexion et une information indispensables. En mettant en valeur le rôle de la nourriture dans les processus d'intégration ou de rejet des migrants — interdits et dégoûts alimentaires, rôle du corps et de sa perception dans la société, impératifs diététiques proposés, suggérés ou imposés par la contrainte, — en montrant, en particulier, le rôle que jouent les petits commerces maghrébins en France, à la charnière entre deux cultures, de deux solidarités. La vogue du couscous dans nos cuisines hexagonales et des marguez dans nos fêtes et manifestations n'est-elle pas l'esquisse la plus conviviale d'une société multiculturelle ? (Hommes et migrations, 40, rue de la Dufaie, 75002 Paris, 80 p., 15 F.)

C'est un autre aspect de l'histoire sociale qu'aborde Milieux, la revue de l'Institut Jean-Baptiste Dureau, du Creusot. Elle consacre en effet sa vingt-huitième livraison à Jean-Jacques Emile Cheysson, qui ne fut pas seulement le patron des usines Schneider du Creusot entre 1871 et 1874, mais qui développa une théorie et une politique de l'action sociale qui demeura

aujourd'hui un beau sujet de débats. Cheysson est-il un théoricien réactionnaire et paternaliste de la « pacification » ouvrière ? Sans doute puisque son but était de détourner les ouvriers des luttes collectives par la moralisation, l'éducation ménagère des jeunes filles et l'accession des travailleurs à la propriété de petits pavillons qui devaient les isoler les uns des autres, les obliger à l'épargne, les fixer, et les endettier suffisamment pour les dissuader de faire la grève. Mais Cheysson fut aussi un fervent partisan de l'apaisement, des meilleures conditions de travail, de l'éducation populaire, bref un pionnier de ce « patronat social » qui a joué un rôle considérable dans l'évolution des rapports sociaux et de la conscience que les protagonistes pouvaient en avoir. (Milieux, Château de la Verrerie, BP 141, 71204 Le Creusot Cedex, 80 p., 55 F.)

Pour ne pas quitter l'histoire sociale, parlons encore du bulletin des Amis de Pierre Leroux, une figure injustement oubliée du socialisme français, mort en avril 1871, au plus fort des affrontements de la commune. Leroux appartient à la tradition du socialisme « libéral », anti-autoritaire, soucieux de conserver dans leur intégralité les trois principes de la Révolution française, en y ajoutant le fédéralisme et un néo-corporatisme largement hérité de la tradition maçonnique. Cette hostilité aux socialismes autoritaires tout autant qu'à l'anarchisme proudhonien explique sans doute que l'œuvre de Leroux ait été systématiquement occultée par une histoire « officielle » du mouvement ouvrier qui a toujours privilégié — pour mieux l'encadrer ou pour mieux le combattre — la version marxiste de l'aspiration socialiste. S'agit-il d'une véritable conspiration du silence comme paraissent parfois le croire les Amis de Pierre Leroux dans leur louable volonté de réhabilitation ? On sait que l'apparten-

nance à de petites chapelles d'exclus porte à la marie de la persécution ; et pour être, sans contexte aucun, un penseur remarquablement novateur et lucide, Pierre Leroux n'a jamais été un organisateur, un homme de messe et de parti. Il reste maintenant à découvrir une œuvre qui de la crise de la pratique marxiste rend à l'actualité. (Les Amis de Pierre Leroux, Chez Jacques Viard, 39, rue Emile-David, 13100 Aix-en-Provence, 106 p., 50 F.)

Pierre Leroux avait été l'ami et le maître à penser de Victor Schoelcher, l'apôtre de la défense des droits de l'homme. Heureuse transition pour terminer cette rapide incursion dans les revues de sciences sociales par *Après-demain*, le mensuel de documentation politique édité par la Ligue des droits de l'homme et qui consacre son numéro 285-286 aux fonctionnaires. « Ce pays, constate Pierre Ducassat dans son éditorial, n'a jamais manifesté d'admiration débordante pour ses fonctionnaires. Courteline et ses « ronds-de-cuir » ont servi longtemps de référence privilégiée aux préjugés de l'opinion. » A contre-courant de ces préjugés, actuellement ravivés par la vague démagogique du « moins d'État », *Après-demain* présente un dossier à la fois riche et précis sur la situation réelle — sociale, professionnelle, économique — de la fonction publique. Il ressort au moins deux certitudes de cette honnête mise à plat. D'une part, la réduction du « train de vie de l'État » risque de porter atteinte à l'efficacité de l'administration — et d'amoindrir encore le crédit des fonctionnaires dans l'opinion. D'autre part, mais on s'en doutait déjà, les agents de la fonction publique sont loin d'être les « privilégiés » d'une société qui ne souffre pas seulement du chômage mais d'un manque de cohésion qui entretient la pratique des boucs émissaires. (*Après-demain*, 56 p., 33 F.)

P. L.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

● Guy Rachet : *Catherine Sforza, la dame de Forlì*. Choix dans la galerie des portraits royaux et des personnages d'exception, la figure de la belle Catherine était bien propre à faire revivre l'Italie renaissante, ses fastes et ses pompes, ses scandales et ses coups de génie... Spécialiste du genre, Guy Rachet s'y est employé. (Denon, 258 p., 98 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● Jean-Pol Madou : *Démons et Simulacres* dans l'œuvre de Pierre Klossowski. Une étude philosophique, littéraire et picturale de l'œuvre de celui qui se définit lui-même comme un « fabricant de simulacres ». (Médiéens Klincksieck, collection « Connaissance du 20^e siècle », 136 p., 85 F.)

FRANCOPHONIE

● Philippe de Saint-Robert : *La Cause du Français*. Par l'ancien commissaire général de la langue française et sous l'invocation de Francis Ponge, un bref et dense essai, bienvenu au lendemain du sommet de Québec, sur le thème « du service de la langue française à la naissance de la francophonie ». Collection « Contradiction », Éditions La Place Royale, 36, rue Boineau, 75018 Paris, 70 p., 40 F.)

HISTOIRE

● Christian Meier : *La Politique et la Grèce*. Dans la Grèce de l'époque classique, la grèce, bien plus que son contraire la discipline, a été une dimension essentielle de l'anthropologie politique. En partant de l'œuvre d'Eschyle, Christian Meier analyse le destin de cette vertu et sa place dans la cité grecque. Traduit de l'allemand par Paul Veyne. (Seuil, 126 p., 79 F.)

● Louis Cassat : *Germinal en Rouergue*. Journaliste régional pendant plus de trente ans, l'auteur s'est plongé dans une étude minutieuse des révoltes ouvrières dans le bassin houiller aveyronnais. De nombreuses illustrations accompagnent cette histoire de ce « pays noir » et des luttes ouvrières dont il fut le théâtre. (220 p., 195 F., en vente chez l'auteur, Bougeux, 12830 Gageac.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● Frederica Boschetti et Annie Montaut : *Littératures de l'Inde*. Pour cette anthologie de nouvelles contemporaines, les auteurs ont fait traduire directement des textes issus de huit langues et littératures de l'Inde. Genre récent, la nouvelle connaît une vogue certaine dans ce pays dont elle

reflète la diversité. (Ed. Sud, Marseille, 264 p., 130 F.)

MÉMOIRES

● Gabriel Astruc : *Le Pavillon des fantômes*. La rédaction des souvenirs de celui qui, de 1885 à 1938, fut une des figures éminentes du monde des arts et des lettres, nous replonge dans les coulisses de la Belle Époque. À l'heure où le Théâtre des Champs-Élysées renoue ses portes, une rencontre avec son créateur. Préface de Pierre Labailly. (Belfond, 272 p., 95 F.)

POLITIQUE

● Alain Rouquié : *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*. Ambassadeur de France au Salvador et spécialiste de l'Amérique latine, Alain Rouquié propose dans ce livre une « appréhension globale » des réalités du sous-continent et aborde, dans une perspective comparatiste, les grandes questions : relations internationales, bourgeoisie et oligarchie, la population et l'occupation des terres, la place des églises et des forces armées... (Seuil, 440 p., 140 F.)

SCIENCES

● Henri Laborit : *Dieu ne joue pas aux dés*. Le célèbre biologiste émet son constat : « Si vous accordez le droit depuis longtemps aux physiologistes de faire de la métaphysique, accordez pour une fois, à un biologiste de faire de la métaphysique ». De l'infiniment petit à l'infiniment grand, Henri Laborit réfléchit sur la complexité du monde du vivant, non sans avoir d'abord prévenu : « Essayons donc de comprendre en sachant, au départ, que probablement nous n'y comprendrons rien. » (Grasset, 236 p., 78 F.)

● Roger Caratini : *L'Année de la science*. Premier volume d'une entreprise ambitieuse : dresser chaque année l'inventaire des découvertes et hypothèses marquantes dans les principales sciences exactes, à l'intention d'un public profane. (Séguier-Robert Laffont, 560 p., 180 F.)

SCIENCES POLITIQUES

● Pierre Fougeyrolles : *Le Néron, essai et déclin des sociétés modernes*. Explorant les aspects objectifs et subjectifs du phénomène néronien, son évolution historique et ses mécanismes, le sociologue Pierre Fougeyrolles, professeur à l'université Paris-VII, tente de forger les instruments pour comprendre les enjeux contemporains et leur possible avenir. (Fayard, 260 p., 89 F.)

Une chronique médiévale d'Alain Absire

La tonalité est bien différente dans le roman et dans le recueil de nouvelles que publie Alain Absire. Dans ce dernier, onze brefs récits, éparpillés, dépeignent les moments critiques de l'existence (l'initiation, la séparation), les états incertains (l'hésitation, l'attente)... Entre réalisme et fiction onirique, ces nouvelles sont des variations sur des situations oppressantes, de l'obscurité souterraine aux feux de la rampe. La nouvelle qui donne son titre au recueil évoque le cheminement par lequel l'écrivain peut transformer l'angoisse en Éveil.

Dans le roman, vaste chronique médiévale, on retrouve une réflexion sur les incertitudes et les pouvoirs de l'écrivain : par son œuvre, le narrateur, le moine Odilon de Bernay, se fait le rival, voire l'Égal de Dieu. Lui qui rêvait d'aventures glorieuses s'est retiré, tout jeune, à peine armé chevalier, dans l'ordre de Jumièges, à côté des biens et s'est consacré à l'étude des livres liturgiques.

Sa propre imposture

À demi-aveugle, pareil à la taupe qui creuse sa galerie, le vieux moine s'enfonce dans son propre passé et retrace ses souvenirs. Le récit où il célèbre la vaillance de Liébert de Malbray, dont il a été le valet, devient peu à peu un témoignage et une confession, où il entend dénoncer sa propre imposture.

L'auteur de *Lazare ou le grand sommeil* (1) a situé son huitième roman dans des temps reculés, vers l'an mil, d'abord à la cour de Robert le Diable, à

Falaise, puis sur les côtes normandes où Liébert et Odilon s'en vont combattre les pirates frisons. Dans cette chronique minutieuse, où l'histoire et la légende servent de toile de fond à l'intrigue romanesque, les objets et les costumes sont décrits avec une précision visuelle extrême, presque cinématographique. On y trouve des morceaux de bravoure : l'évocation d'une chasse au sanglier, de la coupe et de fêtes, de batailles rangées ou de corps à corps sanglants.

Mais ce qui, après un début un peu lent, rend le roman de plus en plus captivant, c'est la vie et la présence qu'Absire a su donner à tous ses personnages, même épisodiques. En quelques traits, il dessine le caractère d'Ivar l'impétueux, de Bernon le fidèle, de Dreco le naïf persifleur, et de tous ceux qui entourent les protagonistes : Liébert le valeureux, Mathilde le paysanne roumaine et Odilon le narrateur, qui écrit le récit pour sa propre mortification.

Ce qui se passe entre eux — tentations, conflits intérieurs et égarément de la passion — donne au livre une portée plus intemporelle. Et les tourments du narrateur, son oscillation entre peur et courage, entre humilité et orgueil, placent ce roman touffu et vigoureux sous le signe de l'ambiguïté.

MONIQUE PÉTILLON.

* L'ÉGAL DE DIEU, d'Alain Absire, Calmann-Lévy, 296 p., 89 F., et L'ÉVEIL (nouvelle), le Caster astral, 134 p., 68 F.

(1) Calmann-Lévy, 1985.

ROMANS

Sans espoir

de retour

Dans une cellule, deux prisonniers sont face à face. Jaffar va être libéré dans quelques jours. Roland est condamné à la prison à perpétuité. Avant que son compagnon ne le quitte, il lui raconte par bribes son histoire de petit gangster qui a fait des casses par amour pour une fille qui ne voulait pas de lui. Il ne sait plus à quand remonte cette histoire, ni depuis quand il est là. Seules les cartes postales que sa mère lui envoie, à l'occasion de son anniversaire, lui permettent de se souvenir de son âge. Tout lui semble vain, et les jeunes filles rencontrées par le biais des petites annonces qui viennent parfois lui rendre visite ne lui sont d'aucun secours.

Letle Sebbat décrit des existences vouées à la réclusion dans une langue sèche, dure, avec peu de mots. Son écriture, qui tente de retrouver les façons de parler de ces prisonniers, réduit au début, mais finit par être un peu répétitive.

L'auteur parvient cependant à construire une fiction, à créer une attente, un suspense. Le prisonnier qui écoute son codétenu, Jaffar, quitte la prison. Il devient travailleur saisonnier dans une ferme, puis bûcheron. On le croit un moment sauvé. Mais il va vivre à son tour l'histoire de Roland, avec la même jeune fille, et retrouver, dérisoire, la cour de la prison où l'on joue au football. Les deux détenus tapent dans la belle, hagards, égarés par leur destin, au point de dire, au sujet de la mort de la femme aimée et de leur déception, que c'est mieux comme ça.

YVES JAEGÉ.

* J. M. CHERCHE AME SEUR, de Letle Sebbat, Stock, 214 p., 79 F.

La folie de Pierre

Comment ne pas être troublé par un inconnu qui se suicide tout en vous souriant gentiment ? Pierre, qui débarque à Paris, gare de Lyon, pour vivre une nouvelle vie, ne peut résister au désir de percer le mystère de cette mort quasi irréelle. En cherchant le « pourquoi » deviendra sa raison d'être, puis sa raison de ne plus être. Tout s'enchaîne : il décide de vivre dans l'appartement du suicidé, côtoie les gens qui l'ont connu, lit sa correspondance. Il en oublie sa propre vie.



ÉCRITS

INTIMES

Une initiation

à la rêverie

A l'orée de forêts profondes, de Laurent Fassin, imitera plus d'un lecteur tant il est difficile de séparer, dans ce livre, les rêves d'une réalité que l'auteur se garde bien, par ailleurs, de nier.

Lionel Bourg, qui, dans une préface inquiète et complice à la fois,

n'hésite pas à comparer Laurent Fassin à Jean-Pierre Dupuy (1), ne dissimule rien de la fascination qu'a exercée sur lui cette espèce de journal intime : « Il y passe un trouble que l'on ne parvient pas à cerner, comme si cette écriture se refusait d'entrée de jeu les règles que l'on dit édictées du texte. »

Laurent Fassin erre entre silence et douleur, et seule les mystères que son imagination porte le consolent des effrois de sa mémoire. « Donnez-moi le temps », dit-il André Héroldet. Fassin, lui, n'accepte pas que les premières idées recueillies par son visage démentent.

« Toutes choses se cassent et la mort seule nous lie », écrit ce clown blanc qui, d'upe de rien et surtout pas de lui-même, se tient toujours prêt à endosser le petit numéro qui le rend encore admissible aux yeux de ses semblables.

Laurent Fassin sait qu'il n'y a jamais rien derrière les mystères arides de la forêt. Aussi demeure-t-il dans une sorte de litier où, la nuit venue, reviennent le visiter les ombres familières nées de ses rêveries.

PIERRE DRACHLINE.

* A L'ORÉE DE FORÊTS PROFONDES, de Laurent Fassin, préface de Lionel Bourg, photographies de Serge Lapaz, Le Temps qu'il fait (2), rue du Clos, 16100 Cognac, 52 p., 68 F.

(1) Jean-Pierre Dupuy (1930-1959) : auteur, en particulier, de *La Forêt sacrée* (Le Seuil noir, préface d'André Breton).

MEMOIRE ET SOCIÉTÉ

GERARD NAMER

244 p., 120 F

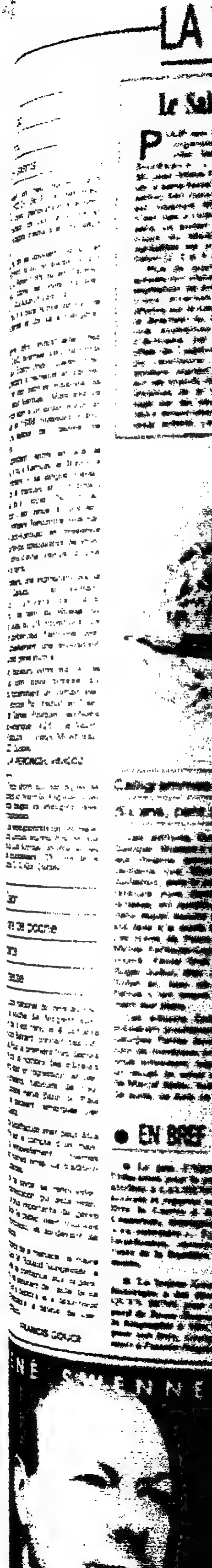
MERIDIENS KLINCKSIECK

TEL : 42.61.64.60

LETTRE INTERNATIONALE n° 14 EN KIOSQUES

14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris, Tel. (1) 42.78.88 43 - FRANCE

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES 8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72



LA VIE LITTÉRAIRE

Kerouac
reconnu
par les siens

On avait un peu oublié Jack Kerouac (1922-1969), le chef maudit de la « beat generation » américaine, l'auteur de *Sur la route* et autres ouvrages traduits en dix-sept langues.

Voilà qu'on se souvient de lui, et pas forcément là où on aurait pu s'y attendre, à New-York ou en Californie, mais dans sa ville natale, Lowell (Massachusetts), qui aujourd'hui n'a plus honte de lui, de ses secoueries et de ses « marginales ».

Ancienne cité industrielle des années 1850, premier parc national urbain aux États-Unis, Lowell n'en est pas encore à racheter et sauvegarder une des petites maisons de bois où vécut Kerouac. Mais elle va donner son nom à un jardin public et organiser en 1988 plusieurs manifestations autour de l'œuvre de l'écrivain.

En attendant, entre en lice le Québec, d'où « Kerouac le Breton » était originaire — sa langue maternelle était le français et il n'apprit l'anglais qu'à l'école. Du 1^{er} au 4 octobre s'est tenue à Québec-Ville la première Rencontre internationale Jack-Kerouac en présence de soixante-dix spécialistes de littérature américaine venus d'une dizaine de pays.

Par ailleurs, une exposition sur le thème « Kerouac (1) et clochard céleste : l'univers de Jack Kerouac », se tient au Musée du Québec jusqu'au 29 novembre. La librairie québécoise Partout présente actuellement une exposition sur la « beat generation ».

Enfin, plusieurs livres sur ou de Kerouac sont sous presse au Canada, notamment un roman inédit de l'écrivain *Pic*, traduit en français par Daniel Poliquin (éditions Québec-Amérique), 425, rue Saint-Jean-Baptiste, Vieux-Québec, H2V 2Z7, Québec.

J.-P. FÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Terme dépréciatif par lequel les anglophones de Nouvelle-Angleterre ont longtemps désigné les immigrants canadiens francophones.

* Tous renseignements sur les manifestations Kerouac peuvent être obtenus auprès du club Kerouac, secrétaire des peuples francophones, 129, rue de la Montagne, G1K 4E6, Québec.

Le Salon
du livre de poche
en perte
de vitesse

Le Salon national du livre au format de poche de Nogent-sur-Maine, qui s'est tenu le 4 octobre au pavillon Baltard, connaît des difficultés. Pour la première fois depuis quinze ans, le nombre des éditeurs présents était en régression, et certains écrivains, habitués de tous jours, comme Hervé Bazin ou Paul Gauthier, se faisaient remarquer par leur absence.

Cette désaffection était peut-être à mettre sur le compte d'un manque de renouvellement ; mêmes auteurs, mêmes livres. La tradition se fait sécher.

Faute de savoir se renouveler, cette manifestation, qui reste néanmoins la plus importante du genre en France (le public vient toujours aussi nombreux), va au-devant de déceptions.

Conscient de la menace, le maire de Nogent, M. Roland Nungesser, a renouvelé sa confiance aux organisateurs, les assurant de l'aide de sa ville, mais a déploré le « désintérêt des intéressés », à savoir de certains éditeurs.

FRANCIS GOUGE.

Le Salon du livre de Bordeaux

Pour leur coup d'essai, les organisateurs du premier Salon du livre de Bordeaux — présidé par M. Jean-Marie Pons — ont fait un « sans-faute ». Une organisation fort convaincante, ce qui est toujours difficile lorsqu'on n'est pas « rodé », un lieu plaisant, un ancien entrepôt sur le cours du Médoc, ont rendu agréables les trois jours de ce Salon (2, 3 et 4 octobre).

Plus de quarante mille personnes ont visité cette immense exposition de livres, de publications diverses et aussi de photos sur le très beau stand de la direction du livre présentant une exposition de portraits d'écrivains par les photographes de l'agence Vu. Elles ont pu rencontrer de nombreux auteurs, signant leurs ouvrages sur les stands des plus grandes librairies de la ville. Si l'on en juge par les sacs que les visiteurs emportaient, ils ont beaucoup acheté. Les débats, dont

certain étaient fort intéressants — notamment celui sur la vogue de la biographie ou celui autour d'André Gide — ont été très suivis. Bref, même pour des professionnels un peu lassés de « hanter » les salons et autres foires du livre, le « premier cru » bordelais était du meilleur aloi.

Deux prix ont été attribués au cours de cette manifestation : le prix Evasion Air Inter est allé à Gilles Lapouge, pour son livre *Les Pirates* (éditions Pléiade), et le prix Corneille 87 à Michèle Delauney, pour son recueil de nouvelles *L'Ambigüité* est le dernier plaisir (Actes Sud). Ce dernier prix, doté de dix mille francs, est décerné par la Caisse d'épargne de Bordeaux, l'une des sociétés qui a apporté sa contribution au financement du Salon.

Jo. S.



Calligrammes :
dix ans, cent titres

Les éditions Calligrammes, à Quimper, fêteront à la fin de l'année leur dixième anniversaire et leur centième titre. Mireille et Bernard Guillemot, dont la passion de la littérature pure demeure la seule richesse, ont constitué un catalogue dans lequel aucune concession n'a été faite à la mode et à l'écabrousse. Les noms de Pierre Dailly Nogare, Michel Fardoulis-Lagrange, Maurice Fourré, Xavier Grail, Jean Grégoire, Roger Judin, Max Jacob, Armand Robin et, bien sûr, de Georges Perros y ont trouvé tout naturellement leur place.

Les éditions Calligrammes, qui publieront prochainement un *Cahier Georges Perros* dans lequel figurent de nombreux inédits du poète, nous proposent, aujourd'hui le *Vif*, un recueil de notes et de réflexions de Marcel Béalu. Autant le dire tout de suite, ce livre ne constitue pas,

et de loin, un des plus beaux fleurons de leur catalogue.

L'auteur, prudent et avisé, s'excuse dans un avertissement liminaire des « répétitions involontaires et des contradictions inévitables qui peuvent apparaître dans ces notes prises au cours de cinquante ans d'exercice de la littérature ». C'est bien ! Mais cela ne rend pas plus digestes les dérapages incontrôlés sur le surréalisme, le style : « toute poésie est surréaliste », et le *Vulgate* antémite qui figure page 67. Néanmoins, ici et là, on trouve de jolies formules et des boutades de poésie qui nous rappellent que, lorsqu'il prend le temps de se relire, Marcel Béalu est un écrivain de qualité. « Trop de critiques, affirme-t-il, ne repoussent que les mauvais livres et sont trop pauvres pour s'acheter les bons. C'est du moins l'impression que donnent, à les lire, leurs chroniques. » Dont acte.

PIERRE DRACHLINE.

* *Le Vif*, de Marcel Béalu, Calligrammes, 18, rue Elie-Frères, 29000 Quimper, 84 p., 85 F.

EN BREF

Le prix UNESCO 1987 de l'éducation pour la paix vient d'être attribué à LAURENCE DEONNA, écrivain et reporter suisse, pour son livre *La Guerre à deux voix* (Ed. Castorion), témoignage de femmes « ex-censures », Égyptiennes et Israéliennes, racontant des deux côtés de la frontière leurs déchirements.

Le bureau Goncourt du récit historique a été décerné à JACQUES BENS pour son livre *Geopard de Besse* (Ramsay), et celle de la biographie à MICHEL SURYA pour son livre, *Georges Bataille, la mort à l'œuvre* (Séguier).

Le prix Jaroslav Seifert a été attribué à Stockholm à l'écrivain tchèque LUDVIG VACULIK, qui fut l'un des animateurs de la Charta 77.

Le prix Saluste-Beuve du roman a été attribué à BORIS SCHREIBER pour la *Traversée du dimanche* (Lunaire-Ascoli) ; le Prix de l'essai est allé à ERIC OLLIVIER pour *Les Livres dans la peau* (Grasset).

Des « Rencontres autour de BRAM VAN VELDE » se tiennent actuellement au Muy, Tour Charles-Quint, dans le Var. L'expo-

Première
sélection
pour le Femina

Voici la première liste arrêtée par le jury du prix Femina, qui sera décerné le 23 novembre. À la belle saison, ce sont Robert Altman (« Messidor »), l'« Épi de Dieu », d'Alain Assolant (« Caligula »), le « Futur sacré », de Tahar Ben Jelloun (« Seul »), le « Cr. de Chochana », de Lucien Barthe (« Baland »), les « Grands Désordres », de Marie Cardinal (« Grasse »), l'« Insomnie », d'Anne-Marie Garat (« Flammarion »), Eve, de Guy Hocquenghem (« J'ai vu Michel »), l'« Écrasement de tante Carlette », de Paul Jacques (« Mercure de France »), le « Nave de Argos », de Richard Juret (« Grasset »), l'« Épi de Dieu », de Francis de La Mure (« Grasset »), la « Traversée du dimanche », de Boris Schreiber (« Lunaire-Ascoli »).

Les éditeurs belges
sortent de l'ombre

Depuis près de dix-huit mois, le poète Werner Lambercy, dont la bibliographie ne compte pas moins d'une trentaine de recueils de poèmes (1), est devenu l'homme-orchestre de la promotion des lettres belges francophones en France. Un travail de terrain qui a été effectué avec humeur, même lorsqu'il se heurte à un protectionnisme qui n'est pas que français.

« Nous souffrons, dit-il, d'une absence d'image. Si au moins celle-ci était négative, nous pourrions réagir, protester. Mais que faire contre le néant ? Nous sommes comme une bulle au fond de l'eau. Il ne nous reste plus qu'à remonter à la surface. Tout ça est de notre faute. Trop longtemps, nous avons laissé faire, démissionné en quelque sorte ; ce qui explique que nombre d'écrivains belges aient choisi d'émigrer à Paris. Nous sommes peut-être trop proches de vous pour exciter votre curiosité. »

Werner Lambercy a confié la distribution en France de la vingtaine d'éditeurs qu'il représente à Disque et s'est assuré les services de représentants locaux pour la diffusion en province. Il serait navrant que les libraires ne fassent pas bon accueil à « Espace Nord », la collection de poche des éditions Labor. Non seulement les titres et les auteurs proposés sont bons ; mais de plus, les volumes sont courts, sortis d'une préface et d'un appareil critique, et bénéficient d'une iconographie souvent originale. Et tout cela pour un prix de vente de 24 F et 30 F.

Au hasard du catalogue : *Pelléas* et *Mélisande*, de Maurice Maeterlinck, l'« Enragé », de Dominique Rolin, l'« Incandescence », de Marcel Moreau, le *Repas chez Marguerite*, d'Hubert Juin, *Fragment*, du poète surréaliste Paul Nougé, dont six mille exemplaires ont déjà été vendus en Belgique, Paul Nougé qui conseillait à tous les essayés : « Prenez à deux mains la tête inconnue ! C'est au fond de ses yeux ouverts ! Que l'on voit les plus beaux naufrages. »

P. Dra.

(1) Notes adhésives, à paraître en octobre aux éditions de La Table rase.

Le voyage d'une jeune nomade en enfer.

Mariella Mehr

Âge de pierre



Mariella Mehr apporte un violent témoignage sur le sort tragique de l'enfant tzigane qu'elle fut.

Aubier

LE LIVRE DES LIVRES

(nouvelle édition)



Ouvrage de référence pour tous les amateurs de littérature, trésor de connaissances pour le curieux et le passionné, instrument de travail indispensable pour le chercheur et l'étudiant. LE DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE propose un panorama complet de toute la littérature d'expression française des origines à nos jours.

Le succès remporté par LE DICTIONNAIRE DES LITTÉRATURES DE LANGUE FRANÇAISE lors de sa première édition en 1984 a encouragé les auteurs J.-P. de Beaumarchais, Daniel Couty, Alain Rey et les éditions Bordas à l'enrichir par une mise à jour et une actualisation rigoureuses, afin de renforcer au plus haut niveau son caractère d'ouvrage de référence. Ainsi, tous les articles ont été soigneusement révisés, une centaine ont été entièrement refaits ; plus de 130 articles nouveaux (dont une cinquantaine consacrés à des auteurs contemporains) ; les bibliographies ont été actualisées ; la consultation rendue particulièrement aisée grâce à la création d'un index analytique des notions clés ; une iconographie soignée ; toutes les découvertes récentes. Une somme fabuleuse de connaissances sur tous les auteurs français et francophones connus ou moins connus, sur toutes leurs œuvres, faisant de cet ouvrage l'œuvre la plus riche et la plus complète consacrée à ce jour à tous ceux dont les écrits témoignent du génie de la langue française.

4 volumes - format 18 x 26 cm - 2330 articles - 3 120 pages noires et couleurs.

Bordas

Ce qui vous restera quand vous aurez tout oublié.



PARUTIONS DE SEPTEMBRE 1987

Kôbô ABE

L'Arche en toc. Roman. Traduit du japonais par René de Ceccatty et Ryôji Nakamura.

Thomas BERNHARD

Des arbres à abattre. Une irritation. Traduit de l'allemand par Bernard Kreiss.

Bohumil HRABAL

La chevelure sacrifiée. Roman. Traduit du tchèque par Claudia Ancelot.

Susan MINOT

Mouflets. Roman. Traduit de l'anglais par Alain Delahaye.

GALLIMARD

MEMOIRE
ET SOCIÉTÉ
GERARD NABER

244 p., 120 F.

ARDEENS KLING-SIBA

16 47 91 44 81

RENÉ SWENNEN



Les valeurs de l'Occident
dans le maelström
du siècle

Les Trois Frères

ROMAN

GRASSET

صكذاسن الاصل

LA RENTRÉE ROMANESQUE

Le discours lancinant
de Tony Cartano**Schmutz, ou la recherche de sa propre identité
dans une époque dérangée**

SCHMUTZ est le huitième roman de Tony Cartano. Autant dire que son auteur fait partie des meubles du salon littéraire. Avec tous les avantages et les désagréments qu'entraîne cette familiarité.

Avantages : en huit romans et en quinze ans, on a eu, le talent aidant, la possibilité de se faire un public : des lecteurs qui, de confiance, se procurent un Cartano parce qu'ils savent qu'ils vont pénétrer avec lui dans un paysage verbal, sensible et intellectuel, qui parle à leur imagination et entre en résonance avec une partie de leur vie. Un Cartano est un objet aussi aisément identifiable et aussi attendu qu'un nouveau tableau de Fromanger : avec ses fantasmes et sa musique, avec sa violence et ses tourments, avec son goût d'enfance et son dégoût fasciné pour l'histoire de notre siècle.

**Une vie mouvementée
et ravagée**

Il ne fait aucun doute que Tony Cartano est en train de construire une œuvre et qu'il occupe un espace qui n'appartient qu'à lui. Mais cette situation est également dangereuse. Pour l'écrivain d'abord : creuser inlassablement son sillon peut conduire, en effet, à écrire, de roman en roman, le même livre. Pour les lecteurs aussi qui, s'ils n'ont pas aimé un roman de Cartano, risquent de méconnaître, au nom de la cohérence de l'ensemble, des livres qui auraient dû davantage les amener à partager l'aventure littéraire de l'écrivain.

Schmutz tente, de manière risquée, hardie, de sortir de ce cercle : Cartano s'y remet en cause — ce qui veut dire aussi, bien sûr, qu'il ne se rend pas. Les lecteurs de *Blackbird* ou de *Bocanegra* retrouveront assurément dans *Schmutz* le discours entêté, lanci-

nant, qui court, explicite ou presqu'explicite, dans ces romans, cette interrogation sur l'identité. Comment est-il possible de se dire et de se sentir soi, c'est-à-dire le même, tout au long d'une vie, quand nous participons aux mouvements d'une époque qui ne cesse de déplacer les points de repère, d'inverser la valeur des signes, de disperser les certitudes aux quatre vents des hasards, des humeurs et des massacres, de blesser avec la mémoire, de tromper les souvenirs, d'obliger sans cesse à se réécrire ?

Le héros de *Schmutz*, Zacharie Wolfe, est un écrivain de science-fiction célèbre, riche et septuagénaire, qui s'est retiré sur la Côte d'Azur pour y finir au soleil une vie mouvementée et ravagée. Il a été anarchiste, amoureux de l'éblouissante Emma Goldmann, terroriste par dépit sentimental, prisonnier de droit commun pendant de longues années, pacifiste quand il convenait de se battre. Revenu de tout et surtout de lui-même, il cultive avec un acharnement morbide le remords d'une existence qui lui paraît définitivement dépourvue de sens.

A ses côtés, une jeune femme, une garde-malade, Gloria, que Zack a débaptisée pour la prénommer Judith. Elle vit pour le présent et pour l'avenir, et refuse de toutes ses forces de se laisser prendre dans la toile véneuse des souvenirs et de la culpabilité, où Zack voudrait l'englober. Combat truqué, déloyal, où les adversaires n'ont pas même le désir de vaincre tant ils sont séduits par le monde de l'autre, en même temps qu'ils le rejettent avec la haine de ce qu'ils ne seront jamais. Et dès les premières pages nous savons que Judith assassinera Zack.

Cartano nous entraîne donc, une fois encore, sur des lieux où s'est manifestée l'aveugle passion de ce siècle, avec des personnages

à la fois magnifiques et dérisoires, héroïques et désespérés, terriblement lucides lorsqu'il s'agit d'analyser une part de la réalité et totalement incapables de se gouverner eux-mêmes. Généreux un moment, et stupidement mesquins l'heure qui suit, prêts à mourir un jour pour leur idéal, et composant le lendemain avec leurs ennemis de toujours.

**L'itinéraire
de l'extravagance**

Mais, sans rien perdre de sa richesse, de la multiplicité des thèmes qui s'y dessinent, cet itinéraire de l'extravagance est décrit d'une manière simple, immédiate. Le journal à deux voix qu'écrivent le vieux romancier et sa dame de compagnie donne à chaque chapitre du récit son ordre, sa tonalité, sa place définie dans l'organisation du roman. Cartano a renoncé à tirer à la fois sur tous les fils de son intrigue, à essayer de poser ensemble toutes les questions qu'il s'agit de résoudre.

Schmutz est un livre tendu ; la fièvre des précédents romans de Cartano, cette urgence à tout dire tout de suite, et à livrer à l'état brut ces sacs de nouilles que sont notre histoire et nos consciences, a fait place à une construction et à une écriture dans lesquelles l'ampleur remplace le feu.

Cela ne fait pas de *Schmutz* un roman moins ambitieux que les précédents — Cartano fait partie de cette trop courte cohorte d'écrivains français qui ont assez de souffle et de générosité pour faire de toute notre époque et de toute notre humanité la matière de leurs livres, — mais cela prouve que l'auteur est parvenu à une nouvelle maîtrise, à une manière de sérénité dans l'angoisse.

PIERRE LEPAPE.

★ *SCHMUTZ*, de Tony Cartano. Grasset, 334 p., 98 F.

Les héros fitzgeraldiens
d'Yves Simon**Le chanteur-écrivain nous entraîne sur les chemins
qui mènent de la passion à la désillusion**

AVEC *Le Voyageur magnétique*, Yves Simon rallie sans doute à sa cause les derniers récalcitrants, ceux qui voyaient en lui une idole des jeunes devenus écrivain du dimanche. Rien, ici, d'une « écriture musicale », lyrique et désordonnée, mais une construction rigoureuse. Rien des états d'âme d'un chanteur en quête de reconnaissance littéraire, mais un carnet de voyage, une chronique des années de brasse, la vie brûlante d'un homme pas tout à fait mûr et d'une femme encore jeune.

Adrien, un photographe de vingt-neuf ans, a rencontré une cinéphilie présumée Miléna. Elle est comédienne, tchèque, réfugiée politique. Son père, Ivan Pallach, se cantonne dans le rôle d'un écrivain en exil, interdit sur sa terre natale, ignoré dans son pays d'accueil.

Au commencement étaient leur naïveté, leur manière d'annoncer au monde qu'ils sont jeunes,

libres, aimables, aimés. Il l'appelle « ma petite parcelle d'univers », une façon d'attirer au vol l'éternité. Scott Fitzgerald les aurait applaudis. Ils se découvrent des angoisses — l'oubli, la mort, l'anonymat, — des envies — une virée au bord de la mer, — des moments d'exaltation et un entêtement à vouloir naviguer à vue : « Souffrance, désir, arrangement et oubli, ils étaient faits de ce bric-à-brac bizarre où se mêlent au quotidien le souffreteux, la lâcheté, l'ambivalence. Restait le désir... »

Le désir... pour combien de temps ? Miléna préfère la maternité, une valeur sûre, et l'enfant, moins fugace que les sens. Leur « histoire » prend des allures de roman bourgeois. Écroulement déguisé en exaltation. « Provisoirement et pour toute la vie », avait écrit Kafka à son amante qui se prénomme Miléna, elle aussi. Adrien s'écroule, à la recherche des commencements de

l'humanité — toujours cette obstination à conquérir le ciel.

Le lac Turkana, au Kenya. Les premiers hommes d'Afrique. Cap-Kennedy. Les premiers hommes à marcher sur la Lune. Adrien débambule dans les rues de New York avec le souvenir des films de Woody Allen, de la musique de Gershwin : « Il était cet homme d'une fin de siècle qui attendait tout, n'espérait rien, ballotté de vague en vague, perdu dans l'espace, le temps, sans but, comme un parachutiste atterri sur le monde par hasard... »

A Hiroshima, la plaie du Japon moderne, il erre, comme Wim Wenders à Tokyo, à la recherche de la fin de l'humanité. Kelko, son guide, lui parle de l'« orchidée des âmes perdues » : ses pétales enferment un poison qui offre aux égarés, peu avant de mourir, extase, bonheur et volupté. Un vieil homme, drapé dans un manteau noir, le visage voilé, lui donne la clé de l'énigme : un idéogramme qui, regardé dans un sens, signifie « fin », et, dans l'autre, « début ».

Quand le voyageur magnifique regagne ses pénates, Miléna récite Tchekhov : « Il me semble que je m'éloigne de plus en plus de la vie véritable et belle, que je m'approche d'un abîme. » Chacun aura joué sa comédie jusqu'au bout. Le rideau tombe : il est temps de rentrer dans le néant, de ressasser des souvenirs amers et insignifiants.

On a perdu le goût de frimer, de se donner pour autre qu'on est. Les pitreries de l'héroïsme nous touchent dorénavant moins que le calvaire de la masquerade. Oui, Fitzgerald aurait aimé ce roman qui débute dans l'euphorie et s'achève comme un enterrement. Michel Foucault avait vu juste : l'œuvre d'Yves Simon est de celles avec lesquelles il faudra dorénavant compter.

ROLAND JACCARD.

★ *LE VOYAGEUR MAGNETIQUE*, d'Yves Simon. Grasset, 283 p., 98 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Comment c'est venu

(Suite de la page 15.)

L'enfant s'achemine vers la vie éternelle en poussant du pied son œil, comme à la marée, et pluit l'œil, voilà que le ciel, sous son demi-cercle de croix à même le sol, se vide. Rappelez-vous le petit Sarras des Mots, soudain trahi par la transpiration, entre deux tramways de La Rochelle ! Bellefroid n'a pas été lâché moins subitement. Laissons au lecteur la surprise de découvrir dans quelles circonstances, comme il est de règle dans les comptes rendus de romans policiers. (Cette dispersion, au fond, qu'est-ce d'autre ?)

CHAQUE diable a son grain de folie. Ici, l'un d'eux est seul à savoir qu'il est... roi. Les rares confidents reçoivent du monarque des missions impérieuses : représentant personnel pour les provinces du Nord, par exemple. Ça fette. Un autre ne se voit d'avenir que dans l'extrême passé de la paléontologie. Un troisième s'imaginerait tué la sainte Gabrielle : ça occupe. Sans parler du cancer morveux, énéuristique et bientôt orphelin, champion de la dégoutation et du pitoyable. Ça classe à eu le sien, c'est statistique. Et on ne lui fait pas de quartier, souvenez-vous. Ainsi le veut la jungle enfantine : malheur au faible ! Bellefroid montre cette violence et le caractère plus appris qu'inné, aléatoire pour tout dire, de la pitié. Il les montre presque aussi bien que Louis Maïle, dans son film *Au revoir, les enfants* ; ce n'est pas peu dire.

A la vacherie des gosses répond la bizarrerie maniaque de certains adultes, tel ce manchot qui peint des tableaux à partir de reproductions, cet assommoir amateur de science-fiction, ou ce missionnaire aux anecdotes aussi interminables que sa barbe — à moins que ce ne soit l'inverse.

Lui, Bellefroid, c'est donc écrire qu'il veut. Son entêtement est gagné, et gagné, sur des épreuves héroïques. Témoin, le jour où sa mère l'oblige à brûler dans le calorifère un cahier noir de pages adorées, dont le texte se recroqueville et pâlit dans les flammes ; perdu à jamais, comme le temps qu'il avait fiod de haute lutte. Mais la machine à phrases se recharge toute seule, chez qui a juré d'en faire sa vie. Les souvenirs en forment le combustible idéal. Voici le temps des messes, où l'enfant de chœur inventait un poignard à manche détachable, instrument de crime parfait. Voici le père de famille

et ses gentils fous rires, qui compensent sa manie de partir en voyage avant le lever du jour. Voici grand-mère, qui bat les cartes à jouer comme on bat la campagne...

DANS une dernière partie, l'auteur délaïse la mémoire pour la pensée. Y gagne-t-on ? Les souvenirs, le lecteur peut y loger les siens propres, s'y lover ; de concepts, c'est moins sûr. Un exemple : il est peut-être vrai que les livres franchement mauvais ont du bon (page 198), que leur manque de ruse laisse libre cours à la nôtre ; mais est-ce bien adroit de nous convier ainsi, de soi-même, au soupçon et à l'escapade ? Une théorie du passé n'a jamais valu une jolie réminiscence. On donnerait toutes les exégèses de la *Flèche* pour une page du *Temps perdu* ! Notre époque trop raisonnable joue des tours aux proesseurs les plus déliés.

J'oubliais la suite, que l'on devine. Notre jeune homme de lettres envoie un poème à Cocteau, et va prendre le thé à la NRF, du temps de Paulhan. Ce dernier, tout en leinages, lui demande, de sa voix perchée : « Vous aimez la poésie ? » On rejoint la question de l'oncle sur quoi faire « dans la vie ». La boucle est bouclée. Les jeux sont faits. Tu seras un écrivain, mon fils.

L'auteur ne sera pas le seul, hélas. D'une vocation, il va falloir faire un métier, un gagne-pain. Il y a foule au portillon. Cette profusion, Bellefroid dit excellentement la peur où elle nous plonge tous. L'industrie de l'abondance et le « publiez à tout de bras » lui paraissent aussi redoutables que les bûchers de livres au temps des inquisiteurs et des nazis. Dans les grandes surfaces, et même dans les librairies, les titres ne forment plus bibliothèque, mais des amas d'objets mort-nés, calcinés de l'intérieur par le feu ravageur de la circulation marchande...

On a compris qu'avec la *Maison de l'écriture*, de Pividal, le Voleur de temps réhabilite le genre du « comment c'est venu ». Il s'adresse aux bons lecteurs, aux vrais fous de mots, à ceux qui ont vaguement rêvé de devenir écrivains eux-mêmes, quand ils étaient petits, et qui attendent, qui sait ? de nos nouvelles...

★ *LE VOLEUR DE TEMPS*, de Jacques Bellefroid, La Différence, 248 p., 79 F.

Les démons terroristes
de René-Victor Pilhes**La suite de la Pompéi,
un roman-reportage onirique et délirant.**

Si vous découvrez la cour de Rohan, bien cachée dans le sixième arrondissement de Paris, vous rêverez d'habiter l'une de ces très anciennes et curieuses maisons qui dorment dans le calme d'un autre âge. Comment pourriez-vous deviner que dans le secret d'un de ces hôtels particuliers les démons terroristes de René-Victor Pilhes comptent pour pulvériser notre société ? L'imaginaire et le réel se mêlent si heureusement dans ce deuxième volet de la *Pompéi* (1) que vous n'aborderiez pas sans malaise les lieux qui y sont décrits. Voilà plus de deux ans que vous attendiez, après la première partie intitulée *La Mort inouïe* de la comtesse, la suite de cette magistrale *Pompéi*, nom de guerre de Gisèle de Tonombres.

Reprenant les personnages de son village des Pyrénées ariégeoises, le narrateur, Henri Rouquet, creuse son histoire, revient sur certains faits, en expose d'autres, avec une riche invention romanesque camouflée sous la feinte naïveté du témoin. Ainsi revient, lancinant comme une parodie d'enquête, l'hostie empoisonnée administrée à la comtesse Marthe. Ainsi s'aggrave le rôle d'espion joué par Rouquet, au service du patron de presse Sanaris, puis des services secrets. Espion rendu maladroit par l'amour qu'il porte à la *Pompéi*, au point de faire un moment le jeu du réseau terroriste qu'il est chargé d'infil-

trer», en montrant à Gisèle des caches dans la montagne, connues de lui seul.

Utilisant des événements contemporains, Pilhes, une fois de plus, bâtit une œuvre de feuilletoniste, au meilleur sens du terme. Rouquet, fils d'aubergiste, que de solides liens de tendresse unissent à ses parents, est beaucoup plus que le narrateur-auteur du roman. L'auteur a d'ailleurs prévu l'ambiguïté du rôle du fils Rouquet. Lisez le reproche que lui fait Mauny, qui sera le légat du manuscrit de la *Pompéi* : « Trop souvent, l'impression naît que vous accusez la balourdise du narrateur par peur d'assumer vos opinions intimes sur tel ou tel sujet délicat, telle erreur, tel péché que vous avez commis... »

**La disparition
des amants**

Ainsi le mode de récit sera-t-il modifié, de l'intérieur et sur un clin d'œil, célébrant définitivement les noces du romancier et de son porte-parole, jusqu'à l'an 1991, où le mot « fin » est inévitablement inscrit. La puissance de René-Victor Pilhes, de style comme de pensée, confère à ses livres une épaisseur telle, au propre et au figuré, que vous vous rappelez avec remords quelques très belles scènes, furieux de les privilégier aux dépens de quelques autres.

S'impose, par exemple, le mariage du narrateur avec la *Pompéi* si longtemps désirée, alors qu'un assaut des gendarmes dans une cache de la montagne l'a laissée cliniquement vivante, mais inconsciente et paralysée à vie. Le fils Rouquet continue de la désirer, de la caresser, la gardant enfin pour lui seul. Notons, pour le feuilleton, qu'il avait découvert leur cousinage. Il est donc lié à Gisèle par le sang autant que par l'amour.

En même temps qu'est enfin résolu le mystère de la mort de la comtesse Marthe, et que les représailles des terroristes détruisent la famille Rouquet, s'installe en vous une certitude : la fin des *Démons de la cour de Rohan* ne peut se concevoir sans la disparition des deux amants, aussi étrangement dissemblables.

L'écrivain aura tenu son pari jusqu'au bout. Romancier visionnaire, Pilhes a révélé la vie avec une intensité si forte que tout, dans ce roman-reportage onirique, apparaît dans la lumière d'une évidence contraignante.

FRANTZ-ANDRÉ BARRUET.

★ *LES DÉMONS DE LA COUR DE ROHAN*, de René-Victor Pilhes, Albin Michel, 435 p., 129 F.

René-Victor Pilhes a reçu le prix Médicis pour la *Flèche* (1965) et le prix Femina pour l'*Impératrice* (1974).

(1) Albin Michel.



« Cet homme d'une fin de siècle qui attendait tout... »



Anne-Marie



Marie



Jean-Michel

Les démons

Rentrée 87. Une grande page de littérature.



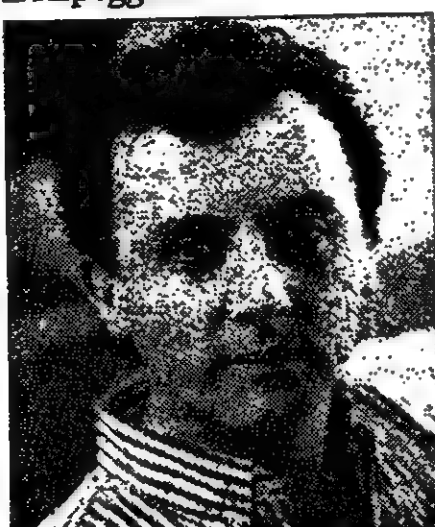
Christine Clerc
L'Arpeggione



Hortense Dufour
La garde du cocon



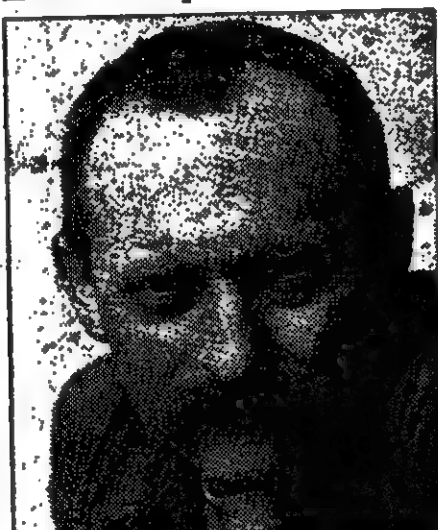
Anne-Marie Garat
L'insomniaque



Tanguy Le Cléguer
Les sœurs de la nuit



Brigitte Lozerec'h
Une famille



Manzie
Le voyage sous l'eau



Gilles Pudlowski
Le voyage de Clémence



Pierre-Jean Rémy
Des Châteaux en Allemagne



Jean-Michel Valençon
Les dernières extrémités

Flammarion

هكذا من الاجل

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

Cette mémoire qui saigne

Le 26 février 1942, aux heures glacées des rutabagas et des semelles de bois, un titre, bien visible dans les kiosques, barrait la *Cri du peuple*, la feuille nazifiante de Jacques Doriot : « Le Führer s'adresse à ses compagnons de lutte : les juifs seront exterminés ». Rares, il est vrai, étaient les passants qui croyaient encore sur manchette les collobos hystériques. Mais beaucoup de Français subodorèrent dès 1942 que là-bas, à l'Est, les camps dépassaient en horreur le travail forcé, malgré ces chorales allégres et ces gémissements éplorés qui agrémentaient les actualités au cinéma et abusaient les visiteurs de la Croix-Rouge. L'immense mérite de l'équipe d'historiens rassemblés en urgence par Stéphane Courtois et Adam Rayski est d'avoir cerné, sobrement, avec une probité sans superlatifs inutiles les zones d'ombre et les certitudes du « Qui savait quoi ? ».

Deux groupes ennemis l'ont seuls dès avant 1944 jusqu'à toucher la réalité de l'indicible. Les chefs français de la collaboration idéologique, flanqués de quelques croisés de l'anti-bolchevisme qui s'exerçaient sur le front russe en uniforme SS avec un coquet écusson tricolore à la manche, ont connu les grands massacres de juifs, tout en sachant pas leur préférence secrète pour le bon vieux pogrom « classique », plus conforme à notre tradition indigène.

A l'opposé, des communistes, rassemblés dans la section juive de la Main-d'œuvre immigrée (MOI) et au Mouvement national contre le racisme, diront, dans leur presse clandestine et armée à la main, qu'il y aura destruction totale des juifs dans l'Europe hitlérienne si les chefs alliés et les populations ne prennent pas conscience de l'atroce accélération de 1942 : la guerre contre les « sous-hommes » va plus vite et plus loin que la guerre tout court. Les documents publiés par Adam Rayski, qui fut un de leurs chefs, ne laissent place à aucun doute : ceux-là ont cru à la réalité des informations sur la « solution finale » qui filtraient peu à peu et les ont transmises.

Au-delà, bien des cas de figures sont perceptibles. Les gouvernants, à Londres, à Washington, au Vatican ou à Vichy, ont vu confirmation du pire pendant l'été de 1942, au fort de la mise en œuvre de l'extermination. En décembre, ils savaient qu'elle dépassait tout ce qu'on n'osait imaginer, gazages compris, mais pour autant prendre conscience d'une déchéance de l'histoire par la Shoah. La Résistance non communiste, soucieuse avant tout de la libération du pays et du dialogue avec la masse des Français occupés, n'accorda qu'une place modeste et rarement prioritaire à l'Holocauste, même si les micros de Londres parlaient haut et si des groupes comme celui de *Témoignage chrétien* criaient souvent l'indignation.

Quant à l'opinion moyenne, qui s'était accommodée des mesures d'exclusion prises par Vichy dès 1940, on sait aujourd'hui, par les rapports des préfets et la censure postale, qu'elle par les rafles et les déportations elle a basculé à la fin de l'été 1942. La guerre au quotidien reprendra certes ses droits ensuite, avec le STO notamment, et ne laissera guère soupçonner l'ampleur du crime. Mais au choc d'opinion, renforcé par les protestations des Eglises chrétiennes, active le secours aux victimes et contraindra Pétain et Laval à se décharger davantage sur les nazis du travail antisémite, quitte à prêter volontiers la milice pour renforcer la SS.

Le petit livre de Doris Bensimon — qui résume honnêtement, malgré son titre trompeur, tout ce qu'on doit savoir sur les juifs en France de 1940 à 1944 — confirme, grâce aux témoignages oraux, qu'à défaut d'avoir donc eu la conscience de ce qu'étaient les camps d'extermination, des hommes et des femmes comprennent dès 1942 qu'il fallait se cacher ou se battre pour survivre, que la solidarité et le courage sauveront du génocide des milliers de condamnés : utile rappel de ces victimes peu dépeintes à l'époque et de ces bourreaux qui envagèrent d'être déposés de leurs proies, y compris dans la police française.

A TOUTS ceux-là, qui savaient ou non, qui prirent ou non le risque de faire front, est dû l'hommage de la mémoire vivante. A ceux qu'aujourd'hui nient l'Holocauste sous couvert d'expertise « historique » sur les chambres à gaz, Pierre Vidal-Naquet ne leur concède jamais qu'on puisse assassiner une seconde fois cette mémoire et redoubler Auschwitz d'un trait de plume. Son livre, qui rassemble les essais où il dénonça — dans *Esprit* d'abord — depuis 1980 tous les « Eichmann de papier », plaide pour la rigueur historique contre la confusion, pour une histoire à venir contre les délires des morticoles. Il argumente sur les négateurs sans jamais leur rendre les armes de la critique.

Le beau texte inédit qui ponctue la démonstration pour 1987 dénonce au passage quelques parallèles dont on avait trop cru qu'ils amèneraient M^{rs} Vergès au procès de Barbie. Les crimes de l'armée française en Algérie, dit l'ancien du Comité Audin et du Manifeste des 121, « étaient contraires aux lois de la République, alors que ceux de Himmler et Eichmann étaient conformes aux principes hitlériens, et cela établit une différence de nature essentielle entre les deux ». En histoire, ajoute-t-il, rien n'est rétrospectif et seuls des imposteurs veulent donner réalité à leur image du passé.

Jamais les raids de l'aviation israélienne sur les camps palestiniens du sud du Liban, jamais les bombes des terroristes anti-sionistes, ne changeront un iota « au caractère intégrallement criminel de ce que furent Auschwitz et Treblinka ». Ainsi, conclut Vidal-Naquet, les négateurs du génocide rôdent en vain autour d'une réalité incontournable, cette extermination qui scelle le cours du siècle. Leur argumentaire est bien monotone depuis neuf ans. Mais, à défaut de pouvoir convaincre, ils offrent le secours de leur enlèvement à tous les autres délires qui rôdent. « Point de détail » compris...

Si tant de piètres erreurs cherchent à s'unir, nous dit Henry Rousseau, c'est sans doute aussi parce que nous vivons depuis dix ans au moins l'absence des « années noires » jusqu'à plus soif. Et que nos mémoires en souffrance errent elles aussi, à l'heure où le déchirement national du

temps de guerre — devenu le « syndrome de Vichy » — est en mal d'histoire enfin sereine, mais où la mémoire juive blessée par les négateurs s'insurge, où les auteurs du drame lancent les derniers témoignages et où la relève des générations — y compris en politique — distend tous les discours.

Historien de bel aloi, né en 1954, Rousseau nous lance un de ces livres qu'on n'expédie pas en quelques lignes, tant il ouvre la perspective et excite la réflexion. On ne le suivra peut-être pas toujours dans son diagnostic sévère sur la pénétration et la profondeur du mal. On sourira de quelques-unes de ses formulations, qui sentent la psychanalyse du pauvre. Mais on lui saura gré d'avoir été ce bon artisan de l'histoire qui établit la juste chronologie de Vichy après Vichy.

De 1944 à 1954, explique-t-il, le travail du deuil inachevé conjugué tant bien que mal l'épuration et la reconstruction : le pays vibrait mais prend le cap du nécessaire oubli. Suivent, de 1954 à 1971, à l'ombre du général de Gaulle, les années du refoulement collectif et de l'héroïsation de la Résistance : la croissance et le mieux-être valent bien quelques silences, à peine troublés par les activités de la guerre d'Algérie.

Puis — morceau de choix dans le livre — le miroir se brise, d'un coup, entre 1971 et 1974, Pompidou régnant et le rétro pointant le nez, sur fond de projections passionnées du *Chagrin* et la *Pitié* et de retour dans les gazettes et les bureaux des juges d'instruction du lourd dossier de quelques vieux collobos. Affreux moment du « bof ! » généralisé : avec moins de héros et trop de salauds l'addition ne tombera plus jamais juste.

Sur cette déchirure, la France entretient aujourd'hui, depuis le fin du gaullisme et dans l'effritement de la mémoire communiste, une obsession multiforme, qui dramatise tout incident, active les fantômes jusqu'à la lassitude et favorise toute dénégation à propos des « détails ». Nous perdurons dans l'ère du soupçon, mécontents de nous-mêmes et pourtant convaincus qu'il est grand temps de penser l'Occupation.

A ce tracé chronologique du « syndrome », Rousseau ajoute une réflexion sur ses vecteurs, tout à fait inédite, gorgée de documents neufs : défilent les historiens et les cinéastes, les hommes politiques et les enfants des écoles, les associations du souvenir et les nazillons, dans une sarabande bien orchestrée où l'histoire de la mémoire collective trouvera mille recourds méthodiques et l'occasion de rebondir après ce livre poignant. Car, n'en doutons pas, cette mémoire va saigner encore. Et les historiens comptent les larmes sans pouvoir les épancher.

★ **QUI SAUVAIT QUOI ? L'EXTERMINATION DES JUIFS, 1941-1945**, de Stéphane Courtois et Adam Rayski, La Découverte, 236 p., 79 F.

★ **LES GRANDES RAFLES. JUIFS DE FRANCE, 1940-1944**, de Doris Bensimon, Privat, 160 p., 85 F.

★ **LES ASSASSINS DE LA MÉMOIRE. UN EICHMANN DE PAPIER ET AUTRES ESSAIS SUR LE RÉVISIONNISME**, de Pierre Vidal-Naquet, La Découverte, 232 p., 69 F.

★ **LE SYNDROME DE VICHY (1944-1984)**, d'Henry Rousseau, Le Seuil, 379 p., 110 F.

La filière des Pyrénées

Les souvenirs de Lisa Fitko la « passeuse » de frontières

La vieillesse est l'âge des souvenirs et chacun des « livres de Mémoires » qui est publié — roman, journal intime, témoignage, album ou film-document — apporte sa pierre à l'Histoire, celle des « années nazies » en l'occurrence. Vérifiable encore, du moins tant qu'il y aura des survivants... Ensuite vient le temps des archives, de la compilation, de l'exégèse, de l'hypothèse...

Par exemple, dans le *Chemin des Pyrénées*, l'auteur, Lisa Fitko, qui vécut le dernier jour de la vie de Walter Benjamin en lui faisant passer clandestinement la frontière espagnole, aurait pu se prévaloir, il y a déjà longtemps, de cet acte d'héroïsme suivi par beaucoup d'autres passages avec des « voyageurs » moins célèbres. Pourquoi lui fallait-il attendre quarante-cinq ans (1) pour évoquer cette période où elle a tant de fois risqué sa vie ? Humilité des vrais braves... Volonté d'oublier l'horrible... Désir de recommencer une vie nouvelle... On interrogeait à soi-même indéfiniment réitérée pour comprendre pourquoi, quelques heures plus tard, Benjamin se suicidait avec les cachets de morphine qu'il portait sur lui, pour ne pas affronter ces douaniers espagnols qui réclamaient à l'apatrié un visa de sortie du territoire français ! Cela se passait le 26 septembre 1940 à Port-Bou, en Espagne.

« Vieux Benjamin »

Lisa Fitko n'apprit le drame que plusieurs jours plus tard, se remémorant l'étrange avertissement de l'intellectuel cardiaque (« Le Vieux Benjamin », comme nous l'appelions — je ne sais pas pourquoi, il avait seulement quarante-huit ans —) qui lui avait dit, sur la « route Lister » au beau milieu des Pyrénées : « Il ne faut jamais aller jusqu'à l'extrême limite de ses forces ». Mais la « passeuse » ne pouvait déjà plus rien pour l'auteur des *Passages de Paris* et de *Sans unique*.

Dans sa présentation du volume intitulé *Walter Benjamin et Paris* (2), Maurice de Gandillac note : « Benjamin s'est tué parce qu'on lui refusait un passage vers le monde libre. Déjà difficilement adapté à l'exil parisien, aurait-il trouvé un authentique accès à l'Amérique ? Toute sa vie fut quête d'impossibles accueils, notamment celui du marxisme et de la judéité ».

Chapitre « central » du *Chemin des Pyrénées*, le texte consacré au « Vieux Benjamin » ne représente pourtant que quinze pages auxquelles on ne cesse de revenir. Comme Lisa Fitko, on n'est pas près d'oublier la silhouette du sage pourchassé, chargé d'une lourde sacochette, de cuir noir, « bien le plus précieux,



Lisa Fitko.

à-t-il dit. Elle contient mon dernier manuscrit ». Manuscrit mystérieux dont personne n'a plus entendu parler. Disparu comme la sacochette, inscrite à l'époque sur le registre des décès de Figueras avec la mention « renfermant des papiers à la teneur inconnue » et qui n'étaient peut-être que le double de manuscrits déjà envoyés à New-York et à la Bibliothèque nationale de Paris.

La « débâcle » des apatrides

Une fois de plus, avec une précision et une mémoire prodigieuse, sans jamais accepter de s'apitoyer, c'est la débâcle que nous fait vivre Lisa Fitko. La débâcle de tous ces apatrides, de ces antinazis militants de la première heure, fugitifs pourchassés et que la France, dès mai 1940, internait en tant qu'« étrangers ennemis » dans des camps de concentration (Gurs, Le Vernet, Saliers, le camp des Milles, etc.), donc livrés directement à leurs persécuteurs ou pris au piège des Pyrénées ou de la Méditerranée, en transit, réduits à l'impuissance et à la mort, s'ils ne parvenaient à partir de Marseille ou de Lisbonne, vers la terre qui ne leur était pas forcément promise : l'Amérique.

Née à Oujgorod, en Pologne (aujourd'hui République d'Ukraine soviétique), Lisa Fitko a passé sa jeunesse à Vienne, puis à Berlin — le Berlin du « Mai sanglant » de 1929, de l'*Opéra de quat'sous* et de l'*Angelus*, puis

de l'incendie du Reichstag. Militante antifasciste, elle fut en 1933 vers Prague, où elle rencontre Hans, son mari, journaliste condamné à mort par contumace pour « incitation » au meurtre d'un SA. Expulsés de Tchécoslovaquie, ils partirent pour la Suisse, les Pays-Bas, la France, où, en 1939, Hans s'engage dans l'armée.

Itinéraires tragiques plus ou moins parallèles que l'on retrouve dans le magnifique roman d'Anna Seghers, *Transit* (Albin, 1986), ou dans le *Diable en France*, de Lion Feuchtwanger (J.-C. Godefroid, 1985), ou encore dans ces documents précieux pour la mémoire que sont des ouvrages comme *les Banals de Hitler* (EDL, 1984) et *les Camps en Provence, 1933-1942* (Albin, 1984) et surtout dans les mémoires de l'extraordinaire femme, militante, éducatrice, écrivain, Lotte Schwarz : *Je vivrai jusqu'à ma mort* (Seuil, 1979). Beaucoup se sont suicidés, davantage ont été exterminés, une infime minorité ont réussi à quitter l'Europe. Lisa et Hans Fitko arrivèrent à Cuba en 1941. Elle vit aujourd'hui à Chicago. Sans regret aucun de cette France de la débâcle.

★ **LE CHEMIN DES PYRÉNÉES. Souvenirs 1940-1941**. Traduit de l'allemand par Lea Marcos. Mares Seil éd., 316 p., 96 F.

(1) Para en 1985 en Allemagne, le livre a remporté le Prix du livre politique de RFA.

(2) Cerf, 1986.

Directeur commercial et développement

Vous exercez depuis quelques années des responsabilités commerciales dans l'édition. A 35 ans, vous imposez votre talent dans la promotion et la vente du livre. Vos interlocuteurs permanents et privilégiés sont les éditeurs, les libraires, les représentants. Avec les agences de publicité et de nouvelles partenaires économiques hors édition, vous innovez dans les stratégies publicitaires et les actions de développement du chiffre d'affaires (sponsoring, ouvrages spéciaux, vente d'espaces publicitaires...).

Vous intégrerez l'équipe de direction de l'une de nos sociétés d'édition. Vous en assurerez le développement commercial avec toute latitude d'exprimer vos compétences et votre tempérament innovateur.

Merci d'adresser votre lettre de candidature sous réf. 7031/M Gestion des Cadres du Groupe HACHETTE - 12, rue François I^{er} 75008 PARIS.



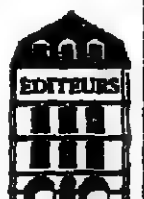
Hachette : l'enthousiasme ça se communique.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresser manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

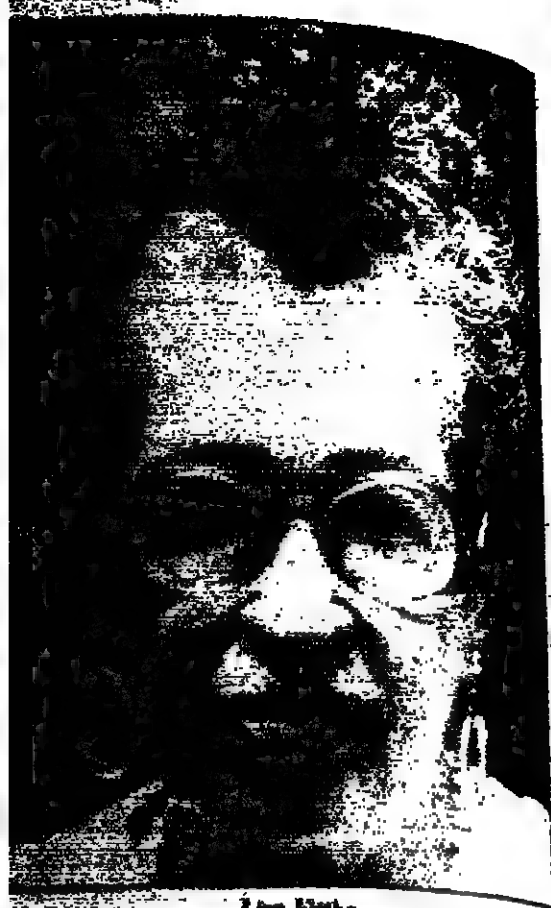
LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 48-20-67-12

La fo postmo

Grénées



Jean Béraud

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire. Elle a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

FIAC 1987



ROBERT MAPPLETHORPE (Stand Baudouin Lébon).

La foire postmoderne

Qu'est-ce qu'une foire d'art contemporain ? Ni un musée ni un Salon, mais peut-être un théâtre, celui d'une parade bien réglée.

CHICAGO début mai. Fin mai, Bologne, Londres début juin. A la mi-juin, Bâle. Nice début juillet. Ou Carrara, au même moment. Paris fin octobre. A la mi-novembre, Cologne. Los Angeles début décembre. En tout, neuf Foires internationales d'art contemporain : c'est le compte de l'année passée. En 1987, il faut ajouter à la liste Madrid en février, Bari en mars et Stockholm dans les premiers jours d'avril.

L'apothéose de l'échange

C'est que le mercantile est au centre du sujet. Les foires ne sont pas de simples endroits d'exposition, ainsi qu'on a pu le prétendre en les comparant à une institution en leur temps. On sait, pour s'en tenir à la situation parisienne, que les grands Salons où se décidaient l'histoire de l'art, salons officiels des artistes français, et de la société nationale, Salon des Indépendants et Salon d'automne, tous deux réputés d'avant-garde, ont perdu l'essentiel de leur influence dans l'entre-deux-guerres — et ce qui leur en restait après 1945. De là un vide : il n'existait plus, dans les années 70, de point de réunion

qui permette, chaque année, et avec un peu de solennité, confrontations et comparaisons. La FIAC, dans cette hypothèse, serait l'héritière du Salon d'automne des glorieuses années 1905-1914, et cela de façon d'autant plus légitime qu'elle occupe le même espace : celui du Grand Palais.

C'est pousser trop loin l'amour du parallèle : dans les Salons d'automne, les artistes étaient seuls responsables des œuvres qu'ils montraient, les ayant choisies ou les ayant acceptées pour l'occasion. Il n'en est plus de même : le pouvoir de décision est passé du peintre — ou du sculpteur — au galeriste, qui compose sa sélection comme il l'entend. Or qu'est-ce qu'une foire ? Un rassemblement au cours duquel s'achète le plus grand nombre possible de produits entre le plus grand nombre possible de partenaires. La foire, c'est l'apothéose de l'échange, et donc un lieu où le commerce s'exerce et s'exalte à la fois. On se bat des prix et parade des fortunes font bon ménage. On négocie et spectacle ont partie liée.

Les foires d'art obéissent à la règle, comme les autres. Leur succès se mesure en chiffres d'affaires et en bénéfices. Il se mesure aussi en chiffres de fréquentation et en retentissement. Il faut prouver que le commerce est actif, et que l'art est vivant, étant entendu que les deux sont supposés aller de pair, si bien que, d'une manière peut-être singulière, on semble attendre d'une telle manifestation qu'elle rassure et qu'elle convainque d'une vitalité dont on douterait peut-être sinon. Cette étrange et lourde responsabilité « historique » détermine bien des comportements.

Pour que le commerce soit actif, il n'est de meilleure solution que le respect des célébrités, célébrées du siècle ou du moment. C'est ainsi que l'on a vu des F.I.A.C. à la gloire des maîtres de notre époque, mais aussi des FIAC « Chis » ou des FIAC « Basquiat », selon que l'un ou l'autre avait la vedette. On cultivera donc, d'une part, les gloires certaines et, d'autre part, puisque l'art doit être d'avant-garde pour demeurer moderne, tout ce qui a l'apparence d'une rupture.

De la tendance à l'historique, il y a peu à dire, sinon qu'elle donne parfois aux foires un air de somptueux Salons des antiquaires en tableaux et qu'elle vaut souvent au visiteur ses meilleurs moments.

On se souvient ainsi des Léger de Sidney Janis, des Delaunay et des Picasso de la galerie Gmarnyuska. C'est à la FIAC, on ne peut l'oublier, que les Parisiens doivent d'avoir pu regarder le dernier autoportrait de Picasso et cent autres œuvres dont l'on s'est étonné, tant elles sont dignes d'y figurer.

Encore faut-il s'entendre sur les mots : si est contemporain l'art du vingtième siècle tout entier, il n'en demeure pas moins qu'une foire perdrait de son caractère si elle tendait à se poser en succédané de musée. D'abord, parce que rares sont les galeries qui peuvent exposer des œuvres de premier plan, particulièrement en France. Ensuite, parce qu'en cédant au « musée », la foire abandonnerait sa fonction de théâtre de l'actualité. Elle ne pourrait plus se prétendre d'avant-garde. Or, on le sait, c'est là pour elle une nécessité.

Faussettes nouveautés

Théâtre ou scène : la comparaison n'est pas tout à fait gratuite : mercantile et spectaculaire se conjuguent étrangement, et si intimement, que l'on serait tenté de croire qu'une catégorie non négligeable de la production esthétique s'en trouve en grande partie conditionnée. On pourrait appeler ce système : système de la surprise prévue — une telle surprise n'existant naturellement pas. En effet, l'inattendu véritable et la découverte sont proscrits là où, précisément, l'on affirme cultiver la nouveauté, parce que s'est constitué un système de la foire et de la mode, de la foire comme diffuseur de la mode, de la mode comme raison d'être de la foire.

On sait qu'il existe à la FIAC un département des « nouvelles tendances ». D'année en année, on y a vu alterner par contrastes la figuration libre et la peinture dite « cultivée », le néo-expressionnisme et le néo-dadaïsme. On peut imaginer que, cette année, vienne le tour du néo-géo lancé il y a un peu plus d'un an à New-York. Or ces mouvements, comme leurs appellations l'indiquent et comme leurs productions le confirment, relèvent de la répétition ou du ressassement. Et s'il n'y avait là qu'une simulation de mouvement, simulation d'histoire ? Et si la foire exigeait l'apparition de ces fausses nouveautés parce qu'elles sont seules

Un menu avec entrées, plats de résistance et desserts

On nous promet cette année une FIAC new-look, de vastes allées, des places — une place Picasso, une place Matisse, — pour s'y reposer et de grandes galeries pleines de bonnes choses pour ponctuer les chemins jusqu'aux fins fonds des ailes du Grand Palais. On l'attend de pied ferme. Il le faudra pour la soirée du vernissage, événement parisien par excellence. Il le faudra pour parcourir les stands des cent trente galeries offrant aux regards quelque cinq mille œuvres de huit cents artistes, plus vifs que morts espérons-le, inscrits au menu. Un menu avec entrées (de jeunes artistes et de nouvelles galeries), plats de résistance (qui pourraient être certains one man shows), desserts (ces petites œuvres pour vrais amateurs, que cachent un peu les expositions).

De quelle cuisine relèvera-t-elle ce menu FIAC 87 ? Sera-t-elle internationale, française, nouvelle ou post-moderne ? Pour l'international, on

peut d'ores et déjà noter 400 mètres carrés dans la nef, pour appuyer les rencontres franco-italiennes de l'automne, des Espagnols ici et là, quand Greco fait l'affiche dans tout Paris, des Italiens, dont Fontana — on n'allait pas l'oublier quand le Musée national d'art moderne lui consacra une rétrospective, — des Soviétiques, ce qui est plus étonnant. Pour le national assurément. Il y aura quelques accents sur les « nouveaux réalistes ». Pour le reste, on verra, le temps de neuf jours.

G. B.

- Grand Palais des Champs-Élysées, du 10 au 18 octobre.
- Vernissage : vendredi 9 octobre, de 20 à 23 heures, au profit de Médecins du monde (entrée 100 F).
- Ouverture de 12 heures à 19 h 30 en semaine, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne, jeudi 15 octobre de 12 heures à 23 heures.
- Prix d'entrée : 40 F. Visites commentées : 40 F. Catalogue : 140 F.
- Téléphone : 42-25-99-01.



Sous la verrière du Grand Palais... la foire.

à pouvoir alimenter le marché et à pouvoir entretenir en même temps la conviction qu'il y a du nouveau qui apparaît, et donc de l'histoire de l'art qui se fait ? L'essentiel serait que les flux soient maintenus. Peu importerait même que les œuvres soient promptement périmées, du moment qu'elles auraient joué, ne serait-ce qu'une fois, leur rôle d'étalon monétaire et de signe d'un événement.

S'il en était ainsi — et il arrive que l'on soit contraint de l'admettre, fût-ce contre son gré, — il faudrait admettre que l'art contemporain échappe pour l'essentiel aux analyses traditionnelles, du type de celles que l'on utilise pour expliquer, par exemple, la genèse de l'abstraction ou celle, plus

récente, du minimalisme. Aucune logique esthétique, même sommaire, aucune doctrine du progrès, fût-elle simpliste, ne s'appliquerait plus désormais. Resterait la seule logique de la diversité et du pastiche, de la reprise à posteriori de toutes les formules picturales ou antipicturales, du baroque italienisant au pastiche de Duchamp, du remake de Mondrian à celui de l'art dogon. Ce serait, pour un temps, le règne de l'éclectisme, éclectisme accepté, encouragé même par la demande de renouvellement, celle des institutions, des musées d'art moderne, des mécénats et des collectionneurs, tous consommateurs d'une histoire de l'art contemporain en révolution permanente.

Si l'analyse est exacte — et ce que l'on sait du système des galeries et des expositions officielles le laisse croire, — la foire d'art contemporain, phénomène des années 80, est un phénomène « postmoderne » par excellence, postmoderne au sens où Jean Baudrillard emploie le mot. C'est qu'elle illustre à merveille, et jusque dans l'autoparodie télévisuelle et le culte du « médiatique », ce que cet auteur nomme la « configuration finale » : « celle de la « postmodernité », marquant la phase la plus dégradée, la plus factice, la plus électorale, l'éclectisme en miettes de toutes les idoles et des signes plus purs qui l'ont précédée ».

PHILIPPE DAGEN.

ur commercial
veloppement

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

de l'histoire de la République française, de la plus ancienne à la plus récente. Depuis 1945, la République a connu la plus grande période de prospérité de son histoire.

هكذا من الامم

FIAC 87

Des artistes et le marché

Ils viennent d'horizons différents, ne sont pas de la même génération, et n'ont pas les mêmes itinéraires. Sont-ils pour autant si loin de penser les mêmes choses sur certains aspects de notre société, et sur le marché de l'art en particulier ?

JOAN MITCHELL

« Les mêmes règles partout »

« Vous êtes une artiste américaine établie en France et, si l'on peut dire, une artiste française qui retourne fréquemment à New-York. Vous connaissez de la sorte aussi bien le monde de l'art en Europe qu'aux Etats-Unis. Que pensez-vous de ce que l'on appelle le marché ?

— Le marché... le marché... Il y a une si grande distance entre le marché et la peinture... Il y a longtemps, à New-York, j'ai aidé mon ami le peintre Franz Kline à accrocher une exposition de ses œuvres chez Sidney Janis. Après, il m'a dit en riant qu'il n'avait pas tout vendu : ce n'était pas bien grave. Il me semble qu'aujourd'hui, pour un jeune peintre, ce doit être grave.

— Qu'est-ce qui a changé ?
— La manière de travailler peut-être ? Dans notre génération, des peintres « abstraits expressionnistes », vendre ne comptait pas beaucoup, mais on avait le sentiment qu'il y avait quelque chose à trouver, que l'on ne connaissait pas, qui n'existait pas encore. Ce quelque chose n'était pas dans les musées, n'était pas non plus dans

la peinture européenne que l'on voyait dans les galeries. La guerre, en isolant les Etats-Unis de l'Europe, a augmenté cette sensation de nouveauté. Que l'on devait y aller.

— Une sorte de folie...
— Je n'aime pas le mot. Mais enfin oui... c'était un peu comme une sorte d'Eglise tout de même. Et maintenant, je ne ressens plus cela, il me semble que l'on peint sans nécessité ni profondeur... et c'est un sentiment que je trouve très déprimant, vraiment.

— Observez-vous le même phénomène à New-York et à Paris ?

— Naturellement. Le marché s'est internationalisé, il a les mêmes règles partout. La seule différence, c'est qu'il y a beaucoup plus d'argent aux Etats-Unis qu'en France et que le pays est beaucoup plus grand. Voilà tout... Mais, vous savez, je n'aime pas parler du marché. Il me semble que c'est un sujet un peu délicat, difficile pour un artiste. Si je suis critique, on va m'accuser de jalousie, ou de dédain. Alors...

OLIVIER DEBRÉ

« Faute de comprendre »

— « Que pensez-vous de ce que l'on appelle les « tendances nouvelles » et de leur succession à un rythme de plus en plus accéléré ?

— Les phénomènes superficiels de mode ont existé de tout temps... Ils sont liés au commerce et au marché, ils n'ont ni sincérité ni nécessité profonde. Ils ne viennent pas de l'ère. C'est pour cela, d'ailleurs, que je ne crois pas que les Etats-Unis puissent, comme Rome l'a pu, engendrer quelque chose de durable : ils ont trop le désir de la réalisation immédiate, trop de passion appliquée au hasard.

— Vous semblez donner au mot marché une valeur péjorative.

— Naturellement. Parce que le marché ne suppose pas une prise de conscience de l'art et de ses mécanismes mais une estimation par l'argent. Et donc une idolâtrie de l'objet ou de l'œuvre qui devient obsédante. Notre époque est idolâtre faute de comprendre. Et le marché, s'il est une nécessité, est une nécessité décevante dans la mesure où les relations de l'art et de la société se limitent à lui. Ce qui me satisfait, ce serait un rapport plus intime, le sentiment plus profond d'une nécessité, la compréhension de l'expression. Nous en sommes bien éloignés.

— Est-ce à dire qu'il n'y a plus de rapports entre l'art et la société ?

— En France, je le crains. La société française ne croit plus à la nécessité de sa propre projection actuelle, elle se contente de ses images passées, et de tout cela, un artiste ne peut que souffrir comme d'une absence de vitalité et de stimulation. Dans la société actuelle, nous, les artistes, nous ne sommes pas à l'aise. L'artiste est regardé avec condescendance, il est malvenu, inutile ou rejeté, dans le pire des cas. Mieux vaut être un scientifique...

— On croirait pourtant que l'art est, si l'on peut dire, à la mode ; et même en politique.

GÉRARD GAROUSTE

« Faire avec sans être dupe »

« Les foires d'art contemporain, vous êtes pour ?

— Je n'ai rien contre le principe des foires. Une foire a au moins l'avantage d'être quelque chose de très vivant, qui déplace du monde, plus de monde qu'une biennale. Alors pourquoi être contre ? Il faut seulement ne pas oublier qu'une foire est la quintessence d'un marché. Pour moi, le marché de l'art et l'art sont deux choses bien distinctes, qu'il faut juger séparément. L'art et le marché sont antinomiques. L'art n'est pas comme un spectacle qui a besoin tout de suite d'un public. C'est un plan fixe, arrêté dans le temps, qu'on a le temps de voir. Le marché, c'est une course contre la montre dont le mécanisme tend à se confondre avec celui de la Bourse. Ça n'a pas de signification. Voyez l'histoire de Sandro Chia dont le collectionneur Saatchi a commencé par acheter toute la production — les prix ont grimpé ; puis il décide de s'en débarrasser et Chia a été envoyé aux oubliettes. Va-t-on juger de sa peinture selon le bon ou mauvais goût de monsieur Saatchi ? Dire que Chia a été un bon, puis un mauvais peintre ? Il faudra attendre pour le vérifier. En art contemporain, personne ne dément la vérité. Celle-ci se fait avec le temps.

— C'est un peu dur pour un artiste, non ?

— Un artiste doit accepter que son œuvre n'a rien à voir avec la justice divine. L'important c'est avant tout qu'il soit persuadé de tendre vers quelque chose d'excellent. Il doit accepter que le système de l'art est un jeu humain et qu'il est aléatoire. Pour moi, le marché l'a fait repérer. Pas le dénombrer. Faire avec sans être dupe, connaître les incidences qu'il peut avoir sur la production d'un artiste, en qualité et en quantité.

— Comment ça ?

— Par exemple, un artiste, qui produit peu, a peu de chances de toucher le marché international. On ne peut pas « dealer » avec lui. Pour spéculer, il faut disposer d'une quantité suffisante d'œuvres. Un marchand comme Bischoffberger n'aurait jamais travaillé avec Vermeer. Le système international

d'aujourd'hui pousse l'artiste à produire. Dès qu'il commence à être connu, il peut exposer tous les trois mois entre New-York, Düsseldorf, Paris et Rome... C'est un danger surtout si on revient à la peinture. Un artiste doit être conscient des problèmes de son époque, repérer les pièges, les bons et les mauvais marchands, les coups de fric. Mais pour quoi crier au scandale ? Je ne vois pas pourquoi le milieu de l'art serait plus parfait qu'un autre.

— Il a fait fort ces dernières années...

— Notre époque de doute et d'errance fait, je crois, que la puissance de l'argent se cristallise énormément. On est tellement sûr de ses valeurs qu'on veut des têtes d'affiche, des stars. En France, d'ailleurs, plutôt moins qu'ailleurs. On y assume assez bien le doute, on y est moins pressé de fabriquer des stars éclatantes, des étoiles filantes qui se démodent comme un restaurant chinois sur la V avenue.

— Vous-même, vous exposez beaucoup...

— Je n'ai pas fait d'exposition personnelle pendant trois ans. Castelli me l'a dit : on ne peut pas travailler avec toi. Aux Etats-Unis, c'est grave qu'un artiste ait un trou de trois ans. Mais si je n'ai pas exposé, c'est qu'il m'était nécessaire de couper avec ce que je faisais avant. J'avais besoin de temps pour créer cette coupure. Ça m'a pris deux ans. Ce qui est peu. Un artiste, surtout un peintre, c'est fait pour vivre dans ses quatre murs et y travailler. L'art du peintre c'est aussi de refuser de montrer. Il faut qu'il réussisse à recréer un système intime. Mais c'est vrai que les médias et que les marchands sont tellement puissants qu'ils le lient au système actuel.

Propos recueillis par GENEVÈVE BRIERRE

binoche et godeau

1000 tableaux contemporains en vente publique

les 12, 13, 14 et 15 octobre 1987

COLLECTION DE S.A. LE PRINCE MURAT



Vente à l'hôtel drouot

lundi 12 octobre 1987 à 14h et 21h
mardi 13 octobre 1987 à 14h et 21h

Vialat - Monory - Tapiés - Soulages - Debré - Peyrolle - Aslan - Poumeyrol - Scott - Gourdon - Giger - Schlosser - Pincemin - Sandori - Cat - Appel - Dado - Dali - Fromanger - Klasen - Rebeyrolle - Rousse - Rustin - etc...

Exposition publique : samedi 10 octobre et dimanche 11 octobre de 11h à 18h
salles 1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7

VENTE AU PROFIT DE LA RECHERCHE CONTRE LE SIDA

espace cardin

mercredi 14 octobre 1987 à 21h
jeudi 15 octobre 1987 à 11h

Alechinsky - Arman - Beauchant - Buren - Cane - Cesar - Calder - Di Rosa - Hartung - Jasper Johns - Jorn - Lalanne - Laurencin - Léger - Masson - Mahse - Michaux - Ossorio - Picasso - Pincemin - J.-P. Raynaud - Riopelle - Rouan - Szafra - Takis - Saint-Phalle - Vieira da Silva - Zao Wou-Ki

Experts : Monsieur Claude Bernard Haim - Monsieur André Schoeller

Exposition publique : du samedi 10 octobre au mardi 13 octobre de 11h à 18h et le mercredi 14 octobre de 11h à 16h

binoche et godeau commissaires-priseurs 5, rue La Boétie 75008 Paris
Tél. 42.65.79.50 - 47.42.78.01

حسنا من العمل

Du côté
des galeries



GALERIE
MICHÈLE ZELLER
Kramgasse 20, BERN
T. : 031-22-93-88

RUEDI BECHTLER
MARISCHA BURCKHARDT
LILIANE CSUKA
LISETTE KUPFER
CÉCILE WICK
FIAC STAND D 32

GALERIE
JACQUES GAUTIER
BIJOUX D'ART
36, rue Jacob
PARIS-6 - 42-60-84-33

DANIEL HUMAIR
FIAC 87
Stand A 1
GALERIE ERVAL
16, rue de Seine, 75006
T. 43 54 73 49

GALERIE DINA VIERNY
36, rue Jacob, 75006 Paris - 42-61-32-83
GILIOLI
FIAC 87 - Stand A 4 - 42-25-99-62

GALERIE DES ORFÈVRES
66, quai des Orfèvres - 23, place Dauphine, 75001 PARIS
TRAVERS - POULAIN
du 6 au 24 octobre

GALERIE LOUIS CARRE & C°
10, avenue de Messine, 75008 Paris - 45-62-57-07
ALAN DAVIE
Peintures
jusqu'au 17 octobre

ERIK DESMAZIERES
exposition personnelle
FIAC stand A 62, tél. : 43-59-85-25
Galerie DITESHEIM Neuchâtel (Suisse)

Galerie Bruno Ract-Madoux
4, rue de Miromesnil 75008 Paris 42-65-86-32
ARNAUD D'AUNAY
Tempora
Jusqu'au 7 novembre

FIGURATION
CRITIQUE
ACROPOLIS (Nice)
14 JANVIER
au 24 FÉVRIER 1988

FIAC
BISSIERE
Fred DEUX
GALERIE JEANNE
BUCHER
31, rue de Seine
75002 Paris (T) 43 26 22 32
Galerie
Jean Dubuffet
NON-LIEUX
14 peintures
11 dessins

ADER PICARD TAJAN

IMPORTANT
TABLEAU
CONTEMPORAIN

Galerie Clivages

ANOS BE

FIAC 87 Stand C 54

FIAC 87

Du côté des galeries

Après avoir glissé de l'avenue Matignon et du boulevard Haussmann vers Saint-Germain-des-Prés, les galeries repassent la Seine pour gagner Beaubourg, puis la Bastille. Pendant une semaine, la plupart se retrouveront néanmoins sous la verrière du Grand Palais.

La lente transhumance des galeries parisiennes vers l'est de la capitale, se poursuit. Mais, le temps d'une semaine, la plupart d'entre elles vont se retrouver sous la verrière du Grand Palais. Celles qui n'y sont pas invitées ont de bonnes raisons d'être absentes. A moins qu'elles ne préparent, déjà, activement leur entrée dans la FIAC pour l'année prochaine. C'est l'intention avouée de Martine Bercoy et d'Anne Fugier, qui ont ouvert, il y a un an à peine, un vaste local blanc, dominant sur la rue de Charonne. Les jeunes femmes viennent toutes deux de la rive gauche en faisant l'économie d'une halte à Beaubourg. « Il y a trop d'agitation, c'est trop la fièvre, ça n'est pas notre public comme ici. » Un public, relativement jeune — trente-cinq-quarante ans — de cadres ou de professions libérales dans le vent, du psychanalyste au publicitaire, qui ont suivi les pionniers installés ici dès les années 70. Les lofts aménagés ont singulièrement changé de prix. Les looks se sont affinés au gré des modes. Et les œuvres accrochées, comme ailleurs, correspondent à l'éclectisme du goût de ces jeunes couples qui poussent la porte et font trois petits tours avant de disparaître.

Anne Fugier affirme son souci de pluralisme. « Je suis à la recherche de nouvelles formes d'abstraction comme de figures nouvelles. » L'exposition au cours est consacrée à Richard

Dussaux. Celui-ci, barbe rase et chevelure mi-longue, confie qu'il mène de front recherches conceptuelles et peinture-peinture : « J'oscille entre une très grande rigueur et une liberté non moins grande, mais je veux aussi maintenir un contact avec le public. » Et il reconnaît que « le conceptuel accroche moins le public d'aujourd'hui ». Alors... ce n'est

ANNE FUGIER : « Il faut être d'excellents commerçants. »

pas un hasard si les artistes qui sont ou seront prochainement présentés sont issus de la figuration des années 70. Ici l'art doit se marier avec une gestion sans faille. Pour réussir, « il faut faire des choix de qualité et être d'excellents commerçants », note Anne Fugier. Un raisonnement qui semble partagé par beaucoup de galeries du quartier Bastille, puisque vingt-deux d'entre elles se sont groupées au sein d'une association qui édite un catalogue

commun, utilise le service d'une même attachée de presse et organise des opérations de promotion comme « Les quatre saisons ». Mais pour Anne Fugier, la FIAC reste une vitrine privilégiée. L'occasion de se présenter sur le marché international.

Ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Si Lucien Durand est cette année au Grand Palais, c'est grâce à un concours de circonstances. Jusqu'à présent, il l'a toujours boudé. « La fièvre de l'art, ce n'est pas pour les gens de mon âge, laisse-t-il tomber. Mais je me suis, il y a quelque temps, trouvé coincé dans un avion entre deux pilotes de la FIAC. Jouté et Lebon. Ils m'ont tellement chambré qu'à l'atterrissage j'avais accepté de venir. » Le personnage est plutôt casanier. Depuis 1953, il est installé rue Mazurine et n'entend pas en bouger. Sa galerie, long boyau qui s'ouvre aux deux bouts, n'est guère faite pour les grands formats si appréciés aujourd'hui des artistes. « Je lutte contre ce penchant, mais regardez : je n'expose que ça », dit-il, en montrant une énorme composition de Le Floch. Lucien Durand n'est pas à un paradoxe près. Il a la réputation d'être un grand digneur de talent mais de ne jamais pouvoir retenir ceux qu'il a lancés. « On entre chez moi inconnu et l'on en sort — hélas ! — connu », Voss, Kermarrec, Frize, Rouan, ont commencé par exposer chez lui. Ils sont ailleurs aujourd'hui. « Depuis trente ans j'expose des peintres de trente ans, constate-t-il avec philosophie. Sans doute parce que j'aime créer la mode et ne pas la suivre. Et puis les artistes savent que l'on s'occupe d'eux. Il faut les promouvoir sans arrêt, courir les foires. C'est peut-être pour cela qu'ils me quittent. Mais ne croyez pas que je sois insensible à ces départs. Je me couche huit jours quand j'apprends que l'un d'entre eux s'en va. » Sa clientèle lui est plus fidèle. Comme lui, elle perd rarement de vue le clocher de Saint-Germain-des-Prés. Les prix qu'il pratique ne sont pas très élevés — entre 10 000 F et 20 000 F et depuis cinq ans il n'a jamais autant vendu. « Beaucoup de gens, de trente-cinq-



LUCIEN DURAND : « J'aime créer la mode et ne pas la suivre. »

quarante-cinq ans, qui viennent de toucher un héritage trop modeste pour acheter un appartement, préfèrent le consacrer à acheter une œuvre qu'ils aimant plutôt que le gaspiller n'importe comment. » Aurait-il plus de succès en acceptant de traverser la Seine ? « Peut-être, mais je ne vois mal occuper une galerie de 800 m²... »

La galerie à laquelle il fait allusion est sans doute celle d'Yvon Lambert, une des plus vastes de Paris, située rue Vieille-du-Temple, à égale distance de la Bastille et de Beaubourg. Elle a été inaugurée l'an dernier avec des séries de Twombly, de taille modeste. Aujourd'hui, les compositions de Sol LeWitt occupent toute la surface de ses cimaises. Mais Yvon Lambert a conservé à l'ombre du Centre Pompidou, rue du Grenier-Saint-Lazare, son ancienne galerie destinée aux artistes souffrant d'agoraphobie comme Richard Tuttle. « Je n'ai pas changé de politique parce que j'ai démissionné, explique-t-il. Tout au plus ai-je pu faire venir chez moi un artiste comme Schnabel, qui a besoin de grands espaces. Ceux que j'expose sont toujours les mêmes : Twombly, Sol LeWitt, avec qui je travaille depuis quinze ans ; Barcelo, Toroni, Blais, Combas, ou des jeunes comme Christophe Bontin. » Parmi les noms qu'il cite, peu de ces conceptuels qu'il avait défendus au cours de la décennie précédente. « Je n'ai jamais laissé tomber un artiste. Quand

on travaille avec l'un d'entre eux, c'est qu'on s'y intéresse. J'essaie de les garder le plus longtemps possible. Il finit d'ailleurs par s'établir entre nous des relations personnelles. Certains deviennent des amis. Mais je n'ai pas la vocation d'être un antiquaire. Je veux continuer à prendre des risques. » Aussi continue-t-il d'explorer une conjoncture aujourd'hui difficile à saisir. « L'art conceptuel était sans doute trop cérébral pour beaucoup, pas assez sensible. Le retour de la figuration a amené des dizaines de jeunes gens à la peinture. J'en vois souvent trois par jour qui n'ont jamais exposé. » Pourquoi ce renouveau de la peinture figurative ? « Les jeunes artistes la trouvent plus facile d'accès. Les amateurs aussi. Mais seuls les meilleurs s'imposent durablement. » Et de citer ses deux favoris : Blais et Combas, qui exposent tous les deux chez lui. Il sera à la FIAC « parce que c'est son intérêt », mais regrette son côté trop exclusif de brassage international qui fait le charme d'une foire comme celle de Bâle.



YVON LAMBERT : « Je n'ai jamais laissé tomber un artiste. »

services de quarante-cinq personnes. Elle a dû se replier boulevard Saint-Germain avec une douzaine de collaborateurs dans la galerie où elle commercialisait ses « multiples ». Depuis 1945, elle défend « l'abstraction construite géométriquement ». Ses premières expositions furent consacrées à Vasarely, Agam, Pol Bury et Nicolas Schöffer. L'ancêtre révéral, c'est Malevitch. Aujourd'hui, elle bataille pour Laque, Naraba, Pères Flores et Aurélien Nemours. Aux « effusions lyriques mal contrôlées », elle oppose la rigueur de la raison. Le mal, c'est l'image « qui ne fait qu'ajouter à la confusion ambiante, au chaos, refait d'une société détraquée, sans morale, où l'artiste se perd ». Ses bêtes noires : Schnabel et des mouvements comme la trans-avant-garde : « Leurs effets de provocation sont totalement épuisés. Ils ne choquent que pour mieux vendre. Et ces productions sont souvent d'une très grande vulgarité. Aujourd'hui pour vendre, il faut se renouveler sans cesse, d'un effet de mode facile où les artistes qui comptent sont ceux qui se sont battus pour imposer leurs conceptions. Je sais que je n'ai pas choisi le chemin le plus facile, mais je m'y tiens. » Depuis deux ans, son public s'est renouvelé, rajeuni. Elle regrette cependant que les Français soient aussi peu collectionneurs. Ses meilleurs supporters sont aujourd'hui américains. Peut-être en trouvant-elle de nouveaux à la FIAC, où elle défendra comme d'habitude les vertus de la raison face au déferlement de l'électisme.

EMMANUEL DE ROUX.



DENISE RENÉ : « Aujourd'hui, pour vendre, il faut se renouveler sans cesse. »

Au Grand Palais, on retrouvera avec plaisir Denise René, petite et brune. Elle a de nouveau le vent en poupe depuis que New-York a programmé le retour de l'abstraction dure. Pendant sept ans, la grande prêtresse de l'art géométrique a dû bravement affronter un passage à vide qui a contrarié nombre de ses projets. Elle possède une galerie rue La Boétie, une autre à New-York, une troisième à Düsseldorf. Elle envisageait de s'installer près du Centre Pompidou et utilisait à Paris les

MICHELLE ZEL

RUEDI BECHT, MARISCHA BURRO, LILLIANE COTU, LISETTE KOPF, CÉCILE WIL

FIAC STAND

DANIEL HUMAIR

GALERIE ERYAL

GALERIE DINA VIERNY

GILIOLI

GALERIE DES ORFÈVRES

TRAVERS - POULAIN

GALERIE LOUIS

ALAN DAVIE

GALERIE PROTÉE
38, rue de Seine 75006 Paris
Tél. : (1) 43-25-21-95
B. LINDSTROM
J. MEIJER
FIAC - STAND C 4
Tél. : (1) 43-58-85-13

GALERIE RAMBERT
4, rue des Beaux-Arts
75006 Paris - 43-28-34-80
Roland SABATIER
Alain SATIÉ
Jean-Paul CURTAY
Peintres lettristes
du 8 octobre au 3 novembre

ADER PICARD TAJAN
COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIÉS - 12, RUE ÉMART, 75002 PARIS
NOUVEAU DROUOT
Mercredi 14, vendredi 16 octobre à 14 h 30



IMPORTANTES TABLEAUX CONTEMPORAINS
Estampes - Sculptures
Experts : Mme Marie-Aline Prat, MM. Pacini et de Louvencourt, Romand.
Expositions : les 13 et 15 octobre de 11 à 18h.
Renseignements - catalogues : Thierry Picard : (1) 42.61.80.07 poste 428
ATLAN. Toile 81 x 54 cm.

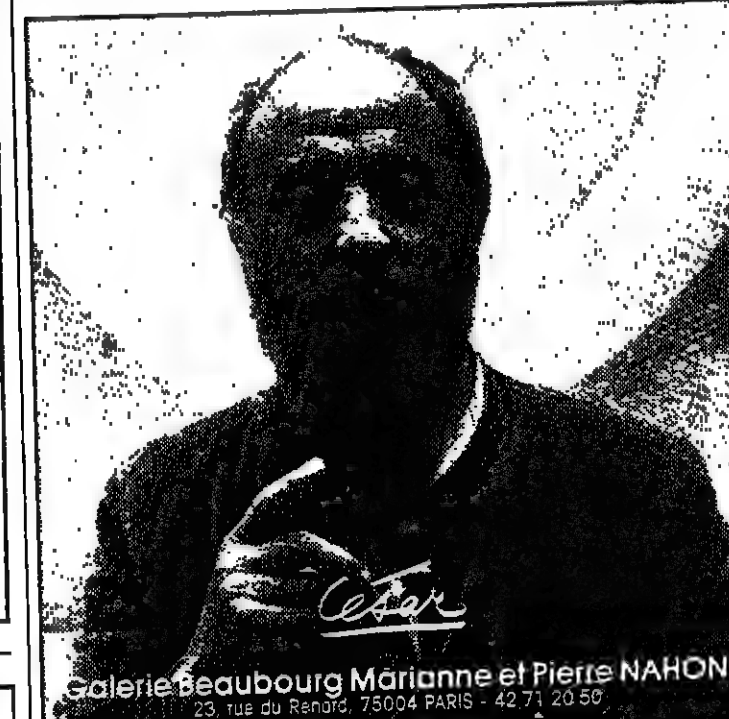
Galerie Clivages
46, rue de l'Université, 75007 PARIS - 42-96-69-57
JANOS BER
FIAC 87 Stand C 54

GALERIE LANUMIÈRE
JEAN ARP
CHARLES BEZIE
JEAN DEWASNE
EMILE GILLIOLI
AUGUSTE HERBIN
JEAN D'IMBLEVAL
ROBERT JACOBSEN
JEAN LEPPIN
ALBERTO MAGNELLI
ANDRÉ MASSON
AURÉLIE NEMOURS
DANIEL DE SPIRT
TSUKUI
VICTOR VASARELY
88, bd de Courcelles, 75017 PARIS
Tél. : 47-83-09-95
FIAC - STAND A57 - Tél. 47-83-90-97

GALERIE BEAU LEZARD
MACKENDREE, MARAVAL, Mc EWEN, MEYER
FIAC - STAND E28
Tél. 42-65-65-33
7, rue Pasquay 75004 Paris 42-77-72-77

CHANA ORLOFF
Sculptures 1927 à 1967
GALERIE VALLOIS
41, rue de Seine, PARIS-6^e - 43-28-50-55
EXPOSITION AU 8 OCTOBRE DU 8 NOVEMBRE

GALERIE DENISE RENÉ
196, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS - Tél. 42-22-77-57
LE CORBUSIER
PEINTURES - DESSINS - COLLAGES
FIAC - STAND B. 56
MORTENSEN
ŒUVRES DE 1950 à 1965



Galerie Beaubourg Marianne et Pierre NAHON
23, rue du Renard, 75004 PARIS - 42 71 20 50

art press N° 118
SPECIAL FIAC 87 30 FF
DOSSIER L'ART ET L'ARGENT
en vente dans les kiosques et les bonnes librairies
à la FIAC 87 : stand A 31

حکذا من الاصل

FIAC 87



« La tristesse de Cléopâtre » de Savadov et Senchenko.

■ Dans un stand de la FIAC sont exposées et mises en vente des œuvres d'artistes soviétiques. Non pas des émigrés de Paris ou de New-York comme Rabine, Chemiakine ou Kuper, mais des artistes qui vivent et travaillent en Union soviétique et qui, hier interdits d'exposition, aujourd'hui commencent à avoir droit de cité. Ilya Kabakov est le plus connu d'entre eux à l'étranger, où son œuvre passée sous le manteau a plusieurs fois été exposée — à Paris notamment, chez Dina Vierny et à la Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, rue Berryer.

Certains d'entre eux peignent comme de jeunes artistes occidentaux. L'un fait penser à Castelli ou à Fetting, un autre aux préférés d'Achille Bonito Oliva, père de la trans-avant-garde, qu'ils ne sont pas censés connaître. Eux aussi commencent à pouvoir exposer, avec la bénédiction du ministre de la culture, mais peut-être pas celle des têtes de l'Union des artistes, l'association souveraine quelque peu débordée. Témoin de ces changements, Catherine Thieck, directrice de la Galerie de France, à qui nous avons demandé comment elle avait travaillé avec les artistes qu'elle expose.

L'entrée en scène des peintres soviétiques

UN ENTRETIEN AVEC CATHERINE THIECK (*)

« La Galerie de France présente à la FIAC une dizaine d'artistes vivants en Union soviétique, et met leurs œuvres en vente. C'est surprenant. S'agit-il d'artistes officiels ? Ou de non-conformistes ?

— Les choses ne sont pas si simples. Ils évoluent en dehors des circuits traditionnels et s'ils sont inscrits à l'Union des artistes, cela ne veut pas dire qu'ils sont reconnus, qu'ils bénéficient des privilèges dont jouissent les membres de l'association. Ce ne sont pas non plus des dissidents qui cherchent à partir. Ils veulent rester là-bas, où ils ont leurs racines. Ils sont très soviétiques, y compris ceux qui refusent la tradition, et beaucoup rêvent d'abord d'être reconnus chez eux. La situation a changé ces dernières années et la ligne de partage que l'on a l'habitude de faire entre artistes officiels et non officiels ne colle plus avec la situation d'aujourd'hui.

— Quelle est cette situation ?

— Mouvement. Avec un noyau d'artistes qui continuent de peindre dans la ligne du réalisme socialiste, usant de thèmes allant de la bataille de Sébastopol au marin de Potemkine, qui sont hostiles aux réformes et à l'ouverture du marché sur l'Occident ; et beaucoup d'officiels dont l'astuce est de reprendre les mêmes thèmes ou de les peignant plus comme avant. Il y a ceux que l'expose dans les plus grands musées, les non-conformistes des années 60 et 70. Ceux-là ont cherché à s'affirmer le plus souvent par le biais des genres dits mineurs, la photographie ou le graphisme, où il leur était plus facile de s'exprimer qu'à travers la peinture bloquée par l'exemple des chefs de file de l'Union. Leur spécialité, c'est le détournement ou la dérision.

— C'est le cas de Kabakov, qui est connu à l'étranger.

— Oui. Mais au terme de non-conformiste, il préfère celui d'artiste de l'underground. Il définit l'underground — j'ai noté sa définition — « comme l'éloignement le plus important possible du réalisme socialiste à l'aide des moyens les plus personnels, les plus authentiques ». Lui, Chinkov, Kochevnikov sont des figures montantes aujourd'hui. Kabakov vient d'exposer ouvertement dix toiles dans un nouveau lieu, l'Ermitage, géré par des jeunes artistes de moins de quarante ans. C'était sa première exposition officielle. Enfin, il y a ces jeunes qui émergent en force comme Filatov, Volkov, qui sont « en phase » avec les artistes occidentaux.

— Ils ont des liens avec l'Europe occidentale ?

— Par la Finlande et avec l'Allemagne et l'Autriche où certains ont été exposés ces dernières

années. Mais ils n'ont jamais quitté Moscou et leurs références avouées sont les avant-gardes du début du siècle : Picasso, Matisse, qu'ils peuvent voir dans les musées.

— Comment avez-vous choisi ces artistes ?

— En faisant des visites d'ateliers à Moscou et dans les différentes Républiques au cours d'une dizaine de voyages en Union soviétique depuis trois ans. J'ai dû visiter au moins deux cents ateliers. Et José Alvarez, l'éditeur d'art des Editions du Regard, avec qui j'ai entrepris de constituer une collection, encore plus que moi. C'est un peu lui qui m'a embarquée dans cette aventure.

— Vous êtes passés par l'ambassade, par l'Union des artistes ?

— Notre porte d'entrée a été la société du droit d'auteur, la VAAP. Notre intention au départ

collectionné que les avant-gardes historiques. Il a aussi acheté des non-conformistes. C'est à travers sa collection, et quelques autres, que j'ai eu mes premières informations.

— Qui sont les collectionneurs ?

Des étrangers en poste à Moscou, des intellectuels, un photographe très connu, un architecte, un cinéaste, des conservateurs de musée.

— Ces artistes vendent-ils suffisamment pour vivre ?

— Ils vivent d'autres métiers en rapport avec les disciplines artistiques, essentiellement les métiers du livre. Ils sont graphistes, metteurs en pages, traducteurs, affichistes, illustrateurs, photographes, font des livres pour enfants.

— Où avez-vous acheté leurs œuvres ? Dans les ateliers ?

— Non, très officiellement dans un nouveau Salon d'exporta-

wig a constitué la collection d'artistes soviétiques qui est aujourd'hui à Abri-la-Chapelle. Ou passer les tableaux en fraude.

— Comment sont établis les prix ?

— Il sont proposés par les artistes, discutés avec les comités organisateurs des Salons qui prennent une commission sur la vente. L'artiste en principe reçoit 50 %. Il peut être payé en roubles, mais aussi en bons d'achats dans les magasins réservés aux étrangers. Paiements, envois de factures, transport des œuvres se font par un autre organisme, la Mezhligna, commun aux deux Salons.

— Ils vendent cher ?

— Ils ont des exigences effrayantes. Ils demandent les prix du marché occidental, alors qu'ils ne sont pas insérés dans le circuit. Si bien que je me retrouve à la FIAC avec des œuvres d'artistes, inconnus pour la plupart, qui seront mises en vente

Mais ce qu'ils veulent aussi, c'est vendre le plus cher possible. A qui ? Je crois que cela leur est un peu égal. Par exemple, ce que nous voulions faire, d'abord, c'était un programme culturel : noter des liens, publier des catalogues. Ils ont tout juste des polygraphes. Cela n'a pas été possible. Ce ne les intéresse pas. Ils veulent vendre. Moscou, c'est pire que New-York ! On y est dans une économie et un marché serrés et durs où il n'est même pas question de se dire qu'on va tenter de négocier 10 % du prix demandé.

— Est-ce que ce sont les mêmes prix qui sont pratiqués à l'étranger ?

— Oui. Le marché intérieur est en train de récupérer les artistes qui ont toujours vendu à l'étranger. Des artistes comme Kabakov ou Boulatov ont toujours vendu très cher à l'étranger des œuvres passées par la valise diplomatique. Je crois que nous avons été les premiers à les acheter en

deux ans, ou ne pourra plus rien faire.

— Il y a tant de gens que cela intéresse ?

— Je peux au moins vous citer le cas de M. Klanka, le PDG de la Deutscher Bank de Washington, qui fait des affaires à Moscou. Il achète énormément, dix fois plus que nous. Il sous-traite avec des galeries. Il y avait quelques Soviétiques à la dernière Foire de Chicago.

— Ce n'est peut-être pas si étonnant que les Soviétiques vendent cher, si la demande est forte. Il y a un point que je voudrais éclaircir. Tout à l'heure, vous avez parlé de la constitution d'une collection et vous vendez les œuvres à la FIAC. Pouvez-vous m'expliquer votre démarche ?

— Premièrement il y a la collection Kniga, qui veut dire livre en russe. Jusque-là, nous avons acheté deux cent cinquante tableaux, investi 4 millions de francs et nous comptons encore en acquérir cent cinquante cette année. José Alvarez et moi, gérons, animons cette collection avec des mises de fonds de financiers. Nous achetons, nous vendons, car elle doit évoluer. On ne peut pas geler les tableaux. L'objectif, c'est de vendre pour acheter à nouveau, enrichir la collection dont j'aimerais qu'elle devienne une institution. Deuxièmement, en tant que galerie, j'aimerais travailler avec certains artistes, trois ou quatre, comme je le fais avec les artistes occidentaux, en les suivant, en organisant régulièrement des expositions de leurs œuvres, en les valorisant.

Enfin, pour le fond, cela m'intéresse beaucoup de travailler sur une culture à part, refermée sur elle-même, profondément enracinée, à un moment où tout va tout, où tout se ressemble, de Los Angeles à Israël, de l'Australie au Japon. On dira sûrement que tout cela n'est qu'un coup de marché. Je répondrai que c'est de la curiosité intellectuelle ; et que cette curiosité intellectuelle est le fondement même du métier et qu'on n'a pas souvent l'occasion de l'exercer dans de telles conditions, aussi solitaires. Cette fois, c'est nous qui donnons l'information et pas vous. Enfin, il me paraît nécessaire de relativiser ce que nous faisons en Occident, ce que nous faisons. Une dernière chose, si j'ai aussi décidé de montrer des artistes soviétiques à la FIAC cette année, c'est parce que l'ouverture, de plus en plus sensible pour nous d'un voyage à l'étranger, là-bas, tout le monde dit qu'elle ne va pas durer, aussi bien les artistes que les bureaucrates intelligents, il y en a.

Propos recueillis par GENEVIÈVE BREERETTE.

* Directrice de la Galerie de France.

Texte sur le côté gauche du tableau :

Les excursions sont le meilleur moyen de repos pour ceux qui viennent se reposer sur la littoral de la mer Noire du Caucase.

Le bureau d'excursions auprès de l'organisme des loisirs du Caucase organise des visites : — du bois de buis de Sotchi, du lac de montagne de Ritsa, du jardin botanique de Soukhumi, de la réserve naturelle centrale de Batoumi, etc.

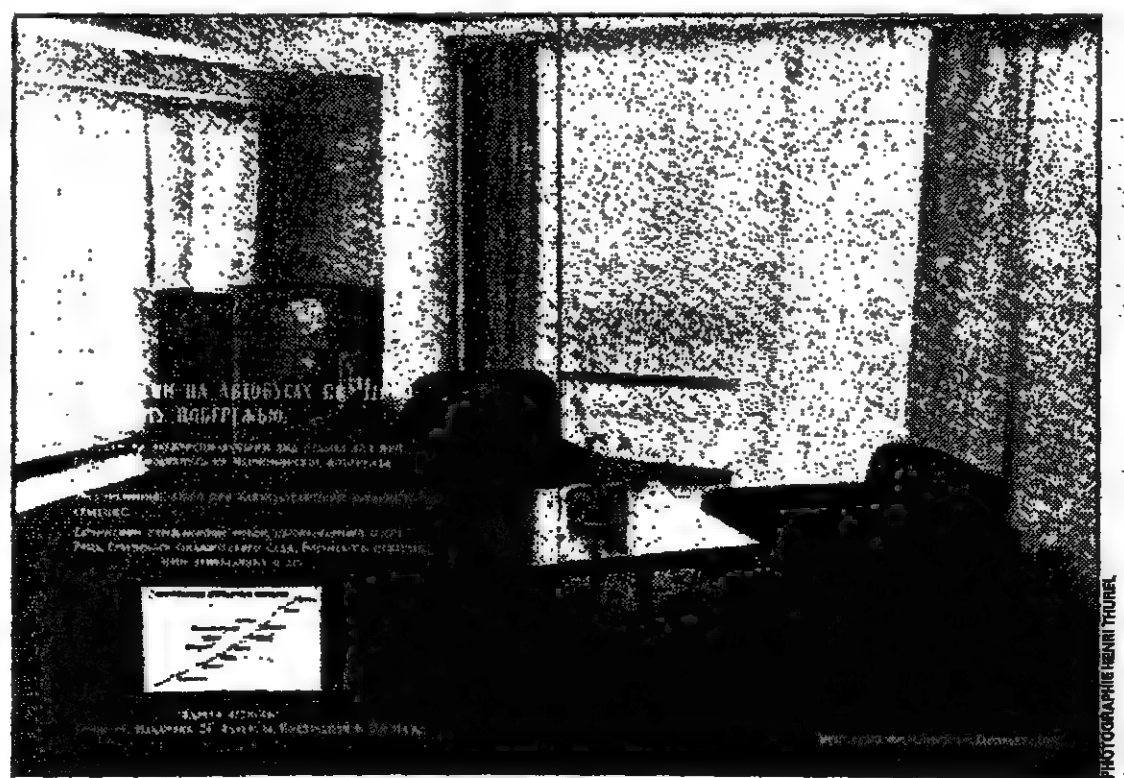
Suit la liste des lieux d'excursions et l'adresse des agences de voyages : Sotchi, rue Markov, 24 ; Adler, rue Volkovskia, 6.

Sur le côté droit du tableau :

Chambre de repos de luxe de l'hôtel de la Petite Perle à Sotchi.

Signature : M. Arkhipov (1).

(1) Peintre social réaliste officiel et académique célèbre dans les années 50, dont Kabakov copie un tableau.



Peinture d'Ilya Kabakov.

était de faire des catalogues, des monographies d'artistes et non d'acheter leurs tableaux. Nos visites ont été organisées par Vitalis Marine, qui est actuellement au ministère de la culture chargé des achats pour les Républiques. C'est un historien de l'art du dix-neuvième siècle qui a toujours suivi les artistes des années 60 et 70. Il connaît l'art moderne. Il a été conservateur à la galerie Tretyakov et c'est lui qui a été chargé d'organiser le départ de la collection de Georges Costakis. Costakis d'ailleurs n'a pas

tion créé par le ministère de la culture en janvier dernier pour « désengorger » celui qui existait déjà. Ce nouveau Salon, Palenka — du nom de l'église où il se tient en permanence — est géré par deux historiens d'art : Irina Efimovitch et Pavel Horosnikov. Les jeunes y déposent leurs œuvres et c'est là que les étrangers viennent surtout acheter maintenant.

Avant il fallait obligatoirement passer par l'ancien Salon que contrôlait l'Union des artistes — c'est dans celui-là que Peter Lud-

entre 200 000 F et 400 000 F, aussi cher qu'un Soutage ! C'est un prix professionnel : 33 % de plus que le prix auquel je les ai achetées. Ceux qui croient qu'on cherche à faire beaucoup d'argent en achetant à bas prix hors des circuits internationaux se trompent beaucoup. On a très peu de marge sur ces artistes-là.

— Comment expliquez-vous tout d'urgence ?

— Les artistes aiment qu'on voit leurs œuvres, c'est certain.

avril et en juin 1987. Cela nous a été dit en tout cas.

— Les Soviétiques avaient bien que ces œuvres passaient en fraude.

— Oui. Mais on laissait faire parce que, pour eux, cela n'avait pas de poids culturel. Ils n'imaginaient pas, non plus, que ces talents pouvaient représenter des devises. Maintenant, ils se rendent compte que leur patrimoine fuit le camp et que c'est de l'argent. De plus en plus d'Occidentaux vont acheter là-bas. Dans

don bénévole

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

« L'effort » de la

● HISTOIRE

L'espion bénévole

L'étonnant destin du « Griffon », ce chercheur d'origine autrichienne qui travaillait pour les services britanniques, au sein de l'Allemagne nazie

UN paquet déposé au début de novembre 1939 à la légation britannique d'Oslo contenait un livre et un tube de verre scellé. Inséré dans le livre, un long rapport sur les matériels militaires allemands secrets ou à l'étude. Dans le tube, un nouveau type de détonateur. Le renseignement proprement scientifique en était alors à ses balbutiements, en Grande-Bretagne comme en Allemagne. Le « rapport d'Oslo » ne suscita guère d'intérêt sur le moment. L'avenir montra que, à part quelques erreurs, le document était exact.

Qui en était l'auteur ? Beau sujet de discussion. De guerre lasse, certains experts ont parlé de canular. Arnold Kramisch assure avoir écrit le mystère. Le rapport a été envoyé anonymement par le « Griffon », pseudonyme de Paul Rosbaud. Directeur scientifique des éditions Springer, mort en janvier 1963, le « Griffon » n'a cessé, tout au long de la guerre, de fournir bénévolement aux services britanniques une foule d'informations capitales sur les secrets allemands, notamment les fusées de Peenemünde et surtout l'avancement des recherches en matière nucléaire.

Étonnant personnage que Paul Rosbaud, fils de père inconnu. Autrichien d'origine, comme Adolf Hitler, anglophile jusque dans sa vocation, il professe à l'égard du nazisme une haine farouche et prend des risques considérables pour en secourir les victimes. Son poste chez Springer se fait le familial de tous les

savants allemands de haut niveau. Pour lui, pas de secrets, on pratique.

La communauté scientifique — notamment les physiciens nucléaires — forme une sorte de famille où tout le monde, à travers l'Europe, se connaît, se déteste ou s'entraide. Les savants allemands ne sont pas tous nazis, loin de là. Et les nazis eux-mêmes appréciaient Rosbaud. Beaucoup de savants sont juifs, et, à partir de 1933, il faudra les aider à fuir en Suède, en Norvège ou à gagner la Grande-Bretagne. Jusqu'à la fin, le collaborateur de Springer informera Londres et portera secours aux proscrits et aux internés.

Un silence obstiné

Lorsqu'il mourra — sujet britannique — après avoir été le fondateur de Pergamon Press avec le futur magnat Robert Maxwell, Rosbaud n'aura jamais fait état publiquement de son immense contribution à la cause alliée. Il savait que ses compatriotes allemands eussent été choqués par ce que certains considéraient comme une trahison ; la publication outre-Rhin du livre de Kramisch l'a montré.

Sur un point capital, Rosbaud ne pouvait que soulever l'ire de certains. Selon une légende forgée par les savants allemands internés en 1945 par les Alliés, c'est par scrupule moral qu'ils renoncèrent à doter le III^e Reich de l'arme nucléaire. Or, selon Rosbaud, qui

l'a fait savoir dès 1942-1943 aux Anglais et l'a confirmé depuis, les scientifiques allemands savaient certes que l'on pouvait construire une bombe à fission, mais ils ignoraient comment. Les Américains, avec le général Groves, « patron » du programme de construction de la bombe A — auquel travailla Kramisch — repoussèrent vivement une information aussi démobilisatrice.

Pour percer le silence obstiné de son héros, l'auteur a interrogé plus de cinq cents personnes, fouillé les correspondances privées. Son livre, s'il est convaincant sur le fond et s'il fourmille de détails, n'en offre pas moins une certaine confusion. Comment Rosbaud, personnage voyant, marié à une juive réfugiée à Londres, ami des plus illustres savants juifs d'Allemagne, a-t-il échappé à l'œil de la Gestapo et aux services du contre-espionnage ? N'était-il pas couvert par un très haut personnage du régime ? On le saura peut-être lorsque les archives ultra-secrètes du Secret Intelligence Service seront ouvertes.

L'intérêt du livre ne s'arrête pas aux mystères qu'il dévoile. Des portraits assez étonnants surgissent de ses pages. L'illustre Niels Bohr se laissant amener en Grande-Bretagne en avion militaire, sa grosse tête débordant de son masque à oxygène, « pour empêcher qu'on fabrique la bombe » ; Victor Goldschmidt, autre génie, traînant en exil son caparot et ses animaux familiers ; Lisa Meitner, vieille fille ombrageuse, que le conseiller

scientifique de Churchill, lord Cherwell, refuse de recevoir en Angleterre, parce qu'il déteste les juifs.

Et la filière française : deux élèves de Louis Leprince-Ringuet à Polytechnique, prisonniers de guerre : Henri Piatier et Charles Peyrou, en liaison avec l'économiste André Piatier, frère du premier. Rosbaud obtint que, pour traduire en français un atlas de photographies touchant au nucléaire, ils quittent leur *Offlag*.

Henri Piatier, futur directeur du Commissariat à l'énergie atomique, vécut un an chez lui. Les deux polytechniciens transmettent au réseau de Marie-Madeleine Fourcade et à son sous-réseau Druide les informations recueillies chez Rosbaud et les résultats des recherches des laboratoires allemands où ils étaient affectés. Pour se distraire, ils sabotaient les installations de la Wehrmacht et firent sauter allégrement l'usine Telefunken de Berlin.

Dans sa préface, Henri Piatier dit de son ami : « Rosbaud n'était pas un espion. C'était avant tout un apôtre de la liberté. Il a agi spontanément, il n'était commandé par personne, il n'a pas reçu la moindre rémunération... » Un homme libre dans l'Allemagne de Hitler.

JEAN PLANCHAIS.

★ GRIFFON, d'Arnold Kramisch. La plus grande histoire d'espionnage jamais écrite. Préface d'Henri Piatier, Sylvie Messinger. 320 pages, 120 F.

Les hommes de l'exil absolu

(Suite de la page 15.)

Parmi les forçats eux-mêmes, on découvre aussi des filous plus malins ou plus vigoureux que les autres qui participent au trafic, des espèces de « calés », alors que les forçats un peu bêtes, ceux qui ne savent rien faire, qui ne comprennent rien, seront exploités, tricoteront à longueur d'années

gène qu'à Marseille, qui vit en partie de leur présence.

Ce livre riche et passionnant ouvre une lucarne sur un moment honteux de notre histoire. Et, certes, les moments honteux sont légion, mais celui-ci fut l'un des plus nauséabonds. Aujourd'hui même, qui se souvient ? Qui se rappelle que Marseille fut, durant



Galerie royale sous Louis XIV.

pour les bonnetiers de la ville à des prix dérisoires.

Deuxième révélation : un certain nombre de galériens, ceux qui ont quelque savoir professionnel, travaillent à Marseille pendant la mauvaise saison. Chaque matin, ils quittent la galère, chaque soir, leur employeur les ramène à l'arsenal. Aucun danger d'évasion. Comment s'enfuir les fers aux pieds et vêtu d'un costume écarlate ? Du reste, si d'aventure un forçat parvient à sortir de la cité de Marseille, un coup de canon alerte le pays, et les campagnards se lancent dans une chasse féroce, car les forçats sont hais, plus encore à la campa-

plus d'un demi-siècle, cette capitale de la douleur et que, sur les quais, fonctionnaient l'un des plus grands pourrissoirs d'hommes de la France moderne ? Plus tard, les galères disparaîtront. Les bagnes de Brest ou de Toulon prendront le relais, puis la Guyane. Et Zysberg conclut bellement : « Longtemps encore, d'un condamné aux travaux forcés, on disait : « Il est aux galères », comme si les bagnards ramenaient encore sur des vaisseaux fantômes. »

GILLES LAPOUPE.

★ LES GALÉRIENS. Vies et destins de 60 000 forçats sur les galères de France, 1680-1746, d'André Zysberg. Le Seuil, « Univers historique », 324 pages, 190 F.

Les étranges souvenirs de Leni Riefenstahl

QUATRE-VINGT-CINQ ans, Leni Riefenstahl, qui a été le témoin de près d'un siècle d'histoire allemande et à qui l'on doit des films et des photos aux qualités esthétiques incontestables, raconte, dans un gros livre de plus de huit cents pages qui vient de sortir en Allemagne, l'histoire de sa vie, de sa carrière avec ses succès, ses échecs, ses amitiés, ses rencontres. Pour son soixante-quinzième anniversaire, le magazine ouest-allemand Stern lui avait proposé de faire une série d'interviews et de publier un récit de sa vie. Estimant qu'elle était la seule à pouvoir exhumé son passé et le raconter, elle avait refusé.

Née en 1902 dans une famille de la bourgeoisie aisée, Leni Riefenstahl devint dans le Berlin des années 20 une danseuse et une actrice de cinéma au talent internationalement reconnu. Devenue réalisatrice elle-même, son film *Lumière bleue*, dont elle était également l'interprète, lui valut une immense popularité. C'est précisément à cette époque-là qu'elle fit la connaissance de Hitler. Après un meeting, doublement fasciné par l'homme et par le fervor de la foule, elle lui écrivit : « Pour la première fois de ma vie, j'ai assisté à une réunion politique. Vous avez fait un discours au Palais des sports. Je dois avouer que vous m'avez impressionné, vous et l'enthousiasme de vos

auditeurs. J'aimerais vous rencontrer. »

Hitler, écrit-elle, grand admirateur de ses films, acquiesça immédiatement. Dès leur première rencontre, l'attitude de Hitler fut sans équivoque : la femme le séduisait tout autant — si ce n'est plus — que l'actrice.

D'autre part, il souhaitait qu'elle devint la cinéaste officielle du régime dès qu'il serait au pouvoir. Leni Riefenstahl dit avoir refusé toutes ces sollicitations. On ne peut pas s'empêcher de penser que son refus ne dut pas être obstiné — sur le plan professionnel tout au moins — puisqu'elle réalisa en 1934 le film officiel du congrès du parti à Nuremberg — *Le Triomphe de la volonté* — et le film officiel des Jeux olympiques en 1936 — *Les Dieux du stade*.

Oubli ?

De la citation d'Albert Schweitzer, en épigraphe, jusqu'à la postface, les *Mémoires* de Leni Riefenstahl sont animés d'une même volonté : lever les malentendus, disculper leur auteur. Le livre n'échappe pas à l'ambiguïté propre au genre : rédigés fort longtemps après les événements qu'ils relatent, ces *Mémoires* peuvent-ils être fidèles ?

Leni Riefenstahl rapporte de nombreuses conversations avec

des hommes politiques et bien sûr avec Hitler. Prévenant toute objection, elle explique dans la postface qu'on lui avait conseillé de renoncer à ces citations puisqu'aucun document ne permettait de les authentifier. Elle est passée outre, écrit-elle, parce que « Hitler a tellement marqué [son] destin qu'elle a gardé en mémoire la moindre mot échangé avec lui ou avec les membres de son entourage ».

Elle ajoute qu'après la guerre, pendant son internement, elle a dû répéter maintes fois aux autorités civiles et militaires, françaises et américaines, qu'elle n'interrogeait, le contenu de ses conversations avec Hitler, et que tout cela a été consigné. Soit. Mais il est troublant que Leni Riefenstahl ne rapporte que des propos, des situations qui pourraient donner du personnage une image positive. A-t-elle oublié ? A-t-elle refoulé au-delà de sa mémoire les souvenirs insupportables ?

Sous la plume de Leni Riefenstahl, les heures les plus noires et les plus douloureuses de l'histoire allemande deviennent des anecdotes d'une grande banalité. Les événements politiques, les troubles sociaux qui ont entraîné l'exil, l'emprisonnement ou la mort de millions d'êtres humains semblent avoir glissé sur elle sans laisser de trace. Ce n'est pas sa crédulité ou sa naïveté qui sont le

plus choquantes, mais bien qu'elle tente — cinquante ans après — de les justifier.

Une erreur — même commise en toute bonne foi — reste une erreur. On pouvait espérer que Leni Riefenstahl s'interrogerait sur les sennes et les silences qui ont cautionné un système politique qui a envoyé à la mort des millions d'innocents.

Peut-être aurait-elle alors cessé de clamer qu'elle avait été victime d'un affroyable malentendu, que les Américains et surtout les Français s'étaient rendus coupables envers elle d'une grande injustice. Sans doute pensait-elle — pense-t-elle ? — qu'un artiste peut se commettre avec n'importe quel pouvoir parce que l'art est au-dessus de la politique. L'art, peut-être, à cette nuance près que le pouvoir peut aussi le récupérer. Quant à l'artiste, comme tout homme, il reste responsable de ses actes. Heureusement, l'œuvre d'art se passe d'explications. La beauté des premiers films de Leni Riefenstahl et ses photos des Noubas continueront à nous émouvoir.

NICOLE BARRY.

★ Leni Riefenstahl, *Mémoires*, Albrecht Knaus Verlag, 1987.

TONY CARTANO



Une prodigieuse machine romanesque

Schmutz

ROMAN

Schmutz

Tony Cartano

GRASSET

CHINA TOWN

PAR CEUX QUI Y VIVENT

PORTRAITS DE CHINA TOWN

Par Eric Venturipi et Dominique Vidal

Le bonze vietnamien, Le commissaire de police, L'ex-compagnon de Poi Pot, Le Vénérable de la pagode racontent leur ville. Une ville poussée en plein Paris, inconnue, mystérieuse, dont tout le monde parle mais que personne ne connaît : CHINA TOWN. 192 pages, 79 F.

éditions EDITIONS

George STEINER



Les Antigones

Bibliothèque des Idées

GALLIMARD nrf

هكذا من الالهي

● HISTOIRE

Le roi mort et sa représentation

En analysant les rites funéraires de la monarchie, l'historien Ralph Giesey atteint au plus secret du mystère de l'Etat royal.

Au seizième siècle, les funérailles des rois de France exigent de bien étranges rites. Le roi régnant, pourtant doté du pouvoir de commander et de légiférer dès l'instant de la mort de son prédécesseur, n'y paraît pas. Plusieurs semaines durant, il fait retraite loin des préparatifs et de l'exécution du cérémonial funéraire, se gardant de toute participation publique aux obsèques. En 1547, c'est secrètement, caché dans une maison de la rue Saint-Jacques, que Henri II regarde passer le convoi funéraire de son père, François I^{er}.

Plus étonnant : au centre de tout le rituel se trouve placée, non le corps du roi mort, mais son « effigie », c'est-à-dire un mannequin d'osier, de bois ou de cuir dont le visage en cire reproduit fidèlement les traits du monarque défunt. Cette « représentation », comme disait la langue ancienne, porte les insignes de la souveraineté : la couronne, le sceptre, la main de justice. Elle est exposée sur un lit de parade et servie tout comme l'était le roi de son vivant : aux heures marquées et selon les formes en usage, les gens de sa maison dressent la table et apportent les dîners et soupers, présentant à la royale image coupes de vin et services de viandes.

Entre le corps et l'effigie

Plus tard, l'effigie est montrée au peuple parisien lors du cortège qui traverse la ville jusqu'à Notre-Dame avant de gagner la nécropole dynastique de Saint-Denis. Tandis que le cadavre royal, nu en son cercueil, est porté sur un chariot d'osier et voué aux prières des hommes d'Eglise, la « représentation », habillée de vêtements du sacre, détentrice des signes du pouvoir, accompagnée par les présidents du parlement en robe rouge, fait en la ville, sur la litière qui l'exhibe, comme une joyeuse entrée. A Saint-Denis, dernière étape de l'ultime voyage, après que le cercueil a été placé dans son tombeau, la bannière de France est abaissée jusqu'à lui puis relevée. Retentit alors le cri qui marque l'achèvement du cérémonial : « Le roi est mort ! Vive le roi ! »

Dans un livre publié en anglais en 1960 et aujourd'hui traduit, l'historien américain Ralph Giesey s'est donné pour tâche de rendre raison de ce rituel complexe, bizarre, qui investit d'une forte charge symbolique des gestes et des pratiques assemblés au fil du temps. Il en reconstitue la genèse, décomposant le cérémonial en ses différents éléments et établissant pour chacun d'eux la date et le

pourquoi de son apparition. Le hasard ou les nécessités ont à leur part, qui est grande.

C'est ainsi que l'utilisation de l'effigie, attestée pour la première fois en Angleterre en 1327 et en 1422 en France, n'est pas l'imitation d'un usage romain mais, simplement, une solution commode permettant que soit allongée la durée d'exposition du corps mort, forcément brève auparavant, malgré les progrès des techniques d'embaumement.

A partir des funérailles de François I^{er}, le rite prend sa forme achevée. Pour le comprendre, Ralph Giesey s'appuie sur l'œuvre de celui qui fut son maître : Ernst Kantorowicz (1). Tout dans le cérémonial français indique que la dignité royale demeure attachée au roi mort jusqu'à son ensevelissement : ce n'est qu'alors que sa maison est dispersée et que lui sont retirés les insignes de la souveraineté. Jusque-là, le nouveau roi n'est qu'un roi imparfait, incomplet. Seule la mise au tombeau de son prédécesseur lui donne une pleine investiture, ensuite confirmée par le couronnement. Mise à la place du cadavre fragile, l'effigie, qui peut être longuement exhibée et promenée, autorise une pleine expression de cette idée.

Mais que signifie-t-elle vraiment ? La « représentation » n'est pas seulement un substitut du corps mort. Elle désigne ce corps politique du roi qui, à l'inverse de son corps physique, ne meurt pas.

Dans les funérailles, par une fulgurante inversion, ce qui habituellement est visible (à savoir le corps naturel du roi) se trouve soustrait aux regards, et ce qui d'ordinaire ne peut se voir (son corps mystique qui est la dignité perpétuelle de la couronne) est montré au peuple rassemblée. De là, la distance nécessaire entre le corps et l'effigie, exposés successivement, portés séparément : de là, la présence au plus près de l'image de cire des magistrats du parlement puisqu'ils sont la justice du roi, qui jamais ne cesse.

Simulacre

De cette doctrine des deux natures du roi, des deux corps unis en une seule personne, les juristes français de la Renaissance n'ont guère donné de commentaires, laissant à leurs confrères de l'Angleterre Tudor le soin de l'élaborer en ses plus extrêmes subtilités. En revanche, comme par compensation, c'est dans le royaume des Valois qu'en est montrée la plus spectaculaire des mises en scène.

Mais le spectacle ne durera pas. En 1610, avec les funérailles

d'Henri IV, le rituel se vide de sa signification. Certes, les formes sont respectées et, cette fois encore, une effigie est confectionnée. Pourtant, un acte à tout bon levé : en tenant un lit de justice au parlement avant l'inhumation de son père, Louis XIII, encore mineur, a manifesté publiquement que la complétude de sa majesté souveraine n'était en rien dépendante de l'accomplissement du rituel funéraire. Celui-ci, dès lors, n'est qu'un simulacre et, après 1610, aucun roi de France ne paraît plus en « représentation » à ses obsèques.

Pour Giesey et pour les historiens américains qui l'ont suivi dans l'exploration des grands rites monarchiques (le sacre, le lit de justice, l'entrée royale), il y a là une œuvre décisive (2). Elle marque la dislocation de la symbolique subtile des célébrations publiques et inaugure un temps autre où le roi, enfermé en sa cour, devient l'objet d'un culte qui détruit la distinction fondamentale entre sa personne et sa dignité. La thèse mérite sans doute nuances : le cérémonial de Versailles, après tout, est également un rituel d'Etat dont l'efficacité est assurée par la multiplication des images peintes, gravées ou imprimées qui en sont faites. Et l'absolutisme curial n'épuise pas la force de sacralité du couronnement, qui seul fait du roi un roi achevé (3). Mais elle touche au cœur du mystère de l'Etat monarchique en ce temps finissant court (deux siècles si l'on ne retient que le seul usage de l'effigie, beaucoup moins si l'on considère le rituel en sa pleine complexité) pendant lequel les funérailles royales ont signifié, sans recourir aux mots, la double nature du prince français, corrompible en son humanité, immortel en sa dignité.

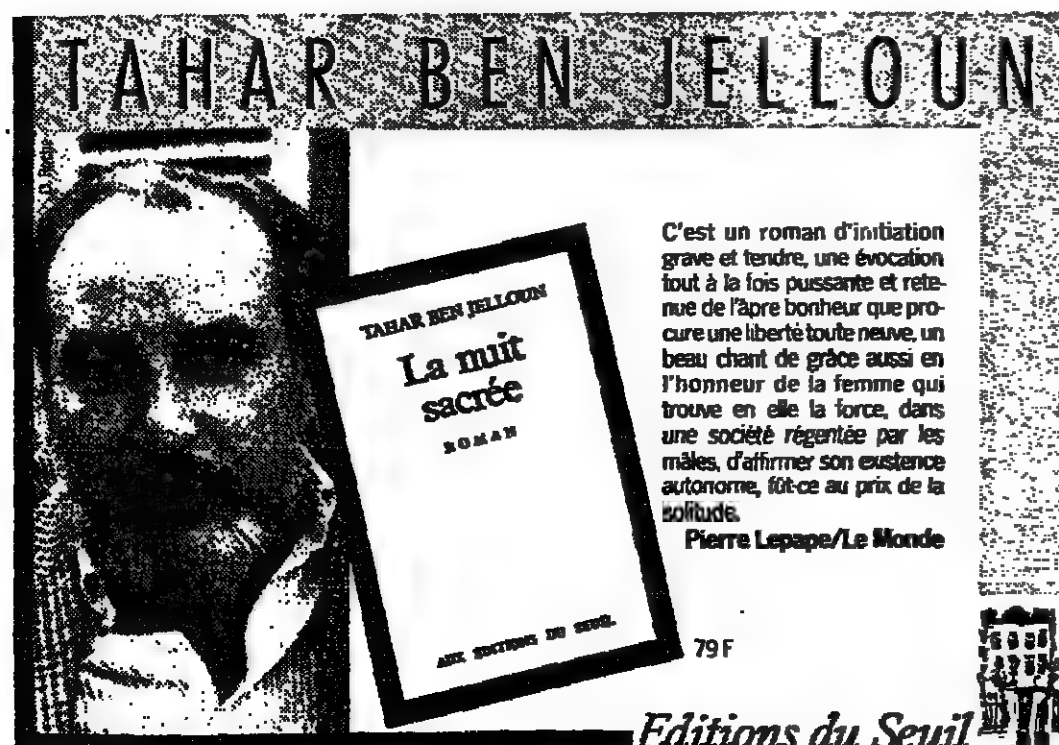
ROGER CHARTIER.

* LE ROI NE MEURT JAMAIS, de Ralph Giesey. Préface de François Furet. Paris, Flammarion, Nouvelle Bibliothèque scientifique, 310 p., 170 F.

(1) Ernst H. Kantorowicz, *The King's Two Bodies: A Study in Mediaeval Political Theology*, Princeton University Press, 1957. Après beaucoup d'autres, cette œuvre a été traduite en français.

(2) Sarah Hanley, *The Lit de Justice of the Kings of France: Constitutional Ideology in Legend, Ritual and Discourse*, Princeton University Press, 1983; Lawrence M. Bryant, *The King and the City in the Parisian Entry Ceremony: Politics, Ritual and Art in the Renaissance*, Genève, Librairie Droz, 1986.

(3) Voir la récente et complète synthèse de Jacques Le Goff, « Rites, ville du sacre », dans le recueil *Les lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre Nora. Paris, Gallimard, tome II, « La Nation », volume 1, pp. 89-184.



C'est un roman d'initiation grave et tendre, une évocation tout à la fois puissante et retenue de l'après bonheur que procure une liberté toute neuve, un beau chant de grâce aussi en l'honneur de la femme qui trouve en elle la force, dans une société régentée par les mâles, d'affirmer son existence autonome, fût-ce au prix de la solitude.

Pierre Lepape/Le Monde

79 F

Editions du Seuil

● BIOGRAPHIE

Le « Chevalier rouge » de la Commune

Deux biographes rendent vie à Gustave Flourens savant, philosophe et révolutionnaire

POUR qui connaît l'histoire de la Commune, le nom de Gustave Flourens sonne familier. On l'a dépeint comme « notre Don Quichotte, tout aussi courageux, tout aussi fou, tout aussi ridicule que celui de Cervantès, tout aussi sympathique (1) ». A vingt-cinq ans, appelé à suppléer son père, qui était professeur au Collège de France, Gustave Flourens prononce sa leçon d'ouverture sur *l'Histoire de l'homme, corps organisé* (1863). Cela lui donne d'emblée la réputation d'une personnalité intellectuellement dangereuse. Limogé par Victor Duruy, il part pour la Crète en 1866 et s'engage auprès des insurgés. Revenu en France, il apparaît intimement mêlé à tous les mouvements populaires : agitateur impénitent, on le retrouve en tête des manifestations lors des élections de 1869, de l'enterrement de Victor Noir ou de l'arrestation de Henri Rochefort.

Il s'empare illégalement de la mairie du 20^e arrondissement, le 22 janvier 1871, mais passe le 18 mars au titre de « général de Belleville », au grand embarras du Comité central qui ne se fie pas à cet « aventurier politique (1) ». Elu membre de la Commune par les habitants des 19^e et 20^e arrondissements, Gustave Flourens prend le commandement d'une des colonnes dirigées sur Versailles et, le 3 avril 1871, isolé de ses soldats en pleine déroute, il meurt à trente-trois ans, victime d'un coup de chapelet, assés par le gendarme Desmarest.

Un nouveau Savonarole

Collaborateur de divers journaux, dont le *Marseillais*, de Rochefort, Gustave Flourens fut aussi témoin et juge de son temps : il publia, en particulier, *Ce qui est possible* (1864), *Science de l'homme* (1865), et des mémoires sur le siège, *Paris livré* (1871), qui s'ouvraient ainsi : « Nous continuons d'espérer plus fermement que jamais le triomphe de nos sublimes principes d'égalité sociale, de fraternité entre tous les peuples, entre tous les hommes... »

Savonarole

Figure imprévisible, ingouvernable, mais qui avait les faveurs



du peuple de Paris, Gustave Flourens suscita, chez ses contemporains comme chez les historiens de la Commune, les commentaires les plus mitigés. Henri Belenger le décrit comme un « nouveau Savonarole : « L'air d'un de ces moines pêcheurs, socialistes militants du Moyen Âge ou de la Renaissance, qui soulevaient les populations au nom d'une idée de réforme et de vertu (2). On devinait l'écervelé dans le regard extatique et souvent étrange à force d'être hagard », résumait P. Deltion (1). Edmond Lepelletier écrit qu'il fut « un patriote outrancier, un révolutionnaire plutôt sentimental, et avant tout un homme d'action » et qu'« il ne put jouer qu'un rôle de second rang tout en paraissant faire pour le premier » (3). Aux yeux de Victor Hugo, l'homme était « très brave et un peu fou (4) ».

Le destin agité et rocambolesque du « Chevalier rouge » de la Commune semble avoir provoqué chez ses biographes de l'heure, Richard-Pierre Guiraudon et Michel Rebondy, quelque fâcheuse hésitation entre la rendu sec d'un ouvrage purement historique et la séduction plus avante de la fiction romanesque. Et de choisir une voie ambiguë, justifiée par l'appellation « bio-

graphie subjective », qui emprunte, selon le préface d'insérer, « certains procédés de fiction » comme « se mettre dans la peau du personnage », et privilégie « l'esthétique du « petit fait vrai ».

En fait, cette forme grevée de procédés littéraires par trop visibles, parasite le fond d'une véritable enquête, riche d'archives, parfois inédites et de correspondances privées, enquêtes qui auraient certainement mérité plus franc traitement.

CLAIRE PAULHAN.

* GUSTAVE FLOURENS, LE CHEVALIER ROUGE, de Richard-Pierre Guiraudon, Michel Rebondy. Éditions Le Pré aux Clères, 562 p., 118 F.

(1) P. Deltion : *Les Membres de la Commune et du Comité central*, Éditions Lemerre, 1971.

(2) Henri Belenger : *Hommes et Choses du temps de la Commune*, Paris, 1971.

(3) Edmond Lepelletier : *Histoire de la Commune de 1871*, Paris, 1913 (cité par Bernard Noël dans le *Dictionnaire de la Commune*, Éditions Hazan, 1971).

(4) Victor Hugo : *Choses vues*, Paris, 1913.

Le « professeur de révolutions »

Jean Lessay ressuscite Thomas Paine, un Américain devenu député de la Convention

JEAN LESSAY, déjà connu par sa belle biographie de *George Washington* (1), nous donne aujourd'hui celle d'un autre Père fondateur de la nation américaine, Thomas Paine, et il s'étonne, à juste titre, que ce personnage soit si méconnu en France, après avoir joué un rôle important dans notre histoire.

C'est, en effet, une figure haute en couleur que cet Anglais d'origine modeste, quasi autodidacte, né en 1737 dans une famille d'artisans, qui, touché par la grâce révolutionnaire, émigre à Philadelphie en 1774 et y devient rapidement une des têtes penantes de la révolte antibrannique contre Sa Majesté George III, qu'il appelle « la brute royale ».

Combattant par sa plume mordante de journaliste — son pamphlet justement célèbre *Common Sense*, le *Sens commun* (traduit aux Éditions Aubier, 1985) est un véritable brûlot lancé contre la monarchie, — puis par les armes dans la guerre d'indépendance américaine, Thomas Paine devient, suivant l'heureuse expression de Jean Lessay, un « professeur de révolutions ».

Dès la prise de la Bastille, cet ami de Franklin et de La Fayette se passionne pour les événements de Paris, dont il saisit d'emblée l'importance et où il voit le prélude à la destruction de toutes les

monarchies décrépités de la vieille Europe. Après une virulente controverse avec Burke sur les droits de l'homme, il passe en France ; officiellement doté de la citoyenneté française, il se lie d'amitié avec Condorcet, Danton, Nicolas de Bonneville (celui-ci, le journaliste de la *Bouche de fer*, reste aussi un grand méconnu), et, républicain avant tous les Français, il est élu à la Convention par le Pas-de-Calais — le département de Robespierre.

Un « citoyen du monde »

Le député Paine, « idéologue au sens strict du terme », dit très bien Jean Lessay, assidu à son mandat législatif, participe de façon pragmatique à tous les débats constitutionnels, où il fait entendre la voix du bon sens et de la fermeté républicaine la plus intransigeante. Lors du procès de Louis XVI, il a le courage d'apporter un argument d'une sarscastique intelligence pour sauver la vie du roi : il fait remarquer que la condamnation à mort d'un monarque dont l'alliance avec les Américains révoltés a été décisive pour leur victoire choquerait l'opinion d'outre-Atlantique, et il dénonce le bannissement du roi parjure aux États-Unis. Celui-ci pourrait y constater qu'une nation

est capable de prospérer dans la liberté sans la présence d'un souverain. En butte à la haine de Robespierre — où entrent peut-être des motifs de politique locale calaisienne ? — Paine, jugé trop timide par les extrémistes, fait un long séjour en prison, où il est maintenu même après Thermidor. Il rentre aux États-Unis en 1802, et meurt en 1809 sans avoir vu la réalisation de son vœu le plus constant : la chute de la monarchie anglaise, qu'il attendait de Bonaparte.

Après la résurrection de cet étrange personnage, véritable « citoyen du monde » anglo-franco-américain, à la fois praticien et utopiste, grand buveur mais aussi curieux de technologie, bel exemple de l'homme des Lumières, Jean Lessay nous apporte l'une des premières contributions positives à la célébration du bicentenaire de 1789. Que M. Edgar Faure lise ce livre d'une documentation impeccable, solide et sans vain pédantisme, où l'histoire vraie dépasse la fiction, il y trouvera matière à d'utiles réflexions !

JEAN GAULMIER.

* L'AMÉRICAIN DE LA CONVENTION THOMAS PAINE, PROFESSEUR DE RÉVOLUTIONS, de Jean Lessay. Librairie académique Perrin, 264 p.

(1) Luth.

RELIGION

La leçon d'espérance de Hans Urs von Balthasar

Au soir de sa vie, ce théologien suisse, le « Nobel catholique » comme l'ont surnommé les Italiens, rompt encore des lances avec les intégristes sur l'enfer et le salut. On dit qu'il est le théologien favori du pape : von Balthasar nous livre son analyse de l'évolution du catholicisme.

De taille haute perchée, flottant dans un strict costume fermé malgré la touffeur de cet été finissant, Hans Urs von Balthasar, quatre-vingt-deux ans, nous ouvre la porte de son appartement dans une grosse maison bourgeoise de la rue Arnold-Böcklin à Bâle. Sur les étagères, trône l'impressionnante série des soixante volumes d'Adrienne von Speyr, cette philosophe mystique morte il y a tout juste vingt ans, qui a illuminé la vie de Balthasar et dont la fréquentation intellectuelle a été à l'origine de son divorce en 1950 d'avec la Compagnie de Jésus.

Quelques portraits en bonne place retiennent l'œil, comme cette photographie de Thérèse de Lisieux, à qui il voue une véritable vénération, et, discrète sur son bureau, celle du pape Jean-Paul II, dont selon la rumeur, il est le théologien préféré.

S'il existait un prix Nobel de théologie, Hans Urs von Balthasar l'aurait mérité plutôt cent fois qu'une. Qu'on l'aime ou le déteste, il reste un « monument », l'un des derniers athlètes complets encore vivants de la théologie contemporaine, dont toute l'œuvre souligne la dimension anthropologique de la foi chrétienne, tandis que la *Gloire* et la *Croix*, une énorme entreprise de théologie systématique, en rappelle le sens esthétique, la dimension de beauté.

Une cabale d'intégristes

Grand compagnon, depuis le scolasticisme des jésuites de Fribourg, du Père de Lubac — qu'il appelle encore « mon maître » —, bien qu'il soit de neuf ans seulement son cadet, von Balthasar a été avec lui l'un des principaux inspirateurs du maître-théologien. Il est juste aussi de dire qu'il a été l'un des premiers — bien avant Ratzinger — à tirer la sonnette d'alarme devant les dérives possibles de Vatican II.

Théologien conservateur? Cette réputation ne l'a guère quitté, notamment depuis qu'il a été en 1971, avec de Lubac et Ratzinger précisément — devenu tous deux depuis cardinaux — la revue *Communio*. A tort ou à raison, celle-ci est immédiatement apparue comme la réplique de *Concilium*, l'autre revue internationale, gardienne, avec Alberigo, Moltmann, Schillebeeckx et Hans Küng, d'une interprétation hardie du concile. *Communio* est diffusé jusqu'en Pologne, en Yougoslavie, au Chili. Appuyé sur un groupe de normaliens dont le plus connu est le philosophe Jean-Luc Marion, son équipe en France compte beaucoup d'amis du cardinal-archevêque de Paris.

Mais l'œuvre immense du théologien suisse, sa puissance spéculative, littéraire et contemplative s'accommodent mal des étiquettes qu'on lui colle.

On en veut pour preuve la minitempête qui a éclaté il y a quelques mois en Allemagne à propos de son interprétation de l'enfer et du salut. Le dernier livre de von Balthasar, qui vient d'être traduit



H. U. von Balthasar : « On assiste à une renaissance du jansénisme. »

en français, est une cinglante réponse à des intégristes qui l'accusent de rompre avec la grande tradition scolastique de l'Eglise et de prêcher l'« espérance » pour tous les hommes. « Tandis que la tribu de gauche m'exécute comme un conservateur impénitent, écrit-il, je fais connaissance avec le tas d'ordure où me traîne la droite. » Choqué par sa propre audace, il s'excuse devant nous dans un large sourire miséricordieux : « Je voulais parler du *jour* de Job... »

Si la France, en effet, compte des intégristes de choc, les théologiens de ce courant se trouvent plutôt en Allemagne. Sans surestimer leur importance, des revues comme *Fals on Theologische* jouent aux gendarmes de la dogmatique traditionnelle et font le procès de von Balthasar : si le salut est promis à tous les hommes, il n'y a plus d'enfer, disent-elles, et « un motif essentiel de conversion et de résolution chrétiennes disparaît ».

« Je n'ai pas parlé de certitude, mais d'espérance de salut pour tous les hommes », réplique le théologien bâlois, ébranlé par cette polémique au soir de sa vie. Karl Rahner, de Lubac, et avant eux bien des Pères de l'Eglise, avaient soutenu cette thèse. Von Balthasar ajoute, comme il en est coutumier, une motivation proprement esthétique à son refus d'une

division entre les damnés et les rachetés. « Je ne nie pas les puissances du mal, mais je suis incapable de les définir, nous dit-il. Mais regardez les porches des cathédrales et Michel-Ange : cette ancienne prédication de l'enfer ne peut plus toucher les cœurs aujourd'hui. »

La croyance aux phénomènes paranormaux connaît un regain de vigueur. Le spectacle du monde moderne n'atteste-t-il pas l'existence de l'enfer? « Oui, Auschwitz est un enfer, répond-il, oui, la vie de beaucoup d'hommes est infernale, mais c'est l'homme moderne qui se fabrique son propre enfer », martèle von Balthasar, qui ajoute : « L'idée qui consiste à limiter l'espérance est contraire à toute vision chrétienne. » Il se souvient de saint Ignace dans ses *Exercices spirituels* : « Ne prêchez pas l'enfer, méditez-le seulement pour vous », et appelle saint Paul à la rescousse : « Nous devons connaître l'amour du Christ, qui dépasse toute connaissance. »

Née-jansénisme

Les aires culturelles francophone et germanophone se croisent à Bâle. Homme de frontières, Hans Urs von Balthasar est inquiet de la remontée de la tradition préconciliaire en France et en Allemagne : « La crainte de l'enfer, la référence à un Dieu

tout-puissant : on assiste, en cette fin de siècle, à une renaissance du jansénisme », affirme-t-il. Il le croyait liquidé, grâce en particulier à des écrivains comme Claudel, Péguy, Bernanos, qui avaient renoué avec la grande tradition de l'amour et de l'espérance chrétienne.

Même Bernanos? « Il n'y a pas de jansénisme chez Bernanos, plutôt de l'héroïsme. Regardez le petit curé ferraillant avec Satan. Ecoutez le curé de campagne répliquer à la comtesse : « L'enfer, chère madame, c'est de ne plus aimer. » Mauriac, en revanche, baigne dans une atmosphère janséniste, « glorifiant » presque le mal et le péché. »

Inclassable von Balthasar. Il déteste les traditionalistes, qui « ne veulent pas voir la vie toujours nouvelle de l'Eglise », autant que les progressistes, qui « veulent aller au-delà de l'amour de Dieu, au-delà de cette théologie essentielle qu'est l'Evangile ». Il est agacé par les théologiens américains s'érigeant en magistère, sévère pour les théologiens de la libération comme Boff ou Secundo, jugés imprudents par rapport au marxisme, indulgent pour Mgr Lefebvre, cet « homme divisé », à qui son entourage a monté la tête. L'évêque dissident ira-t-il jusqu'au schisme? « Il est tellement incalculable », souffle von Balthasar.

Il a la lucidité et la sérénité de l'homme âgé. Malgré des bouffées d'inquiétude, il dit en confidence : « Je ne suis pas désespéré. »

Proche du grand mouvement italien « Communion et libération » — qui rassemble chaque été à Rimini un demi-million de jeunes catholiques —, observateur attentif de toutes les formes de réveil spirituel (Renouveau charismatique, Focolari, nouveaux instituts séculiers, etc.), il insiste pour que ce retour à l'affirmation catholique se fasse bien « par le centre », c'est-à-dire « par l'Evangile », sans omettre une seule de ses dimensions. « Saint Augustin et l'amour, saint François et la pauvreté, saint Ignace et l'obéissance : c'est un grand mystère pour moi, dit-il, que dans l'histoire de l'Eglise les grands réveils ont toujours commencé par un retour à l'Evangile, comme s'il s'agissait à chaque fois de jaillissements nouveaux d'une source intarissable. »

Il n'est cependant pas complètement rassuré par l'actuelle effervescence religieuse, qui se développerait au détriment d'une structuration de la foi. « Est-ce que ces mouvements vont durer? s'interroge-t-il. Ont-ils la nourriture suffisante pour s'engager dans la société, la politique, l'éducation, l'économie? Il y a des enthousiasmes, mais peu de structures, de substance. » De substance, c'est-à-dire? « De formation théologique, de piété personnelle, fondée sur une dogmatique réelle. L'un des grands péchés du monde moderne est d'avoir séparé la spiritualité du dogme. Aujourd'hui, il y a de la spiritualité, mais la théologie est-elle à la hauteur? »

Voisin des protestants suisses et allemands, ce catholique bâlois est plus sceptique encore quant aux chances de l'œcuménisme. « C'est mon pessimisme personnel », confesse von Balthasar, qui rit encore de cette remarque que lui fit un jour son grand ami Karl Barth : « Serions-nous d'accord sur tous les points du dogme que vous sentiriez encore l'odeur du catholicisme et moi celle du protestantisme. »

La « grandezza » du pape

Von Balthasar est souvent consulté à Rome. Il se dit impressionné à la fois par l'autorité naturelle et la puissance mystique du pape. « Il a un sens de l'autorité et une grandezza (grandeur) qu'on ne trouve nulle part ailleurs qu'en Pologne. Il n'a pas l'humilité extérieure qu'avait Paul VI, mais il a en lui une grande force spirituelle qui l'aide à tenir pendant ses voyages, alors que tous ses collaborateurs sont éreintés. »

Cette grandezza, ces voyages lointains et multiples sont-ils nécessaires au gouvernement de l'Eglise? Von Balthasar lui-même s'interroge : « Il préfère être dans les huttes de Papouasie ou chez les Indios que dans ses appartements romains. » Il est cependant

convaincu, comme le pape, que le renouveau du catholicisme passe par le tiers-monde, par la ferveur des communautés de base d'Amérique latine et la foi aujourd'hui opprimée des chrétiens de Russie et de Lituanie. « C'est un catholicisme des profondeurs », dit-il. « C'est un nouveau commencement, un bouillonnement, qui sera bientôt purifié. »

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faut plus parler de Dieu aux sociétés repues. Cette question le hante. « A travers les machines, comment voulez-vous voir Dieu? A travers les médias, comment arriver à parler encore de mystère? » Il est lié à Olivier Messiaen, qui connaît bien son œuvre. Celui-ci se désole de ne plus voir d'art chrétien, alors que des créateurs agnostiques, en mal d'inspiration, puisent dans le patrimoine religieux.

Von Balthasar n'a chez lui ni télé ni radio. Il se défend pourtant de vouloir fuir le monde moderne. « Passé quatre-vingts ans, dit-il seulement, on rêve enfin d'avoir la paix et de finir son œuvre. » Et le visiteur referme doucement la porte du maître, comme s'il avait peur de déranger...

HENRI TINCQ.

★ ESPÉRER POUR TOUS, de Hans Urs von Balthasar, traduit par Henri Rochais et Jean-Louis Schlegel, Desclée de Brouwer, 146 p., 74 F.

Vient de paraître



Desclée de Brouwer
Les Belles Lettres

Gilles BARBEDETTE



Les volumes éphémères
roman
Il est ainsi des fictions qui nous en apprennent plus sur l'esprit d'une période qu'un document tiré du réel.
Jean-Baptiste Michel/L'Express
GALLIMARD nrf

JEAN-OLIVIER TEDESCO

Enigme et aventures dans l'Europe du XVIII^e siècle

La Symphonie byzantine
ROMAN

GRASSET

صحنه من الاصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Gadda, une voix aux harmoniques sans pareil

Des croquis et des nouvelles de ce Milanais qui est, en littérature, l'héritier de Verdi.

PARMI les écrivains jugés intraduisibles, il est à parier que pas un n'a autant que l'Italien Carlo-Emilio Gadda bénéficié, dans le domaine français, d'aussi prodigieux traducteurs: hier, Louis Bonalumi lui ouvrait grandes les portes avec sa traduction de *L'Affreux Pastis de la rue des Merles*, à laquelle Gadda lui-même donna son entière approbation. Et, onze ans plus tard, le même Bonalumi et François Wahl, premier et grand éditeur de Gadda en France, accomplissaient ce miracle qu'est leur version de *La Connaissance de la douleur* (1). Aujourd'hui, avec *Adalgisa*, un autre ouvrage majeur, Jean-Paul Manganaro se place sans discussion au niveau de ses prédécesseurs. Et si l'écriture de Giovanni Joppolo, Annette Luciani et Thierry-Olivier Séchan, qui se sont mis à trois pour nous offrir *Novella seconda*, peut sembler moins savoureuse, c'est que, dans ce livre de jeunesse, Gadda était encore à tâter du romanesque et n'avait pas tout à fait « placé » sa voix aux harmoniques sans pareil (2).

Carlo-Emilio Gadda naît à Milan en 1893 d'un père industriel et d'une mère professeur de lettres, auteur d'essais sur la littérature et qui, en guise de contes de fées, propose à ses enfants Shakespeare, La Fontaine et Cervantes, « le plus grand inventeur européen », pour Carlo-Emilio.

Cédant à un désir de grandeur, le père va se ruiner à construire une villa somptueuse dont seule la mort arrêtera les travaux de construction, recommencés sans cesse afin d'ajouter au bâtiment central tantôt un mur d'enceinte, tantôt un fossé ou un portique. De son côté, la mère n'acceptera jamais de vendre, quitte à ce que ses enfants souffrent parfois de la faim, de sorte que « la fougue villa de Longone » sera l'une des bêtes noires de la psychanalyse.

dième et le prétexte principal de ses plus déliantes invectives. Elle apparaît déjà dans le plus beau récit de *Novella seconda*, et se trouve au cœur même de son chef-d'œuvre, *La Connaissance de la douleur*, l'œuvre tout entière de Gadda étant un peu à l'image de cette demeure, avec ses ajouts, ses déplacements de textes d'un ouvrage à l'autre, en somme proliférante et inachevée elle aussi.

Au demeurant, elle peut être lue comme un essai de biographie indirecte, transfigurée par une bouffonnerie rageuse, « hénarisme », dissimulant la nappe d'un courant lyrique sans précédent dans la littérature italienne depuis Leopardi.

La mauvaise rhétorique

Dans *La Connaissance* — comme disent les happy-few, — c'est en ces termes qu'il évoque son enfance: « J'ai enduré la faim: avec un chandail rayé; des engelures aux doigts; et des punitions parce que ces doigts ne pouvaient pas tenir un porte-plume: penché sur « Phédre » malgré le mal de gorge. » Et si, à quatorze ans, il a déjà contracté l'habitude de faire des vers, sa mère, pourtant si « littéraire », n'hésitera pas, le moment venu, à le pousser vers des études « sérieuses ». Il deviendra ingénieur et il exercera sa profession jusqu'aux années 40 — en Sardaigne, en Argentine, en Roumanie, au Vatican — avant de décrocher, sur le tard, un poste de journaliste stagiaire à la RAI.

Mais, bien avant, en 1915, alors qu'il n'a pas encore terminé ses études, il se jette avec enthousiasme dans la guerre qui vient d'éclater, et dans laquelle il voit une « douloureuse nécessité rationnelle » et « la seule hygiène



Gadda: « L'intelligence ne me sert qu'à considérer et à souffrir. »

du monde ». Il est étonnant que, tout en détestant cette *Cassandre* chauve en tanié d'aviateur qu'est à l'époque D'Annunzio, Gadda ait partagé avec Marinetti et les futuristes des idées qui préparaient l'avènement de Mussolini, qui par ailleurs il abominera. Plus surprenant encore: ayant reconnu que la bestialité, le cynisme, la mauvaise rhétorique, le crétinisme se trouvent à l'origine de toute guerre, il a tenu à affirmer qu'il avait passé dans les tranchées quelques-unes des plus belles heures de sa vie, dans l'oubli de soi, dans une sorte de symbiose enfin accomplie entre son être et sa pensée.

Pour ce qui est de la littérature, il hésite d'abord entre la poésie

lyrique et la satire, entre le chant et l'invective, avant de canaliser dans le genre romanesque toutes ses tentations.

Face au roman, il trouvait que sa faiblesse était de s'intéresser aux êtres sans pour autant posséder cette « cupidité », qu'il jugeait indispensable au romancier, à l'égard des petits faits de leur vie — cet esprit fouineur qu'à ses yeux Dante, Saint-Simon et Balzac, « trois grands canonniers », possédaient au plus haut degré. Mais il y voyait le seul « instrument de revendication contre les ouvrages du destin et ses projets, l'instrument du

rachat et de la vengeance », le seul « capable de rétablir sa vérité personnelle », son existence « d'humilité et d'offense »: « J'ai tout subi, la pauvreté, la mort du père, l'humiliation de la maladie. Je n'ai pas eu d'amour ni rien. L'intelligence ne me sert qu'à considérer et à souffrir. »

En dépit de la sottise du monde, peuplé de « comédiens nés crétiens et aux diplômes de bourgeois », c'est le désir de comprendre les hommes qui pousse Gadda à recueillir les nuances du parler populaire, bourgeois ou aristocratique, les jargons scientifiques ou littéraires, pour aboutir à l'épaisseur de sens que proposent ces « pyramides syntaxiques, ces paragraphes tire-bouchon » caractérisant une prose composite, souvent hachurée, macaronique et solennelle, comme mâchée par le dégoût et la hargne, certes, mais de laquelle s'élève soudain le plus élégant des chants. Et chez Gadda, l'élégie est généreuse, elle prend en charge la douleur du monde, elle est la voix sublimée de la pitié, ce fin mot de toute chose et, pour lui, le bouchier qui le sauve de la haine.

Et si Gadda était avant tout l'héritier de Verdi et du mélodrame, en littérature? La mélodie, les épanchements du cœur, les sentiments, les plaintes, les larmes, tout ce que la frileuse modernité a en horreur, Gadda leur donne libre cours. Il n'est pas interdit de penser que l'on célèbre son génie, malgré son lyrisme, rien que pour la complexité d'une langue où voisinent la plus noble prose d'apparat et la rengaine, où la réflexion philosophique se coule dans les dialectes.

Ses ouvrages, il les écrit au fil des ans, les publiant au compte-goutte dans des revues d'abord, en volume, ensuite, mais souvent inachevés, des pages arrachées à des thèses parcimonieuses venant ultérieurement les enrichir. Ainsi, *La Connaissance* fut-elle grossie de l'apport de deux chapitres, sept ans après l'obtention, en 1963, du Prix international de littérature — le regrettable Prix « Formentor » des éditeurs, qui avait donné auparavant un coup d'envoi décisif à la renommée de Nathalie Sarraute, de Borges, de Beckett.

Les *Croquis milanais* de *Adalgisa* sont au nombre de huit. Celui qui donne son titre à l'ouvrage est l'un des grands moments de l'œuvre gaddienne, aussi bien par les digressions sur la nature qu'il contient — où l'on remarque au passage des emprunts aux *Souvenirs d'un entomologiste*, de Fabre, que par la façon qu'il a de camper les personnages. En particulier, cette Adalgisa, cantatrice de cinquième ordre qui, mariée à un jeune homme de la haute bourgeoisie, a

tant souffert d'être méprisée par une belle-mère déclamant à tout propos du Longfellow, du Tennyson, et même du Swinburne, et possédant, « comme nulle autre dame de la bonne société, l'art de s'asseoir au centre de ses mercredis ». Regrettant à jamais de ne pas avoir triomphé au Metropolitan, cinquante rangs de perles lui bardant la poitrine, à la mort de son mari, Adalgisa « vagabonde dans les piteuses illimités du veuvage »: « Sa pauvre mémoire allait, allait vers les temps, les images, qui jamais ne reviennent », car « toute âme tend à donner une raison à son être: quand cette raison gît dans le temps qui ne peut faire retour, c'est en la mémoire que vit toute âme. »

Les portes du paradis

François Wahl disait, à propos de *L'Affreux Pastis*, qu'il ne fallait pas tourner les résistances, mais au contraire les soupeser, en cherchant le pourquoi, la portée: « C'est quand l'angle heurte les aspérités de la pierre qu'on en goûte le mieux le grain. »

Une légende veut que les druzes partis en Asie à la recherche de paradis, et croyant l'avoir trouvé dans un certain palais, aient creusé de leurs pas un profond cercle autour, craignant de se tromper de porte. Tels apparaissent les lecteurs virtuels de Gadda. Eh bien! s'ils se trouvaient déconcertés par *Adalgisa*, qu'ils abordent les cinq derniers chapitres de *La Connaissance de la douleur*. Si, ce faisant, ils ratent l'entrée du paradis gaddien, il y a des chances pour qu'ils restent dehors à jamais. Mais si, en revanche, ils parviennent à en franchir le seuil, ils risquent de ne pas en sortir, de toute leur vie, les bienheureux!

HECTOR BIANCOTTI.

* L'ADALGISA, de Carlo-Emilio Gadda; traduit et présenté par Jean-Paul Manganaro. Le Seuil, coll. « La Douce langue », 288 p., 95 F.

* NOVELLA SECONDA, de Carlo-Emilio Gadda. Traduit par Giovanni Joppolo, Annette Luciani et Thierry-Olivier Séchan. Préface de Gérard-Georges Lemaire (*). Christian Bourgois, 148 p., 60 F.

(1) *Le Seuil*, 1974 et 1987, collection « Poésie ».

(2) La traduction du *Château d'Udine*, de Giovanni Gadda (Grasset, 1982), est remarquable.

(*) Directeur de la revue annuelle *L'Ennemi*, que publient les éditions Christian Bourgois. Le numéro de 1981 contient un dossier Gadda comportant plusieurs textes de l'écrivain; celui de cette année est consacré aux « créations italiennes ». On y trouve des textes passionnants de Gadda, de De Chirico, de Savinio, de Marinetti, etc.

W. M. Spackman, dites-vous...

(Suite de la page 15.)

C'est donc en 1978, vingt-cinq ans après *Heyday*, qu'a paru *An Armful of Warm Girl*, « ce texte incomparablement civilisé », notait alors un critique. Dès 1980, sortait *A Presence with Secrets*, traduit aujourd'hui en français sous le titre *L'Ombre d'une présence*: Hugh, peintre renommé, issu de la bonne société de Philadelphie, grand voyageur et grand amoureux, vient de mourir. Sa vie refait surface par bribes, dans la mémoire des autres, dans trois parties où se mêlent les points de vue, les tons, les styles pour mieux « distiller l'enchantement », comme l'écrivait le romancier Edmund White dans l'hebdomadaire *Village Voice*. Ce texte de Spackman fut pourtant acueilli

plus fraîchement que le précédent, notamment par le *New Yorker*, qui soulignait « sa totale irréalité qui le fait adorer — ou détester — dans l'instant ». « C'est stupide, commente Spackman. D'abord, c'est très réel, et puis, le réel... »

Alors on se dit que, plus que « tuteur » par des éditeurs frileux, la carrière de Spackman a été gérée par la manière dont on juge la fiction dans son pays. « En effet, je ne crois pas que mes intrigues soient bonnes, explique-t-il. Les rebondissements de l'anecdote ne m'intéressent guère. J'écris des « comédies de mœurs ». Pas de meurtre, pas de viol, ce n'est pas du « travail sérieux ». (2). On n'aime pas que les hommes écrivent cela. Les féministes me haïssent. Mais est-ce que cela a un sens de critiquer les comportements de personnages de fiction? »

En bon lecteur de Flaubert

Les circonstances, le fil du récit, Spackman s'en moque bien. Seul lui importe le style: « Dès que j'ai une sorte de structure, ça va. Surtout, je réécris beaucoup. Je cherche la phrase, en bon lecteur de Flaubert. Mais je ne me lis pas à haute voix, comme lui. Je vis dans un pays si peu cultivé, déplore-t-il. Les gens ne savent rien de l'Europe. » Lui se flatte d'être WASP (White Anglo-Saxon Protestant). « Du côté de ma mère on est arrivé en 1702, du côté de mon père en 1750 », précise-t-il. Même si ce propos est tenu au nom de la culture et de l'Europe, on n'a pas envie de trop chercher à savoir ce qu'il recouvre de filiosité et de dédain d'une Amérique cosmopolite... Il faut se préserver pour lire, sans arrière-

pensées, la prose subtile et légère de cet auteur rare.

Malheureusement, quelque chose échappera nécessairement au lecteur français de la musique de la langue de Spackman, de ses jeux secrets et délicats, des associations et résonances qui font qu'on l'a comparé à Henry Green et à Ivy Compton-Burnett (3), auxquels il se réfère lui-même. Et aussi de ce divertissement cultivé qui consiste à enrichir ses textes d'expressions étrangères. Spackman était donc réputé intraduisible, comme le *Finnegans Wake* de Joyce; aussi sourit-on en voyant, non loin de sa maison, un panneau indiquant la direction « *Finnegans Lane* ».

On mesurera d'autant mieux le remarquable travail de son traducteur, Bernard Turle, que W.M. Spackman lui-même, a salué (4): « Permettez-moi de vous signifier tout le plaisir que j'ai eu à découvrir l'adresse et la finesse avec lesquelles vous avez réussi à adapter — pour ne pas dire « apprivoiser » — aux exigences formelles de la langue française, cette façon particulière que j'ai de tourner les choses en anglais (...), mes appositions interminables, mon enlacement de propositions, mes constructions plus absolues que celles de ce sacré Tite-Live. »

Voix de femmes

Si l'on s'intéresse avant tout au contenu des livres, on sera peut-être déçu par ces petites histoires d'hommes et de femmes riches qui ont le luxe de se perdre, d'un bout à l'autre du monde, dans la contemplation de leurs poursuites amoureuses. Mais si l'on résumait

Ceux qui apprécient Spackman sont d'abord sensibles aux délices de ces voix de femmes qu'il a passé sa vie à chercher: « Si c'est

fort comme les gens parlent, ça ne fonctionne pas. Il faut styliser. Dans l'écriture comme dans mon existence, je n'ai aimé que parler avec des femmes. Les conversations des hommes m'ennuient. D'ailleurs, les hommes n'aiment pas les femmes. Mais les femmes, dit-il en français, se laissent trop faire. » Celles qui font aimé doivent en savoir quelque chose... Il suffit de lire ses livres, finalement assez autobiographiques, pour s'en persuader.

L'Ombre d'une présence est — outre son fort beau titre — un bon exemple de la prose de Spackman (dont on espère que Quai Voltaire va publier tous les romans): un style souple, se laissant modeler par les inflexions de la langue, par son mélange avec des mots étrangers. Et puis ce je-ne-sais-quoi de ténu, de cristallin, de fragile qui, soudain, d'une succession de phrases qu'on croyait anodines, fait naître une étrange émotion. Si, miraculeusement, vous êtes sensible à ce subtil assemblage, alors William Mode Spackman ne sera plus jamais, pour vous, un inconnu.

JOSEPHINE SAVIGNIEN.

* L'OMBRE D'UNE PRÉSENCE, de W. M. Spackman, traduit de l'américain par Bernard Turle, Quai Voltaire, 236 p., 95 F.

(2) W. M. Spackman aime à parcourir aussi sa conversation d'expressions en français.

(3) La romancière anglaise Ivy Compton-Burnett (1884-1969) et son compatriote Henry Green (1905-1973) ont été remarqués pour leurs qualités de style et considérés souvent comme des précurseurs du nouveau roman français: pour l'une on évoque Nathalie Sarraute et pour l'autre, Alain Robbe-Grillet.

(4) L'ensemble de la correspondance entre W. M. Spackman et son traducteur paraît dans la livraison d'octobre de la revue *Le Promeneur* (LVI) (diffusion Distique).

FRANÇOIS COUPRY

avec

DAVID BLOOM

dans le rôle de

DAVID BLOOM

Fortifié d'allusions parodiques à nos médiocres mythes, ce roman fait mouche... David Bloom, ce menteur invétéré, ce traître de miroirs, ce visiteur d'outre-tombe, est sans doute né de l'accouplement de créatures issues de Lewis Carroll et Joyce.

Anne Bragance/LE MONDE

ROBERT LAFFONT

LA MEILLEURE LECTURE EN LANGUE ANGLAISE À VOTRE PORTÉE

3 books for only 29F*

3 livres reliés pour 29F*



PLUS FREE!
et gratuitement

Répond à toutes vos questions concernant l'anglais, ouvrage de références claires et rapides.

<p>7 romans en un seul volume de 856 pages: The Heart of the Matter, Stamboul Train, A Burnt-Out Case, The Quiet American...</p>	<p>Illustré de nombreuses photos en couleur et de cartes touristiques... Vous voulez découvrir Londres? C'est l'introduction parfaite!</p>	<p>NOUVELLE EDITION de ce très beau livre, accompagné de cartes, et de nombreuses informations sur le monde.</p>
<p>190 photos en couleur, de la splendeur sauvage des canyons aux charmes de la Nouvelle-Angleterre.</p>	<p>Une révision complète de tous les thèmes grammaticaux. Un index facile à utiliser. Issu de l'Oxford University Press.</p>	<p>Double offre spéciale: des milliers d'expressions anglaises et en plus le langage de la rue!</p>
<p>Depuis le majestueux soleil de Miami jusqu'aux forêts pétrifiées: un livre superbement illustré.</p>	<p>5 de ses plus grands romans: The Grapes of Wrath, Of Mice and Men, et d'autres.</p>	<p>Avec quelques uns des plus grands auteurs: Edgar Allan Poe, Mark Twain, John Updike...</p>
<p>Toutes les actions hautes en couleur qui fixent la légende vivante et fascinante de l'histoire d'Angleterre.</p>	<p>Comprend plus de 56 000 mots-clés dérivés. Inclut également les expressions familières et les mots d'argot, les différents points grammaticaux.</p>	<p>The Day of the Jackal, The Odessa File et The Fourth Protocol. 620 pages qui regroupent trois formidables romans à suspense du fameux auteur.</p>
<p>Des premiers pèlerins jusqu'à Watergate. Plus de 700 pages et une multitude de faits sur l'histoire des USA.</p>	<p>Résumés des récits, portraits des personnages, biographies des auteurs... Plus de 7.000 rubriques.</p>	<p>Plus de 650 pages avec toutes les informations nécessaires pour vous guider: où loger, où manger, où aller... une aide avantagée!</p>
<p>Le plus populaire des dictionnaires Anglais! 1264 pages. Plus de 40 000 rubriques, 75 000 mots de vocabulaire.</p>	<p>Un grand et somptueux livre, illustré de nombreuses photos en couleur, décrivant la merveilleuse terre d'Angleterre sous tous ses aspects.</p>	<p>Depuis les anciens tabous jusqu'au sexe en l'an 2000, avec de somptueuses illustrations.</p>

Venez rejoindre The English Bookclub... dès aujourd'hui! Oui, à titre exceptionnel de bienvenue, vous pouvez choisir 3 de ces livres séduisants pour moins de 10 F chacun ET vous pouvez acquérir GRATUITEMENT le magnifique "Oxford Guide to the English Language", une merveilleuse façon d'accéder aux avantages offerts par The English Bookclub.

Comment fonctionne The English Bookclub? The English Bookclub fait partie du plus important groupe anglais de Club de livres, ayant acquis des années d'expérience en fournissant des livres en langue anglaise, principalement en Hollande, Australie, Allemagne, Nouvelle Zélande... et bien sûr en Angleterre. Dès à présent, les membres français de The English Bookclub pourront bénéficier des capacités et de l'énorme puissance d'achat d'une des meilleures sources de livres en langue anglaise dans le monde.

Grand Choix En tant que membre, nous vous offrons une très large variété des meilleurs livres anglais et américains. Bestsellers signés par des auteurs tels que Frederick Forsyth, Graham Greene et John le Carré... Classiques en littérature, d'auteurs reconnus comme Orwell, H.G. Wells et D.H. Lawrence... atlas... dictionnaires... livres pour améliorer votre anglais... histoire, art et livres sur la nature... et beaucoup d'autres encore...

Directement chez vous Tous vos livres sont expédiés rapidement et efficacement, en direct de Grande Bretagne. Tous entièrement reliés et en édition complète. Parce qu'à The English Bookclub, nous baissons les prix, jamais la qualité.

Magazine Gratuit Tous les trimestres, vous recevrez notre Magazine gratuit en couleur, le "Bookshop". Votre seule obligation est de choisir au moins 1 livre par trimestre, parmi plus de 600 titres proposés tout au long de l'année. La durée minimum d'adhésion est fixée à 1 an seulement.

10 jours d'examen gratuit Commandez dès aujourd'hui vos livres afin de vérifier vous-même ce que nous voulons dire par Qualité. Mais n'envoyez pas d'argent maintenant, examinez tranquillement vos livres, chez vous, avant de décider de rejoindre les membres de The English Bookclub.

Agissez maintenant! Faites votre choix parmi les livres proposés ici et renvoyez votre Bon de Commande aujourd'hui même.

PLUS FREE!
MEMBER'S WALLET
et gratuitement
Dossier d'Adhérents

THE ENGLISH BOOK CLUB

En cas de réclamations concernant les produits ou services du Club, n'hésitez pas à nous écrire directement à l'adresse suivante: The English Bookclub, 87, Newman Street, LONDON W1P 4EN, ANGLETERRE

* + frais d'envoi

Renvoyez ce coupon-réponse à notre adresse française: The English Bookclub, B.P. 24, 62246 Noyelles-sous-Lens Cedex.

Oui, je désire devenir membre de The English Bookclub, Londres et je souhaite recevoir les livres dont les codes sont indiqués ci-dessous dans les cases prévues.

Marquez d'une croix (x) la case ci-contre si vous souhaitez recevoir "The Oxford Guide to the English Language"

Si je décide de conserver les livres, je ne paierai que 29 F pour l'ensemble des 3 livres étant entendu que je recevrai aussi gratuitement "The Oxford Guide to the English Language", plus seulement 19 F d'envoi et de conditionnement*. Je m'engage à commander au moins un livre par trimestre, parmi les titres proposés dans le magazine trimestriel gratuit "Bookshop". Si je ne passe pas de commande dans les délais précisés par le magazine du club, j'accepte de recevoir le Choix de l'Éditeur, décrits dans le "Bookshop". Mon adhésion est enregistrée pour une période minimum de 1 an, je pourrai ensuite l'annuler à tout moment avec trois mois de préavis. Si je ne suis pas totalement satisfait de mon offre exceptionnelle de bienvenue, je pourrai vous la retourner dans les 10 jours et je ne vous devrai rien.

Signature _____ Date _____
Cet offre s'applique uniquement à la France métropolitaine. Offre réservée aux nouveaux adhérents. (Écrire en majuscules SVP)

M. _____ Nom _____
Mlle _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____

Code Postal _____ Ville _____
N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT

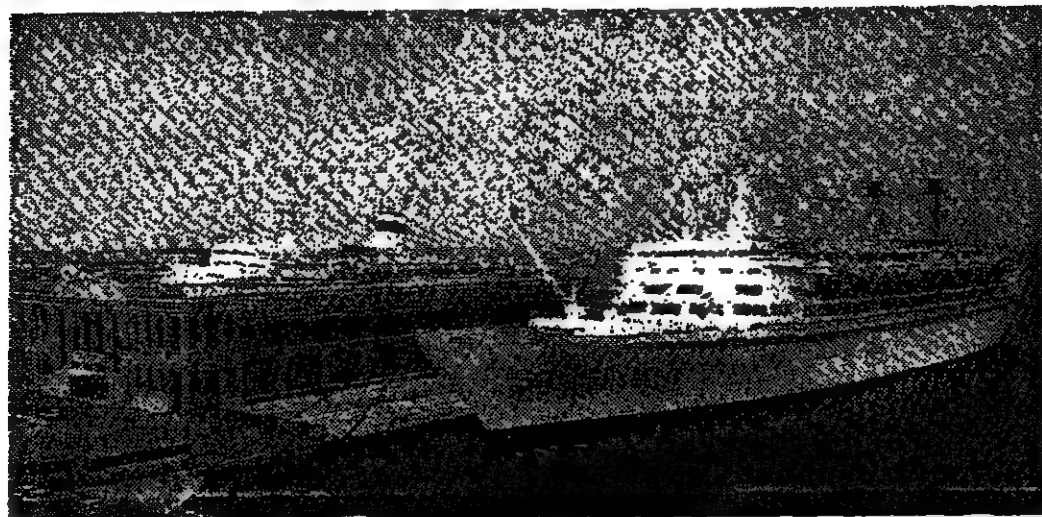
LM703

avec
DAVID BLOOM
dans le rôle de
DAVID BLOOM
ROBERT LAFFONT

صكذا من الاصل

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Trieste, la ville aux trois langues



Vaisseau fantôme devant la gare maritime transformée en Palais des congrès.

La mode est à Trieste (1). Après Vienne. Avant Prague et Budapest. Ou bien encore Berlin pour ses trois quarts de millénaire de tous les côtés du mur... Tandis que se font la Communauté du vingt et unième siècle et l'agro-alimentaire d'après-demain, l'Europe cultive ses racines plutôt que ses fleurs : les cultures en voie de disparition, le pittoresque de la nostalgie. Mais le temps presse, on n'a plus le temps de prendre son temps : au goût des ruines antiques des romains succède celui des empires ruinés, dans des lieux menacés comme pour échapper à la décomposition. Les beaux restes, en quelque sorte.

Une ville fantôme, grandiose, avec son architecture néolatin ou carrément viennoise (et mussolinienne, aussi), son canal grande, son port qui fut le second en Europe et où les paquebots blancs ne viennent pratiquement plus, vaisseaux fantômes que les Triestins voient en rêve, comme sur cette carte postale qui nous informe que l'édifice photographié, la gare maritime, est « aujourd'hui Palais des congrès ».

Ville moderne née au dix-huitième siècle, après la proclamation de la libre circulation dans l'Adriatique, qui en avait fait un port franc et l'unique accès maritime de l'Autriche-Hongrie. Ne cessant d'affluer alors des gens de toutes les origines ethniques, jusqu'à l'effondrement des Habsbourg et de François-Joseph (qui semble beaucoup moins impressionnant quand on l'appelle Franco-Giuseppe...).

L'impératrice Marie-Thérèse voulait un débouché sur la mer, un port pour un empire si puissant, et l'Autriche, grâce à Trieste, est ses armées, sa flotte, ses marchands. Ses assurances, aussi, pouvoir omniprésent à travers la ville, Lloyd Adriatico, qui grava ses lettres sur des dizaines, des centaines d'immeubles. Même si le Lloyd Triestino Adriatico n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut : le symbole de sa puissance, l'imposant et superbe hôtel de la grand-place, rebaptisé, en 1954, place de l'Unité-de-l'Italie, vient justement d'être cédé à l'administration de la Région...

« L'Italie est incapable de faire vivre Trieste », nous disait un économiste de famille irrédentiste, alors que nous contemplions le port depuis l'obélisque près de la frontière yougoslave, sur le Carso. « Que faire d'un port commercial sans arrière-pensées ? Mince langue de terre sans avant-postes orientaux de l'Europe de l'Est, isolé dans la gaffe de Trieste ? Avec un horizon bouché par la presqu'île d'Istrie, qui parle l'italien comme le slovène... »

La population s'était accrue jusqu'à atteindre, en 1914, un quart de million d'habitants, en ce passage obligé du circuit Vienne-Prague-Trieste. Après le

traité mettant fin au statut de territoire libre de Trieste en 1954, la ville continue de se vider, le chômage d'augmenter. Et ceux qui restent ne cessent de se tourner, nostalgiques, vers un passé grandiose. Ce n'est pas parce qu'une fondation américano-européenne s'est installée sur les terres du château de Duino — celui des *Églés* de Rilke, détruit pendant la dernière guerre, — ni parce qu'on projette d'installer un cyclotron sur le Carso près de la frontière avec la Slovénie, ni parce qu'on prévoit la construction d'un réseau d'autoroutes vers le nouveau port industriel de Muggia, que les Triestins sont rassurés sur l'avenir.

Pourtant, Trieste, que revendiquaient à la fois les Latins et les Slaves, conserve ce qui vous reste quand vous ne voulez pas tout oublier : la culture. Cosmopolite, hétérogène, formée par des Italiens, des Slaves, mais aussi des Allemands, des Juifs, des Grecs, des Levantins, des Turcs à fers rouges, etc.

TROIS cultures ont régné là — germanique, italienne, slovène, — qui ont laissé leur marque dans la littérature, avec des romanciers, des poètes, qui sont restés inconnus à peu près toute leur vie : Ettore Schmitz, dit Italo Svevo, l'Italo-Souabe, qui n'écrivait que trois romans dans toute sa vie, trois documents intérieurs à l'extrême, qui ne peuvent être que triestins (*Une vie*, *Sanlita*, la *Conscience de Zeno*, traduits chez Gallimard). Umberto Poli, dit Umberto Saba, le libraire de la rue San-Niccolò, là où James Joyce avait conçu, loin de Dublin, son *Ulysse*. Saba, le

poète du *Canzoniere*, à la mélancolie la plus noire dans cette ville qui n'en finit pas de mourir (2). Et encore Pier-Antonio Quarantotti-Gambini, connu surtout, hélas ! à cause des *Régates de San-Francisco* (Gallimard, 1949), disciple d'Umberto Saba, qui mériterait bien que, vingt ans après sa mort, on relise ses romans et ses poèmes (chez Gallimard et L'Age d'homme). Et encore Bazien, l'écrivain qui n'écrivait que des notes (le *Musil* sans la nécessité d'écrire), selon Claude Magris et qui a inspiré le roman de Del Giudice *le Stado de Wimbleton*. Bobi Bazien, l'indépendantiste qui, comme la majorité des enfants de la bourgeoisie, fréquentait les écoles allemandes et qui, dans un entretien (3), évoque ce monde triestin de son enfance qui se veut italianissime et qui fut, en réalité, une extraordinaire caisse de résonance : « Des gens aux prémisses différentes, qui doivent tenter de concilier l'inconciliable, qui, bien sûr, n'y parviennent pas, et des types étrangers font leur apparition, des aventuriers de la culture et de la vie, avec tous les échecs les plus étranges et les plus tourmentés. Trieste avait un des pourcentages les plus élevés de tuberculose (la deuxième génération de Slovènes urbanisés), de folie et de suicide en Europe. »

PLUS récemment, une nouvelle génération d'écrivains, qui, italiens, n'ont eue aucune relation avec les Habsbourg, ont été traduits en français, notamment Fulvio Tomizza (né en 1935 en Istrie, qui, dans la *Vie meilleure* (Prix Strega, 1977, traduit chez Picquier en 1987), ne parle pas de la cité à la superbe architecture impériale, mais

d'un village d'Istrie, dont il a reconstitué trois siècles d'histoire quotidienne à travers le récit d'un sacristain qui raconte le rythme de la vie, de la mort, des amours et des guerres, et même une rencontre avec Tito... Jusqu'à ce que le fil se rompe et qu'un morceau de l'histoire des hommes disparaisse chaque fois que quelques humble habitant du village passe « à une vie meilleure ». Une chronique calme et violente à la fois, serene toujours, qui suit la grande histoire — à « la hauteur de l'herbe », comme disait J.-L. Bory. Très bien traduit par Claude Perrus.

Autre roman attachant, chacun connaît, le *Fantôme de Trieste*, de Bettiza, qui permet d'entrer dans une famille bourgeoise bientôt ruinée, tandis que Daniel, le fils, et de jeunes héros dostoevskiens fomentent un complot pour assassiner un archiduc autrichien ; prisonnier des Russes en 1917, Daniel ralliera les rangs des révolutionnaires le *Au fond*, le vaste et plus serré de dangers, écrit-il à la fin du livre. Pour moi qui, tout enfant, avais prié dans les églises orthodoxes et avais appris à lire les caractères cyrilliques, leur écriture, leur religion ne me paraissent pas étrangères. L'appel du sang slave succède à l'italianité chez ce jeune homme plein de rêves, de fièvre, avide d'héroïsme et de justice. L'auteur, Enzo Bettiza, né en Dubrovnik mais de langue italienne, avait écrit ce roman à trente ans en 1958. Traduit immédiatement en français (Gallimard, 1960), cet ouvrage a été heureusement réimprimé l'an dernier.

D'autres textes, plus récents, de jeunes écrivains triestins nous restent

encore inconnus, tel le remarquable ouvrage sur Trieste par Angelo Ara et Claudio Magris (4), qui ont analysé cette culture originale, « cosmopolite, post-humaniste et post-historiciste ». « Qu'il soit romancier ou essayiste, dit Claudio Magris, l'écrivain triestin est un isolé, un tireur d'élite qui mène sa lutte partisane contre le monde et ses spirales, restant en marge et se cachant au bord de la vie. » Monde insaisissable et fuyant, qui apparaît aussi dans un roman des années 60 d'un Triestin anonyme : *Il Segreto*.

Claudio Magris, né à Trieste, germaniste, spécialiste de l'Europe centrale et de tous ses confins, commence à être connu en France, surtout depuis l'exposition sur « Trouver Trieste », l'an dernier, à Paris. Universitaire, traducteur, essayiste, il est devenu pour tous les intellectuels européens « leur homme à Trieste », et on peut s'étonner qu'on n'ait traduit jusqu'à qu'un court récit historique (*Enquête sur un sabre*, Desjonquères, 1987) alors que ses ouvrages importants : *Joseph Roth et la tradition ebraico-orientale* (1971), *Trieste* (1982), restent inconnus en France. Son dernier livre, *Darubio*, une longue étude sur le fleuve de l'Europe par excellence, est en cours de traduction chez Denoël.

Ce n'est pas seulement la *dora*, le terrible vent qui souffle là, qui a tout redessiné dans cette ville en marge, où on cultive la nostalgie de l'aigle à deux têtes en même temps que le nationalisme italien et le nationalisme slovène. Trieste, la ville aux trois langues et aux multiples cultures. Trieste (en italien), Triest (en allemand), Trst (en slovène). Port de la fin d'un monde.

Des voyageurs français d'hier et d'aujourd'hui ont parlé de Trieste :

— *Les Slaves du Sud au dix-neuvième siècle* par Xavier Marmont par Liljana Todorova (Publications orientalistes de France, 1980).

— *Vendées*, par Paul Morand (Gallimard).

— *Trieste*, par Franck Venaille (Champ Vallon, 1985).

(1) Voir *Critique* n° 435-436. *Les Mythes de Trieste*, septembre 1985. Voir aussi Italo Svevo et Trieste (Cahiers du Centre Pompidou, 1987).

(2) *Trieste et un poète*, choix de poèmes, présentée par Georges Mounin (Seghers 1977) ; *Trieste et autres poèmes*, traduit par Georges Mounin (L'Age d'homme, 1982) ; *Comme un vaillant qui rive*, traduit par Gérard Macé (L'Alphée-Villa Médica, 1983) ; *Couleur du temps*, nouvelles (Rivages, trad. R. de Cocquy, 1985).

(3) *L'Esmeralda*, n° 3, pp. 80-92 (1985).

(4) *Trieste - Un identita di frontiera*, Einaudi 1982. Nouvelle édition augmentée 1987 (en italien).

● ESSAIS

Chercheurs de poésie

Philippe Jaccottet, Claude Esteban, Gilles Quinsat : trois réflexions sur le poème, cette « transaction secrète ».

TOUT lecteur pour qui la poésie n'est pas simple divertissement, mais approche du monde et de l'être, rejoint, dans le mouvement de sa lecture, une part de la genèse du poème. Citant Virginia Woolf, Philippe Jaccottet ne pouvait avec plus de bonheur nommer ce mouvement : *Une transaction secrète*.

Plus encore que ses traductions — celles, exemplaires, de Hölderlin, de Rilke, d'Ungaretti, — les lectures de poésie — que Philippe Jaccottet a réunies dans *Une transaction secrète* témoignent de cet échange. Elles font suite aux chroniques — de l'Entretien des muses (1) et sont parallèles aux notes éparses des *Carnets* (2).

Loin des « formules catégoriques », des « refus tranchants », des « affirmations péremptives », ce recueil est une invitation à partager une « chance de joie ». Comme dans un musée intime où les œuvres sont rassemblées, hors des références historiques ou d'école, les poètes coexistent ici selon le principe du libre choix, des livres affinités. L'« Orient limpide » du haïku, Maurice Scève, Gongora ou Joubert ; Gustave Rodin, Jean Follain ou Pierre-Albert Jourdan... mal besoin d'invoquer une quelconque

Modestie de l'âme

Dans une dernière partie, l'auteur a placé quelques « textes de circonstance » — discours pour la remise de récompenses littéraires et articles portant sur le travail de création poétique. Homme de mesure et de pudeur, chez qui l'émervaillement, l'« élan d'amour », doivent, pour se traduire en poème, atteindre une certaine qualité de transparence, Jaccottet est fort éloigné du ricanement sceptique comme des certitudes doctrinales. L'ignorance, pour lui, n'est pas une défaite : « L'œuvre à faire (...) commence chaque fois à partir d'une incertitude profonde, d'une sorte d'état obscur, confus, d'un manque, presque d'un égarement. »

Poète, traducteur, spécialiste du domaine hispanique, dont il est, pour moitié, issu, Claude Esteban ne s'en tient pas à cette « circonspection », cette « réserve de l'esprit », cette « modestie de l'âme », qu'il évoque en parlant de Philippe Jaccottet. Son propos répond à un dessin plus vaste : « Toute poétique, même attachée à sa nuit, aspire à bâtir comme une architecture de signes, et donc une demeure possible pour le sens. »

Fonder en raison l'acte poétique, penser sa validité et sa valeur pour notre temps... La tâche, en effet, est ambitieuse ! Le titre de ce livre, *Critique de la raison poétique*, dans lequel Claude Esteban a rassemblé l'essentiel de ses réflexions inédites ou déjà publiées, en donne la mesure. « Parole dans le temps », la poésie reste pour Esteban quête du « lien fondateur de notre vie » afin d'« accepter d'y parler, d'y penser, d'y vivre, dans l'inachevé de nos conduites et le balbutiement de nos efforts ».

Écrivant « en marge » de certaines œuvres, Gilles Quinsat ne se donne d'autre but que celui de proposer sa propre compréhension des textes.

Bien sûr, l'espace littéraire que dessinent les écrivains choisis par Quinsat n'est pas indifférent. Là aussi, se retrouve le souci d'aller jusqu'au bout de l'esprit conduit, par des chemins inédits, contraints ou non, avec une lucidité sans faille ou dans l'un de ces « états d'âme » dont parlait Jaccottet. Qu'ils se nomment, pour les aînés, Henry James, Robert Walser, Robert Musil, ou, plus proches de nous, Michel Leiris, Louis-René des Forêts, ou bien encore, pour les poètes, Andrea Zanzotto, Henri Michaux, André du Bouchet, c'est, pour chacun de ces noms, la totalité d'une expérience singulière qui est désignée.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ *UNE TRANSACTION SECRÈTE*, de Philippe Jaccottet, Gallimard, 344 p., 145 F. Sous le titre *Autres Journées*, Philippe Jaccottet publie, également, chez Fata Morgana, des pages de ses *Carnets* datées de 1980 à 1984.

★ *CRITIQUE DE LA RAISON POÉTIQUE*, de Claude Esteban, Flammarion, 268 p., 130 F.

★ *ÉCRIT EN MARGE*, de Gilles Quinsat, Champ Vallon, 260 p., 125 F.

(1) Gallimard, 1968.

(2) *La Saison, carnets 1954-1978*, Gallimard, 1984.

PLUS VRAI QUE FAUX PLUS FAUX QUE VRAI

88F

Herme

— LA VIE DU LIVRE —

VENDEZ TOUTE L'ANNÉE LIVRES, DISQUES

SACELP, société d'achat de la LIBRAIRIE

JOSEPH GIBERT

2, rue de l'École-de-Médecine angle 26, BOULEVARD Saint-Michel Tél. : 40-46-02-45, 75006 Paris M° Odéon - RER Luxembourg

VOUS VOULEZ ÊTRE ÉDITÉ ?

« Les Écrivains du temps présent... évaluent votre œuvre, vous conseillent, vous orientent dans votre recherche d'un éditeur. »

DOCUMENTATION SUR DEMANDE

Ecrire à M. le Secrétaire général A.A.E.F.E.T.P. 2, rue Dams - 75005 PARIS

LASERMARK

48 bd Richard-Lenoir 75011 PARIS

Tél. : 48 06 84 01

livres d'histoire neufs et épuisés

LIBRAIRIE PAGES D'HISTOIRE

8, rue Brée, 75006 Paris. (1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS sur demande

PLUS FAUX QUE FAUX, C'EST VRAI...

PLUS VRAI QUE VRAI, C'EST FAUX...

Le Monde CADRES

Le Cabinet ETAP a proposé aux lecteurs du MONDE les postes suivants:

- Chercheur indépendant
DIRECTEUR UNE DIVISION 600.000 Paris tél. 40 781 - 7 MR
- Du cabinet à l'entreprise
FUTUR CHEF SERVICE COMPTABLE 250.000 + Paris tél. 38 787 - 7 MR
- Entreprise travaux publics
RECRUTER NOTRE ENCADREMENT Sud Paris tél. 40 788 - 7 MR
- Société française renommée, CA 1,8 milliard
JEUNE INGENIEUR DE FABRICATION Nord France tél. 40 780 - 7 MR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP, en précisant la référence.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

VININFO Banque de données internationale des vins et spiritueux

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

pour développer et commercialiser
ses produits auprès d'une clientèle
d'entreprises.

Le candidat, âgé de trente ans environ, parlera l'anglais
et si possible l'espagnol. Une expérience dans le domaine
vitivinicole est souhaitée.

Rémunération: 200.000 F + intéressement.

Adresser demandes manuscrites et C.V. au service du per-
sonnel de la C.C.I. B.X. - 12, place de la Bourse,
33076 BORDEAUX CEDEX.

MAISON DE COUTURE

recherche

AGENT COMMERCIAL

Disponible de suite.

Tél. 43-53-84-87, 9 h-18 h.

l'Etudiant

recherche

Secrétaire de rédaction/réviseur

Le ou la candidate(s)
retenu(e) aura une expérience
de 2 ou 3 ans du secrétariat de
rédaction et de la correction.

Envoyer CV et prétentions à:
ANNIE AGNÈS, l'Etudiant,
27, rue du Chemin-Vert,
75011 Paris.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

6^e arrdt

FLEURUS 45-44-22-36

Cherche-Mid, 3 p., 800.000
Bac, récent 35 m², 850.000
Dure 2-3 p., 59 m², 885.000
Ressol, 3 p., 1.700.000
Cherche-Mid, 100 m², 3.150.000
Racheteurs après titre notarié.

7^e arrdt

3 VOIES PRIVÉES 187, RUE DE L'UNIVERSITÉ

CALME, VERDURE, VOLUME
105 m², gde haut, sol/plafond
à rénover, dans imm. récent.
Sur place vend. 14-17 h.

8^e arrdt

RUE DE MARIIGNAN

Idéal pied-à-terre lumineux 2 p.,
11 m² en r.-de-ch., sur cour
ventée et agréable, clair, décoration
raffinée, chaudière, jalousies
habitués. Prix 1.800.000 F.

NOTAIRE 42-01-05-22

la matin.

GEORGE-V

Bel imm. pierre de t., triple
récept., 2 ch., 150 m² + chère
service, BALCON et S.A.L.E.
5.750.000 F. 48-52-17-17.

13^e arrdt

M^e MAISON-BLANCHE

Stud. t. off. bail. 330.000 F.
Immo. Marcadet, 42-52-01-92.

18^e arrdt

STUDIO cit. 117.000 F
Récent 17 m² 187.000 F
2 P.CES cit. 248.000 F
Immo. Marcadet, 42-52-01-92.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE, M^e J.-Jaurès,
2 p., 11 m², r.-de-ch., imm.
moderne, 500.000 F.
F. Cuv. 42-52-18-00.

94 Val-de-Marne

SAINT-MAUR
PROX. R.E.R. LE PARC
Compagnie d'assurance vend 3-4 p.
de 400.000 F à 600.000 F,
cave et gar. indus.
U.L.U. - 45-38-65-66.

Province

Mica, rés. 3^e arrdt, studio 32 m²
p. terrasse, plan aud. urgent
180.000, valeur 240.000.
SOVAJA 83-87-00-81.

Part. vd P3 meublé à Lyon,
Prest. gère Parc-Claude, para l'été
d'Or Interpol, r. de 6, très
calme, cit. cent. ind. gât. par-
quet chêne, cave, coin, loca-
tion, comm. à cadre ou fon-
ctionnaire international. P.
380.000 F. (11) 75-72-27-60.
Goffe Jour.

MONT-BLANC-COMBOUX

Vd F2, cit. vue sens. part.
Vidal 601 E Estivaliers 06 230
Goffe Jour.

YVES (Revolte)

vende STUDIO aménagé
4 personnes, 28 m²,
salle de bain,
cuisine équipée, confort.
Tél: 87-75-23-86
ou 87-62-31-40.

appartements achats

Recherche 2 à 4 p. PARIS,
préférence 8^e, 7^e, 12^e, 14^e,
15^e, 16^e avec ou sans travaux.
FAIRE COMPTANT chez notaire.
48-73-20-67, même le soir.

IMMO MARCADET

Rech. appts toutes surfaces
même à rénover.
Tél: 42-52-01-92, 42-23-73-73.

locations non meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

3, av. de Messine, 75008 Paris
recherche APPARTS DE
GRANDE CLASSE. Salles
réceptions avec minimum
3 chambres.

Tél.: (1) 45-62-78-99.

Région parisienne

INTERNATIONAL SERVICE

Rech. pour SA CLIENTÈLE DE
QUALITÉ 4, 5, 6 P.CES et
MAISONS banlieue Ouest.
BON ET ASSIDU.
I.S.L. - Tél.: 45-26-18-85.

immeubles

ACHETONS COMPTANT
immeubles habités ou colons
Paris-Normandie-Bretagne
Interméd. ou Courtiers sol.
Discret. av. Jean-Claude
Isore, 42-25-06-59, 133, bd
Haussmann, 75008 Paris.

ISORE S.A.

ACHETONS COMPTANT
immeubles habités ou colons
Paris-Normandie-Bretagne
Interméd. ou Courtiers sol.
Discret. av. Jean-Claude
Isore, 42-25-06-59, 133, bd
Haussmann, 75008 Paris.

pavillons

MAUREPAS, sur 526 m² comm.
78 comm. art., 54, 0 km,
cuis. amén., à l'été, 4 ch.,
s.d.b., a. d'été, par. 2 vol.
chiff. car. qcs, coin mutation.
800.000 F. L.N. - 30-43-38-08.

villas

GIF-SUR-YVETTE
Domaine de la Boissière
allée du Hôpital, Chevry II
MAISON 5-5 p.
U.L.U. - 45-38-65-66.

maisons de campagne

PARC RÉP. Maine-Normandie.
Entre Andouin et Bagnoles-de-
l'Orne (13 km de Paris), particu-
lier vend maison traditionnelle
de campagne en cours de
rénovation (rénov. peinture et
plâtres). Sur cave avec puits.
Salle de séjour avec cheminée.
2 chambres, cuisine, salle de
bain et w.c., Chauffage électri-
que. La tour sur 1 300 m² de
terrain clos, bordé par petite
rivière 1^{re} catégorie
pêche et chasse.
Prix 250.000 F. à débattre.
Renseignements: 47-35-18-74.

locations

1 h Paris direct sud. Sud de
gr. bourg, ts comm. A. saur.
VD CAUSE MUTATION

Splend. mais. campagne amén.
a/terr. 4.000 m² clos, séli-
rust., mezzanine, cheminée,
cuis. 4 chbres, bns, w.c., chiff.
centr., cave + grange atten.
200 m². Pz. tot. 385.000, en-
dit 100 %. Rembourse, comme-
un loyer de 4.000 F/mois.
TURPIN, RELAIS MIEL
MONTARGIS (10) 38-52-22-92
ou (10) 38-52-22-22, 24 h/24.

propriétés

EXCEPTIONNELLE
SUD VALLÉE DE CHEVREUSE
S/mgr. PPTB de 12,5 ha
bois, prairie, 450 m. AVILLE
sur 280 m² hab., v. b. f.
cuis., comm., coin mutation.
AG ROYALE - 39-50-14-50.

immobilier information

EXCEPTIONNEL
60 PERIODES
JUILLET-AOÛT
SAINT-RAPHAËL
av. par. couvert, 60 gdes
dans l'eau, 4.500.000 F.
Tél.: 34-88-16-87.

bureaux

Locations

Domestiques depuis 90 F/m.
Pense-1^{re} 12-13-14-15-16-17-18-19-20-21-22-23-24-25-26-27-28-29-30-31-32-33-34-35-36-37-38-39-40-41-42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-142

avec M. Pierre Paret.
ation nationale du cinéma
doit choisir entre l'abandon
et la reconquête du marché.

Déjà mentionné dans le film, qui, lui, prend pour thème la lutte contre l'attaque de la culture française par les produits américains, le film de Paret est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

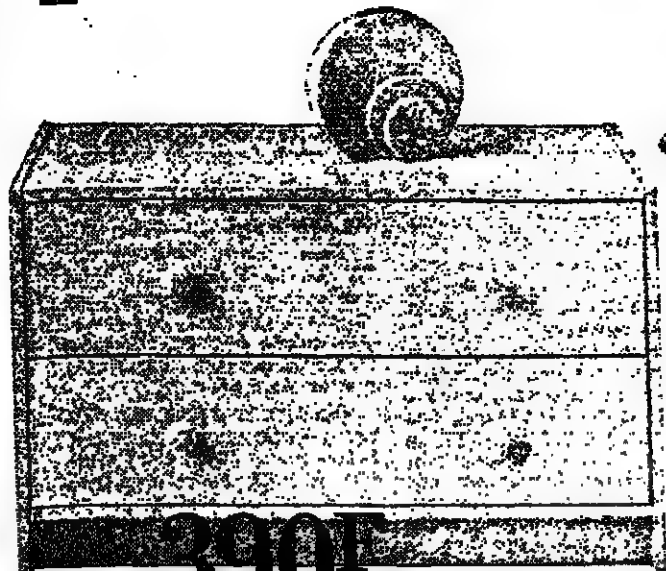
Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique. Le film est une œuvre de fiction, mais elle est basée sur des faits réels. C'est pour cette raison que le film est considéré comme un document historique.

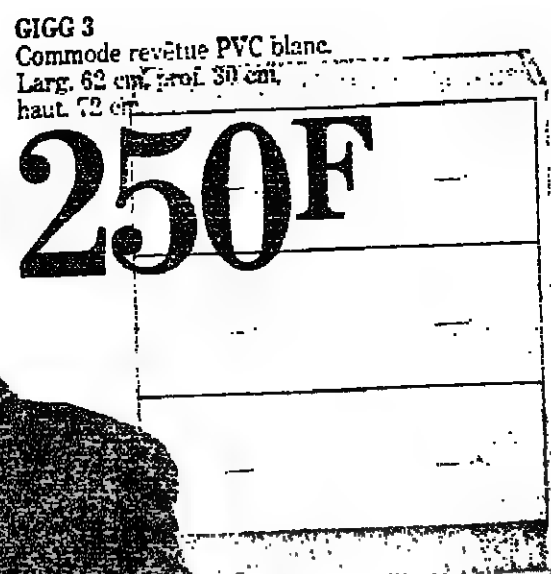
Des rangements à ces prix, c'est à croire qu'ils sont un peu dérangés.



GUTE 49/2
Commode laquée blanc.
Intérieur tiroirs:
plastique/fibres de bois.
Larg. 80 cm, prof. 40 cm,
haut. 49 cm.



VIKTOR
Porte-chapeaux en métal
laqué époxy noir.
Avec patère 9 têtes. 90 x 30 cm.



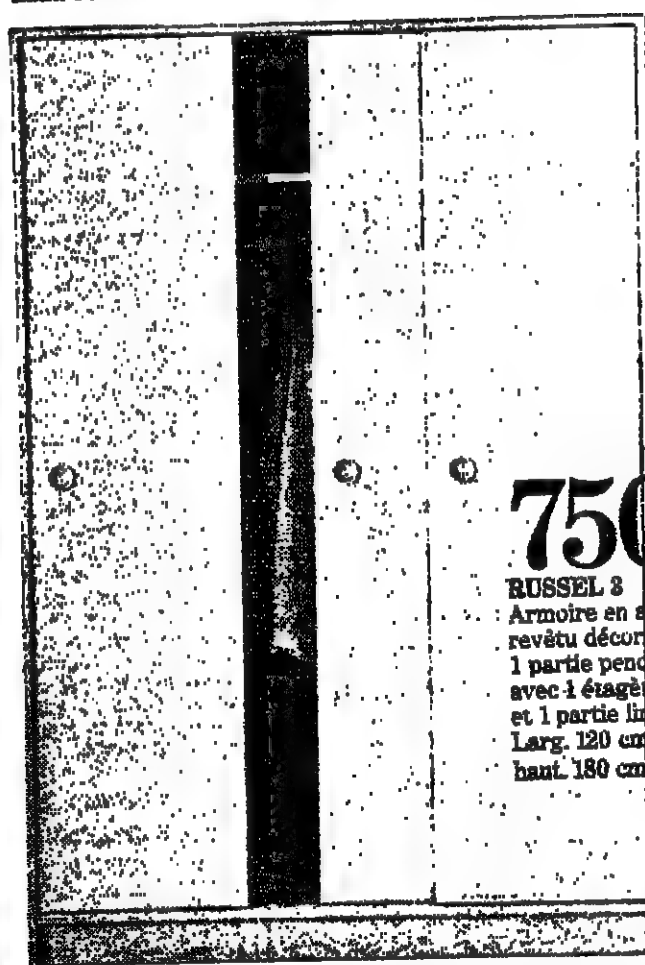
GIGG 3
Commode revêtue PVC blanc.
Larg. 62 cm, prof. 30 cm,
haut. 72 cm.



NILS 60
Armoire laquée blanc.
1 étagère et 1 tringle à habits.
Larg. 60 cm, prof. 60 cm,
haut. 180 cm.



GUTE 87/8
Commode laquée blanc.
Intérieur tiroirs:
plastique/fibres de bois.
Larg. 80 cm, prof. 40 cm,
haut. 87 cm.



RUSSEL 3
Armoire en aggloméré
revêtu décor blanc.
1 partie penderie
avec 1 étagère et 1 tringle;
et 1 partie lingerie.
Larg. 120 cm, prof. 60 cm,
haut. 180 cm.



TIMO 78/4
Commode en pin massif
naturel verni.
Intérieur tiroirs: multipla,
fond en panneau de fibres
laqué blanc.
Larg. 70 cm, prof. 38 cm,
haut. 78 cm.

GUTE 87
Armoire à chaussures
en plaqué pin naturel
ou teinté brun noyer (verni).
Avec 1 barre de support
et 1 plateau en plastique amovible.
Larg. 80 cm, prof.
40 cm, haut. 87 cm.



CERTAINS
DE CES ARTICLES
NE SONT PAS VENDUS
DANS LE MAGASIN
IKEA LYON.

Comme a dit un jour quelqu'un soucieux de son ménage, tout n'est que poussière et retournera à la poussière. Depuis, on n'arrête pas de passer l'aspirateur, le plumeau ou le chiffon. Pour IKEA, rien vaut quelques bons rangements pour clore la question. Seulement voilà, d'habitude les rangements sont souvent plus chers que ce qui est dedans. Un comble. Chez IKEA, on préfère plutôt le contraire. Que le prix de nos rangements vous laisse de quoi les remplir de tout ce dont vous avez envie. Ça semble un bon arrangement. Placards, penderies, commodes, tiroirs, miroirs, accessoires, à l'unité ou par murs entiers, vous composez ce que vous voulez, comme vous voulez, où vous voulez. Vous pouvez jouer dans les

3 dimensions et dans tous les styles. Du sur mesure, on ne peut pas dire mieux. Surtout quand c'est vous qui les montez. Ça arrange sacrément leur prix de les monter. Et de se les livrer soi-même donc. En les emportant dans des cartons plats, faciles à mettre dans ou sur sa voiture. Ensuite, un petit tour de vis par-ci par-là et c'est monté. Vous a-t-on dit que si vous avez vu un peu grand, vous pouvez rapporter ce qui est en trop? Chez IKEA, on reprend les choses avec le sourire (dans leur emballage d'origine, siou plait). Avec des prix comme ça on est peut-être dérangé. Mais vous, vous ne vous serez pas dérangé pour rien.

Offre valable jusqu'au 14 octobre 1987 dans la limite des stocks disponibles.

Ils sont fous ces Suédois



MINITEL 3615 IKEA

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN. A VEN.: 11-20 H. - (NOCTURNE LE MER. JUSQU'A 22 H.) - SAM. ET DIM.: 10-20 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

IKEA EVRY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVRY LISSES MENECY TEL. (1) 64.97.71.20 - LUN. A VEN.: 11-20 H. - (NOCTURNE LE JEU. JUSQU'A 22 H.) - SAM. ET DIM.: 10-20 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

IKEA LYON: CTR. CIAL DU GRAND VIRE, VAULX-EN-VELIN TEL. 73.73.22.26 - IKEA VITROLLES: RN 113 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES TEL. 42.89.96.16 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS

هكذا من الاصل

SOMMAIRE

■ L'important accord de libre-échange conclu, samedi 3 octobre, entre les Etats-Unis et le Canada, devrait aboutir, au fil des années, à un marché commun presque total. Mais les deux pays ne sont pas d'accord sur la ques-

tion essentielle des subventions (voir ci-dessous).

■ Deux banques américaines ont déclenché à nouveau un relèvement général du coût de l'argent aux Etats-Unis (page 41).

■ M. François Guillaume propose un nouveau plan d'aide au tiers-monde (page 41).

■ M. Henri Krasucki contre le discours économique et social officiel (page 40).

Canada : les recettes d'une exceptionnelle croissance

MONTREAL
de notre envoyé spécial

Le Canada, décidément, n'en finit plus de faire parler de lui. Record du monde du 100 mètres pour Ben Johnson, sommet de la francophonie, traité de libre-échange avec les Etats-Unis, opération éclair de Northern Telecom rachetant une participation de la firme américaine ITT dans le numéro un mondial (britannique) des transmissions par fibres optiques. Et, pour couronner le tout, activité économique débordante.

Aucun pays industrialisé n'aura réussi — et de très loin — le score du Canada en matière de croissance économique : 6 % en rythme annuel au premier semestre 1987. Un taux assez invraisemblable qui rappelle les belles années 60 et le bien-être grandissant qui jusqu'en 1974 — sur fond de plein-emploi — se répandait à travers le monde développé. Cette surprenante vigueur s'est probablement ralentie depuis l'été, mais très peu.

Le Canada, dont la croissance avait déjà été la plus forte des nations industrialisées en 1986, vit donc pleinement son été indien : les érables de Mont-Royal visibles depuis le centre de Montréal se sont enflammés, donnant à la ville, à ses gratte-ciels, à ses chantiers — sous un ciel bleu et froid — la réconfortante impression que tout est possible, y compris la prospérité. En fin de semaine, les autoroutes qui mènent vers les Laurentides, au Nord, vers l'Estrie, au Sud, débordent avec peine des flots de voitures, dont beaucoup sont maintenant japonaises, « pour leur qualité », ou coréennes, « pour leur bas prix ».

Le plus sûr indice de la santé du pays est l'activité du bâtiment. Les chantiers se sont multipliés pour la construction de logements mais aussi pour celle de bureaux et d'usines. A Bromont, en Estrie, c'est Hyndai qui s'est installé pour produire cent mille voitures l'an à partir de 1991 (1). Dans le centre de Montréal, les gratte-ciels ne se comptent plus : l'ancien centre commercial avec centre commercial en sous-sol, complexe Félix-Martin, tour La Laurentienne, Maison Alcan, l'hôtel Windsor lui-même, complètement rénové, vient d'être inauguré, transformé en bureaux luxueux qu'habitent avocats et conseillers fiscaux.

Toute cette activité d'abord concentrée sur l'Ontario et le Québec s'est progressivement étendue. Elle touche maintenant l'ensemble du pays depuis la Colombie britannique (Vancouver) jusqu'à l'Atlantique en passant par l'Alberta (Calgary), qui a connu de bien mauvais moments lors de la dégringolade des prix pétroliers.

Le boom de la construction est tel qu'il a fait flamber les prix un peu partout. Les hausses en 1986 ont

souvent atteint 30 % et même 40 %. Du coup, le chômage, qui dépassait largement les 10 % de la population active en 1984 et en 1985, a commencé à baisser pour revenir à 9,6 % en 1986. Durant l'été, il est repassé au-dessous de la barre des 9 %, avec des niveaux particulièrement bas dans les zones de forte activité. En Ontario, on en est à moins de 6 %, ce qui est inférieur aux meilleurs niveaux atteints avant la récession de 1981-1982. Toronto, avec son énorme activité industrielle et financière, est pourtant encore une exception.

Le chômage, s'il baisse un peu partout dans le pays, n'a pas encore retrouvé ses niveaux d'avant la crise de 1981-1982, malgré de nombreuses créations d'emplois, d'ailleurs souvent précaires. La lenteur de cette amélioration s'explique par la forte augmentation de la population active (+ 1,8 % l'an). Les migrations d'une province à l'autre restent donc importantes et, hélas, nécessaires. Dans les régions délaissées (Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse), on dépasse des taux de chômage de 13 %, la riche Colombie britannique se situant elle-même aux environs de 12 %.

Disparités qui expliquent, soit dit en passant, l'importance attachée par Ottawa dans ses négociations sur le libre-échange à toute une politique de subventions visant à fournir du travail aux hommes là où ils se trouvent, c'est-à-dire jusque dans les régions les plus reculées du Nord.

Epargne
en forte hausse

Y aurait-il donc une solution canadienne à la crise économique dont pourrait s'inspirer l'Europe, et la France en particulier, qui va cette année encore réaliser un score assez lamentable (1,5 % de croissance) ? Gardons-nous des comparaisons et des rapprochements, tant sont différentes les ressources, les structures, les étendues. Mais c'est bien la demande des ménages qui — jusqu'à l'été du moins — a été le principal moteur de l'étonnant dynamisme canadien. La consommation a augmenté l'an dernier de 4 %, se portant, on l'a vu, sur le logement mais aussi sur l'automobile, les biens manufacturés, souvent achetés à l'étranger. Les importations en ont été fortement stimulées (+ 9 % en un an), ce qui n'a pas été perdu pour tout le monde mais pourrait poser à la longue des problèmes de balance commerciale au pays.

Ce serait une erreur de croire qu'une forte hausse des salaires explique cette frénésie de consommation. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé l'année dernière de 0,7 % et se situe grosso modo au niveau atteint en 1978-1979. On voit que, de ce côté, aucun miracle ne s'est produit, bien au contraire. Si

l'on prend en compte les revenus de la propriété — qui, eux, ont fortement progressé — et ceux des professions libérales et commerçantes, le pouvoir d'achat global a légèrement augmenté, de 1 % environ.

Il faut donc chercher ailleurs l'explication de la forte activité enregistrée depuis la fin de 1986. Les Canadiens — qui jusqu'en 1980 s'étaient beaucoup endettés — ont accru leur épargne, par peur d'une crise qui fut sévère en 1981-1982, par peur de voir les temps mauvais se prolonger. Cette épargne a culminé au début de 1982, avec un taux représentant 18,2 % du revenu disponible des ménages. Au fur et à mesure que la crise s'éloignait, que l'activité reprenait, beaucoup de ménages s'approprièrent que leurs disponibilités financières étaient importantes et commencèrent à en profiter. Ce phénomène de soulagement — ou de revanche sur l'austérité — s'est produit en France, quoique à une moindre échelle, durant l'année 1985.

Ce fut le réflexe, chacun tirant sur ses réserves. En quelques années, le taux d'épargne a chuté de 8 points, une sorte de record. L'activité qui s'est ensuivie a été d'autant plus forte que, non contents de « dépenser » massivement, les Canadiens faisaient largement appel au crédit,

les prêts aux particuliers progressant de 30 % l'an.

Ce boom fait un peu peur aux autorités monétaires, qui craignent une accélération de l'inflation (2), ont commencé en juillet à relever le taux d'intérêt. Le risque est probablement réel, mais beaucoup de pays pourraient envier ce genre de danger quand il est la contrepartie d'une telle réussite.

La réforme fiscale de 1988 réduira sensiblement l'impôt sur le revenu des particuliers et soutiendra donc la consommation. Les toutes dernières enquêtes de conjoncture montrent que les chefs d'entreprise sont optimistes et qu'ils accroissent leurs investissements. Les sondages, eux, montrent que le premier ministre, M. Mulroney, a perdu beaucoup de sa popularité.

A n'y rien comprendre...

ALAIN VERMHOLES.

(1) Les travaux ont débuté en juin 1986 et devraient se terminer en décembre prochain. La production doit commencer en décembre 1988. L'usine emploiera mille cinq cents personnes quand elle tournera à plein régime. Modèle construit : l'Y2, proche de la Stellat.

(2) Le rythme de hausse des prix est actuellement de 4,5 % l'an. Mais le taux d'inflation « sous-jacent » (hors énergie et hors nourriture) ne cesse de se réduire depuis le début de 1987.

L'accord de libre-échange signé entre Washington et Ottawa laisse entier le problème des subventions

MONTREAL
De notre correspondant

« Projet du siècle » pour les milieux d'affaires canadiens, « pacte avec le diable » pour les milieux des syndicats, l'accord canado-américain de libre-échange conclu le 3 octobre à Washington reste pour le moment une ambiguë déclaration reposant sur des principes encore bien vagues.

A la lecture du seul document préliminaire publié jusqu'à présent par le gouvernement canadien, l'accord apparaît comme une genèse ébauchée devant mener à un marché commun presque total, voire même à l'intégration des deux économies.

Les deux partenaires commerciaux, dont les trois-quarts des échanges sont déjà exemptés de tarifs douaniers, ont vu grand. Ils ont prévu la libéralisation de leur commerce dans tous les secteurs de l'économie, y compris les services, les investissements, les contrats gouvernementaux et l'agriculture, un domaine qui pourtant devait échapper à l'accord.

Deux exceptions seulement sont à relever. Les industries culturelles

pourront continuer à être protégées, conformément au souhait du Canada, et les contrats gouvernementaux attribués dans le secteur de la défense resteront réservés aux entreprises nationales pour des raisons de sécurité. Pour le reste, les industriels canadiens pourront répondre aux appels d'offres américains si les contrats proposés dépassent 3,5 milliards de dollars américains. Le plancher a été fixé à 25 000 dollars dans l'autre sens.

Si le Congrès, le Parlement canadien et les provinces approuvent le projet, la levée de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires devrait se faire sur dix ans par étapes (un processus qui reste à définir), à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, le 1^{er} janvier 1989.

L'épineuse question du règlement des différends commerciaux susceptibles de survenir avant 1999 n'a été que partiellement réglée. Un tribunal d'arbitrage, composé de deux Canadiens, de deux Américains et d'une cinquième personne neutre, sera chargé de déterminer si les droits compensatoires décrétés par l'un sur les exportations de l'autre sont ou non conformes à la législa-

BILLET

Le PS, les « noyaux durs » et le flou

Le Parti socialiste est bien décidé à faire éclater les « noyaux durs » de M. Edouard Balladur. Après avoir violemment critiqué ces « groupes d'actionnaires stables » constitués par le ministre de l'économie dans le capital des entreprises privatisées, les dirigeants socialistes se veulent maintenant plus positifs. Mercredi 7 octobre, lors de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a, pour la première fois, donné quelques indications sur les projets de son parti. Précis sur certains points, il l'a été moins sur d'autres. Ces prises de position pourraient en tout cas influencer sur les prochaines étapes du programme de privatisations de M. Balladur, comme sur les marchés financiers.

En cas de retour du PS aux affaires, la compagnie d'assurance UAP (qui doit être mise sur le marché fin novembre) sera nationalisée d'une manière classique ; en revanche, la société industrielle Saint-Gobain, privatisée à la fin de l'an dernier, pourrait rester dans le secteur privé. A ces indications ponctuelles, M. Jospin a ajouté deux des principes qui guideront un gouvernement socialiste : une renouveau des « noyaux durs » et la possibilité de poursuivre la vente d'entreprises publiques au privé.

Comment casser les « noyaux durs » de M. Balladur ? Le PS se veut pragmatique. M. Jospin a évoqué quelques pistes. Première piste : des offres publiques d'achat (OPA) menées par l'Etat

ou ses bras séculiers (la Caisse des dépôts, les compagnies d'assurances toujours nationalisées, ou même une société publique d'investissement créée à cet effet). Au premier abord, la proposition fait sourire : les socialistes préconisent un recours à l'un des instruments du capitalisme sauvage !

Autre piste évoquée par M. Jospin, le rachat par l'Etat des actions détenues par les membres des « noyaux durs ».

« Ce qu'une loi a fait, une autre loi peut le défaire », a expliqué le premier secrétaire du PS.

Ces deux voies (OPA et rachat des « noyaux durs ») pourraient coûter cher à l'Etat. C'est pourquoi certains, dans l'entourage de M. Jospin, envisagent une autre solution : la généralisation de la golden share, de l'action spécifique inspirée de l'exemple britannique qui, détenue par l'Etat, permet à ce dernier de contrôler toutes les décisions stratégiques de l'entreprise.

Ces pistes restent encore mal balisées. Mais, au PS, on n'envisage guère de se faire plus précis. Avant mars 1988, la droite n'avait pas, fait-on remarquer dans l'entourage de M. Jospin, déstabilisé les modalités des privatisations. Et surtout, il faut éviter que les groupes « amis » de M. Balladur ne mettent en place des dispositifs de verrouillage empêchant le gouvernement socialiste d'agir. A malin, malin et denté.

ENRIK IZRALEWICZ.

(Lire page 9 les déclarations de M. Jospin.)

Publicité

NOUVELLES PERSPECTIVES D'AFFAIRES
ENTRE LA FRANCE ET LA GRECE

COLLOQUE FRANCO-HELLENIQUE SOUS LE PATRONAGE
DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
ET DE LA SECTION COMMERCIALE DE L'AMBASSADE DE GRECE

22 et 23 OCTOBRE 1987 - 27, AV. DE FRIEDLAND - 75008 PARIS

Les journées-débats « Nouvelles Perspectives d'Affaires » ont pour mission de dynamiser les relations commerciales entre la GRECE et la FRANCE, membres de la C.E.E. et partenaires économiques traditionnels.

Une importante délégation d'hommes d'affaires grecs présidée par Panayiotis ROUMELIOTIS, Ministre grec du Commerce, participera à ces rencontres dont les travaux seront ouverts par Georges CHAVANES, Ministre français du Commerce. A l'ordre du jour : • les sociétés joint-venture • les ventes triangulaires • l'optimisation des investissements • la Grèce, tremplin vers le Moyen-Orient et l'évolution des échanges commerciaux entre les deux partenaires.

Le 23 octobre sera réservé à des rencontres individuelles entre les entreprises grecques représentées et les participants français.

Inscriptions et Renseignements : Madame Brigitte ROLLO
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS - Direction des Relations Internationales
2, rue des Viamas - 75001 Paris - Tél. : (1) 45.08.36.82 - Télex : 230 823 DRI, CCIP

Des concessions
sur les investissements

Le Parti libéral et le Parti démocrate fustigent surtout les « concessions exorbitantes » accordées par Ottawa au chapitre des investissements. Le Canada a en effet accepté de lever à partir de 1992 toute forme d'entrave sur les prises de contrôles effectuées sur les entreprises canadiennes dont les avoirs sont inférieurs à 110 millions de dollars américains. Autrement dit, la moitié des avoirs canadiens ne seront plus soumis à un quelconque examen. Or, d'après les textes actuellement disponibles, Ottawa ne semble guère avoir obtenu en retour. L'administration américaine s'est simplement engagée à ce que les

investisseurs canadiens puissent bénéficier du décloisonnement des institutions financières américaines, lorsque le Congrès acceptera de le voter.

Enfin, les nationalistes canadiens s'opposent enfin vivement au marché commun élargi prévu dans l'accord, qui donne aux Etats-Unis un accès illimité à toutes les ressources canadiennes. Les mesures prises à la fin des années 70 par Pierre Elliott Trudeau, ancien premier ministre du Canada, pour protéger et renforcer l'industrie pétrolière nationale se trouveraient ainsi complètement annulées. Un résultat que des amis libéraux ne peuvent envisager d'accepter.

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, ne dispose pour le moment que de l'appui de cinq de ses dix homologues provinciaux, parmi lesquels Robert Bourassa. Le premier ministre du Québec s'est fait depuis mardi l'avocat enthousiaste de l'accord, qui, s'il est entériné, permettra à sa province de vendre beaucoup plus d'électricité aux Etats de la Nouvelle-Angleterre et accélérera la mise en chantier de la phase II du complexe hydro-électrique de la baie James.

M. Mulroney est toutefois loin d'avoir obtenu l'aval le plus important, celui de l'Ontario. Reporté au pouvoir le mois dernier, David Peterson, le premier ministre libéral de cette province, avait axé sa campagne contre la signature d'un accord avec les Etats-Unis. L'Ontario, où sont concentrées la presque totalité des usines de construction automobile (un secteur qui compte pour un tiers des échanges canado-américains), tente d'évaluer ce que l'accord pourrait coûter en perte d'emplois. Le « pacte de l'auto », accord sectoriel de libre-échange signé en 1965, a en effet été légèrement modifié aux termes de l'accord, et les Canadiens risqueraient d'en tirer moins d'avantages qu'ils ne le font actuellement.

Sur cette clause et sur les autres, les textes juridiques détaillés de l'entente, actuellement en cours de rédaction, permettront sans doute de mieux cerner la portée d'un accord, que ses pères ont voulu présenter comme un modèle de genre.

MARTINE JACOT.

Vingt-sept Boeing pour Ansett
et quatre Airbus pour Sabena

Après l'acalmie de l'été, le marché de l'aéronautique civile se ranime. La compagnie australienne Ansett a acheté vingt-sept appareils à Boeing, soit seize 737-300, cinq 737-500 et six 757-200, qui lui seront livrés en 1989 et 1990. Le montant du marché s'élève à 4,3 milliards de francs.

D'autre part, la compagnie belge Sabena a décidé d'acquiescer cinq

quadriracteurs Airbus A-340, devant la dixième « compagnie de lancement » de ce programme, après Air France, Air Inter, Air Portugal, ILFC, Lufthansa, Northwest, Royal Jordanian, UTA et Thai Airways. Ces cinq avions seront livrés en 1993 et 1994. Le montant du marché devrait s'élever à environ 2,3 milliards de francs.

BENEFICE NET CONSOLIDÉ DU PREMIER SEMESTRE 1987

hors plus-values nettes à long terme

EN HAUSSE DE 86 %



L'Assemblée générale de la Compagnie Générale d'Électricité (CGE), tenue le 6 octobre 1987, a approuvé les résolutions qui lui étaient présentées par le Conseil.

En particulier, l'Assemblée a approuvé l'apport effectué par les porteurs de titres participatifs qui, entre le 11 mai et le 19 juin 1987, ont répondu favorablement à l'offre publique d'échange de ces titres contre des actions de la CGE. Sur les 2 100 000 titres participatifs émis par la Compagnie en 1983 et 1985, 97,8 % ont été apportés à l'échange, conduisant à créer 20 544 420 actions nouvelles portant jouissance au 1^{er} janvier 1987. L'augmentation correspondante du capital de la Compagnie est de 821 778 800 F, assortie d'une prime de 1 695 403 802 F.

L'Assemblée a ensuite nommé administrateurs MM. René BOURDIN, Guy DEJOUANY, Jacques GUERIN, René LAMY, Helmut LOHR, Jean MARMIGNON, Jean-Paul PARAYRE, Jacques RAIMAN, Ambroise ROUX, Guy GUARD, Guy VERDEIL, et Marc VIENOT.

Le conseil d'administration ainsi constitué s'est réuni après l'Assemblée et a porté à sa présidence M. Pierre SUARD.

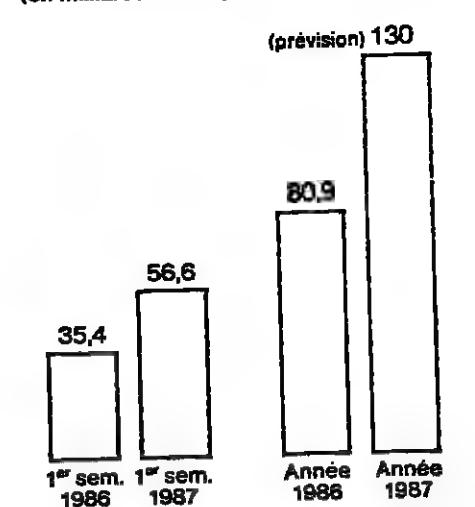
Le conseil a également examiné le rapport sur l'activité et les résultats du premier semestre qui a été attesté par les Commissaires aux comptes. Celui-ci fait apparaître un résultat net consolidé global de 1 290 millions de francs, en hausse de 35 % par rapport au premier semestre 1986 et représentant 2,3 % d'un chiffre d'affaires consolidé de 56 602 millions de francs. Hors plus-values nettes à long terme, le résultat net consolidé s'établit à 1 198 millions de francs contre 843 millions de francs au premier semestre 1986, soit une augmentation de 86 %.

La part revenant à la CGE dans le résultat consolidé s'établit à 723 millions de francs au premier semestre 1987 contre 762 millions de francs pour les six premiers mois de 1986 ; hors plus-values nettes à long terme, elle atteint 660 millions de francs contre 459 millions de francs au premier semestre 1986, marquant ainsi une progression de 44 %.

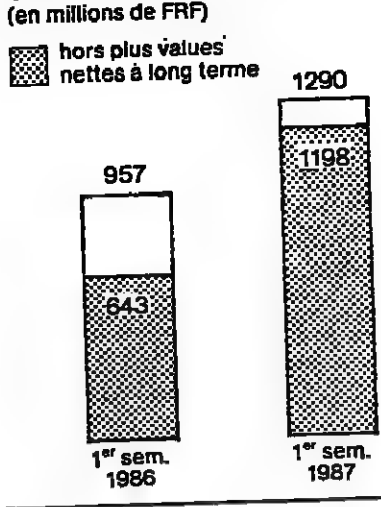
Les résultats du premier semestre confirment que, pour l'ensemble de l'exercice en cours, le taux de rentabilité nette globale, qui avait représenté 2,1 % du chiffre d'affaires en 1986, devrait au moins se maintenir à ce niveau, le chiffre d'affaires devant, quant à lui, être de l'ordre de 130 milliards de francs contre 80,9 milliards de francs en 1986.

Compte de résultat consolidé	1 ^{er} sem. 1986	1 ^{er} sem. 1987	Année 1986	Année 1987
Chiffre d'affaires hors taxes	35 370	56 602	80 803	
Résultat d'exploitation	1 481	2 224	2 630	
Résultat net hors plus-values nettes à long terme	643	1 198	1 314	
dont :				
- part revenant à la CGE	459	660	780	
- part revenant aux minoritaires	184	538	534	
Résultat net	867	1 290	1 721	
dont :				
- part revenant à la CGE	762	723	1 169	
- part revenant aux minoritaires	105	567	552	

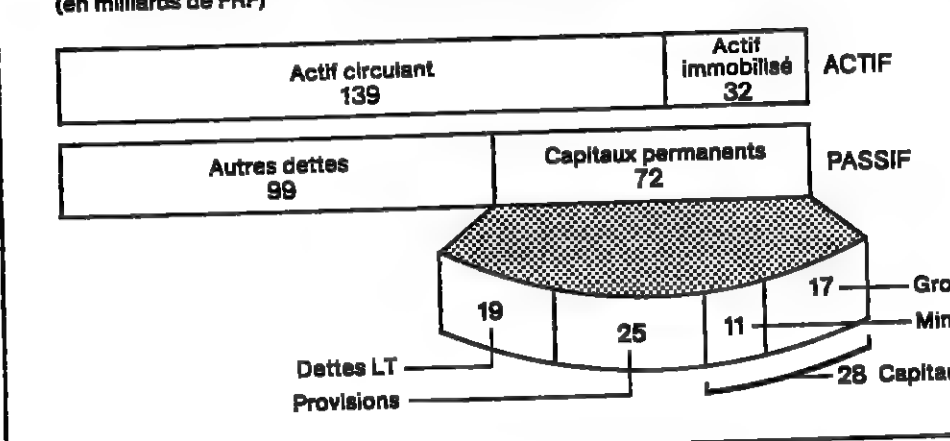
Chiffre d'affaires consolidé (en milliards de FRF)



Résultat net consolidé global (en millions de FRF)



Bilan consolidé simplifié après assemblée du 6.10.1987 (en milliards de FRF)



Extraits de l'allocation du Président Pierre SUARD à l'Assemblée Générale du 6 octobre 1987

Messieurs, Mesdames,

C'est pour moi un grand honneur de présider cette Assemblée Générale de la CGE, qui est la première à se tenir depuis le retour au secteur privé de notre société.

Nous vous avons réunis aujourd'hui pour présenter un certain nombre de décisions, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique.

En premier lieu, l'activité et les résultats

En premier lieu, l'activité et les résultats du premier semestre confirment que, pour l'ensemble de l'exercice en cours, le taux de rentabilité nette globale, qui avait représenté 2,1 % du chiffre d'affaires en 1986, devrait au moins se maintenir à ce niveau, le chiffre d'affaires devant, quant à lui, être de l'ordre de 130 milliards de francs contre 80,9 milliards de francs en 1986.

En second lieu, la structure financière

En second lieu, la structure financière de la CGE a été profondément modifiée par l'opération de rachat des titres participatifs. Celle-ci a permis de créer 20 544 420 actions nouvelles portant jouissance au 1^{er} janvier 1987.

En troisième lieu, la stratégie

En troisième lieu, la stratégie de la CGE est de développer ses activités dans les domaines de la communication, de l'énergie, de l'industrie et des services.

En quatrième lieu, la conclusion

En quatrième lieu, la conclusion de l'opération de rachat des titres participatifs est que la CGE est désormais une société nouvelle et dynamique, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique.

Notre stratégie d'activité

Dans nos métiers industriels traditionnels, l'énergie et la communication, nous devons être forts, c'est-à-dire avoir la dimension internationale pour gagner face à nos concurrents. Nous devons donc développer nos activités dans ces deux domaines, en particulier dans la communication, où nous sommes en position de force.

Le développement de nos activités

Le développement de nos activités doit être basé sur la recherche et l'innovation. Nous devons donc investir dans la recherche et l'innovation, en particulier dans les domaines de la communication, de l'énergie, de l'industrie et des services.

La structure financière

La structure financière de la CGE a été profondément modifiée par l'opération de rachat des titres participatifs. Celle-ci a permis de créer 20 544 420 actions nouvelles portant jouissance au 1^{er} janvier 1987.

La stratégie

La stratégie de la CGE est de développer ses activités dans les domaines de la communication, de l'énergie, de l'industrie et des services.

La conclusion

La conclusion de l'opération de rachat des titres participatifs est que la CGE est désormais une société nouvelle et dynamique, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique.

Notre stratégie d'activité

Dans nos métiers industriels traditionnels, l'énergie et la communication, nous devons être forts, c'est-à-dire avoir la dimension internationale pour gagner face à nos concurrents. Nous devons donc développer nos activités dans ces deux domaines, en particulier dans la communication, où nous sommes en position de force.

Le développement de nos activités

Le développement de nos activités doit être basé sur la recherche et l'innovation. Nous devons donc investir dans la recherche et l'innovation, en particulier dans les domaines de la communication, de l'énergie, de l'industrie et des services.

La structure financière

La structure financière de la CGE a été profondément modifiée par l'opération de rachat des titres participatifs. Celle-ci a permis de créer 20 544 420 actions nouvelles portant jouissance au 1^{er} janvier 1987.

La stratégie

La stratégie de la CGE est de développer ses activités dans les domaines de la communication, de l'énergie, de l'industrie et des services.

La conclusion

La conclusion de l'opération de rachat des titres participatifs est que la CGE est désormais une société nouvelle et dynamique, la CGE étant en effet déjà une société nouvelle et dynamique.



صكنا من الامم

SOCIAL

Deuxième phase
des états-général
de la Sécurité sociale
en novembre

La « deuxième phase » nationale des états généraux de la Sécurité sociale devrait s'achever à la mi-novembre. Le comité interministériel réuni le mardi 6 octobre a précisé l'organisation annoncée par M. Séguin le 24 septembre. Le 14 octobre, les « sages » doivent remettre au premier ministre leur rapport, qui sera rendu public le lendemain. Entre le lundi 26 octobre et le mardi 3 novembre, M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée à la santé et à la famille, et M. Adrien Zeller, secrétaire d'Etat chargé de la Sécurité sociale, recevront l'ensemble des partenaires sociaux : les conclusions de ces entretiens seront tirées dès le mercredi 4 novembre par M. Séguin.

Les propositions du gouvernement seront débattues par tous les partenaires sociaux, les jeudi 12 et vendredi 13 novembre, au cours de quatre tables rondes publiques, sur le mode des états généraux départementaux de juillet dernier (1). Le gouvernement transmettra le dossier au Conseil économique et social au plus tard en janvier. Mais certaines décisions concernent le court terme : le régime général devant faire face en 1988 à un déficit probable d'une trentaine de milliards de francs — devraient être connues auparavant.

(1) Les tables rondes seront animées par quatre journalistes vedettes : Jean Boissonnat (organisation et financement de la Sécurité sociale), Jean-Pierre Elkabbach (assurance-maladie), Christine Ockrent (assurance-veilles) et Philippe Labro (famille).

(Suite de la première page.)

Diverses actions de branches sont déjà annoncées. Pour la fonction publique, le 15 octobre, notre Union des fédérations de fonctionnaires ainsi que les PTT et les services publics ont fait connaître leur position. Nos organisations insistent sur la consultation des salariés afin qu'il y ait débat sur les revendications et que ces actions ne soient pas un simple exutoire. Elles doivent favoriser les mobilisations les plus fortes. La règle de conduite de la confédération est d'être pleinement disponible pour prendre les initiatives imposées par l'évolution des événements. Il y a les actions que l'on peut prévoir et il y a ce que la vie amène et qui ne se programme pas.

En évitant de polémiquer avec les autres syndicats et en observant même quelques convergences, faites-vous entendre une petite musique nouvelle sur l'unité d'action ?

Nouvelle ? Si elle est perçue comme telle, je ne m'en plaindrai pas. Mais c'est cette perception qui est nouvelle, car nous sommes toujours pour l'unité d'action en tenant compte des réalités. Nous évitons d'envenimer les choses. Mais les faits sont les faits. Il vaudrait mieux que les syndicats agissent dans le même sens et se retrouvent ensemble. Nous sommes pour. Les salariés doivent se faire une opinion sur les positions réelles et les actes de chacun, y compris la CGT, et agir de façon que la force de leur mouvement contribue à faire évoluer les choses. Nous faisons la clarté sans agressivité inutile : il n'est pas nécessaire d'échanger des noms d'oiseaux. Nous recherchons tout ce qui peut rapprocher, sans trahir, sans se bercer d'illusions, en misant sur l'action des travailleurs.

Ils misent
sur la peur

L'action syndicale est-elle efficace quand le pouvoir d'achat recule, quand le chômage augmente et quand la protection sociale

connaît des difficultés persistantes ?

En période de crise, la situation est difficile pour les travailleurs. La gravité du chômage rappelle à ceux qui l'oublient, l'ignorance ou le cachent, que, dans le système capitaliste, le salariat constitue un « marché du travail ». Quand il est favorable aux salariés, en période de prospérité, il est plus aisé de défendre des revendications et d'obtenir des améliorations. Quand il est défavorable, c'est plus difficile, car le patronat s'efforce de reprendre ce qu'il a dû céder précédemment et d'imposer sa loi.

Dans un tel système, les salariés, quelle que soit leur qualification, ne sont pas autre chose que des vendeurs de leur force de travail. Mais comment renoncer sans être écrasés ? Faut-il la donner gratuitement cette force de travail ? C'est le sort de tous les salariés d'avoir à combattre pour conquérir des conditions personnelles et collectives correspondant à ce que le savoir-faire d'une époque permet. C'est par l'action qu'un fil d'un siècle les travailleurs de ce pays ont conquis un niveau de vie indicatif d'un certain degré de civilisation. Il a fallu l'arracher. Ce que les générations précédentes ont su faire, pourquoi n'en serions-nous pas capables aujourd'hui ? Le patronat et le pouvoir misent sur la peur et la faiblesse humaine. Nous en appelons au contraire à la dignité et au courage, à ce qu'il y a de plus noble en l'homme. Où sont les humanistes ?

Chez Renault, où la CGT est largement majoritaire, la direction continue à supprimer des emplois et à mener une politique salariale très rigoureuse.

Renault est d'abord un phare de l'industrie française, mondialement connu, dont l'existence est menacée. C'est aussi un phare du progrès social que l'on veut éteindre. L'élimination d'activités essentielles (robot, machines-outils, électronique automobile, céramique industrielle nécessaire pour les moteurs propres) vise à ramener Renault à une simple entreprise d'assemblage

صحة من الالعمل

Un entretien avec M. Henri Krasucki

de voitures. Elle fabrique à l'étranger des voitures qu'elle réexporte en France et ferme des établissements entiers et prestigieux.

Cette marche arrière mise à l'œuvre chez Renault, c'est une volonté gouvernementale délibérée, correspondant aux exigences du CNPF. Malheureusement, c'était déjà le cas sous le pouvoir précédent. Maintenant, c'est un véritable assaut qui vise particulièrement le site de Billancourt.

Ce qui vaut pour Renault vaut pour l'ensemble du pays. Dans toutes les branches, on assiste à un recul grave, industriel mais aussi social. Il n'y a pas d'autre voie que la lutte et nous agissons partout dans ce sens. Si les travailleurs de Renault, qui se battent avec la CGT, perdent, toute la France perd. S'ils gagnent, c'est la France, son industrie, son progrès social, ses libertés, qui gagnent. Le danger est grand mais rien n'est perdu.

Un immense
sursaut

Quels éléments vous permettent d'affirmer que les libertés syndicales sont « plus menacées aujourd'hui qu'il y a » ?

Les faits ! Tout simplement et malheureusement. Chez Renault des dizaines de délégués sont licenciés. Dix militants responsables sont traités en otages, licenciés, traînés dans les tribunaux, sous des chefs d'accusation qui concernent des malversations pour avoir mené purement et simplement une action syndicale. Certains ont été condamnés à des amendes qui totalisent des dizaines de millions de centimes et à des peines de prison. Le 26 octobre, un procès doit se dérouler sous de nouveaux chefs d'accusation rédigés comme pour des procédures criminelles !

Cet acharnement contre les dirigeants de la CGT vise tous les salariés. Il est destiné à réaliser l'objectif de liquider Billancourt, selon la formule du directeur du personnel, M. Praderie, qui fut directeur de cabinet de Jean Auroux, cela se tue en famille. C'est un combat pour la liberté qui concerne non seulement les travailleurs mais tous les démocrates.

Puis largement, sanctions, brimades, interdictions professionnelles, licenciements de syndicalistes, poursuites judiciaires se constatent à grande échelle. Des tribunaux jugent comme des délires de droit commun le fait de mener une action syndicale. Un procès contre des travailleurs du Livre se solda par une condamnation des salariés à une saisie-arrêt sur leur salaire pendant trente-six ans pour une grève dite « illicite » faite en 1981. A l'usine Chapelle-Darblay de Grand-Couronnes, des dizaines de salariés ont été mis à pied pour avoir fait grève le 1^{er} octobre.

Au début des années 30, avant 1936, c'est ainsi qu'on traitait les travailleurs qui faisaient grève le 1^{er} mai ! Nous riposterons de manière appropriée. Il faut briser le silence, informer et entraîner une véritable prise de conscience.

J'entends parler de « participation », et nous assistons à une des périodes les plus graves de répression dans notre pays. Elle reflète la peur de l'action des travailleurs. Elle vise la CGT parce qu'elle est la plus combattive, mais en réalité elle vise quiconque se permet de se rebeller. Mais encore une fois on n'intimide que les faibles. Nous nous adressons à l'opinion publique, à tous ceux qui sont attachés aux droits de l'homme partout et d'abord chez nous. Au moment où l'on s'apprête à célébrer le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, il est indispensable qu'un immense sursaut de liberté et de justice se manifeste, car nous en sommes là.

Avez-vous le sentiment que les dirigeants de la CGT qui sont au comité central du PCF plaident pour un « durcissement » de l'action de votre centrale ?

A vrai dire, je devrais refuser cette question. Dans la CGT, et dans sa direction, chacun est CGT et compte comme tel. C'est la condition de notre indépendance et de la vie en commun dans la diversité qui caractérise notre centrale. Mais puisque votre journal a récemment publié un article sur une réunion du comité central du PCF en mettant en cause la CGT, je vous réponds que c'est une affabulation malveillante. Ce procédé n'est pas correct. Les dirigeants de la CGT, chacun avec sa personnalité — heureusement ! — prennent une part active à la conduite des luttes, et c'est bien d'un commun accord que nous lui imprimons le dynamisme que l'on voit.

Quel jugement portez-vous sur la politique de M. Chirac ? N'est-elle qu'une version aggravée de celle de M. Fabius ?

La politique actuelle est une politique de droite qui s'affiche comme telle et qui l'est bel et bien. Elle est tout entière au service des exigences du CNPF et des détenteurs de la richesse. Elle se réalise au détriment du développement d'une industrie moderne et créatrice d'emplois. Elle détruit les conquêtes sociales et s'acharne contre les libertés. Malheureusement, nous l'avons dit en son temps, la politique précédente avait déjà, une fois passée les premiers temps, pris bon nombre de mesures que nous avons été obligés de combattre.

Qu'il s'agisse d'un choix délibéré ou d'un recul, toute politique



qui, face à la crise, refuse de s'en prendre aux tenants du grand capitalisme se traduit par l'austérité et ce qui l'accompagne. Par-delà les personnes et les formations, c'est ce qu'on fait ou ce qu'on ne fait pas qui donne une indication sur le fond des choses.

Conformisme
obligatoire

La CGT refuse le « déclin » économique et social. Mais ne risque-t-elle pas de donner l'image d'une organisation qui refuse tout accord et qui appelle sans cesse à la grève ?

Cette image ne correspond pas à la réalité. Nous sommes pour des accords qui apportent un « plus » raisonnable. Nous ne pouvons pas considérer comme un accord la signature d'une mutilation infligée aux travailleurs. Est-ce une négociation sociale, quand il s'agit de marchander pour savoir de combien les travailleurs doivent être amputés dans leurs droits, leur existence ? C'est une reddition ! Au cours des années récentes, aucune organisation n'a accumulé autant de propositions positives que la CGT. Ce sont des solutions positives qui ne débouchent pas sur des chantages de chômeurs ou des abandons d'activités.

Conjuguer l'action revendicative et la capacité de proposer des solutions réelles, pour aboutir même partiellement à d'autres résultats, c'est un aspect du syndicalisme moderne, de lutte.

Il est aussi inexact de dire que la CGT appelle « sans cesse » à la grève. Il y a bien d'autres moyens pour les travailleurs d'exprimer leurs volontés. Leur refus de l'injustice, de l'humiliation et de la marche en arrière de la société est un oui pour qu'on discute d'autres solutions remplaçant enfin la France à un bon niveau industriel et social. Mais comment ne pas remarquer qu'il n'y a actuellement qu'une manière de penser qui soit tolérée : le discours économique et social officiel, quelles que soient les nuances. C'est le conformisme total obligatoire. Pour changer cet engrenage dangereux, il faut que s'exprime et s'impose une force puissante et agissante, multiforme y compris la grève et les manifestations qui sont un droit inaliénable.

La baisse du nombre de salariés inscrits aux élections prud'homales vous fait-elle craindre un mauvais score le 9 décembre ?

Cette baisse traduit d'abord le recul de l'industrie française et le nombre d'emplois disparus. De plus, les chômeurs sont exclus de fait des élections. Nous avons demandé que les chômeurs inscrits à l'UNEDIC soient automatiquement sur la base de ces listes, inscrits sur les listes électorales. Cela a été refusé. Par contre, tous les employeurs sont inscrits sur la base des listes de l'UNEDIC. Quelle injustice !

Il peut arriver à chacun d'aller un jour aux prud'hommes. Avec quels syndicalistes les droits des salariés seront-ils le mieux défendus ? Au soir du 9 décembre, qu'est-ce qui comptera pour dire que cela ne peut pas continuer comme cela pour le pouvoir d'achat, l'emploi et la sécurité sociale sinon le score de la CGT ? Nous mettons campagne pour obtenir le meilleur résultat.

C'est l'intérêt de tous les salariés, dans leur diversité.

A chaque formation
son rôle

Vous vous retrouvez en étroite convergence avec le PCF sur des nombreuses questions. Cela va-t-il vous amener à prendre position lors de l'élection présidentielle ?

L'élection présidentielle c'est la responsabilité des formations politiques. La CGT ne présente pas de candidat et elle ne mène pas de campagne électorale. Elle exprime ses propres idées comme élément de réflexion. Depuis longtemps, nous nous efforçons de cultiver le parler vrai et à combattre toute hypocrisie, tout raisonnement partiel. Les partis ont vocation à gouverner, ils aspirent. Les syndicats, non. A tout moment la situation du pays est une réalité objective, la même pour les formations de toute nature qui se manifestent dans la société. Quiconque veut réellement défendre les intérêts des travailleurs doit nécessairement avoir des convergences avec la CGT qui n'est pas la plus mauvaise référence en la matière. Nous ne refusons aucune convergence pourvu qu'elle soit vraie et que chaque formation se situe dans son rôle, sur le terrain qui est le sien. Nous voyons aussi les divergences. Il n'y a pas à les cacher, nous en tirons à notre façon d'organisation syndicale sans oura et sans mirage en exposant surtout nos propres propositions.

En 1983, vous souhaitiez une « bonne toilette de printemps » pour la CGT. A-t-elle porté ses fruits pour les effectifs et la correction des « défauts » dans votre vie interne ?

Oui, elle a porté ses fruits. Tous et suffisamment ? Non, il y a d'abord un large progrès dans notre vie démocratique et dans la conduite de nos luttes. On réunit tout le monde en assemblée générale : le syndicat propose quelque chose qui est le résultat de la réflexion des adhérents, et ensuite les salariés votent. La démocratie demande des droits, des libertés, ce que la répression complique. Il faut pour cela poursuivre et développer une méthode qui est très efficace pour bien conduire l'action revendicative.

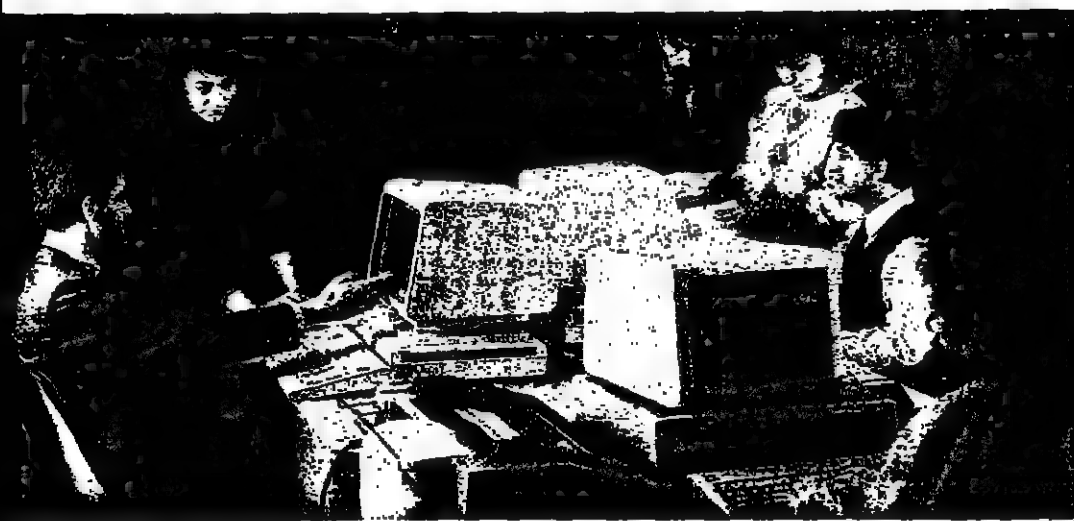
A la CGT, on discute constamment — heureusement ! — pour s'adapter aux réalités nouvelles. Il s'agit de faire un syndicat CGT combattif qui corresponde à l'état d'esprit des salariés, dans toute l'étendue de leurs diversités. Nous ne craignons pas de nous remettre en cause. On l'aime bien notre CGT mais il ne faut pas se satisfaire d'à peu près. La bureaucratie, les formes de routine, les difficultés d'adaptation, la CGT n'en est pas exempte. Nous continuons à nous en occuper sans lever le pied, sans ruidoyer, et non comme des donneurs de leçons. Il faut perfectionner, corriger une organisation qui est un corps vivant tout en faisant constamment face à nos responsabilités. Nous disons aussi aux salariés là où vous êtes : si la CGT n'est pas ce que nous disons et ce qu'elle devrait être, eh bien aidez-nous ! Faisons-la ensemble !

Pour les effectifs, nos efforts n'ont pas encore porté leurs fruits. Avec un chômage aussi massif, il y a des difficultés pour tous, y compris la CGT. Mais nous ne nous abîmons pas derrière cette réalité parce qu'entre ceux qui font confiance à la CGT et ceux qui en sont membres l'écart est considérable. La CGT nous avons la vie syndicale qui convient, et un travail concret constant pour l'adhésion, les résultats sont encourageants. Nous devons l'étendre partout. On ne doit pas subir les campagnes et les situations de sous-organisation face à un patronat super-organisé. Il y a l'effort des militants et aussi celui des salariés car il faut bien arriver à renforcer ensemble le syndicat de lutte et de rassemblement dont ils ont besoin afin de changer vraiment le cours des choses.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

Manifestation contre les mises à pied à la Chapelle-Darblay. — Près de mille huit-cents personnes ont manifesté, le mercredi 7 octobre à Rouen, pour protester à l'appel de la CGT contre la mise à pied de quarante-deux salariés de la Chapelle-Darblay pour avoir participé à une grève le 1^{er} octobre. A la tête d'une importante délégation du PCF, M. Roland Leroy, député de Seine-Maritime, a vu dans ces événements « le morceau d'un grand combat qui se livre à l'échelon national pour réprimer le droit de grève ». L'union régionale CFDT de Haute-Normandie avait appelé ses adhérents à participer à cette manifestation. Lors d'un dîner-débat organisé le 6 octobre, par Paris-Normandie, M. Pierre Guillan, vice-président du CNPF, a estimé que ces mises à pied « témoignaient d'une insuffisante connaissance élémentaire du droit ».

COMMERCE INTERNATIONAL

Comment
Iktisat a pris
12% du marché turc.

En matière de crédits internationaux chaque minute compte. Un document retardé ou une erreur dans la communication d'un cours et voilà que votre client voit ses profits fondre du jour au lendemain.

C'est pourquoi à la Iktisat nous agissons vite et effectuons vos opérations dans les meilleurs délais. Nos cours et taux de commissions sont compétitifs grâce à nos frais généraux réduits.

Le secret de notre efficacité réside dans notre action soutenue de développement de nos ressources humaines.

Nous recrutons des collaborateurs de haut niveau et nous confions aux

directeurs de nos succursales le soin de prendre des décisions qui font appel à leurs connaissances spécifiques des différents secteurs d'activité.

Les communications sont aussi plus rapides, grâce à l'installation de télécopieurs et à la mise en service de notre programme d'informatisation en direct et en temps réel.

Pour Iktisat, 12% du total des crédits du commerce extérieur n'est qu'une étape. Chaque fois que « le temps c'est de l'argent », Iktisat vous permet d'être en avance d'un compétiteur.

IKTISAT BANKASI
La banque d'affaires de Turquie

Pour recevoir notre Rapport Annuel 1986, prière de contacter Arthur Willmann, Directeur Général Adjoint.
Iktisat Bankasi, Buyukdere Cad. 165 Esentepe, Istanbul-Turquie, Téléphone: 172 70 00 Télécopieur: 172 70 70 Telex: 27685
Succursales à Istanbul (8 succursales), Ankara, Izmir, Bursa, Adana, Mersin, Gaziantep, Denizli, Iskenderun, Samsun, Ordu, Antalya.

Economie

AFFAIRES

Les banques américaines relèvent leur taux d'intérêt de base

Deux grandes banques américaines, la Chase Manhattan et Citicorp, ont donné, le mercredi 7 octobre, le signal d'une nouvelle hausse du crédit aux Etats-Unis en relevant d'un demi-point leur taux d'intérêt de base (prime rate), porté à 9,25 %. Ces deux banques ont été suivies rapidement par la Chemical Bank, la Manufacturers Hanover, la Continental Illinois et la Morgan.

C'est la cinquième fois depuis le début de l'année qu'est relevé le prime rate, taux qui sert de référence à l'ensemble du coût du crédit aux Etats-Unis. Le 4 septembre, peu après la décision de la Réserve fédérale (Fed) de relever d'un demi-point à 6 % son taux d'escompte — la première hausse de ce taux depuis trois ans — les grandes banques américaines avaient porté leur prime rate de 8,25 % à 8,75 %. La Fed devra rapidement décider si elle relève à nouveau son taux de l'escompte.

La remontée des taux d'intérêt, qui a débüté aux Etats-Unis dès le printemps, se poursuit donc. Elle s'explique par la poursuite de la hausse du dollar, qui permet de se procurer plus facilement des devises étrangères — notamment les francs — et par la hausse des taux à court terme, décidée par la Fed le 22 février dernier. La hausse des taux a aussi l'avantage de contenir une hausse

des prix qui sera nettement plus forte en 1987 (5 % environ) qu'en 1986 (1,5 %).

Reste à savoir si, mis à part l'énergie dont les prix fluctuent fortement au fil des années, l'accélération de la hausse des prix traduit bien la renaissance de phénomènes inflationnistes. Beaucoup d'experts se posent la question, car le relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis risque de se propager dans le monde. Déjà la Bundesbank a augmenté le taux de ses primes en pension d'effets commerciaux.

Un renchérissement généralisé du coût de l'argent aurait évidemment tendance à freiner la croissance économique dans les pays industrialisés, à un moment où cette croissance est déjà remarquablement faible sauf en Amérique du Nord. Un tel mouvement contredirait donc toutes les résolutions prises par les responsables des pays industrialisés à chaque fois qu'ils se rencontrent, à savoir accélérer la croissance, notamment en RFA et au Japon, qui disposent — grâce à leur très importants excédents commerciaux — de marges de manœuvre importantes.

C'est pourquoi la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a été accueillie avec circonspection.

M. Gattaz dans la banlieue rouge

M. Yvon Gattaz ne se résout pas à décrocher. A peine avait-il, en décembre 1986, laissé à M. François Parigot la présidence du CNPF qu'il prit le tête de la fondation Jeunesse et Entreprises pour mobiliser les patrons face au chômage de un million de Français de moins de vingt-cinq ans.

Aujourd'hui, l'ancien président du CNPF se lance dans l'aménagement du territoire. A la demande « unanime », souligne-t-il, du patronat, des chambres de commerce et des métiers et des professions libérales de la Seine-Saint-Denis, il vient d'accepter de présider le tout nouveau comité d'expansion de ce département. Un comité d'expansion qui, contrairement aux autres organismes de ce type, regroupés dans le CNERP (Conseil national des économies régionales et de la productivité), ne comprend ni élus locaux, ni syndicalistes, ni représentants des organismes de recherche ou universitaires. Seuls y siègent des délégués des milieux patronaux. En cela, c'est une nouveauté.

Cette initiative a provoqué la stupeur et le courroux du président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, M. Georges Valbon. Comme ses collègues des autres départements, il veut jouer à plein des compétences nouvelles dont il a hérité par les lois de décentralisation, et notamment la relance économique de la Seine-Saint-Denis. Là où le bât blesse, c'est que M. Valbon est communiste.

Reconnaissons que l'annonce entre les entreprises et les élus du département n'est pas idéale, avouent les responsables patronaux.

« Je m'étonne que ceux-là mêmes qui depuis tant d'années transforment la Seine-Saint-Denis en friche industrielle et le vident de son potentiel économique s'érigent soudain en défenseurs de ses intérêts... Qui brade actuellement la CGR, expropriée par la loi de la région de l'Industrie Médicale, qui brade Roussel-Uclaf, qui lance les femmes enceintes, qui démolit le centre de recherche de Renault ? », s'insurge Georges Valbon.

M. Gattaz, pour sa part, tient à ce que son comité d'expansion soit « transpatronal ». Et, s'il a décidé de s'y investir, c'est parce qu'il est domicilié lui-même en Seine-Saint-Denis et parce que l'entreprise qu'il préside, Radial, y a — à Roissy-sous-Bois — son siège social.

On savait depuis longtemps que personne en France ne pouvait se prévaloir du monopole du cœur. Le développement économique, de même, n'est la chasse gardée de personne.

FRANÇOIS GROSCHARD.

ERIC FOTTORINO.

Aux assises agricoles du RPR

M. François Guillaume redéfinit son plan d'action en faveur du tiers-monde

« Les pays où règne la misère glissent vers les idéologies extrémistes, qu'elles soient de l'Est ou du Moyen-Orient. Plus qu'un geste humanitaire mon plan (pour le tiers-monde) est un placement, à long terme, aux desseins de géopolitique. » Invité à conclure la première journée des assises agricoles du RPR, le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, a ainsi présenté, le 7 octobre, l'action qu'il entend mener en faveur des pays en développement, avec le concours des grandes entreprises industrielles. Présenté au printemps dernier, lors du voyage du ministre français auprès de Jean-Paul II, ce « plan » a connu en quelques mois une sensible évolution conceptuelle.

A l'origine, il s'agissait d'ouvrir la chaîne des cours mondiaux des céréales et la baisse du revenu des agriculteurs en organisant les marchés sur de nouvelles bases : les pays riches devraient consentir à payer plus cher leurs achats de grain, afin de permettre aux exportateurs de vendre à bas prix une partie de leur production vers le tiers-monde. La proposition restait ambiguë : derrière l'aide aux pays défavorisés apparaissait le souci du ministre de régler à bon compte le problème des excédents céréaliers. D'aucuns avaient alors reproché à M. Guillaume de ne pas apporter une réponse adaptée aux besoins réels des pays pauvres. Inonder le sud avec les surplus du nord ne risquait-il pas de dissuader le tiers-monde d'assurer sa propre autosuffisance ?

Mission suprême

Le ministre de l'Agriculture a rectifié le tir. Il a affirmé que son plan devait permettre « le développement des productions agricoles des pays qui souffrent de déficits alimentaires ». Ce soutien pourrait se traduire, selon lui, par des aides à la

coopération et à la formation et à des jumelages d'industries agro-alimentaires destinés à diffuser les techniques modernes de production. Ainsi formulé, le plan Guillaume répond sans doute davantage aux préoccupations du tiers-monde.

Pour le ministre de l'Agriculture, qui entend laisser une trace de son passage Rue de Varenne, cette opération prend des allures de mission suprême, supérieure — par l'importance médiatique qu'il veut lui donner — à la loi de modernisation de l'agriculture (dont le projet est soutenu du bout des lèvres par les professionnels) ou à la mutualisation controversée du Crédit agricole. Mais son « plan Marshall » pour le tiers-monde est encore loin d'être applicable.

Quels consommateurs accepteraient de « surpayer » les céréales au moment où, malgré la dépression des cours mondiaux, les grandes puissances exportatrices se livrent à une guerre de subventions pour écouler leur grain à tout prix ? Il reste aussi à mesurer l'intérêt réel du tiers-monde pour un scénario susceptible d'accroître sa dépendance vis-à-vis de l'agro-industrie du nord.

ERIC FOTTORINO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



RAPPORT D'ACTIVITÉ SUR LE 1^{er} SEMESTRE 1987

Le résultat net des six premiers mois de l'exercice 1987 s'élève à 31 465 125,19 F, contre 25 117 417,12 F sur la même période de 1986, soit une progression de 25 % en dépassant sur les prévisions budgétaires du début d'exercice.

La progression globale du chiffre d'affaires de 4,60 % sur la même période de comparaison est intégralement répartie entre le chiffre d'affaires national, davantage influencé par les effets du changement du paysage publicitaire, qui est en léger retrait par rapport à sa prévision d'objectif à fin juin 1987, et le chiffre d'affaires local (60 % du chiffre d'affaires global), qui suit normalement les prévisions.

Compte tenu des prises d'ordres déjà enregistrées sur le 2^e semestre 1987 et d'un ensemble de prévisions raisonnables, la société devrait tenir ses objectifs globaux de chiffre d'affaires.

La progression des charges d'exploitation est de 3,45 % sur les six premiers mois de l'exercice 1987 et correspond au choix de gestion prudente de la société.

Le résultat d'exploitation progresse de 21 % et s'élève à 59 311 359,31 F à fin juin 1987 contre 49 049 602,81 F à fin juin 1986.

La progression très élevée du résultat financier est la conséquence de la politique prudente de provisions constituées en totalité en 1986.

La régression du résultat exceptionnel à fin juin 1987 est la conséquence de prises de bénéfices sur des opérations exceptionnelles de cessions d'actifs au cours du 1^{er} semestre 1987.

En termes de résultats consolidés, le groupe Avenir dégage, à fin juin 1987, un résultat net part du Groupe de 34 millions de francs, également en progression très significative par rapport à l'an dernier (+ 28 %).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

scac

Le conseil d'administration, réuni le 28 septembre 1987, a examiné les comptes du premier semestre 1987.

Les comptes sociaux font ressortir, au 30 juin 1987, un résultat net bénéficiaire de 18,2 millions de francs contre une perte de 23,1 millions de francs au 30 juin 1986.

En consolidé, il a été indiqué que le résultat courant des six premiers mois de 1987 était bénéficiaire de 41 millions de francs contre une perte de 11 millions de francs au cours du premier semestre 1986.

Ce net redressement est conforme aux prévisions.

RENA CONSEIL

Faites vos séminaires résidentiels dans un Monument Historique.

840^F /pers.

- Hébergement en chambre individuelle.
- Petit déjeuner buffet américain.
- 1 salle de réunion.
- 2 salles café.
- Déjeuner avec boissons et café.
- Offre valable pendant les vacances scolaires de Noël, Noël et Nouvel An.

Découvrez le charme unique d'Holiday Inn République, l'hôtel idéal pour vos séminaires (10 salles de réunion, bureau de travail jusqu'à 350 personnes, capacité de 350 personnes, jardin terrasse de 1000 m², équipement audiovisuel de pointe).

10, place de la République - Paris 75011 - Tél. (1) 45 55 44 34 - Télex : 210651 Holiday F.

La rencontre du Paris Historique et du Paris des Affaires.



Holiday Inn

The news behind the newsmakers.

Your independent weekly view of World Affairs, Finance, Science. Traduction du texte ci-dessus : « AU-DELA DE L'ACTUALITÉ ». Votre aperçu indépendant sur le monde des affaires, de la finance, de la science.

Le Monde AFFAIRES

L'ATERRISSAGE DES PDG

Ils passent sans transition du pétrole à l'automobile, du béton à l'audiovisuel. Comment gèrent ces patrons qui débarquent dans des métiers dont ils ignorent tout.

Egalement au sommaire :

PIERRE MOUSSA DANS SES NOUVEAUX MEUBLES La puissance retrouvée de l'ex-président de Paribas.

SONDAGE

Ce que veulent les cadres européens pour l'entreprise de 92.

INFORMATIQUE

Les sociétés de services en ébullition Face à la concurrence des grands cabinets anglo-saxons d'audit, les sociétés de services informatiques cherchent à se restructurer en hâte.

DANS

DEMAIN

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires c'est l'affaire de tout Le Monde.

LE MONDE diplomatique octobre EST PARU

هكذا من الاجل

Marchés financiers

La restructuration de l'électronique outre-Manche

Le canadien Northern Telecom prend pied en Grande-Bretagne

Après le suédois Ericsson et, dans une moindre mesure, l'américain ATT, le canadien Northern Telecom vient de prendre pied sur le marché britannique des télécommunications. Northern Telecom a racheté, pour 445 millions de livres (4,4 milliards de francs) les 24 % du capital de la firme britannique STC détenus par ITT. Le groupe canadien avait déjà acquis en Bourse des parts de STC et sa participation totale atteint 27,8 %.

Dans le même temps, STC va acquérir 40 % de la filiale britannique de Northern Telecom. Les deux firmes entendent développer leur coopération dans les composants pour les réseaux numériques de télécommunication.

STC, avec un chiffre d'affaires de 1 933 millions de livres et treize-cent mille salariés, est spécialisée dans les transmissions. Elle contrôle aussi ICL, le fabricant britannique d'ordinateurs, qui ne sera en rien concerné (en particulier ses liens techniques avec Fujitsu) par le nouvel accord.

Northern Telecom compte parmi les géants mondiaux du téléphone (avec ATT, Alcatel, Siemens, Ericsson). Ayant réussi à prendre l'avance dans les centraux électroniques dès la fin des années 70, le groupe a conquis une solide place sur le marché nord-américain (taux de croissance de 15 % en 1986, 15 % de ventes totales (4,4 milliards de dollars)). La deuxième phase de son développement, aujourd'hui engagée, concerne le reste du monde, et en particulier l'Europe. Northern Telecom avait été candidat, l'an passé, à la reprise du français COCT, enlevé en définitive par Ericsson.

STC, qui a traversé des difficultés, a réussi un net redressement l'an passé. La firme a fait l'objet de beaucoup de spéculations : sa taille insuffisante à l'échelle mondiale lui imposait de chercher un partenaire et les noms de Siemens et de Fujitsu furent avancés. Le retrait d'ITT des télécommunications (la branche a été vendue à Alcatel à la mi-1986) a fourni l'occasion pour le groupe canadien.

L'arrivée de Northern Telecom s'inscrit dans la restructuration en cours de l'industrie électronique britannique, avec la fusion des télécommunications de GEC et Plessey, et celle de Ferranti avec l'américain Signal and Control.

Les Japonais au secours de BankAmerica

BankAmerica, la société holding du deuxième groupe bancaire américain, a réussi à réunir 425 millions de dollars d'argent frais pour consolider son capital, grâce essentiellement à des investisseurs japonais. Longue attendue, cette annonce intervient après une des campagnes de marketing les plus ardues de l'histoire des investissements internationaux.

Les 425 millions de dollars offerts se décomposent en 325 millions d'emprunt à taux d'intérêt flottant à douze ans, et 100 millions d'actions convertibles préférentielles. Le taux d'intérêt de l'emprunt se situera à 11 points 1/4 au-dessus du Libor. Les analystes ont remarqué que ce taux d'intérêt est élevé, même si on le compare avec celui des pays les plus endettés du tiers monde. Le Mexique, par exemple, paie seulement 5/8 de point de plus que le Libor.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE FRANÇAISE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS ET DE GESTION COFIMEG
Société Anonyme Immobilière d'investissement, au capital de 719 437 800 F.
Siège social : 4, place de Rio-de-Janeiro, 75008 PARIS
RCS PARIS : B 592 023 923
N° SIRET : 592 023 923 00218
Code APE : 8111

Avis aux actionnaires
VENTE DE TITRES NON RECLAMÉS A LA SUITE D'OPÉRATIONS ANCIENNES
Les titulaires de titres de la COFIMEG sont informés de ce que le Conseil d'Administration de la Société, agissant conformément aux dispositions de l'article 356-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et des articles 205-1 et 205-2 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 ajoutés par le décret n° 87-93 du 11 février 1987, et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 26 juin 1984, a décidé de faire procéder à la vente à la Bourse de Paris, dans un délai de deux ans à compter de la présente publication, des 175 actions de la Société Française d'Investissements Immobiliers et de Gestion - SEFIMEG - revenant aux actionnaires COFIMEG titulaires des coupons n° 29 et 32, non présentés et qui n'auraient pas été réclamés à l'expiration de ce délai par leurs ayants droit.

Lesdits ayants droit sont en conséquence mis en demeure de faire valoir leurs droits dans ce délai de deux ans à l'issue duquel ils ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en numéraire du produit net de la vente des titres non réclamés.

Il est de plus précisé que :
- à compter de cette vente, les anciens titres (coupons n° 29 et 32) seront, en tant que de besoin, annulés, et les ayants droit seront dessaisis de leurs droits sur ceux-ci ;
- que le produit net de la vente des titres sera tenu à la disposition des ayants droit pendant dix ans sur un compte bloqué ouvert au nom de la Société dans un établissement de crédit.

Le Conseil d'Administration

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INVESTISSEMENTS IMMOBILIERS ET DE GESTION - SEFIMEG
Société Anonyme Immobilière d'investissement, au capital de 891 422 200 F.
Siège social : 4, place de Rio-de-Janeiro, 75008 PARIS
RCS PARIS : B 662 010 453
N° SIRET : 662 010 453 00139
Code APE : 8111

Avis aux actionnaires
VENTE DE TITRES NON RECLAMÉS A LA SUITE D'OPÉRATIONS ANCIENNES
Les titulaires de titres de SEFIMEG sont informés de ce que le Conseil d'Administration de la Société, agissant conformément aux dispositions de l'article 356-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 et des articles 205-1 et 205-2 du décret n° 67-236 du 23 mars 1967 ajoutés par le décret n° 87-93 du 11 février 1987, et en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1981, a décidé de faire procéder à la vente à la Bourse de Paris, dans un délai de deux ans à compter de la présente publication, des 1 663 actions revenant aux propriétaires des 2 326 actions de l'Union Française d'Investissements Immobiliers et de Gestion - UFIMEG - qui n'ont pas été présentées à l'échange consécutif à l'absorption d'UFIMEG par SEFIMEG, à raison d'une action SEFIMEG pour deux actions UFIMEG, et qui n'auraient pas été réclamés à l'expiration de ce délai par les ayants droit.

Lesdits ayants droit sont en conséquence mis en demeure de faire valoir leurs droits dans ce délai de deux ans à l'issue duquel ils ne pourront plus prétendre qu'à la répartition en numéraire du produit net de la vente des titres non réclamés.

Il est de plus précisé que :
- à compter de cette vente, les anciens titres ou les anciens droits relatifs à l'échange seront, en tant que de besoin, annulés, et les ayants droit seront dessaisis de leurs droits sur ceux-ci ;
- que le produit net de la vente des titres sera tenu à la disposition des ayants droit pendant dix ans sur un compte bloqué ouvert au nom de la Société dans un établissement de crédit.

Le conseil d'administration

SOCIÉTÉ DE LA TOUR EIFFEL

Le montant du bénéfice net, après provision pour impôt, s'élève au 30 juin 1987 à 1 219 902 F contre 1 299 297 F au 30 juin 1986 et à 2 326 841 F pour l'ensemble de l'exercice 1986.

Cette légère diminution, due à diverses provisions constituées sur le portefeuille de titres de placement, ne saurait préjuger le résultat final de l'exercice en cours, qui sera influencé par les plus-values des cessions réalisées pendant le deuxième semestre.

Au cours du premier semestre, la société a cédé la participation de 10 % qu'elle détenait dans la Banque de financement et de réassurance.

Le Monde

NEW-YORK, 7 oct. ↑

Encore lourd

Encore sous le choc de sa chute historique du mardi 6 octobre, le marché new-yorkais a eu, mercredi, un mouvement de recul. Réaction émotionnelle sans doute. Par la suite, le marché s'est, en effet, mis en séance à refaire une partie du terrain perdu sur des achats étrangers, prétendant-on. La séance s'est néanmoins terminée sur une note assez lourde. A la clôture, l'indice instantané accusait une baisse de 0,82 % environ, effaçant ainsi tout le bénéfice de la maigre avance enregistrée vendredi dernier, puis lundi.

Rappelant ses pronostics très pessimistes faits au début de l'été, un grand nombre de portefeuilles affirmait que ses craintes étaient fondées. La chute de Wall Street ? « Ce n'est qu'un hors d'œuvre », vous pouvez également vous attendre, disait-il, à une forte baisse à Tokyo, selon lui, à cause du dérapage de sa monnaie monétaire, le Japon va être contraint de relever son taux d'escompte.

Cette opinion sur la hausse des taux d'intérêt coïncide, hélas, avec les prévisions assez noires faites par divers grands organismes. Alors, simple accès d'humeur ou réaction plus profonde ? A partir du moment où le taux de l'argent monte, le rapport prioritaire des actions (PER) baisse.

Le record de baisse de la séance est revenu à Dasaault (- 7,6 %). C'est la première fois que la Bourse s'inquiète des réductions d'effectifs dans une grande entreprise. Décidément, quelque chose change rue Wall Street. Le STP, ainsi que la pharmacie (Sanofi, Roussel-Uclaf) et les pétroles, ont également été les grands perdants.

Le marché obligataire s'est lui aussi sensiblement alourdi, tandis que, incidemment, le MATIF n'a guère varié.

LONDRES, 7 oct. ↓

Repli atténué

La baisse record enregistrée par Wall Street, le mardi 6 octobre, a eu une influence considérable sur le Stock Exchange, lors de sa séance de mercredi. Elle a, en effet, provoqué de fortes pertes des investisseurs, mais une réaction s'est produite à l'ouverture. Cependant, elle sera de courte durée, interrompue par le relèvement des taux de base bancaires américains. Le mouvement de hausse, réorienté au vu de la réaction modérée de la place new-yorkaise.

L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en baisse seulement de 4,8 points à 853,5, alors qu'il avait perdu 16,9 points à l'ouverture. Le nombre de transactions a diminué à 36 404, contre 37 443. Les inquiétudes concernant le niveau des taux d'intérêt se sont manifestées par une baisse de fonds d'Etat. Les valeurs pétrolières se sont également dépréciées à la suite des remous sur les marchés pétroliers.

Sur le front des OPA, la direction de la compagnie d'assurances britannique Equity and Law a exprimé sa satisfaction après son annonce de la future prise de contrôle par la Compagnie du Midi. Enfin, la banque d'affaires Guinness Peat, récemment acquise par le groupe néo-sélandais Equinor, a annoncé la nomination de son nouveau président. Il s'agit de George Adams, vice-président. Il remplace M. Alastair Morton, qui avait démissionné lundi.

FAITS ET RÉSULTATS

● Hausse de 26 % des résultats semestriels de Thomson-CSF. - Le résultat net de Thomson-CSF a été de 1 522 millions de francs, soit une hausse de 26 % par rapport aux six premiers mois de 1986. Avec impôt et intérêts minoritaires la progression est de 44 %. Le chiffre d'affaires consolidé augmenté de 11 % à 17,56 milliards de francs. A périmètre constant la hausse serait de 18 %.

Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires consolidé de Thomson-CSF devrait être en recul apparent d'environ 10 %. Le chiffre d'affaires devrait se situer aux environs de 32 milliards de francs. Le résultat net devrait être en progression sensible par rapport à l'exercice précédent.

● Michelin va investir 138 millions de dollars au Brésil d'ici à 1991. - Michelin va investir au Brésil 138 millions de dollars d'ici à 1991 dans le but de doubler sa production de pneus, à Indaial, le 7 octobre, le directeur de cette entreprise à Rio-de-Janeiro, Michel Migon, qui produit aujourd'hui 510 000 pneus dans ce pays, espère franchir la barre du million d'unités dès la prochaine année de la prochaine décennie.

● Peugeot Goodyear (Anciens) va fabriquer pour le japonais Bridgestone. - Le fabricant américain de pneumatiques Goodyear (premier mondial) a signé un accord avec le japonais Bridgestone (deuxième mondial) pour fabriquer des pneus Goodyear dans son usine française d'Amiens 400 000 pneus pour le compte du japonais.

PARIS, 7 oct. ↓

Accès d'humeur ?

Surprise et choquée par la chute historique de Wall Street, la Bourse de Paris a eu, mercredi, un mouvement de recul. Réaction émotionnelle sans doute. Par la suite, le marché s'est, en effet, mis en séance à refaire une partie du terrain perdu sur des achats étrangers, prétendant-on. La séance s'est néanmoins terminée sur une note assez lourde. A la clôture, l'indice instantané accusait une baisse de 0,82 % environ, effaçant ainsi tout le bénéfice de la maigre avance enregistrée vendredi dernier, puis lundi.

Rappelant ses pronostics très pessimistes faits au début de l'été, un grand nombre de portefeuilles affirmait que ses craintes étaient fondées. La chute de Wall Street ? « Ce n'est qu'un hors d'œuvre », vous pouvez également vous attendre, disait-il, à une forte baisse à Tokyo, selon lui, à cause du dérapage de sa monnaie monétaire, le Japon va être contraint de relever son taux d'escompte.

Cette opinion sur la hausse des taux d'intérêt coïncide, hélas, avec les prévisions assez noires faites par divers grands organismes. Alors, simple accès d'humeur ou réaction plus profonde ? A partir du moment où le taux de l'argent monte, le rapport prioritaire des actions (PER) baisse.

Le record de baisse de la séance est revenu à Dasaault (- 7,6 %). C'est la première fois que la Bourse s'inquiète des réductions d'effectifs dans une grande entreprise. Décidément, quelque chose change rue Wall Street. Le STP, ainsi que la pharmacie (Sanofi, Roussel-Uclaf) et les pétroles, ont également été les grands perdants.

Le marché obligataire s'est lui aussi sensiblement alourdi, tandis que, incidemment, le MATIF n'a guère varié.

TOKYO, 7 oct. ↑

Au sommet

Les craintes suscitées par la chute de Wall Street se sont très vite dissipées sur le marché de Tokyo. Dès jeudi, les investisseurs ont repris leurs achats. Tant et si bien que tout le terrain perdu a été regagné, et même largement au-delà. En clôture, l'indice Nikkei accusait une baisse de 0,82 %, effaçant ainsi tout le bénéfice de la maigre avance enregistrée vendredi dernier, puis lundi.

L'indice général n'a pas réussi la même performance. Il n'a pas même progressé de 33,08 points, à 2 154,37. Les déclarations de M. Miyazawa, ministre des finances, concernant le maintien des taux d'intérêt à leurs niveaux actuels, semblaient avoir convaincu la communauté financière. Ce fut, cependant, la mauvaise nouvelle de la monnaie japonaise qui fit baisser le cours du yen.

Sur le front des OPA, la direction de la compagnie d'assurances britannique Equity and Law a exprimé sa satisfaction après son annonce de la future prise de contrôle par la Compagnie du Midi. Enfin, la banque d'affaires Guinness Peat, récemment acquise par le groupe néo-sélandais Equinor, a annoncé la nomination de son nouveau président. Il s'agit de George Adams, vice-président. Il remplace M. Alastair Morton, qui avait démissionné lundi.

FAITS ET RÉSULTATS

● Hausse de 26 % des résultats semestriels de Thomson-CSF. - Le résultat net de Thomson-CSF a été de 1 522 millions de francs, soit une hausse de 26 % par rapport aux six premiers mois de 1986. Avec impôt et intérêts minoritaires la progression est de 44 %. Le chiffre d'affaires consolidé augmenté de 11 % à 17,56 milliards de francs. A périmètre constant la hausse serait de 18 %.

Pour l'ensemble de l'année, le chiffre d'affaires consolidé de Thomson-CSF devrait être en recul apparent d'environ 10 %. Le chiffre d'affaires devrait se situer aux environs de 32 milliards de francs. Le résultat net devrait être en progression sensible par rapport à l'exercice précédent.

● Michelin va investir 138 millions de dollars au Brésil d'ici à 1991. - Michelin va investir au Brésil 138 millions de dollars d'ici à 1991 dans le but de doubler sa production de pneus, à Indaial, le 7 octobre, le directeur de cette entreprise à Rio-de-Janeiro, Michel Migon, qui produit aujourd'hui 510 000 pneus dans ce pays, espère franchir la barre du million d'unités dès la prochaine année de la prochaine décennie.

● Peugeot Goodyear (Anciens) va fabriquer pour le japonais Bridgestone. - Le fabricant américain de pneumatiques Goodyear (premier mondial) a signé un accord avec le japonais Bridgestone (deuxième mondial) pour fabriquer des pneus Goodyear dans son usine française d'Amiens 400 000 pneus pour le compte du japonais.

PARIS

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AEP SA	1189	1189	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	475	475	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	502	502	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	510	510	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	780	780	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	943	943	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	880	880	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1001	1001	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1189	1189	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1235	1235	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	2080	2080	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	980	980	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	306	306	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1086	1086	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	200	200	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1310	1310	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	722	722	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	601	601	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	385	385	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	232	232	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	940	940	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	227	227	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	3270	3270	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	2030	2030	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	880	880	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	282	282	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	570	570	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	33 50	33 50	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	700	700	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	620	620	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	1040	1040	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	882	882	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	256	256	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	201	201	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	184	184	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	220	220	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	205	205	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	478	478	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	389	389	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	231 10	231 10	Alcatel	387 10	387 10
Alcatel	270	270	Alcatel	387 10	387 10

MINITEL

La gestion en direct de votre portefeuille personnel
38.15 Tapes LEMONDE
puis BOURSE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 7-10-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Déc. 87	Déc. 87
Large Cap	1700	87 135,5	188 -
Paribas	440	11,5 26	35 -
Peugeot	1550	118 -	230 -
Thomson-CSF	1200	120 165	- 18 -

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 7 oct. 1987				
Nombre de contrats : 70 333				
COURS	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	95,60	95,25	94,85	94,80
Précédent	95,50	95,10	94,65	-

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,07 F =	PARIS
	(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)
	Valeur française : 181,7
	Valeur étranger : 137,7
	C des agents de change
	(Base 100 : 31 déc. 1981)
	Indice général : 418,9
	NEW-YORK
	(Index Dow Jones)
	Industrielles : 2548,6
	Industrielles : 2551,7
	LONDRES
	(Index Financial Times)
	Industrielles : 1883,3
	Mines d'or : 444,6
	Fonds d'Etat : 85,74
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones : 25952,7
	Indice général : 2129,3

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base + base	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-AL	6,0628	6,0640	- 10 +
SE-AL	4,6388	4,6439	- 79 -
SE-AL	4,7755	4,7798	+ 120 +
DM	3,3267	3,3297	+ 93 +
DM	2,9885	2,9889	+ 36 +
DM	16,0222	16,0258	+ 138 +
SE-AL	3,9989	3,9999	+ 154 +
SE-AL	4,6124	4,6220	- 165 -
SE-AL	5,9629	5,9721	- 284 -

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-AL	7 1/8	7 3/8	7 3/4	7 13/16	7 1/2	8 1/16	8 13/16
SE-AL	3 1/2	3 3/4	3 15/16	4 1/16	4 3/16	4 13/16	4 15/16
SE-AL	5 7/8	6 1/8	6 1/4	6 5/8	6 1/2	6 13/16	6 15/16
SE-AL	1 3/4	2 1/4	3 3/16	3 7/16	4 1/4	4 5/8	4 3/4
SE-AL	9 1/2	10	10 7/8	11 5/8	11 1/4	12 1/4	12 5/8
SE-AL	9 1/2	9 3/4	9 13/16	9 15/16	10 1/8	10 1/4	10 1/2
SE-AL	7 1/4	7 3/4	7 3/4	7 7/8	7 13/16	8 1/16	8 13/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matériel par une grande banque de la place.

BOURSE DU 7 OCTOBRE

Règlement mensuel

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Deuxième cours	%
1582	A.E. 1073	1848	1840	1886	+ 1.08	1582	A.E. 1073	1848	1840	1886	+ 1.08	1582	A.E. 1073	1848	1840	1886	+ 1.08	1582	A.E. 1073	1848	1840	1886	+ 1.08
1210	C.R.E. 2%	3220	3220	3220	...	1210	C.R.E. 2%	3220	3220	3220	...	1210	C.R.E. 2%	3220	3220	3220	...	1210	C.R.E. 2%	3220	3220	3220	...
1210	B.A.P. T.P.	1182	1182	1182	...	1210	B.A.P. T.P.	1182	1182	1182	...	1210	B.A.P. T.P.	1182	1182	1182	...	1210	B.A.P. T.P.	1182	1182	1182	...
1210	C.A.F. T.P.	1140	1137	1137	- 0.25	1210	C.A.F. T.P.	1140	1137	1137	- 0.25	1210	C.A.F. T.P.	1140	1137	1137	- 0.25	1210	C.A.F. T.P.	1140	1137	1137	- 0.25
1217	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1217	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1217	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1217	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1589	Remont. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1589	Remont. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1589	Remont. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1589	Remont. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30
1210	Rhône-P. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1210	Rhône-P. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1210	Rhône-P. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30	1210	Rhône-P. T.P.	2018	2020	2026	+ 0.30
1210	St-Gobain T.P.	1224	1226	1237	- 1.61	1210	St-Gobain T.P.	1224	1226	1237	- 1.61	1210	St-Gobain T.P.	1224	1226	1237	- 1.61	1210	St-Gobain T.P.	1224	1226	1237	- 1.61
1238	Compteur T.P.	1224	1226	1237	- 0.30	1238	Compteur T.P.	1224	1226	1237	- 0.30	1238	Compteur T.P.	1224	1226	1237	- 0.30	1238	Compteur T.P.	1224	1226	1237	- 0.30
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07
1210	Châ. Ligne T.P.	1224	1226	1237	+ 0.07	1210	Châ. Ligne T.P.																

Comptant (réaction)

SICAV (réaction)

7/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission franc inc.	Rachet net	VALEURS	Emission franc inc.	Rachet net	VALEURS	Emission franc inc.	Rachet net
Obligations																				
Emp. 7 1/2 1973	3041		Compt. Réun.	2626	3427	Loiret (St)	1660	1660	St. Fin. d. d. CP	1620		A.A.A.	876 86	876 81	Paris-Norm.	1136 90	1132 20	Orléans-Sa.	1362 20	1326 59
Emp. 8 1/2 77	124 46	3 218	Compt. Ind.	2128	2123 40	Lucas	1140	1130	Stent	1140	1200	Ass. C.	207 86	207 20	Paris-Nevers	1543 08	1543 08	Orléans-Sa.	463 38	453 02
Emp. 9 1/2 78	89 50	1 280	Compt. Ind.	1910	142 80 d	Macquart (St)	48 06	48 06	Touraine	1850	1850	Ass. C.	468 09	468 10	Paris-Nevers	305 28	307 07	Orléans-Sa.	1063 36	1062 82
Emp. 10 1/2 79	101 20	1 003	Compt. Ind.	1301	874	Macquart (St)	243 80	234	Touraine	810	827	Ass. C.	386 48	380 42	Paris-Nevers	10807 25	10807 25	Orléans-Sa.	883 16	883 09
Emp. 11 1/2 80	105 16	4 988	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 12 1/2 81	100 70	15 498	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 13 1/2 82	105 16	10 057	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 14 1/2 83	113 10	11 886	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 15 1/2 84	114 80	5 230	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 16 1/2 85	112 77	10 282	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 17 1/2 86	107 10	12 200	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 18 1/2 87	103 45	6 801	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 19 1/2 88	97 52	5 887	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 20 1/2 89	1776		Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 21 1/2 90	94 56	3 881	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 22 1/2 91	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 23 1/2 92	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 24 1/2 93	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 25 1/2 94	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 26 1/2 95	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 27 1/2 96	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 28 1/2 97	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 29 1/2 98	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 30 1/2 99	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 31 1/2 00	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 32 1/2 01	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 33 1/2 02	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 34 1/2 03	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 35 1/2 04	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 36 1/2 05	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 37 1/2 06	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 38 1/2 07	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 39 1/2 08	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 40 1/2 09	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 41 1/2 10	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 42 1/2 11	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 43 1/2 12	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 44 1/2 13	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 45 1/2 14	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 46 1/2 15	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 47 1/2 16	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 48 1/2 17	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 49 1/2 18	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 50 1/2 19	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 51 1/2 20	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 52 1/2 21	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 53 1/2 22	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 54 1/2 23	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 55 1/2 24	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 56 1/2 25	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 57 1/2 26	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 58 1/2 27	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 59 1/2 28	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 60 1/2 29	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 61 1/2 30	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 62 1/2 31	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 63 1/2 32	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 64 1/2 33	100 80	1 110	Compt. Ind.	630		Macquart (St)	120		Touraine	1170	710	Ass. C.	627 24	604 57	Paris-Nevers	246 78	243 16	Orléans-Sa.	880 18	879 34
Emp. 65																				

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINTEL
3 La visite de M. Mitterrand en Argentine. 4 Il y a deux ans, le détournement de l'Achille-Lauro. 5 L'élection du directeur général de l'UNESCO. 6 Assassinat d'un diplomate syrien à Bruxelles. - La visite du premier ministre hongrois en RFA.	9 M. Jospin à « L'heure de vérité ». 10-11 Les députés ont voté la mise en accusation de M. Nuclé. 2 DÉBATS : « Une décolonisation particulière », par Maurice Duverger ; « Soigner ou gérer, il faut choisir », par Jean Carpentier.	12 Le Pays basque après les rafles policières. 13 La situation en Corse après la libération d'Yves Stella. - Les projets d'Arianespace. 14 SPORTS.	31 Mais qui est Le Corbusier ? - Le concert de Bob Dylan. 32 Basal et Dans la jungle des villes, de Brecht. 36 COMMUNICATION : Un entretien avec le président de la Fédération nationale du cinéma français.	38 Canada : les recettes d'une exceptionnelle croissance. 40 Les états généraux de la Sécurité sociale. 41 Les banques américaines relèvent leur taux d'intérêt de base. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 34 Mots croisés 34 Carnet 35 Loterie, Loto 35 Radio-télévision 34 Annonces classées 36 Spectacles 33	● Tout sur l'affaire Châlier, CHA. ● Le paysage audiovisuel français et vous. VISU. ● 11 h-14 h 30 : rendez-vous à la Bourse de Paris. BOURSE Actualité, Sports, International, Culture, Bourse, Cinéma. 3615 Tapas LEMONDE

Pour se consacrer à la campagne électorale

M. Jacques Toubon quitte la présidence de la commission des lois

M. Jacques Toubon, député RPR de Paris, a présenté, jeudi matin 8 octobre, sa démission de président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Le député de Paris, qui préside cette commission depuis mars 1986, a décidé de se consacrer pleinement à la future campagne présidentielle de M. Jacques Chirac.

Parmi les reproches adressés à M. Toubon par certains de ses amis figure celui d'embrasser en même temps de trop nombreuses activités. Le député de Paris est en effet également maire du treizième arrondissement et conseiller politique du premier ministre. Dès le mois de juillet, le principe de l'allègement de ses charges avait été envisagé.

Le groupe RPR, à qui revient la présidence de cette commission, choisira donc dans les prochains jours un nouveau candidat, et la commission devra l'être mardi 13 octobre. Parmi les postulants figure notamment M. Pierre Mazeaud, député RPR de Haute-Savoie, qui exerçait jusqu'alors les fonctions de vice-président de la commission et qui, à ce titre, suppléait fréquemment M. Toubon.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 octobre

Très résistent

Après avoir reculé assez vite quelques heures auparavant en liaison avec la chute de Wall Street, le marché parisien s'est montré beaucoup plus résistant jeudi matin. A la clôture de la séance matinale, l'indice de référence enregistré une avance de 0,19 %. L'irrégularité a prévalu dans tous les compartiments. Avance de Géophysique (+ 8,1 %), SOE, Guyenne, Bie, Europe n° 1, Casino, Michelin, BHV, Redoute. Recul de Prouvost, Crédit national, Signaux, Dumez, J. Lefebvre, Schneider, Darty.

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Assur	488 90	488 90	488 90
Agache-Henri	540	542	541
Air Liquide (L)	882	884	885
Banque (C)	840	840	840
Bouygues	2852	2846	2850
Bouygues	1135	1145	1154
B.S.N.	5040	5040	5040
Carrefour	1098	1098	1097
Chemin S.A.	638	638	638
Elf-Aquitaine	3080	3080	3070
Elf-Paris	1383	1384	1383
Elf-Lyon	315 40	315 40	322
Elf-Midi	3400	3400	3400
Elf-Nord	1112	1112	1128
Elf-Océan	818	811	821
Elf-Pyrénées	488 50	488 50	488 50
Elf-Sud	788	790	788
Elf-Toulon	832	834	836
Elf-Vaucluse	664	664	665

Le numéro du « Monde » daté 8 octobre 1987 a été tiré à 491 686 exemplaires

Le conflit du Golfe

Le harcèlement des pétroliers se poursuit

Le Japon, l'un des meilleurs clients de l'industrie pétrolière iranienne, a de nouveau été victime, le jeudi 8 octobre, du conflit iranien : le *Tanaka*, pétrolier battant pavillon japonais, mais affilié par la compagnie japonaise Niwasee Kaiun Y. K., a été touché par deux missiles au large des côtes saoudiennes, selon des sources maritimes dans la région.

Un incendie s'est déclaré dans la soute des machines du navire, s-t-on prévenu de mêmes sources, selon lesquelles l'origine des missiles - avions ou vedettes - n'a pu être déterminée. Mercredi, un pétrolier saoudien avait été attaqué par une vedette rapide iranienne au large du port de Dubaï (Emirats arabes unis), deux jours après le raid irakien le plus important contre le trafic maritime depuis le début de la guerre. Six pétroliers affiliés par l'Iran avaient alors été endommagés.

Le président du Parlement iranien, M. Hachemi Rafsanjani, a, de son côté, mis en garde les Occidentaux contre les risques de « catastrophe » dans le Golfe, accusant notamment l'Europe de s'être laissée entraîner dans la politique « aventuriste » des Etats-Unis. « Si l'Iran déclarait réellement un jour de semer des mines dans le Golfe, tous les chasseurs de mines du monde n'y pourraient rien », a-t-il dit à l'ambassadeur de Belgique à

Téhéran, venu lui expliquer que la présence de dragueurs belges devait être considérée par l'Iran comme une « mesure amicale et non agressive », selon l'agence iranienne IRNA.

Les dragueurs de mines français ont, pour leur part, découvert deux nouvelles mines en mer d'Oman, ce qui porte à quatre le nombre d'engins détectés par les Français au large des Emirats arabes unis depuis le 1^{er} octobre.

D'autre part, Radio-Téhéran a réaffirmé, mercredi, la volonté iranienne de riposter à la destruction, il y a quinze jours, d'un navire iranien par la marine américaine. Dans un commentaire diffusé mercredi, la radio a, en outre, traité par le mépris le vote par le Sénat américain d'un embargo sur toutes les importations de produits iraniens aux Etats-Unis (le *Monde* daté du 8 octobre), qualifiant cette initiative de « mise en scène ridicule ». « La menace d'un embargo économique américain contre l'Iran, en particulier dans le domaine pétrolier, est sans aucune efficacité, car l'Iran n'exporte pas de pétrole directement vers les Etats-Unis », a affirmé la radio.

L'aviation irakienne a, par ailleurs, bombardé, mercredi, une station de radio à Ham, dans le centre de l'Irak, à l'indiqué un porte-parole irakien. (AFP, Reuters.)

Dans « Le Monde diplomatique » d'octobre

Le libéralisme autoritaire

En France et aux Etats-Unis, les campagnes pour l'élection présidentielle démarrent dans une semblable confusion. Claude Julien, dans *Le Monde diplomatique*, compare la gravité de la situation économique dans ces deux pays aux furieuses déclarations, aux pures incantations lyriques, des candidats à la magistrature suprême.

Alors que se poursuivent, en France, les privatisations dans une trouble atmosphère d'affairisme, Jean-Paul Jean explique les fortes contradictions de la nouvelle idéologie dominante, celle du « libéralisme autoritaire ». Pierre Dommergues constate que, aux Etats-Unis, les défauts de cette même idéologie, prônée par M. Reagan, sautent tardivement aux yeux de tous et que la grande question de l'heure est : « Comment gérer le déclin ? » Ici et ailleurs, les pays meurent ce qu'il en coûte de s'abandonner à la « tentation déflationniste » que décrivait Gérard de Bernis et Jacques Léonard.

La myopie des dirigeants et la médiocrité des élites sont

considérées par Christian de Brie comme un nouvel aspect de ces « politiques malades de leur culture ». Une culture désormais gagnée par la logique du marché, du profit et de plus en plus indifférente - comme le révèle l'affaire Polac - à ce qu'ignacio Ramonet appelle « la misère de l'audiovisuel ».

Devant les déclarations sur la supériorité militaire classique de l'URSS, qui se multiplient après la perspective d'accord sur les armes nucléaires entre les deux Super-Grands, l'amiral Antoine Sanguinetti rappelle, avec force arguments, le très réel équilibre militaire conventionnel des deux blocs en Europe.

Dans un important dossier consacré à la guerre du Golfe, Alain Gresh, Amnon Kaprielian, Olivier Da Lage, Francis Beaujeu et le général Georges Buis révèlent les ancrages de ce conflit, déterminent les vrais enjeux et montrent les liens qui, du Maghreb à l'Afghanistan, tissent la véritable toile des menaces.

LA TELE EN RELIEF
SCIENCE & VIE

Au large de Saint-Domingue

Plus de cent émigrés clandestins dévorés par des requins

Plus de cent émigrés clandestins ont péri noyés ou dévorés par des requins, le mardi 6 octobre, à la suite du naufrage de l'embarcation qui les emmenait de Saint-Domingue à Porto-Rico. L'embarcation de bois, longue de 6 mètres de long, a chaviré à la suite de l'explosion de l'un des deux moteurs et les cent soixante-huit « boat people » qu'elle transportait ont été, pour beaucoup, la proie des requins. Mercredi, seul vingt et un adultes avaient pu être sauvés.

Ce n'est pas la première tragédie qui se produit dans le détroit de La Mona, large de 200 kilomètres entre Porto-Rico et Saint-Domingue. D'après une récente enquête, cinq cents Dominicains s'embarquent clandestinement chaque semaine vers Porto-Rico. Ces pauvres héros sans travail déboursent entre 1 000 et 2 000 pesos (1 800 à 3 600 F) pour atteindre l'île voisine de Saint-Martin, étape obligée avant de gagner New-York, où résident environ un million de Dominicains.

La baisse de la TVA sur les disques serait avancée au 1^{er} décembre

La baisse du taux de TVA sur les disques et les cassettes (33,3 % à 18,6 %) qui devait intervenir le 1^{er} janvier 1988 sera avancée d'un mois et devrait être effective au 1^{er} décembre.

Cette décision est le résultat d'un amendement apporté par M. Michel d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, au projet de loi de finances pour 1988, que le gouvernement s'apprête à accepter.

Une nouvelle pièce de 10 francs

Une nouvelle pièce de 10 F sera lancée en avril 1988. Elle sera bicolore, composée d'un cœur blanc nickel et d'une couronne en alliage jaune. L'avers portera l'image du génie de la Bastille.

Cette pièce remplacera la pièce de 10 F lancée en octobre 1986, qui avait été à l'origine de confusions et nombreuses (avec la pièce de 50 centimes) qu'elle avait dû être retirée peu à peu de la circulation puis démonétisée le 1^{er} mars 1987 après avoir été produite à 23 millions d'exemplaires.

L'actuelle pièce de 10 F sera retirée de la circulation sur une période de trois ans.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + LEMONDE

1500 mach. écrire Duriez

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : All, Brother, Canon, Hermes, I.B.M., Olivetti, Olympia, Rank-Xerox, Sharp, électroniques marguerites, touches correction, mémoire, écran, etc... 97 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires.
Catalog. contre 3 T. à 2,20 F. Gratuit sur place.
3, R. La Botte (8^e) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6^e (Odéon)

Sur le vif

Et moi, et moi...

Alors, les mecs, qu'est-ce qui se passe ? On ne joue plus ? La bête à deux dos, terminée ? On enchaîne fiasco sur fiasco. On nous chipe nos migraines : Pas ce soir, chérie, je suis crevé. Ou on fait sa miorse : Je ne suis pas celui que vous croyez. Faut que je rentre, mes parents vont s'inquiéter. Ah ! Ne riez pas ! C'était marqué l'autre jour dans « France-Soir ». Il y en avait toute une page. Et elle n'est pas passée inaperçue. Mes copines ne parlent plus que de ça. Avant, elles ossaient pas trop. Ça se murmurait, ça se chuchotait, entre nous, les dimanches après-midi, dans les queues de cinéma ou le soir, sur un coin de canapé, devant deux verres de whisky marqués de rouge à lèvres et un écran de télé tristounet. Là, maintenant, le ton monte. Ça gueule, ça madréte !

Tiers, hier encore, coup de téléphone. Mon amie Nina : — Non, mais t'es vu ça ? Quand je te le disais, tu me croyais pas. Il me l'a fait deux fois en trois mois, Pierre-François.

— Ben, il est presque dans les normes, non ?

— Non, les normes, c'est le contraire : trois fois en deux mois.

Où, bon et alors ! Tu veux qu'il figure dans le Livre des records ou quoi ? Et dis donc, toi qui pensais que t'y ne te sautais pas, c'est qu'il sautait ailleurs, tu vois bien que...

— J'avais raison. Il saute ailleurs. Pas au lit. En salle. Il préfère le trampoline au dunopolo.

— Normal, il veut être en forme.

— Pour quoi faire ?

— Pour pleurer.

— A qui ?

— A lui. Comme toi.

— Lui, pleure à lui, moi ?

— Non, te plaît-il toi. Lui à lui. Toi à toi. Chacun pour soi.

Grâce à quel votre tête-à-tête a tourné au dos-à-dos. Alors, un conseil, ce soir, tu mets...

— Un déshabillé vapoteux, un porte-jarretelles et des bas, c'est ça.

— Pas du tout : son pyjama, son after-shave et ses baskets.

CLAUDE SARRAUTE.

Mort du journaliste Jean Vincent

Jean Vincent, rédacteur en chef adjoint de l'Agence France-Presse, est mort, mardi soir 6 octobre, à Paris à l'hôpital Lariboisière.

La pudeur, la gentillesse et l'intelligence lumineuse de celui qui fut un gentleman de la presse nous manquent. Handicapé depuis de nombreuses années, il a continué jusqu'au bout à maintenir sur l'Asie - son sujet de prédilection et sa spécialité - et les autres pays du monde, ce regard curieux de l'analyste plein de finesse et d'humour qu'il avait été à son heure de gloire. Il était correspondant de l'AFP durant la Révolution culturelle. Il informait le monde occidental. Ce qui lui valait d'être expulsé sous les insultes des gardes rouges. Jamais, même avec ses proches, il n'évoquait

son engagement courageux dans la résistance à dix-sept ans, ni son parachutage dans les lignes allemandes qui lui permit de recueillir des informations précieuses pour les Alliés, avant d'entrer dans les services secrets français, et de recevoir la croix de guerre.

M.-C. D.

[Né le 29 décembre 1926, à Paris, Jean Vincent était entré à l'AFP en 1950 après avoir commencé sa carrière de journaliste dans la presse clandestine. Affecté au bureau de Londres, il était nommé, en 1966, directeur du bureau de Pékin avant son expulsion par les Chinois en 1968. Il dirigea ensuite les bureaux de Vienne, de New-Delhi, d'Hanoi et d'Addis-Abeba. De retour à Paris, il avait été nommé rédacteur en chef adjoint au service diplomatique.]

Comment, élève moyen, j'ai réussi mieux que d'autres ou l'histoire d'un petit livre dans une enveloppe blanche

Les cours de Sciences Po se terminent dans huit jours. Et je sentais déjà l'odeur des Landes où j'allais passer un mois de vacances avec un adorable vieil oncle.

Hélas, je ne devais jamais le revoir vivant. Avec sa barbe blanche aux parfums de résine. Là-bas, je ne retrouvais que des souvenirs. Et une grande enveloppe blanche. Avec mon prénom dessus. Comme un dernier cadeau.

A l'intérieur, pas un mot. Une simple brochure. Ténier en cinq mots : « Les lois éternelles du succès ». C'était, bien sûr, un message. Mais lequel ? Je lus. On y parlait de mémoire (justement mon point faible). Et de façon tellement extraordinaire qu'on se serait cru dans un conte de fées.

En savoir plus. Vérifier. Je pris au hasard un bouquin dans sa riche bibliothèque de vieux toubis. J'ouvris, toujours au hasard : Et je lus, les fonctions du foie (j) - comme on me recommandait de la lire - une page bourrée de mots pour moi parfaitement inconnus.

Jusqu'ici, rien d'extraordinaire. Sauf que, la dernière ligne terminée, je découvris que j'avais toujours la première en tête, et la deuxième, et la suite.

Lisant pour la première fois (et une seule fois) un texte complètement étranger à mes connaissances, je l'avais désormais là, en mémoire, précise à chaque mot près.

Il était tard. Je m'endormis. Dans l'incompréhension. Pourquoi ? Comment ?... Mais, le lendemain, odeur des pins mêlée à celle du café, je devais rendre les armes : rien cédé. Je ne me comprenais plus moi-même.

Et j'ai mis du temps à comprendre l'incompréhension. Cher vieil oncle qui me récitait sans hésitation des poèmes interminables. Il m'avait fait le plus beau cadeau du monde avec son simple mais fabuleux petit livre confié à une enveloppe blanche.

Mémoire, mais aussi maîtrise totale de soi-même. Il y avait tout dans ce livre tranquille qu'il avait dû lui-même beaucoup pratiquer.

En fait, rien de magique. Mais l'exploitation jusqu'au bout de ce que chacun de nous porte en lui-même.

Je suis aujourd'hui directeur général d'une très importante entreprise. Pas évident d'en être arrivé là. Sans cet outil, ce message et ce cadeau que je rellis encore parfois en y retrouvant l'odeur simple de la nature, des pins, des Landes, confondus avec une réussite que - élève moyen - je n'osais même pas imaginer.

Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats, priez simplement l'écho de vous envoyer « Les Lois Eternelles du Succès » écrit par W.R. Borg comme introduction à sa Méthode. Il est adressé à quiconque désire améliorer sa mémoire. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 127 - 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex.

BON GRATUIT

A remplir en lettres majuscules en donnant votre adresse permanente et à retourner à : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 127 - 6, place Saint-Pierre, 84057 Avignon Cedex, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom Prénom
N° Rue
Code Postal Ville
Age Profession
Aucun démarcheur ne vous rendra visite

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.
LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.O. compatible 17990 F HT

INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
25, rue du Renard Paris 4^e • 42.72.26.25
64, av. du Prado Marseille 6^e • 91.37.25.03